

**UNIVERSITE GALATASARAY
INSTITUT DES SCIENCES SOCIALES
DEPARTEMENT DE SCIENCE POLITIQUE**

**« DEMOKRAT PARTI » - « ADALET PARTISI » :
CONTINUE ET RUPTURE**

THESE DE MASTER RECHERCHE

Beyza ÇAKIR

Directeur de Recherche: Prof. Dr. Ahmet İNSEL

FEVRIER 2009

PREFACE

Je tiens à remercier particulièrement Ahmet İnsel et Hakan Yücel, et l'ensemble de l'équipe de la Science Politique, pour leur accueil bienveillant et leurs conseils avisés, et cela malgré leur emploi du temps chargé.

Une pensée particulière est adressée aux membres de « İslami Araştırmalar Merkezi » (İSAM) que j'ai côtoyés quotidiennement, ceux dont j'ai apprécié la gentillesse et la bonne humeur.

Je remercie également Yener Kutsal, mon cher ami qui a bien voulu répondre patiemment et aimablement à mes nombreuses questions.

TABLE DES MATIERES

PREFACE	ii
TABLE DES MATIERES	iii
ABREVIATIONS	v
TABLEAUX	vi
RESUME	vii
ABSTRACT	xii
ÖZET	xvii
INTRODUCTION	1
1 HISTOIRE COURTE COMPARATIVE : FONDATION, OPPOSITION, POUVOIR	5
1.1 Arrière-plan historique du multipartisme en Turquie	5
1.2 Fondation du <i>Demokrat Parti</i> et de l'<i>Adalet Partisi</i>	8
1.2.1 Conditions	9
1.2.2 Fondation	12
1.3 Opposition du <i>Demokrat Parti</i> et de l'<i>Adalet Partisi</i>	15
1.3.1 Premières élections	15
1.3.2 Détente des relations avec le pouvoir	17
1.4 Le <i>Demokrat Parti</i> et l'<i>Adalet Partisi</i> au Pouvoir	21
1.4.1 Années d'or	22
1.4.1.1 Victoire électorale	22
1.4.1.2 Croissance économique	26
1.4.1.3 Démocratie pluraliste	30
1.4.2 Retour aux politiques autoritaires	34
1.4.2.1 Consolidation du positionnement au pouvoir	34
1.4.2.2 Dépression économique	39
1.4.2.3 Relations extérieures et Anticommunisme	40
1.5 Interventions militaires	45
1.5.1 Bouversements sociaux	46
1.5.2 Armée dans la politique	52
2 PARTICULARITES FONDAMENTALES : BASE SOCIALE, STRUCTURE ORGANISATIONNELLE, RELATIONS AVEC LES COUCHES SOCIALE	56
2.1 Base sociale de « <i>Demokrat Parti</i> » et « <i>Adalet Partisi</i> »	56
2.1.1 Arrière-plan historique des classes en Turquie	56
2.1.2 Bases sociales de « <i>Demokrat Parti</i> » et « <i>Adalet Partisi</i> »	60
2.1.3 Axe de conflit des partis	74
2.2 Structure organisationnelle des partis	76
2.2.1 Leaders	76
2.2.1.1 Celal Bayar	77

2.2.1.2 Adnan Menderes.....	79
2.2.1.3 Ragıp Gümüşpala.....	81
2.2.1.4 Süleyman Demirel.....	82
2.2.2 Leadership et Influence de membres.....	84
2.3 Relations avec des couches sociales.....	89
2.3.1 Le Patronage.....	89
2.3.2 Le Populisme.....	91
3 PROJET POLITIQUE : PROGRAMME DE PARTI ET DE	
GOVERNEMENT.....	95
3.1 Démocratie, Droits et Libertés Fondamentaux.....	95
3.1.1 Démocratie pluraliste et Volonté nationale.....	95
3.1.2 Droits et libertés fondamentaux.....	98
3.1.3 Religion et laïcisme.....	103
3.2 Développement économique, Planification et Justice Sociale.....	107
3.2.1 Planification et rôle de l'Etat.....	107
3.2.2 Politique de développement : Agriculture et industrialisation...	112
3.2.3 Justice sociale.....	118
3.3 Politique extérieure et Armée.....	123
3.3.1 Politique extérieur.....	123
3.3.2 Armée.....	128
3.3.3 Anticommunisme.....	131
CONCLUSION.....	136
BIBLIOGRAPHIE.....	139
ANNEXE I : DEMOKRAT PARTİ PROGRAMI.....	144
ANNEXE II: ADALET PARTİSİ PROGRAMI.....	157

ABREVIATIONS

AP	:	Adalet Partisi
CGA	:	Conseil Générale d' Administration
CGP	:	Cumhuriyetçi Güven Partisi
CHP	:	Cumhuriyet Halk Partisi
CMKP	:	Cumhuriyetçi Köylü Millet Partisi
CMP	:	Cumhuriyetçi Millet Partisi
DKP	:	Demokratik Parti
DP	:	Demokrat Parti
GANT	:	Grande Assemblée Nationale Turc
HürP	:	Hürriyet Partisi
ITC	:	Ittihat ve Terakki Cemiyeti
MHP	:	Milliyetçi Hareket Partisi
MKP	:	Milli Kalkınma Partisi
MNP	:	Milli Nizam Partisi
MSP	:	Milli Selamet Partisi
OTAN	:	Organisation du traité de l' Atlantique Nord
SCF	:	Serbest Cumhuriyet Fırkası
TİP	:	Türkiye İşçi Partisi
TpCF	:	Terakkiperver Cumhuriyet Fırkası
YTP	:	Yeni Türkiye Partisi

TABLEAUX

Tableau 1.1 : Résultats des élections législatives du 15 Octobre 1961.....	16
Tableau 1.2 : Résultats des élections législatives du 14 Mai 1950.....	23
Tableau 1.3 : Résultats des élections législatives du 10 Octobre 1965.....	25
Tableau 1.4 : Résultats des élections législatives du 2 Mai 1954.....	34
Tableau 1.5 : Résultats des élections législatives du 12 Octobre 1969.....	37
Tableau 1.6 : Résultats des élections législatives du 27 Octobre 1957.....	46
Tableau 1.7 : Résultats des élections législatives du 14 Octobre 1973.....	49
Tableau 1.8 : Résultats des élections législatives du 5 Juin 1977.....	50
Tableau 2.1 : Volatilité électorale et représentative entre les élections 1950, 1954, 1957, 1961, 1965, 1969, 1973 et 1977.....	64
Tableau 2.2 : Volatilité électorale des élections en 1954 aux élections en 1957.....	65
Tableau 2.3 : Volatilité électorale des élections de 1969 aux élections de 1973.....	73

RESUME

Dans la vie politique de la Turquie, on prétend qu'il y a une continuité entre les partis depuis l'Empire Ottoman : d'une part, le « *İttihat ve Terakki Cemiyeti* » (ITC) et le « *Cumhuriyet Halk Partisi* » (CHP) ce qui se forme en centre et d'autre part, le « *Teşebbüs-i Şahsi ve Ademi Merkeziyet Cemiyeti* » de Prens Sabahattin, le 2^{ème} Groupe dans la Première Assemblée, le « *Terakkiperver Cumhuriyet Fırkası* » (TpCF), le « *Serbest Cumhuriyet Fırkası* » (SCF), le « *Demokrat Parti* » (DP) et le « *Adalet Partisi* » (AP), ce qui se forme en périphérie. Et par cette voie, la vie politique turque se situe en dialecte de centre – périphérie. Dans ces deux lignes, la continuité la plus accentuée se trouve entre le DP et l'AP, celle qui a été choisie pour le sujet d'analyse de ce travail. En faisant cet analyse on a aussi pour but de mettre en cause les autres relations de continuité entre les autres partis et un peu mettre en cause la dialecte centre – périphérie qui est une approche dominante pour le traitement des partis politiques en Turquie. Donc, le sujet de ce travail est la relation de continuité - rupture entre Demokrat Parti et Adalet Partisi.

On a choisi en tant que titre de ce travail *de la « Petite Amérique » à la « Grande Turquie » Demokrat Parti et Adalet Partisi : Continuité et Rupture*. Car, les conceptions, qui ont été toujours dans les discours de leaders de ces deux partis, tels que la « Petite Amérique » et la « Grande Turquie » font le meilleur résumé de la relation de continuité et rupture entre le DP et l'AP. Parallèlement à la continuité dans laquelle la ressemblance entre la « Petite Amérique » et la « Grande Turquie » est accentuée, la différence de définition qui existe entre les deux, dans leurs discours pour « définir » la Turquie, en réalité fait apparaître certaines ruptures qui ont eu lieu entre ces deux partis qui sont venus au pouvoir à leur époque grâce à leurs projets politiques.

L'analyse de deux partis a été réalisée en trois parties : l'histoire comparative des partis, leurs particularités fondamentales et leur projet politique.

En premier lieu, l'histoire de ces partis est parallèlement étudiée. Dans la première partie on a pour but de chercher les faits qui se représentent des points de ruptures. Puisque l'objectif n'étant pas de faire une étude historique approfondie, mais mettre en évidence les points de continuité et de rupture sur le plan historique, donc nous avons pensé que le fait de se contenter des sources secondaires serait suffisant et nous avons fait nos analyses dans ce sens. On a vu que le DP et l'AP ont été fondés dans des conjonctures différentes. Les fondateurs du DP étaient originaires du CHP, ceux de l'AP n'étaient pas d'un parti précis. Ils sont venus au pouvoir avec une victoire écrasante ; dans le cas du DP contre le parti unique CHP et dans le cas de l'AP contre l'armée et le CHP. Pendant leurs années au pouvoir, le DP fait son accent sur la modernisation de l'agriculteur, alors que l'AP sur l'industrialisation. Enfin tous les deux partis ont été fermés par l'intervention de l'armée dans la vie politique.

Dans la deuxième partie, nous essayons d'étudier les spécifications sociologiques et organisationnelles de deux parties, c'est-à-dire les caractéristiques qui reflètent la structure d'un parti politique. On a d'abord vu que la structure de classe et l'écart économique entre les régions dans l'Empire Ottoman se continuent presque sans changement dans la République turque. Mais après la Deuxième Guerre mondiale, l'écart entre les classes et les régions est creusée. Cela cause la naissance du DP au leadership des propriétaires de terre avec les commerçants et les industriels. Le conflit entre les propriétaires de terre et les industriels s'est monté avec la stagnation dans l'économie. Et ce conflit cause la séparation des industriels de la coalition qui constitue le DP. Après le coup d'Etat en 1960, AP s'est formé des propriétaires de terre et des commerçants mais cette fois au leadership des industriels. Et vers les années 70, cette fois-ci, on a vu la décomposition des propriétaires de terre et de petits hommes d'affaires de la coalition qui constitue l'AP. Donc, on constate que bien que ces deux partis se constituent des mêmes classes, ils se représentent de différents intérêts et ils sont au profit de différents groupes convenablement aux situations économiques du pays dans ce temps-là.

En suite, nous présentons la vie et les caractéristiques des leaders de parti et nous étudions leur contribution à leur parti et les effets, de l'équilibre de pouvoir existant entre les cadres administratifs du parti et les membres du parti, sur le

mécanisme de la prise de décision. Bien qu'il se risque d'arriver aux résultats trompeurs pour définir les partis en partant des vies ou des caractères des leaders, on a constaté que surtout les caractères d'Adnan Menderes et de Süleyman Demirel sont très symboliques et parallèles même aux bases sociales de leurs partis et aux conditions de leurs périodes. Quant à l'influence de membres dans la direction du parti ou bien à la démocratie dans le parti, on peut dire qu'il n'existe pas une rupture exacte entre ces deux partis. Mais, dans le DP il y a une tendance beaucoup plus autoritaire par rapport à l'AP. Car, le DP est venu d'une tradition de parti unique. Mais, cette partie ne procure pas une exacte comparaison en raison du caractère de sujet de cette partie. Même si je ne suis pas sûre, si je fais une comparaison entre le CHP et le DP ou l'AP à l'égard de la démocratie dans le parti je me soupçonne que je ne peux pas trouver un résultat différent de celle entre le DP et l'AP. Car, c'est un problème de tous les partis politiques en Turquie.

Dernièrement, nous essayons de questionner et analyser la communication et les relations de deux partis avec les couches sociales dans le contexte des conceptions de patronage et de populisme. On a constaté que ces deux partis ont les relations de patronage et de populisme aux différents niveaux. Par exemple, on a rencontré beaucoup plus fréquemment les indices de patronage dans l'AP que le DP. Car, les particularités de base de l'AP le conduisent à être plus tendancieux aux relations de patronage comme les réglementations sur le commerce extérieur, les permis de constructions... etc. D'autre part, le DP s'est adressé beaucoup plus aux politiques populistes par rapport à l'AP. Et, le populisme dans l'AP reste à un stade beaucoup plus de discours pour accentuer son différence avec le populisme de gauche des années 60 et 70.

Dans la dernière partie, nous voulons étudier le projet politique de deux partis, en partant de leurs programmes de parti et gouvernementaux, qui sont considérés en tant que « produit propre » d'un parti, et à travers leurs regards et points de vue sur les droits et libertés fondamentaux, l'Etat, le développement économique, la politique extérieure et l'armée. Leur projet politique et économique de ces partis a été analysé à partir de la notion de volonté nationale, du discours anti-communiste, de leur politique économique et de la justice sociale. Pour tous ces notions et ces politiques, on a constaté qu'il y a une continuité entre ces deux partis en ce qui concerne la

volonté nationale, leur approche à la religion et leur discours anti-communiste c'est-à-dire les notions qui définissent leur discours et ceux que le coup d'Etat n'a pas objecté. Mais, quant aux politiques économiques et à la justice sociale, il s'agit d'une rupture intensifiée. L'économie planifiée était toujours soupçonnée par le DP mais, elle était appliquée par l'AP. L'AP a accentué l'Etat-providence dans son programme plus précisément. Et par exemple l'AP a connu les droits de grève en différence avec le DP.

Vue l'immensité du sujet, quelque soit l'étude faite sur la continuité et la rupture entre le DP et l'AP, elle serait obligée de se limiter. Donc, les résultats atteints pourraient être évalués dans le cadre de ces limites. Il serait incontournable d'arriver à des résultats différents si, au lieu de ces sections, autres sections telles que les symboles utilisés par les partis, les discours des leaders, les origines des députés, étaient utilisées.

Les changements radicaux qui se sont évolués dans le pays furent une partie du processus de l'appartenance aux marchés capitalistes. Le *Demokrat Parti*, dans le cadre de la répartition internationale des tâches des années 1950 et conformément au rôle qui a été attribué à la Turquie, s'est adopté une politique pro-américaine et il avait considéré ce pays comme « modèle » pour la restructuration de la Turquie. Par contre, les pressions provenant des conditions intérieures et extérieures, ont mis fin à la continuité de cette restructuration. Vers les années 1960s, la Turquie s'est retrouvée dans une atmosphère politique et économique tout à fait nouvelle suite à coup d'Etat militaire. Dans cette période, l'AP, qui a su prendre derrière lui le soutien d'une importante partie de l'infrastructure sociale du DP, dans de nouvelles conditions, en se différenciant du DP, a commencé à former de nouvelles politiques soit dans le pays soit sur le plan international. L'AP, avec une approche protectrice concernant les fonds nationaux, a imaginé « une Turquie auto-suffisante ». Ces différentes « imaginations de Turquie » de deux partis se sont donc accordées avec les intérêts des différentes classes sociales. En conséquence, on peut dire qu'il y a la relation de continuité évolutive entre ces deux partis au niveau de discours. Mais d'autre part quant à leur base sociale et à leurs politiques économiques il y a la rupture.

Par contre, au sujet de faire une critique centre - périphérie plus large à travers l'exemple du DP et d'AP, la situation du CHP aussi devient un sujet de discussion. Le CHP, étant un sujet tellement immense qu'il est impossible d'étudier dans le contenu de la présente étude, n'avait pas été, jusqu'en 1950, dans le souci de se baser sur une infrastructure autre que le DP s'était basé. Le processus qui avait aboutit au coup d'Etat, fût une plateforme où de différents groupes s'étaient exprimés. Le CHP, après le coup d'Etat de 1960, ne s'était pas forcé pour s'expliquer à une infrastructure sociale autre que celle d'AP, plus tard, sous l'effet des conditions qui ont changé, il s'était orienté vers la gauche. Ainsi, une étude qui serait faite sur le CHP, servirait à discuter les continuités et les ruptures dans le « centre ». Une étude de ce genre permettrait de mieux comprendre dans son ensemble les parties manquantes et les limites de la dialectique centre - périphérie.

La clôture du DP suite au coup d'Etat du 27 Mai et par la suite la transformation de l'AP vers des différents points sous l'effet de la conjoncture changeant, et la clôture d'AP suite au processus du 12 Septembre et par la suite l'apparition de l'*Anavatan Partisi* (ANAP) comportent aussi des ressemblances. Les différentes querelles entre les classes sociales vers 1980 et les changements des systèmes économiques dans le monde ont provoqué la naissance du coup d'Etat du 12 Septembre, et ont orienté l'ANAP, qui a été fondé suite à ce coup d'Etat et dans une nouvelle conjoncture, vers de nouveaux points. La présente étude, qui analyse la relation de continuité et de coupure entre le DP et l'AP, souhaiterait se réserver l'espoir d'être l'effort d'un début de la compréhension des points manquants et des limites des définitions de centre - périphérie en incluant l'ANAP et les autres partis qui l'ont suivi.

ABSTRACT

In the political life of Turkey, they claim that there is a continuity between the parties since the Ottoman Empire: on one hand, "Ittihat ve Terakki Cemiyeti" (ITC) and "Cumhuriyet Halk Partisi" (CHP) what forms in center and On the other hand, "Tesebbüs-i Sahsi ve Ademi Merkezîyet Cemiyeti" of Prens Sabahattin, the 2nd Group in the First Assembly, "Terakkiperver Cumhuriyet Fırkası" (TpCF), "Serbest Cumhuriyet Fırkası" (SCF), the "Demokrat Parti" (DP) and the "Adalet Partisi" (AP), what forms in periphery. And by this way, the Turkish political life is situated in dialect of center - periphery. In these two lines, the most accentuated continuity is between the DP and the AP, the one who was chosen as the subject of this work. By making this analysis we also aim at questioning the other relations of continuity between the other parties and little to question dialect centre - periphery which is a dominant approach for the treatment of the political parties in Turkey. Thus, the subject of this work is the relation of continuity - rupture between Demokrat Parti and Adalet Partisi.

We chose as title of this work from "Small America" to "Big Turkey" Demokrat Parti and Adalet Partisi: continuity and rupture. Because, the conceptions, which were always in the discourse of leaders of these two parties, such as "Small America" and "Big Turkey" make the best summary of the relation of continuity and rupture between the DP and the AP. At the same time as the continuity which the resemblance between "Small America" and "Big Turkey" is accentuated, the difference of definition which exists between both, in the speeches "to define" Turkey, really creates certain ruptures which took place between these two parties which came to the power in their time whereby their political projects.

The analysis of two parties was realized in three parties: the comparative history of the parties, their fundamental particularities and their political project.

First of all, the history of these parties is studied at the same time. In the first part we aim at looking for the facts which represent themselves points of rupture. Because the objective not being to make a historic study detailed, but to bring to light the points of continuity and rupture on the historic plan, thus we thought that the fact of contenting itself with secondary sources would be sufficient and we made our analyses in this direction. We saw that the DP and the AP were founded in different situations. The founders of the DP came from the CHP; those of the AP were not of a precise party. They came to the power with a crushing victory; in the case of the DP against the unique party CHP and in the case of the AP against the army and the CHP. During their years in the power, the DP makes its accent on the modernization of the agriculture, while the AP on the industrialization. Finally both parties were closed by a military intervention in the political life.

In the second part, we try to study the sociological and organizational specifications of two parties that are the characteristics which reflect the structure of a political party. We saw at first that the structure of class and the economic distance between regions in the Ottoman Empire continue almost without change in the Turkish Republic. But after the Second World War, the distance between the classes and the regions is dug. It causes the birth of the DP in the leadership of the landowners with the storekeepers and the industrialists. The conflict between the landowners and the industrialists rose with the stagnation in the economy. And this conflict causes the separation of the industrialists from the coalition which constitutes the DP. After coup d'état in 1960, AP formed landowners and storekeepers but this time in the leadership of the industrialists. And towards the 70s, this time, we saw the decomposition of the landowners and the small businessmen from the coalition which constitutes the AP. Thus, we notice that although these two parties were constituted by the same classes, they represent the various interests and they are for the benefit of various groups suitably in the economic situations of the country.

Then, we present the life and the characteristics of the party leaders and we study their contribution to their party and their effects, the balance of power existing between frames administrative of the party and the members of the party, on the mechanism of the decision-making. Although it ventures to arrive at the misleading

results to define the parties by the lives or the characters of the leaders, we noticed that especially the characters of Adnan Menderes and Süleyman Demirel are very symbolic and parallel in the social bases of their parties and in the conditions of their periods. As for the influence of members in the direction of the party either for the democracy in the party, we can say that there is no exact rupture between these two parties. But, in the DP there is a much more authoritarian tendency in comparison with the AP because the DP came from a tradition of unique party. But, this part does not get an exact comparison because of the character of its subject. Even if I make a comparison between the CHP and the DP or the AP towards the democracy in the party I suspect that I cannot find a result different from that between the DP and the AP because it is a problem of all the political parties in Turkey.

At the end, we try to question and to analyze the communication and the relations of two parties with the couches of society in the context of the conceptions of patronage and populism. We noticed that these two parties have the relations of patronage and populism at the various levels. For example, we observe much more frequently the indications of patronage in the AP than the DP. Because, the particularities of the basis of the AP conduit it to be more biased in the relations of patronage as the regulations on the foreign trade, the building permits... etc. On the other hand, the DP addressed much more the populist politics than the AP. And, the populism in the AP stays in a stage much more speech to accent its difference from the left populism of the 60s and 70s.

In the last part, we want to study the political projects of two parties, by their programs of party and governmental, which are considered as "own produce" of a party, and through their points of view on the fundamental rights and the liberties, the State, the economic development, the foreign policy and the army. Their political and economic project of these parties was analyzed from the notion of will of the nation, the anti-communist speech, their economic policy and the social justice. For every these notions and these politics, we noticed that there is a continuity between these two parties as regards the will of the nation, approaches them in the religion and their anti-communist speech that is the notions which define their speech and those that coup d'état did not object. But, as for the economic policies and for the social justice, it is about an intensified rupture. The planned economy was always

suspected by the DP but, it was applied by the AP. The AP accentuated the State-Providence in its program more exactly. And for example the AP accepted the rights to strike in difference with the DP.

Seen the amplitude of the subject, about is the study made on the continuity and the rupture between the DP and the AP, it would be inescapable to limit itself. Thus, the reached results could be estimated within the framework of these limits. It would be inescapable to arrive at different results if, instead of these sections, the other sections such as the symbols used by the parties, the speeches of the leaders, the origins of the members of parliament, were used.

The radical changes which were evolved in the country were a part of the process of the membership in the capitalist markets. Demokrat Parti, within the framework of the international distribution of the tasks of the 1950s and according to the role which was attributed to Turkey, adopted a pro-American politics and it had considered this country as "model" for the restructuring of Turkey. On the other hand, the resulting pressures internal and outside conditions ended the continuity of this restructuring. At about the 1960s, Turkey met itself in a completely new political and economic atmosphere after the coup d'état. For this period, the AP, which knew how to take behind him the support of an important part of the social infrastructure of the DP, in new conditions, by differing from the DP, began to form new politics in the country and also on the international plan. The AP, with an approach defender concerning the national capital, imagined "self-sufficient Turkey". These various "imaginings of Turkey" of two parties agreed with the interests of the various social classes. As a consequence, we can say that there is a relation of evolutionary continuity between these two parties at the level of speech. But on the other hand as for their social base and for their economic policies there is a rupture.

On the other hand, to criticize widely center - periphery through the example of the DP and the AP, the situation of the CHP also becomes a subject of discussion. The CHP, being a so immense subject which it is impossible to study in the contents of the present study, did not, until 1950, have in the concern to base on an infrastructure other one itself than the DP had based itself. The process which had ends in coup d'état, that is a platform where various groups had expressed

themselves. The CHP, after coup d'état of 1960, had not forced itself to explain in a social infrastructure other than that of the AP, later, under the influence of the conditions which changed, it had turned to the left. So, a study which would be made about the CHP, would serve for discussing the continuities and the ruptures in the "center". This kind of study would allow a better understanding in general the missing parts and the limits of the dialectic center - periphery.

The close of the DP after the coup d'état of the 27th May and afterward the transformation of the AP towards various points under the influence of the changing situation, and the close of AP suite in the process of the 12th September and afterward the appearance of Anavatan Partisi (ANAP) also contain some resemblances. The various quarrels between social classes by 1980 and changes of the economic systems in the world provoked the birth of coup d'état of the 12th September, and directed the ANAP, which was based further to this coup d'état and in a new situation, towards new points. The present study, which analyzes the relation of continuity and rupture between the DP and the AP, would like to save itself the hope to be the effort of the understanding of the missing points and the limits of the definitions of center - periphery by including the ANAP and the other parties which followed itself.

ÖZET:

Türk siyasal yaşamında, Osmanlı İmparatorluğu döneminden beri siyasal partiler arasında bir süreklilik olduğu kabul edilmiştir: bir yanda, merkezi temsil eden İttihat ve Terakki Cemiyeti ve Cumhuriyet Halk Partisi bulunurken; diğer yanda, çevreyi temsil eden Prens Sabahattin'in Teşebbüs-i Şahsi ve Adem-i Merkeziyet Cemiyeti, Birinci Meclis'teki 2. Grup, Terakkiperver Cumhuriyet Fırkası, Serbest cumhuriyet Fırkası, Demokrat parti ve Adalet Partisi bu süreklilik çizgisini oluşturan partiler olmuşlardır. Böylece, Türk siyasal yaşamı merkez çevre diyalektiği üzerinden tanımlanmıştır. Bu iki çizgi üzerindeki, bu çalışmanın inceleme konusu olarak seçilen ve en çok vurgulanan süreklilik ilişkisi Demokrat Parti ve Adalet Partisi arasında bulunur. Bu sebeple bu çalışmada, Demokrat Parti ve Adalet Partisi arasındaki süreklilik ve kopuş ilişkisi olarak incelenmiştir. Aynı zamanda çalışma yapılırken diğer partiler arasındaki süreklilik ve kopuş ilişkisi tartışmaya açılmış ve biraz da Türkiye'deki partilerin incelenmesinde baskın yaklaşım olan merkez-çevre diyalektiği de sorgulanmıştır.

DP ve AP'si liderlerinin söylemlerinde sık sık dile getirilen “Küçük Amerika” ve “Büyük Türkiye” kavramları DP ve AP arasındaki süreklilik ve kopuş ilişkisini en iyi özetledikleri için çalışmanın başlığı olarak “*Küçük Amerika*”dan “*Büyük Türkiye*”ye *Demokrat Parti ve Adalet Partisi: Süreklilik ve Kopuş* seçilmiştir. “Küçük Amerika” ve “Büyük Türkiye” imajları arasındaki benzerliğin vurguladığı sürekliliğe paralel olarak, Türkiye’yi tanımlamaları arasındaki farkları tanımlaması açısından da iktidara gelen bu iki partinin arasındaki kopuşu en iyi ifade eden bu kavramlar olmuştur.

Partilerin analizi üç ana bölümde incelenmektedir. Bunlar: iki partinin karşılaştırmalı tarihleri, temel özellikleri ve siyasi projeleri.

İlk bölümde partilerin tarihleri paralel olarak incelenmektedir. Bu bölümde kopuş noktalarını gösteren olay ve olgular ele alınacaktır. Amaç derinlemesine bir tarih araştırması yapmak olmayıp tarihsel plandaki kopuş ve süreklilikleri ortaya çıkartmak olduğu için ikincil kaynaklardan faydalanmanın yeterli olduğu düşünülüp bu doğrultuda bir çalışma sunulmuştur. Görülmektedir ki, Demokrat Parti ve Adalet Partisi farklı iç ve dış konjonktürlerde kurulmuştur. Demokrat Parti kurucuları CHP kökenliken, Adalet Partisi kurucuları belirli bir partiden gelmemişlerdir. Her ikisi de iktidara ezici bir zaferle gelmiştir: Demokrat Parti o zamana kadar ki tek parti konumunda bulunan Cumhuriyet Halk Partisi'ne karşı; Adalet Partisi ise artık tek parti konumunda olmayan CHP ve orduya karşı iktidara gelmiştir. İktidar yılları boyunca Demokrat Parti vurgusunu tarımın modernleştirilmesi üzerine yaparken, Adalet Partisi sanayileşme üzerinde durmuştur. Son olarak ise iki parti de ordunun siyasal hayata müdahalesi sonucu kapatılmıştır.

İkinci bölümde, iki partinin sosyolojik ve örgütsel farklılıkları yani bir siyasi partinin yapısını gösteren özellikleri incelenmeye çalışılmıştır. İlk olarak görülmektedir ki Cumhuriyet Türkiye'sinde Osmanlı İmparatorluğu'nun sınıfsal yapısı ve bölgeler arasındaki ekonomik farklılıklar neredeyse hiç değişmeden devam etmiştir. Fakat İkinci Dünya Savaşı sonrasında, sınıfsal ve bölgesel ekonomik farklılıklar derinleşmiştir. Bu durum, sanayici ve tüccarlarla birlikte büyük toprak sahipleri öncülüğünde Demokrat Parti'nin kurulmasına yol açmıştır. Ekonomideki durgunlukla birlikte büyük toprak sahipleri ve sanayiciler arasındaki çatışma yükselmeye başlamış ve böylece bu çatışma Demokrat Parti'yi kuran koalisyondan sanayicilerin ayrılmasına neden olmuştur. 1960 Darbesi sonrasında ise Adalet Partisi büyük toprak sahipleri ve tüccar sınıfı tarafından, fakat bu sefer sanayiciler öncülüğünde kurulmuştur. 1970 yılına doğru ise bu sefer büyük toprak sahipleri ve esnafların AP'yi oluşturan koalisyondan ayrışmaları gerçekleşmiştir. Böylece gözlemlemekteyiz ki iki parti de aynı sınıflardan fakat farklı çıkarlar doğrultusunda kurulmuş ve zamanın ekonomik koşullarına uygun farklı grupların yararınadırlar.

Bununla birlikte parti liderlerinin karakterlerini ve hayatlarını sunduğumuz bölümde onların partiye katkı ve etkileri incelenmektedir. Ayrıca parti içerisinde üyeler ve yönetici kadro arasındaki güç dengesini ve karar alma mekanizmaları da incelenmektedir. Her ne kadar lider biyografilerinden çıkarak parti tanımlaması

yapmak hatalı sonuçlara ulaşmaya yol açma ihtimali olsa da, fark edilmiştir ki özellikle Adnan Menderes ve Süleyman Demirel'in karakter ve biyografileri çok semboliktir. İki liderin biyografileri hem toplumsal tabanlarıyla hem de zamanın koşullarıyla büyük ölçüde örtüşmektedir. Parti yönetiminde üyelerin etkisi ya da parti içi demokrasi söz konusu olduğunda ise iki parti arasında fark edilir bir kopuş gözlenmemektedir. Yine de Demokrat Parti'de Adalet Parti'ye oranda daha otoriter eğilimler bulmak mümkündür. Bu durumda Demokrat Parti'nin tek parti geleneğinden gelmiş olmasının büyük bir etkisinin olduğu açıktır. Fakat bu bölümün konusunun doğası gereği, bu alanda gerçek bir karşılaştırma zemini sağlanamamıştır. Parti içi demokrasi Türkiye'deki tüm siyasi partiler için problemli bir alan olduğundan dolayı CHP ve DP arasında veya CHP ve AP arasında herhangi bir parti içi demokrasi karşılaştırması yapmış olsaydık bile ulaşılan sonuçtan farklı bir sonuca ulaşılması güç olurdu.

Son olarak ikinci bölümde popülizm ve patronaj kavramları çevresinde iki partinin sosyal katmanlar ile ilişki ve iletişimleri incelenmiştir. Sonuç olarak iki partide de farklı seviyelerde popülizm ve patronaj ilişkileri bulunmaktadır. Adalet Partisi'nin tabanının özellikleri dış ticaret düzenlemeleri, inşaat izinleri... v.b gibi konular partiyi patronaj ilişkilerine daha meyilli hale getirmiştir. Böylece AP'de patronaj göstergeleriyle Demokrat Parti'ye göre daha sık karşılaşılmaktadır. Diğer yandan DP popülist politikalara daha çok başvurmuş ve dönemin sol halkçılığından farklı bir yerde tanımlamak amacıyla AP'de söylem düzeyinde bir popülizm kendini var etmiştir.

Son bölümde ise partilerin kendi ürünleri sayılan parti ve hükümet programlarından yola çıkarak DP ve AP'nin siyasi projeleri hak ve hürriyetler, Devlet, ekonomik kalkınma, dış politika ve ordu ekseninde incelenmiştir. Siyasal ve ekonomik projeleri milli irade kavramından başlayarak, antikomünist söylemden, iktisat politikalarında ve sosyal adalet etrafında incelenmiştir. Tüm bu politikalar ve kavramlar ekseninde söylemlerini oluşturan milli irade, dine yaklaşım ve antikomünizm söz konusu olduğunda iki parti arasında bir süreklilik gözlemlenmektedir. Bu politika ve kavramlar aynı zamanda darbenin de karşı çıkmadığı alanlar olagelmıştır. Fakat iktisat politikaları ve sosyal adalet konularında derinleşmiş bir kopuş söz konusudur. Planlı ekonomiye DP tarafından hep şüpheyle

yaklaşılırken, AP bunun uygulayıcısı olmuştur. AP, Refah Devleti kavramını programında sık sık vurgulamış ve grev hakkını DP'den farklı olarak tanımlamıştır.

Demokrat Parti ve Adalet Partisi arasındaki süreklilik ve kopuş ilişkisi üzerine yapılacak her hangi bir çalışmanın konunun genişliği nedeniyle kısıtlamak zorunluluğu doğmuştur. Bu nedenle ulaşılan sonuçlar bu limitler dahilinde değerlendirilmelidir. Bu çalışmada değinilen konular dışında bulunan partilerin sembolleri, liderlerin söylemleri, milletvekillerinin orijinleri gibi konulara değinilmiş olunsaydı ulaşılmış olan sonuçlarda kaçınılmaz olarak çeşitlenirdi.

II. Dünya savaşı sonrası dönemde dünyada ortaya çıkan soğuk savaş konjonktürü ile birlikte gerek Demokrat Parti gerekse Adalet Partisi somut olarak kendilerini batı kapitalist sistemin yanında tanımlamışlardır. Bu doğrultuda ülke içerisinde gerçekleşen köklü değişiklikler kapitalist pazarlara eklenme sürecinin bir parçası olmuştur. Demokrat Parti, 1950'li yılların uluslararası işbölümü çerçevesinde Türkiye'ye biçilen rolle uyumlu olarak Amerikan yanlısı bir politika benimsemiş ve ülkenin yapılandırılmasında bu ülkeyi bir model olarak almıştır. Ancak gerek iç, gerekse dış koşulların getirmiş olduğu çeşitli baskılar, bu yapılanmanın devam edilebilirliğine son vermiştir. Türkiye 1960'lara girerken yaşamış olduğu bir askeri darbenin de neticesinde yepyeni bir siyasal ve ekonomik atmosfer içerisinde kendini bulmuştur. Bu dönemde DP tabanının önemli bir kesiminin desteğini sağlamayı başarmış olan AP, yeni konjonktürde gerek ülke içinde gerekse uluslararası alanda, DP ile karşılaştırıldığında ürettiği politikalarla farklılaşmaya başlamıştır. Milli sermayeyi himayeci yaklaşımıyla, Türkiye'yi kendi kendine yeten bir ülke olarak tahayyül etmiştir. İki partinin bu birbirinden farklılaşan Türkiye tahayyülleri, farklı toplumsal sınıfların çıkarlarıyla örtüşmüş, böylece partilerin tüm zümreleri kucaklayıcı popülist politikaları iktidarda kaldıkları süre boyunca sürdürülemez bir noktaya doğru evrilmiştir. DP tabanındaki çatlaklar onun seçimler yoluyla iktidardan uzaklaşmasına sebep olmazken, AP ciddi oy kayıplarıyla karşılaşmıştır.

DP'nin CHP'ye alternatif olarak kurulması, onun kendini CHP karşıtlığı üzerinden tanımlamasına neden olmuştur. 27 Mayıs Darbesine de desteği belli olan CHP, darbe sonrası dönemde AP'nin de kendisini DP mirası ve CHP karşıtlığı

üzerinden tanımlamasına yol açmıştır. Bu noktada merkez-çevre diyalektiği iki parti arasındaki sürekliliği vurgularken, aralarındaki farklılıkları görmezden gelme eğilimindedir. Tüm bunların sonucunda denilebilir ki, farklı koşullar ve farklı zamanda ortaya çıkmış iki partinin sırf ideolojik olarak aynı noktaya yakın durması, bu iki partinin birbirinin devamı olmasının yeterli koşullarını vermemektedir. DP ve AP özelinden bakıldığında, bu partileri çevre partileri olarak görmek, bu partilerin ve ardıllarının genel olarak Türk siyasi hayatında popülist bir yaklaşımla kendilerini halkın temsilcisi olarak nitelendirmelerinin bir tezahürü olarak karşımıza çıkmaktadır.

Fakat DP ve AP örneği üzerinden daha kapsamlı bir merkez-çevre eleştirisi yapabilmek için CHP'nin konumu da tartışılmalıdır. Bu tezin kapsamında incelenemeyecek kadar geniş olan bu çalışmada, DP kurulduğu sırada CHP'nin aslında DP'den farklı bir tabana dayanma çabası içerisinde olmadığı, darbeye giden süreç içinde farklı grupların kendini ifade ettiği bir parti olmasından darbe sonrası dönemde yine AP'nin bulunduğu noktadan farklı bir tabana seslenmemesi fakat değişen konjunktürde daha sol bir noktaya doğru evrilmesi gibi konuların da incelenmesiyle "merkez" olarak adlandırılanın da ortaya konulmasını sağlayacaktır. Böyle bir çalışmanın da merkez-çevre diyalektiğine daha bütünlükçü bir eleştiri getirilmesine katkıda bulunacağı açıktır.

DP'nin 1960 Askeri darbesiyle birlikte kapanışı ve ardından AP'nin değişen konjunktürde farklı noktalara evrilmesi gibi 12 Eylül süreciyle de AP'nin kapanışı ve Anavatan Partisi'nin ortaya çıkışı önemli bir benzerliktir. 1980'e doğru toplumsal sınıflar arasındaki farklı çatışmalar ve dünya ekonomik sistemindeki değişimler 12 Eylül darbesini doğurmuş ve bu darbenin ardından yeni konjunktürde kurulan ANAP'ın da farklı noktalara doğru evrilmesine sebep olmuştur. Sonuç olarak, DP ve AP arasındaki süreklilik ve kopuş ilişkisini inceleyen bu çalışma, ANAP'ın da bu çizgiye eklemlenmesiyle, bu çizgiyi merkez-çevre ilişkisi dışında tanımlamayı deneme noktasında bir başlangıç olabilmesi umudu taşımaktadır.

INTRODUCTION

Le *Demokrat Parti*¹ (DP), qui a fait son entrée en 1946 dans la vie politique Turque, était le parti principal de l'opposition jusqu'en 1950, puis il était resté au pouvoir durant les années 1950 -1960 jusqu'à sa clôture suite au coup d'Etat du 27 Mai 1960. Le DP fût l'acteur le plus important de l'expérience de multipartisme de la Turquie qui avait été dirigée de 1923 jusqu'en 1946 par le régime de parti unique du *Cumhuriyet Halk Partisi*² (CHP). Le parti a laissé son empreinte dans la vie politique Turque durant ses 10 ans de pouvoir. Suite au coup d'Etat de 1960, dans une Turquie qui était habitué à la vie politique de multipartisme, en 1961 l'*Adalet Partisi*³ (AP), l'héritier du DP, avait été fondé et avait occupé une place importante jusqu'au Coup d'Etat de 1980. L'AP a eu le pouvoir tout seul durant les périodes 1965 – 1971 et 1979 – 1980, il a été l'associé minoritaire des gouvernements de coalition durant les périodes 1961 – 1962 et Février-Octobre de 1965 et enfin en tant que l'associé majoritaire des gouvernements de coalition lors de la période 1975–1978. Le Parti avait occupé les sièges du parti d'opposition principal durant les périodes 1962 – 1965, 1971 – 1975 et 1978 – 1979.

L'époque, durant laquelle le DP et l'AP étaient au pouvoir, était considérée comme une époque vivante pour les études et recherches de sciences politiques et l'histoire politique. De même, ces deux partis furent des sources de plusieurs études scientifiques prestigieuses dont le sujet était les « Partis Politiques ». L'étude de Cem Eroğul, intitulé « Demokrat Parti », dont la publication de sa première édition date de 1970 et qui a une approche historique et idéologique au sujet, est classée parmi les études les plus détaillées sur le DP.⁴ L'étude la plus importante et la plus détaillée sur l'AP est celle de Tanel Demirel qui est publiée en 2004 et qui prend en

¹ Fr. le Parti Démocrate

² Fr. le Parti Républicain du peuple.

³ Fr. le Parti de la Justice.

⁴ Cem Eroğul, **Demokrat Parti: Tarihi ve İdeolojisi**, Ankara: İmge Kitabevi, 2003.

main le sujet au point de vue idéologique et politique.⁵ Hormis ces deux œuvres, il existe également des articles qui étudient ces deux partis sur le plan général.⁶ Par ailleurs, même si elles ne sont pas des études d'un seul parti politique, les œuvres de Ümit Cizre⁷, Arsev Bektaş⁸ et Mehmet Kabasakal⁹ traitent les partis sous des différents angles. Par contre, à part les études qui évaluent la période de 1946 – 1980 dans sa généralité¹⁰, il n'existe aucune étude de faite interprétant particulièrement le DP et l'AP ensemble. En outre, le point commun des études concernant l'AP ou son époque est de faire en priorité un court résumé du DP et de son époque, à tel point que ceci est presque devenu une règle non écrite. Vue la situation, l'idée de faire une étude comparative de ces deux partis a attiré toute notre attention et nous a incité à réaliser la présente étude.

D'une façon générale, le premier, de deux courants politiques qui orientent la vie politique Turque, a été considéré celui qui avait débuté par le *İttihat ve Terakki Cemiyet*¹¹ (ITC) et qui est fait durer par le CHP, et le deuxième est celui qui a débuté par l'unification de ceux qui étaient opposés au premier autour du *Teşebbüs-i Şahsi ve Adem-i Merkeziyet Cemiyet'i*¹² du Prince Sabahattin, puis qui avait duré avec le DP et enfin avec l'AP. Cette analyse de la situation est devenue dominante par l'utilisation du chablon des relations centre - périphérie » d'Edward Shilis emprunté par Şerif Mardin qui est parti par l'hypothèse « La société a un centre » afin de comprendre la société Ottomane et Turque.¹³ Selon Mardin, pour comprendre une société il existe deux solutions: la société peut être comprise soit en tant qu'une « structure sociale » ou soit en tant que des « relations sociales ». Mardin, analyse les clivages dans l'Empire Ottoman et dans la République de Turquie dans le cadre des

⁵ Tanel Demirel, **Adalet Partisi: İdeoloji ve Politika**, İstanbul : İletişim Yayınevi, 2004.

⁶ Metin Heper et Jacob M. Landau (dir.), **Political Parties and Democracy in Turkey**, Londra: Tauris, 1991.

⁷ Ümit Cizre-Sakalioğlu, **AP- Ordu İlişkileri : Bir İnkılabın Anatomisi**, İstanbul : İletişim Yayınları, 1993.

⁸ Arsev Bektaş, **Demokratikleşme Sürecinde Liderler Oligarşisi, CHP ve AP (1961 - 1980)**, İstanbul : Bağlam Yayınları, 1993.

⁹ Dr. Mehmet Kabasakal, **Türkiye'de Siyasal Parti Örgütlenmesi (1908 – 1960)**, İstanbul : Tekin Yayınevi, 1991.

¹⁰ Ahmad Feroz, **Demokrasi Sürecinde Türkiye: 1945 - 1980**, trad. par Ahmet Fethi İstanbul: Hil Yayın, 1992.

¹¹ Fr. la Comitée d'Union et Progrès.

¹² Fr. la Société d'initiative personnelle et décentralisation administrative.

¹³ Şerif Mardin, « Türk Siyasını Açıklayabilecek Bir Anahtar Merkez – Çevre ilişkileri », dir. Mümtaz'er Türköne et Tuncay Önder, **Türkiye'de Toplum ve Siyaset Makaleler 1**, İstanbul: İletişim Yayınları, 1999, pp. 34 – 76. « Centry – Periphery Relations: A Key to Turkish Politics » paru premièrement dans **Deadalus**, Hiver 1973, pp. 169 – 190; traduction turque par Şeniz Gören publié dans **Dün ve Bugün Felsefe**, Vol. 1, Bilim/Felsefe/Sanat Yayınları, 1985, pp.167 – 195.

relations sociales. Chez Lipset et Rokkan, le développement politique de l'Europe fut historiquement marqué par trois révolutions successives: nationale, industrielle et internationale. Les deux principales révolutions exercèrent leurs effets suivant deux axes conflictuels: fonctionnel et territorial – culturel. La révolution nationale décrit ainsi dans l'axe fonctionnel, le clivage Eglise/Etat et, dans l'axe territorial – culturel, le clivage Centre/Périphérie. Tandis que la révolution industrielle se traduit dans l'axe fonctionnel, par le clivage Possédants/Travailleurs, et, dans l'axe territorial – culturel, par le clivage secteur primaire/secteur secondaire.¹⁴ Mardin, dans son étude, à la place de « la révolution nationale » met « le processus de modernisation de la société Turque » et en plaçant les conflits sociaux sur un axe territorial – culturel, il les interprète comme une clivage centre-périphérie.¹⁵ La naissance des partis, dans la vie politique Turque, est considérée dans le cadre de cette clivage.

Le DP et l'AP, qui sont définis en tant que des partis politiques de la « périphérie » constituent l'objectif de la présente étude. Notre point de départ est le suivant; l'AP, qui a été fondé après la clôture du DP sur le plan chronologique, à tel point peut-il être considéré comme la continuité du DP? Cette question a été répondue en essayant d'analyser les relations de continuité et de rupture existantes entre les deux partis. La présente étude est constituée par trois parties.

Dans la première partie, la fondation du DP et de l'AP, leurs années d'opposition et leurs arrivées au pouvoir sont étudiées en parallèle sur le plan chronologique. Avant de passer à cette étude, nous avons fait un court résumé historique concernant les partis qui sont considérées comme des pionniers du DP. Dans cette partie, puisque l'objectif n'étant pas de faire une étude historique approfondie, mais mettre en évidence les points de continuité et de rupture sur le plan historique, donc nous avons pensé que le fait de se contenter des sources secondaires serait suffisant et nous avons fait nos analyses dans ce sens.

Dans la deuxième partie, nous essayons d'étudier les spécifications sociologiques et organisationnelles de deux parties, c'est-à-dire les caractéristiques

¹⁴ S. M. Lipset et S. Rokkan, **Party Systems and Voter Alignments**, New York: The Free Press, 1967. cité par Daniel-Louis Seiler, **De la Comparaison des Partis Politiques**, Paris: Economica, 1986, p. 109.

¹⁵ Mardin, « Türk Siyasasını... », pp. 36 – 37.

qui reflètent la structure d'un parti politique. Dans la première phase de cette étude, nous proposons d'abord un court résumé de la structure sociale avant le DP, puis en analysant l'infrastructure sociale de deux partis, nous essayons de créer, en quelque sorte, une plateforme de discussion pour comprendre à la suite de quelles clivages dans la société que ces partis se sont créés. Par la suite, nous présentons la vie et les caractéristiques des leaders de parti et nous étudions leur contribution à leur parti et les effets, de l'équilibre de pouvoir existant entre les cadres administratives du parti et les membres du parti, sur le mécanisme de la prise de décision. Enfin, dernièrement, nous essayons de questionner et analyser la communication et les relations de deux partis avec les couches sociales dans le contexte des conceptions de patronage et de populisme.

Dans la dernière partie, nous voulons étudier le projets politique de deux partis, en partant de leurs programmes de parti et gouvernementaux, qui sont considérés en tant que « produit propre » d'un parti, et à travers leurs regards et points de vue sur les droits et libertés fondamentaux, l'Etat, le développement économique, la politique extérieure et l'armée.

Vue l'immensité du sujet, quelque soit l'étude faite sur la continuité et la rupture entre le DP et l'AP, elle serait obligée de se limiter. Donc, les résultats atteints pourraient être évalués dans le cadre de ces limites. Il serait incontournable d'arriver à des résultats différents si, au lieu de ces sections, autres sections telles que les symboles utilisés par les partis, les discours des leaders, les origines des députés, étaient utilisées

Les conceptions, qui ont été toujours dans les discours de ces deux partis, tels que la « Petite Amérique » et la « Grande Turquie » font le meilleur résumé de la relation de continuité et rupture entre le DP et l'AP. Parallèlement à la continuité dans laquelle la ressemblance entre la « Petite Amérique » et la « Grande Turquie » est accentuée, la différence de définition qui existe entre les deux, dans leurs discours pour « définir » la Turquie, en réalité fait apparaître certaines ruptures qui ont eu lieu entre ces deux partis qui sont venus au pouvoir à leur époque grâce à leurs projets politiques.

1. HISTOIRE COURTE COMPARATIVE : FONDATION, OPPOSITION, POUVOIR

1.1. Arrière-plan historique du multipartisme en Turquie

En 1878, Abd-ul-Hamid II, qui a dissous le parlement, a mis en œuvre une nouvelle politique de réformes concernant l'administration de l'Etat, dans le cadre des règles modernes de l'époque, en élargissant la base du groupe fonctionnaire.¹⁶ Jusqu'en 1889, il n'existait aucune tentative d'opposition organisée contre le régime monarchique d'Abd-ul-Hamid. En 1889, un groupe d'étudiants de l'école militaire a formé une organisation clandestine baptisée « *Jeunes Turcs* ». Vers 1895, ladite organisation s'est de plus en plus répandue. Durant cette période, le nom du groupe s'est transformé en *İttihat ve Terakki Cemiyeti* (ITC). Ses membres qui se sont fuis de la pression du régime d'Abd-ul-Hamid sont partis à Paris.¹⁷ Avec le Prince Sabahattin qui est venu à Paris en 1899, une autre fraction dans l'association a vu le jour. La fraction du Prince Sabahattin était l'élément le plus libéral dans l'association et elle était pour l'administration décentralisée et l'entreprise privée.¹⁸ Dans l'ITC, deux mouvements se sont différenciés l'un de l'autre. En 1902, lors du Premier Congrès des Jeunes Turcs à Paris, le groupe d'Ahmet Rıza et du Prince Sabahattin, tous les deux ont essayé d'influencer l'orientation de l'association. A la fin du congrès, l'association fût divisée en deux : le *Terakki ve İttihat Cemiyeti* dont le leader était Ahmet Rıza et le *Teşebbüs-i Şahsi ve Adem-i Merkeziyet Cemiyet'i*¹⁹ qui était orchestré par le Prince Sabahattin. Mais, tous les deux groupes avaient un point commun, qui était l'« Ottomanisme ». Par contre, la différence essentielle se faisait surtout ressentir dans leur approche du système économique. L'équipe d'Ahmet Rıza

¹⁶ Ahmet Yeşil, **Türkiye Cumhuriyeti'nde İlk Teşkilatlı Muhalefet Hareketi: Terakkiperver Cumhuriyet Fırkası**, Ankara: Cedit Neşriyat, 2002, pp. 14 - 15.

¹⁷ Suavi Aydın, « İki İttihat Terakki : İki Ayrı Zihniyet, İki Ayrı Siyaset », dir. Mehmet Ö. Alkan, **Modern Türkiye'de Siyasi Düşünce, Cilt 1, Cumhuriyet'e Devreden Düşünce Mirası - Tanzimat ve Meşrutiyet'in Birikimi**, İstanbul : İletişim Yayınevi, 2003, p. 119.

¹⁸ *Ibid.*, pp. 119 – 122.

¹⁹ Fr. la Société d'initiative personnelle et décentralisation administrative.

défendait l' « économie nationale » dans le cadre d'une centralisation ; tandis que le groupe du Prince Sabahattin était pour l'entreprise privée et le fédéralisme.²⁰ Dès le début, cette différence existant entre les deux points de vue économique des deux fractions se transforma en un conflit sur le plan politique et social, a provoqué les différents partis après *II. Meşrutiyet*²¹ en 1908.²²

Le *Osmanlı Ahrar Fırkası*²³ qui a été fondé par le groupe du Prince Sabahattin, après *II. Meşrutiyet*, ne définissait pas uniquement le principe de décentralisation en tant que le libéralisme économique, mais en même temps le parti accentuait, dans son programme, l'égalité de différentes nations avec les thèmes classiques du libéralisme politique et économique.²⁴ Mais on devrait souligner que le groupe du Prince Sabahattin n'avait pas de base sociale comme les autres groupes de cette période. L'apparition de ces groupes était le résultat de la décomposition intérieure du centre.²⁵

L'accent, qui est mis sur la vie cosmopolite par l'*Osmanlı Ahrar Fırkası*, a provoqué l'accusation d'être séparatiste face au turkisme de l'ITC.²⁶ L'*Osmanlı Ahrar Fırkası* qui a commencé à politiser son opposition contre l'ITC a provoqué la naissance des débats politiques libéraux parmi les réformateurs dans l'Empire Ottoman en accentuant les libertés de l'individu.²⁷

L'*Osmanlı Ahrar Fırkası* a été fermé à la suite de l' « Événement du 31 Mars » qui a eu lieu en 1909. Etablir la liaison entre l' « Événement du 31 Mars » et l'*Osmanlı Ahrar Fırkası*, fut le premier exemple pour évaluer le libéralisme politique et le réactionnarisme par la même optique.²⁸

Le *Mutedil Hürriyetperveran Fırkası* qui a été créé après l'*Osmanlı Ahrar Fırkası* était majoritairement formé par les Arabes, Roums et les Albanaises et il

²⁰ *Ibid.*, p. 124.

²¹ Fr. Monarchie constitutionnelle.

²² Ahmet İnsel, « Türkiye'de Liberalizm Kavramının Soyçizgisi », dir. Murat Yılmaz, **Modern Türkiye'de Siyasi Düşünce, Cilt 7, Liberalizm**, İstanbul : İletişim Yayınevi, 2005, p. 55.

²³ Fr. le Parti ottoman de l'Union libérale.

²⁴ *Ibid.*, p. 56.

²⁵ Yeşil, **Türkiye Cumhuriyeti'nde İlk...**, p. 17.

²⁶ Tarık Zafer Tunaya, **Türkiye'de Siyasal Partiler 1859 - 1962**, İstanbul : Arba Yayınları, 1995, p. 183 cité par İnsel, « Türkiye'de Liberalizm... », p. 57

²⁷ İnsel, « Türkiye'de Liberalizm... », p. 57.

²⁸ *Ibid.*, p. 58.

défendait le concept du système de nation Ottomane. Ils étaient pour la continuation de la monarchie constitutionnelle. Ce parti qui était contre la décentralisation pensait que celle-ci pourrait causer la dissolution de l'Empire. De l'autre côté, les islamistes qui se sont réunis dans le parti intitulé *İttihad-i Muhammedi Fırkası* étaient contre le pouvoir et l'opposition libérale en même temps que le sujet de la laïcisation. La collaboration de ces deux partis dans le cadre de l' « Événement du 31 Mars » a continué également dans le *Hürriyet ve İtilaf Fırkası*²⁹. Cette opposition n'a pas posé une base périphérique contre l'ITC, qui était prétendu représentant du centre, bien qu'elle ait des relations avec la périphérie mieux que l'ITC.³⁰

Le rôle centraliste et laïc prétendu par l'ITC a été joué par le *Cumhuriyet Halk Partisi* pendant la période de République.³¹ Pendant la guerre d'indépendance, Groupe II qui était opposé à Mustafa Kemal et à son groupe suscitait des débats qui avaient des contenus du libéralisme politique lors de la première assemblée. Surtout, en raison de leurs idées concernant les droits d'individu et qui étaient contre la personnalisation du gouvernement, ce groupe était différencié de le CHP qui allait être fondé après la dissolution du premier groupe.³²

Après la fondation de la République, les mécontentements contre le CHP ont causé la naissance d'une fraction dans le parti. Cette fraction, le *Terakkiperver Cumhuriyet Fırkası*³³ (TpCF), portait aussi le souci de la personnalisation du pouvoir par Mustafa Kemal parallèlement au premier groupe de la première Grande Assemblée Nationale.³⁴ A la suite de la mise en œuvre de *Takrir-i Sukun Kanunu*³⁵, la fermeture du TpCF et les accusations contre le cadre du TpCF d'être lié à la révolte de Cheikh Saïd ont fait glisser l'axe de conflit vers l'espace du libéralisme politique. L'accusation principale dirigée contre le TpCF était l'assertion que l'apparence respectueuse du parti à la religion, suscitait des actions réactionnaires.

²⁹ Fr. l'Entente libérale.

³⁰ Yeşil, *Türkiye Cumhuriyeti'nde İlk...*, pp. 17 – 18.

³¹ **Ibid.**

³² Ahmet Demirel, « Milli Mücadele Döneminde Birinci Meclis'teki Liberal Fikirler ve Tartışmalar », dir. Murat Yılmaz, *Modern Türkiye'de Siyasi Düşünce, Cilt 7, Liberalizm*, İstanbul : İletişim Yayinevi, 2005, pp. 168 – 182.

³³ Fr. le Parti Républicain Progressif.

³⁴ Yeşil, *Türkiye Cumhuriyeti'nde İlk...*, p. 20.

³⁵ La loi sur le maintien de l'ordre.

Après cette date, dans le discours souverain, le libéralisme politique a commencé à être utilisé comme le synonyme du réactionnarisme.³⁶

Après le TpCF, le *Serbest Cumhuriyet Firkasi*³⁷ (SCF) qui a été créée le 12 Août 1930 par le directif de Mustafa Kemal, fût le seul parti à tradition libérale qui est né jusqu'à la fin de la Deuxième Guerre Mondiale. La seule différence du SCF était l'accent mis sur le libéralisme économique par rapport au CHP. Par contre, il ne s'agissait pas un libéralisme de « laisser faire ». C'était plutôt un libéralisme modéré. Mais, quand ce parti, comme le TpCF, a réussi à mobiliser une base populaire beaucoup plus que l'on l'espérait, le SCF a, aussi, été fermé durant la même année où il a été fondé.³⁸

Le *Demokrat Parti* qui est né après la Deuxième Guerre Mondiale est venu en dedans du CHP comme les précédents, le TpCF et le SCF. Sa fondation a été encouragée par le CHP mais non pas par la directive de telle ou telle personne comme le SCF. Mais d'autre part, on ne devrait pas oublier que la naissance du DP a créé des discussions très graves dans l'assemblée comme celles du TpCF. Mais, le DP a pu persister dans la vie politique, puisque pendant cette période la transition au multipartisme se trouvait déjà à un certain niveau dans la vie politique étatique. En 1960, le DP a été fermé par le coup d'Etat militaire. Et enfin l'*Adalet Partisi* a vu le jour en tant que l'héritier du DP et a transmis son discours vers la base électorale du DP.

1.2. Fondation du *Demokrat Parti* et de l'*Adalet Partisi*

Le DP et l'AP ont été fondés dans des conjonctures différentes. Le DP était né à la suite d'une guerre mondiale où tous les équilibres internationaux étaient bouleversés sur le plan politique. Quant à l'AP, s'est formé à la suite d'un Coup d'Etat, c'est-à-dire suite aux changements très profonds dans la vie politique de la Turquie.

³⁶ İnsel, « Türkiye'de Liberalizm... », p. 68.

³⁷ Fr. le Parti libérale.

³⁸ *Ibid.*, pp. 69 – 70.

1.2.1. Conditions

Concernant la conjoncture durant laquelle le DP était né ; il s'agissait de la fin de la Deuxième Guerre Mondiale où les alliés avaient triomphé. A la suite de cette guerre, les régimes dictatoriaux des partis uniques se sont dégradés et les systèmes libéraux démocrates étaient favorables. Cette nouvelle situation internationale a aussi influencé la Turquie.³⁹ D'ailleurs, la Turquie a participé à la conférence de San Francisco en 1945 et elle a signé l'accord des Nations Unies. Avec sa signature, elle a accepté la fondation d'un système démocratique.⁴⁰ La raison principale contraignant la Turquie à cette situation, était les relations de la Turquie avec l'Allemagne à travers une politique de neutralité pendant la Deuxième Guerre Mondiale. D'une part la Turquie a pu éviter les contraintes des alliés à participer à la guerre à côté d'eux, d'autre part elle a pu se protéger contre une éventuelle attaque de l'Allemagne par le pacte de non-agression signé avec l'Allemagne.⁴¹ Vers la fin de la guerre, une fois que le triomphe des alliés fût évident, la Turquie qui avait continué ses relations avec l'Allemagne, a commencé à les isoler à l'échelle internationale. İsmet İnönü, qui a pensé que pendant la période après-guerre, l'isolation pourrait être diplomatiquement nuisible pour le pays a, donc, cessé les relations avec l'Allemagne et il a déclaré officiellement la guerre contre ce pays et le Japon.⁴²

Dans cette nouvelle situation, la Turquie avait pour but de mettre fin à son isolation pour s'approcher vers le monde occidental. Car, après la guerre au sujet de la restructuration du monde une atmosphère d'insécurité était apparue entre les Etats-Unis et l'Union Soviétique. Cette atmosphère, s'est alors manifestée par la demande de territoire de l'Union Soviétique à la Turquie et le changement du statu des détroits.⁴³ Dans cette nouvelle conjoncture, la Turquie s'est approchée vers l'occident et pour y être acceptée elle s'est vue dans l'obligation de passer au système parlementaire démocratique. Après sa naissance, le DP a essayé de devenir la voix de la liberté et il s'est mis en contact avec les groupes de gauche qui étaient

³⁹ Cemil Koçak, « Siyasal Tarih (1923 – 1950) », dir. Sina Akşin , **Türkiye Tarihi, Cilt 4 : Çağdaş Türkiye (1908 – 1980)**, İstanbul : Cem Yayınevi, 2007, p. 178.

⁴⁰ Eric Jan Zürcher, **Modernleşen Türkiye'nin Tarihi**, trad. tr. Yasemin Saner Gönen, İstanbul : İletişim Yayınevi, 2007, p. 302.

⁴¹ Koçak, « Siyasal Tarih... », p. 208.

⁴² **Ibid.**, p.209.

⁴³ Oral Sander, **Siyasi Tarih : 1918 – 1994**, Ankara : İmge Kitabevi, 1996, p. 227.

contre le CHP autoritaire. Mais, suite à l'assaut de l'imprimerie du quotidien *Tan* et des vents hystériques anti-communistes qui soufflaient de plus en plus fort, il a vite renoncé à son rapprochement avec les groupes de gauche.⁴⁴

Par ailleurs, après la Deuxième Guerre Mondiale, le concept d'être occidental, en Turquie, ne passait guère d'un enrichissement culturel. Mais il s'agissait de s'enrichir et de se développer pour être occidental. Donc, l'objectif est devenu de créer de la Turquie « une petite Amérique ». C'était donc la raison principale de la politique extérieure trop occidentaliste du DP et du libéralisme économique du DP dans ses discours.⁴⁵ En outre, on devrait accentuer que ce type de politique exprimait aussi les penchants de la bourgeoisie commerciale et des grandes propriétaires de terre qui avaient été renforcés par l'économie de guerre.⁴⁶

Quant à l'environnement où l'AP était né, il s'agissait de l'intervention militaire en 1960 qui se basait sur le principe de l'action des « forces dynamiques » autrement dit la jeunesse qui représentait l'avenir de la nation, l'intelligentsia kémaliste et l'armée. Les électeurs conservateurs du DP considéraient le régime militaire comme une revanche de la bureaucratie « infidèle » qui s'était exercée sur la volonté populaire. Le coup d'Etat aurait pu déboucher sur un régime très autoritaire, voire même totalitaire. Les pan-touranistes qui se trouvaient parmi les auteurs du Coup d'Etat militaire, en effet, ne cachaient pas leur volonté d'instaurer un régime de chef unique et de nation militaire, structuré autour d'un projet corporatiste. Cette volonté a fait cependant peur aux membres de la « gauche » du Coup d'Etat. Les partisans de *Türkeş* étaient écartés du Comité d'Union Nationale. Par conséquent, le Comité a fait préparer une nouvelle Constitution plus libérale que la précédente et a décidé d'autoriser les élections, et ceci sans réserver toutefois la présidence à Cemal Gürsel, considéré comme le garant de la « révolution du 27 Mai ».⁴⁷

⁴⁴ Tanıl Bora, « Adnan Menderes », dir. Murat Yılmaz, **Modern Türkiye'de Siyasi Düşünce, Cilt 7, Liberalizm**, İstanbul : İletişim Yayınevi, 2005, p. 504.

⁴⁵ Soli Özel et Ali Sarıkaya, « Türkiye'de Liberalizmin Prangaları », dir. Murat Yılmaz, **Modern Türkiye'de Siyasi Düşünce, Cilt 7, Liberalizm**, İstanbul : İletişim Yayınevi, 2005, p. 462.

⁴⁶ Tevfik Çavdar, « Demokrat Parti », **Cumhuriyet Dönemi Türkiye Ansiklopedisi, Cilt 8**, İstanbul : İletişim Yayınları, 1983, p. 2071.

⁴⁷ Hamit Bozarslan, **Histoire de la Turquie Contemporaine**, Paris : La Découverte, 2004, p. 55.

Durant les années 1960, la guerre froide s'est relativement détendue. Mais, cette situation n'a pas pu, pour autant, empêcher l'AP qu'il soit dans l'hystérie de communisme comme son prédécesseur le DP et le CHP. Après 1960, le mouvement de gauche et socialiste était en plein développement croissant en Turquie. Dans l'atmosphère libre, due à la constitution 1961, le mouvement ouvrier s'est aussi développé, par conséquent la vie intellectuelle de gauche a commencé à être animée. Certes, ce développement du mouvement de gauche est intensifiée par la fondation de *Türkiye İşçi Partisi*⁴⁸ (TIP) qui a réussi à gagner des sièges dans l'Assemblée en 1965 suite aux élections. Pour pouvoir répondre cet événement tout à fait nouveau, le camp de droite a ressenti le besoin de se définir plus nettement. Le contenu de cette définition constituait des thèses comme quoi que l'atteinte à la mode de vie et le système des valeurs appartenant à la fraction traditionnelle, provenait du gauche et du mouvement de gauche plutôt que l'élite kémaliste.⁴⁹

A la suite du Coup d'Etat du 27 Mai, l'idée de développement planifié a gagné d'importance. Lors de cette orientation économique, l'Organisation de Planification d'Etat (OPE) a été fondée en 1961 par le régime militaire puisque celle-ci était une obligation imposée par la Constitution 1961. Avant le Coup d'Etat, les institutions comme le FMI et l'OCDE avaient été déjà recommandées la planification pour la coordination des investissements publics et l'utilisation effective des investissements étrangers. De même, plusieurs industriels qui voulaient faire de nouveaux investissements étaient pour le concept de la planification.⁵⁰ Donc une atmosphère, favorisant le projet politique de l'AP, s'est créée qui était de constituer la « grande Turquie »

Par conséquent, le DP a été fondé quand la Turquie s'est passée au multipartisme surtout grâce aux effets internationaux. Le DP était dans la tradition de la Constitution de 1924 qui est tenue en vigueur, durant 21 ans, par le parti unique. Par contre, l'AP était une création de la nouvelle Constitution de 1961, réalisée par l'Armée. Comme on vient de faire une comparaison entre les atmosphères dans lesquelles les partis ont été fondés, on pourrait donc passer aux origines politiques

⁴⁸ Fr. le Parti Ouvrier Turc

⁴⁹ Tanel Demirel, « Adalet Partisi », dir. Murat Yılmaz, **Modern Türkiye'de Siyasi Düşünce, Cilt 7, Liberalizm**, İstanbul : İletişim Yayınevi, 2005, p. 580.

⁵⁰ Demirel, **Adalet Partisi...**, pp. 303 – 307.

des fondateurs et des groupes qui ont constitué desdits partis et aux raisons de leur fondation.

1.2.2. Fondation

Le DP était formé à partir d'une opposition dans le CHP qui était de plus en plus devenue apparente en Mai 1945 lors des débats sur la Loi des Terres et ceux du budget dans l'Assemblée. Le premier indice d'existence d'une opposition dans le sein du parti est émergé lors des Débats de budget qui ont commencé le 21 Mai 1945. Pour la première fois, les orateurs, dans l'Assemblée, tels qu'Adnan Menderes, Feridun Fikri Düşünsel, Hikmet Bayur et Emin Sazak ont fortement critiqué le pouvoir. Les critiques étaient surtout concentrés aux sujets des dettes d'Etat augmentant en raison du déficit budgétaire ; de l'émission démesurée ; des augmentations de prix ; de la situation des employés et des fonctionnaires dont leurs revenus qui devenaient insuffisants ; de la corruption ; du marché noir ; de l'insuffisance et l'injustice qui régnaient dans le système fiscal.⁵¹ Alors, cinq députés du CHP, Celal Bayar, Refik Koraltan, Fuat Köprülü, Adnan Menderes et Emin Sazak ont voté contre le budget, dont le premier quatre seraient les fondateurs du DP.⁵²

Parallèlement aux débats du budget, ceux de la Loi de Terre aussi dans l'Assemblée ont donné pour la première fois, à l'opposition, une chance de s'organiser d'une façon plus apparente et prononcée.⁵³ Les débats pour ladite Loi ont commencé le 14 Mai 1945. La réforme a prévu la nationalisation de toutes les terres qui étaient plus de 500 dönüm⁵⁴ (article 17). La contre valeur de la nationalisation serait payée suivant une échelle variée inversement proportionnelle : Plus la terre détenue était grande, moins ses propriétaires étaient payés (article 21).⁵⁵ Comme il n'était pas possible de s'opposer toute la loi, les porte-paroles des propriétaires de terre ont essayé d'abolir les deux articles ou au moins de les alléger. Les critiques principales sont venues d'Adnan Menderes et de Refik Koraltan. La loi qui était

⁵¹ Eroğul, **Demokrat Parti...**, p.25.

⁵² Cemil Koçak, « Siyasal Tarih (1923 – 1950) », dir. Sina Akşin , **Türkiye Tarihi, Cilt 4 : Çağdaş Türkiye (1908 – 1980)**, İstanbul : Cem Yayınevi, 2007, p. 176.

⁵³ Metin Toker, **Demokrasimizin İsmet Paşa'lı Yılları 1944–1973 : Tek Partiden Çok Partiye 1944–1950**, Ankara : Bilgi Yayınevi, 1990, p.40.

⁵⁴ Mesure agraire de 100 mètre carrés.

⁵⁵ Bernard Lewis, **The Emergence of Modern Turkey**, London : Oxford University Press, 1968, pp. 89 – 93 cité par Feroz Ahmad, **Demokrasi Sürecinde Türkiye (1945 – 1980)**, trad. tr. Ahmet Fethi, İstanbul : Hil yayın, 1992, p. 25.

considérée comme une atteinte au droit de propriété par les contestataires et a fait émerger une séparation nette dans le parti.⁵⁶ La loi était acceptée le 11 Juillet 1945 juste après *Dörtlülük Takriri*⁵⁷, nom d'une proposition soumise à l'Assemblée par Bayar, Koraltan, Köprülü et Menderes.⁵⁸ Cette proposition parlementaire avait principalement pour but de créer une possibilité de négociation beaucoup plus libre dans le parti. La proposition a été rejetée sur la demande d'İsmet İnönü.⁵⁹ Mais cette rejection était considérée comme une tactique pour la fondation d'un nouveau parti d'opposition.⁶⁰ Le groupe opposé a continué à critiquer la direction de CHP en écrivant des articles dans les journaux comme *Tan* et *Vatan*. Par le biais de la presse Menderes, Köprülü et Fevzi Lütfü Karaosmanoğlu ont continué à demander le contrôle de la nation sur le gouvernement, le droit et la liberté de l'homme et l'abolition des lois antidémocratiques.⁶¹ Ainsi, cette opposition a été critiquée d'une façon rigide et ont fût exclue du parti : le 21 Septembre 1945, Menderes et Köprülü ont été exclus du parti et le 28 Novembre 1945, l'exclusion de Refik Koraltan les a suivi. Suite aux exclusions de Menderes et de Köprülü, Celal Bayar a démissionné de ses fonctions de député tout en restant le membre du CHP.⁶²

Dans son discours prononcé à l'occasion de l'ouverture de l'Assemblée Nationale, İsmet İnönü a souligné encore une fois la nécessité d'un parti d'opposition et au mois de Juillet, le *Milli Kalkınma Partisi*⁶³ (MKP) a été fondé. Le leader de ce nouveau parti, constitué le 18 Juillet 1945, était Nuri Demirağ. Le MKP qui critiquait sévèrement le CHP était essentiellement contre l'étatisme.⁶⁴ Cependant, le MKP n'a été pris en considération ni par le pouvoir ni par les contestataires dans le CHP et mise à part sa particularité d'être le premier parti fondé durant cette période, il n'a guère influencé la vie politique turque.⁶⁵ Avec la séparation de Celal Bayar du CHP, les rumeurs concernant la fondation d'un nouveau parti ont augmenté parmi

⁵⁶ Eroğul, **Demokrat Parti...**, pp. 26 – 27.

⁵⁷ fr. Motion de Quatre

⁵⁸ Feroz Ahmad et Bedia Turgay, **Türkiye'de Çok Partili Politikanın Açıklamalı Kronolojisi 1945 – 1971**, Ankara : Bilgi Yayınevi, 1976, p. 13.

⁵⁹ Koçak, « Siyasal Tarih... », p. 177.

⁶⁰ Kemal H. Karpat, **Turkey's Politics : The Transition To A Multi - Party System**, New Jersey : Princeton University Press, 1956, p.146 cité par Ahmad, **Demokrasi Sürecinde...**, p. 27.

⁶¹ Koçak, « Siyasal Tarih... », p.180.

⁶² **Ibid.**, p.181.

⁶³ Fr. le Parti de développement national.

⁶⁴ Tarık Zafer Tunaya, **Türkiye'de Siyasal Partiler 1859 - 1962**, İstanbul : Arba Yayınları, 1995, p. 639.

⁶⁵ Koçak, « Siyasal Tarih... », p. 177.

les membres du CHP qui étaient contents de la démission de Bayar. Le CHP a considéré un tel parti comme un contrôle de la politique du CHP. Finalement, le 7 Janvier 1945, la fondation du DP a été officiellement déclarée.⁶⁶

Mais, le processus de fondation de l'AP s'est manifesté différemment. A la suite du Coup d'Etat 1960, le DP a été définitivement fermé. Après la clôture officielle du DP, plus de 4 millions de partisans/sympathisants sont restés sans parti.⁶⁷ Pour combler cette lacune, deux nouveaux partis, en 1961, sont nés : Le *Yeni Türkiye Partisi*⁶⁸ (YTP) dont le leader était Ekrem Alican, opposé à Adnan Menderes, l'un des fondateurs du HürP en 1955, et l'AP sous le leadership d'un général d'armée retraité, Ragıp Gümüşpala.⁶⁹ L'AP a été fondé le 11 Février 1961 par l'approbation de l'Armée. Ragıp Gümüşpala, l'ex-comandant de la 3^{ème} Armée en Mai 1960, n'est pas nommé à la présidence du parti comme par hasard. Gümüşpala, qui avait été nommé à la Présidence de l'Etat Majeur Général le 6 Juin 1961, était renvoyé à la retraite en Août et six mois après sa retraite, il est devenu le président de l'AP. Gümüşpala était la garantie de l'Armée contre le « danger de restructuration » du DP et aussi celle de partisans de l'AP contre la pression de l'Armée.⁷⁰ A part Gümüşpala, les fondateurs de l'AP étaient Necmi Ökten, Şinasi Osmâ, Tahsin Demiray, Ethem Menemencioğlu, Muhtar Yazır dont les trois derniers étaient originaires du *Türkiye Köylü Partisi*^{71, 72}.

En conséquence, les fondateurs du DP étaient originaires du CHP, qui allait être le pôle, ceux de l'AP n'étaient pas d'un parti précis, mais la plupart étaient du *Türkiye Köylü Partisi* et certains autres étaient originaires de l'Armée. De même le DP a été né après avoir sévèrement critiqué le parti auquel il appartenait pour diviser le dépôt des voix de ce parti, mais AP a été fondé à la suite de la fermeture d'un parti et pour hériter les voix de ce parti. Les années qui ont suivi la fondation de ces deux partis étaient en général passées par l'opposition dans la vie

⁶⁶ Feroz Ahmad, **Demokrasi Sürecinde Türkiye (1945 – 1980)**, trad. tr. Ahmet Fethi, İstanbul : Hil yayın, 1992, pp. 27 – 28.

⁶⁷ Bektaş, **Demokratikleşme...**, p.33.

⁶⁸ Fr. le Parti de la Nouvelle Turquie.

⁶⁹ Feroz Ahmad, **Modern Türkiye'nin Oluşumu**, trad. tr. Yavuz Alogan, İstanbul : Kaynak Yayınları, 2007, p. 164.

⁷⁰ **Ibid.**, p. 165.

⁷¹ Fr. le Parti Paysan Turque.

⁷² Fikret Şahoğlu, **A.P.'nin İçyüzü**, Esra Kolektif Şirketi Matbaası, 1965, p.53.

parlementaire. Donc, on va parallèlement analyser les années 1946 – 1950 et 1961 – 1965 sous le point de vue de leur politique d’opposition.

1.3. Opposition du *Demokrat Parti* et de l’*Adalet Partisi*

Les années d’oppositions de deux partis commencent par leurs campagnes électorales. Juste après leurs fondations, il y a eu des élections. Car, ces périodes étaient les dates de passages aux périodes de pluralisme dans la vie politique turc. L’un était fondé après la fin du régime de parti unique, l’autre après la fin du régime de forces armées.

1.3.1. Premières élections

Dès que le DP a commencé à fonder des branches dans plusieurs villes, il est accueilli partout par l’enthousiasme du peuple. Le CHP, qui avait déjà été conscient du mécontentement du peuple, n’arrivait pas à mesurer son importance. Le degré de cet enthousiasme les a poussés à prendre des mesures libérales dans le congrès du CHP en 1946 telles que : le suffrage direct, la libéralisation de la loi de presse, le gain d’autonomie des universités...etc. D’autre part, le CHP a anticipé la date des élections en 1946 au lieu de 1947 pour que le DP y participe sans préparation nécessaire.⁷³ Suite aux élections dont les résultats n’ont pas été affichés, le CHP a obtenu 361 députés contre 67 députés du DP.⁷⁴ La réalisation frauduleuse et abusive des élections de 1946 deviendrait le thème majeur de l’opposition après cette date.⁷⁵

Concernant la position de l’AP vis-à-vis des électeurs ; l’AP a essayé d’assembler ceux qui étaient contre l’injustice rencontrée au 27 Mai et ceux qui étaient contre le coup d’Etat. Mais, cela a suscité des troubles à l’égard de l’AP : D’une part, le parti a essayé de transmettre à la base du DP l’idée que l’AP était la continuation du DP, d’autre part, il s’est efforcé de se protéger contre les réactions des groupes dans l’Armée et du Comité d’Union Nationale qui se sont fréquemment manifestés contre la résurrection d’un nouveau DP.⁷⁶

⁷³ Zürcher, *Modernleşen Türkiye...*, p. 308.

⁷⁴ Ali Eşref Turan, *Türkiye’de Seçmen Davranışı : Önceki Kırılmalar ve 2002 Seçimi*, İstanbul : İstanbul Bilgi Üniversitesi Yayınları, 2004, p. 27.

⁷⁵ Eroğul, *Demokrat Parti...*, pp. 36 – 37.

⁷⁶ Demirel, *Adalet Partisi...*, pp. 28 - 29.

Partis	Voix Obtenus	Taux		Sièges obtenus
		Parmi les inscrits	Parmi les bulletins valides	
Cumhuriyet Halk Partisi	3 724 752	28,8	36,7	173
Adalet Partisi	3 527 435	27,3	34,8	158
Cumhuriyetçi Köylü Millet Partisi	1 415 390	11,0	14,0	54
Yeni Türkiye Partisi	1 391 934	10,8	13,7	65
Indépendants	81 732	0,6	0,8	-
Bulletins non valides	381 473	3,0		
Votants	10 522 716	81,4		
Abstention	2 402 679	18,6		
Total (Inscrits)	12 925 395	100	100	450

Tableau 1.1 : Résultats des élections législatives du 15 Octobre 1961⁷⁷

A la suite de l'exécution de trois ex-membres du DP à Yassıada, les campagnes électorales ont commencé. Dans une atmosphère, où les soupçons de l'Armée, des organisations de jeunesse, de la bureaucratie et d'une partie de la presse ont continué contre les groupes considérés comme la continuation du DP, le thème principal utilisé par l'AP dans les campagnes était son caractère héritier du DP.⁷⁸ Dans les élections réalisées en Octobre 1961 (Tableau 1.1), l'AP et l'YTP, ces deux partis ont obtenu au total 48,5% de voix contre 36,7% du CHP. Ces résultats étaient la signification de la force du DP qui continuait et d'un blâme contre l'Armée. Puis que le pouvoir n'a pas pu être livré à une coalition de « néo-DP », le président Cemal Gürsel a chargé İsmet İnönü de former le gouvernement.⁷⁹

Les élections qui se sont déroulées en 1946 et en 1961, étaient les premières élections législatives auxquelles le DP et l'AP ont participé. Le CHP a remporté tous les deux. Mais, le système électoral, en 1946, était majoritaire et donc différent de celui en 1961 qui était proportionnel. C'est pourquoi les résultats électoraux sont

⁷⁷ DİE, 1996, p 208, cité par Turan, **Türkiye'de Seçmen...**, p. 56.

⁷⁸ Demirel, **Adalet Partisi...**, p. 34.

⁷⁹ Ahmad, **Modern Türkiye'nin...**, p.164.

incomparables. Après les élections on voit un durcissement et ensuite une détente dans le comportement des partis face au pouvoir.

1.3.2. Détente des relations avec le pouvoir

Avec l'ouverture de l'Assemblée Nationale, la tension a été tendue entre le DP et le CHP. Le DP avait décidé de suivre une politique d'opposition sévère : boycotté des élections parlementaires et manque de confiance pour le gouvernement de Recep Peker... etc.⁸⁰ Tous les deux partis se sont accusés l'un contre l'autre d'être communiste. Le premier congrès du DP s'est écoulé dans une atmosphère enflammée : les membres ont parlé fiévreusement des sujets radicaux qui étaient au delà de la perception du DP. Dans ce congrès, le DP s'est adopté un principe nommé « *Hürriyet Misakı* »⁸¹ dont le contenu consistait à compléter les réformes d'Atatürk en visant à la démocratie. En plus, ils ont pris la décision de ne pas participer aux élections partielles.⁸²

Pendant que les relations entre les deux partis étaient à un point d'être rompues, la Proclamation de 12 Juillet rédigée par İnönü a bouleversé la situation. C'était un tournant pour le passage à la réconciliation entre les deux partis opposés. Les programmes de partis se sont rapprochés de plus en plus : Le CHP a inclut l'entreprise libre dans son programme, a annulé l'article 17 de la loi des terres, a mis l'éducation religieuse dans l'enseignement primaire et secondaire et a prévu les réformes dans les instituts ruraux. Ainsi, les radicaux de deux partis qui ont objecté à cet rapprochement ont été exclus sous différents prétextes: Recep Peker a démissionné, Fevzi Çakmak l'a quitté. Donc, la Proclamation du 12 Juillet a signifié la continuité de multipartisme et la rupture des éléments radicaux. Le group de l'Assemblée du DP a diminué à moitié en 1949.⁸³

L'assouplissement de tension entre le DP et le CHP limitait l'espace d'activité de l'opposition. Ensuite, le DP a insisté sur le changement de la loi électorale : ils ont demandé la surveillance neutre, vote en intimité individuelle, classification ouverte des votes...etc. Mais, le gouvernement de Hasan Saka, puis, de Şemsettin Günaltay a

⁸⁰ Eroğul, **Demokrat Parti...**, p. 38.

⁸¹ Fr. Pacte de Liberté – fait allusion à *Misak-ı Milli* (Pacte Nationale)

⁸² Zürcher, **Modernleşen Türkiye...**, p. 309.

⁸³ **Ibid.**

chipoté la mise en œuvre de nouvelle loi électorale. Alors, le DP a menacé de ne pas participer aussi aux élections de 1950. Finalement, juste avant deux mois des élections, on s'est compromis sur la nouvelle loi électorale.⁸⁴

Pendant la période de 1946 – 1950, le DP avait des éléments libéraux parallèlement aux conditions de cette période bien qu'il ne se définisse pas comme un parti libéral.⁸⁵ Il a créé son discours en général en se basant sur une approche démocrate et libérale. Mais ni ce discours libéral ni l'approche démocratique n'avaient la force potentielle pour pouvoir mobiliser les masses dans la Turquie des années 1950.⁸⁶

Suite aux résultats des élections en 1961, l'AP devrait occuper son positionnement surtout face à l'armée contrairement au DP qui s'occupait plutôt du CHP. Après les élections législatives en 1961, certaines parties de l'Armée ont voulu s'intervenir dans la politique mais, les officiers de haut cadre et l'Union des Forces Armées les ont empêchés. Au lieu de s'intervenir dans le déroulement de la vie politique, les deux partis, le CHP et l'AP, ont été poussées à collaborer ensemble sous la direction d'İsmet İnönü.⁸⁷ Dans ce cas, l'AP avait deux choix à suivre: rester dans les limites encadrées par l'Union des Forces Armées ou protéger l'héritage du DP et continuer à partir du point où le DP avait laissé.

Grâce à l'approbation de la Constitution, l'achèvement des élections générales et l'ouverture de l'Assemblée Nationale, le gouvernement militaire du Comité de l'Union Nationale s'est légalement expiré mais les groupes d'officiers des Forces Armées continuaient leurs activités politiques. Deux événements importants ont eu lieu en 1961 afin d'éviter les discussions sur la révolution du 27 Mai dans le domaine politique et d'implantation de ses principes : D'abord, les leaders de partis qui avaient organisé une conférence de table ronde, ont déclaré, le 5 Septembre 1961, une notification commune. Dans la notification, ils ont déclaré leur accord sur les sujets suivants : ne pas utiliser la révolution du 27 Mai pour des intérêts politiques ; ne pas critiquer les décisions de Yassıada et la politique électorale du Comité de

⁸⁴ Eroğul, **Demokrat Parti...**, p.81.

⁸⁵ Tanel Demirel, « Demokrat Parti », dir. Murat Yılmaz, **Modern Türkiye'de Siyasi Düşünce, Cilt 7, Liberalizm**, İstanbul : İletişim Yayinevi, 2005, p. 495.

⁸⁶ Nuray Mert, **Merkez Sağın Kısa Tarihi**, İstanbul : Selis Kitaplar, 2007, p. 52.

⁸⁷ Zürcher, **Modernleşen Türkiye...**, p. 362.

l'Union Nationale ...etc.⁸⁸ En ce qui concerne l'autre événement, c'était le « Protocole du 21 Octobre ». Le succès de l'AP dans les élections en 1961 a créé une grande déception dans une fraction de l'Armée qui avait peur de la mentalité du DP venant au pouvoir. Ce qui était la preuve essentielle de cette déception, c'était le fait qu'un group de nombreux officiers de haut niveau avait signé mis un protocole intitulé « Protocole de 21 Octobre ».⁸⁹ Le Protocole déclarait l'interdiction de tous les partis politiques, la dissolution du Comité de l'Union Nationale et l'invalidation des résultats des élections. Dans le cas contraire où ces conditions n'auraient pas être réalisées, le protocole déclarait que l'Armée serait prêt à confisquer le gouvernement.⁹⁰ Cependant, le Chef d'Etat Majeur, General d'Armée, Cevdet Sunay, son entourage et le leader du CHP, İsmet İnönü ont déclaré leur opposition à une telle intervention de l'Armée dans la vie politique et ont prononcé leur attitude ferme contre le prolongement du gouvernement de la junte et ont fait isoler les générales et les officier qui étaient pour.⁹¹ En échange, un jour avant de l'ouverture de la GANT, les leaders des partis politiques, devant les comandants, ont mis leur signature sur un autre protocole dont les articles étaient de ne pas s'opposer au 27 Mai, de ne soutenir personne autre que Cemal Gürsel pour la Présidence de la République et de ne pas mettre en cause l'amnistie des condamnés de Yassiada.⁹²

Malgré toutes ces précautions, la crise dans la GANT n'a pas proprement pu être empêchée. Une fraction de l'AP a voulu faire présenter un nom civil, Ord. Prof. Dr. Ali Fuat Başgil en tant que candidat pour la présidence et elle ne s'est pas abordée à une coalition possible avec le CHP. Mais, en raison de la pression de l'Armée et par l'aide de Ragıp Gümüşpala, le général d'armée Cemal Gürsel, qui était le seul candidat unique participant à l'élection présidentielle, est devenu le Quatrième Président de la République en obtenant 403 votes sur 607. L'élection de Cemal Gürsel, leader du gouvernement militaire pour la présidence de la République, et ensuite, l'investiture d'İsmet İnönü par Cemal Gürsel pour former la coalition de

⁸⁸ Ahmad et Turgay, **Türkiye'de Çok Partili...**, p. 237.

⁸⁹ Hikmet Özdemir, « Siyasal Tarih (1960-1980) », dir. Sina Akşin, **Türkiye Tarihi, Cilt 4 : Çağdaş Türkiye (1908-1980)**, İstanbul : Cem Yayınevi, 1992, p. 208.

⁹⁰ Demirel, **Adalet Partisi...**, p. 34.

⁹¹ Özdemir, « Siyasal Tarih... », p. 209.

⁹² Ahmad et Turgay, **Türkiye'de Çok Partili...**, p. 240.

CHP-AP ont ajourné une éventuelle tentative de coup d'état provenant des Forces Armées.⁹³

La première coalition (le 10 Novembre 1961 – le 30 Mai 1962) était une collaboration involontaire entre le CHP et l'AP. Cette coopération a relativement duré longtemps par rapport aux précédentes en raison du renforcement des Forces Armées.⁹⁴ Mais il existait des réactions provenant soit de la base du CHP, soit de celle de l'AP contre cette coopération. La base de l'AP n'a jamais pu digérer une coalition avec le CHP qui était responsable des morts de Menderes et de ses camarades et de l'injustice subie par l'AP aux yeux des partisans de l'AP. Ainsi, cette coalition, durant laquelle les ministres de l'AP s'étaient comportés en dehors de la ligne du groupe du parti, fût terminée par la démission d'İsmet İnönü.⁹⁵

Suite aux contraintes de l'Armée, la deuxième coalition a été formé le 25 Juin 1962 et a duré jusqu'au Décembre 1963. Les ministères ont été partagés entre tous les partis dans la GNAT à l'exception de l'AP et des députés indépendants. A la fin des élections municipales en Octobre 1963, les alliées de CHP ont obtenu des résultats aussi mauvais qu'ils ont résignés de la coalition en considérant ces résultats comme une punition donnée à la collaboration avec İsmet İnönü. Alors c'est ainsi que, l'AP est devenu le parti le plus populaire du pays.⁹⁶ İnönü a formé son troisième et dernier gouvernement le 25 Décembre 1963 et son gouvernement minoritaire a obtenu les votes de confiance le 3 Janvier 1964. Pour ce scrutin, les partis d'opposition ont soutenu le gouvernement en raison de la crise de Chypre. Cependant, Demirel, leader de l'AP, a attendu le temps convenable pour renverser le cabinet après avoir assuré sa position dans le parti et ses relations avec les généraux. Les débats du budget qui ont eu lieu le 12 Février 1965, ont été considérés en tant qu'une opportunité pour contraindre İnönü à démissionner. La quatrième coalition était sous la direction de l'AP par intérim. La mission essentielle de cette coalition était de gouverner le pays jusqu'aux prochaines élections générales et de procurer la stabilité politique.⁹⁷

⁹³ Özdemir, « Siyasal Tarih... », p. 209.

⁹⁴ Ahmad, **Modern Türkiye'nin...**, p.164.

⁹⁵ Demirel, **Adalet Partisi...**, p. 35.

⁹⁶ Ahmad, **Modern Türkiye'nin...**, p.164.

⁹⁷ **Ibid.**, p.165.

L'AP, successeur du DP, prétendait défendre les droits et les libertés de l'homme de la rue. L'AP essayait de faire fonctionner le régime libéral et démocratique face à un pouvoir non-élu et qui prétendait connaître le bien pour le peuple.⁹⁸ Mais, l'AP a voulu avoir une autre identité de parti que le DP en renonçant à l'attitude oppressive du DP durant les dernières années. Sur ce point, l'AP a accentué sa différenciation au sujet de son approche à la démocratie en comparaison au DP pour se légitimer soi-même face au CHP, à la bureaucratie, à l'armée et aux intellectuels.⁹⁹ L'AP était pour les droits et les libertés de l'homme comme indiqués dans la Constitution de 1961 jusqu'à la fin de 1960 où ont commencé les mouvements sociaux. L'accent mis sur la liberté de l'individu dans les déclarations électorales du parti et dans les discours des députés avaient aussi pour but de s'approprier les droits des ex-partisans du DP.¹⁰⁰ Parallèlement aux modèles de développement économique, l'AP a visé à créer un Etat de prospérité contenant les classes moyennes puissantes. L'AP défendait qu'à l'issue de cet Etat de prospérité, on puisse réellement établir la démocratie. En outre, en étant plus démocratique, l'AP a pu être plus acceptable par l'Armée par rapport au DP. Par exemple, l'AP présentait une attitude plus conciliante et plus tolérante face à l'opposition, durant ses premières années contrairement, au DP. Mais, la tolérance à l'opposition a été bornée par le concept de volonté nationale héritée du DP.¹⁰¹ Mais, leur perception de démocratie, du libéralisme ont changé pendant leurs années au pouvoir. Donc, pour les analyser, on devrait s'approcher au caractère du parti pendant les années du pouvoir.

1.4. Le Demokrat Parti et l'Adalet Partisi au Pouvoir

Dans l'histoire de deux partis, leur deuxième élection avait une grande importance : les élections de 1950 pour le DP et celles de 1965 pour l'AP. C'est pourquoi on commence à analyser leurs années de pouvoir par l'analyse coopérative des élections de 1950 et de 1965. Ensuite, on va les analyser sous trois périodes : leur première période au pouvoir des années entre 1950 – 1954 et entre 1965 – 1969 ; leur

⁹⁸ Demirel, « Adalet Partisi », p. 548.

⁹⁹ Cizre-Sakallıoğlu, *AP- Ordu İlişkileri...*, p. 32.

¹⁰⁰ *Ibid.*

¹⁰¹ *Ibid.*, p. 35.

période des années entre 1954 – 1957 et entre 1969 – 1971 ; et enfin la période entre 1957 – 1960 et celle entre 1971 – 1980.

1.4.1. Années d’or

Les périodes où on a vu une grande croissance économique vont être analysées en trois parties : d’abord la victoire électorale remportée en 1950 et en 1965, ensuite la croissance économique, et enfin parallèlement à cette amélioration économique la souplesse de la vie politique et parlementaire.

1.4.1.1. Victoire électorale

Les thèmes principaux de la campagne électorale du DP à la veille des élections du 14 Mai 1950 étaient les sujets politiques quotidiens : les augmentations des prix dans la vie quotidienne, la mal gouvernance, la perte de dynamisme du CHP. Le DP a critiqué les lois anti-démocratiques, a promis le droit de grève aux ouvrières et la liberté d’expression à la presse. Donc, les thèmes majeurs de la campagne étaient la liberté et la démocratisation.¹⁰² L’enthousiasme du peuple était persistante ; la raison de cet enthousiasme, était le manque d’une opposition depuis longtemps et le style d’interlocution du DP qui s’adressait directement au peuple.¹⁰³

¹⁰² Tefik Çavdar, **Türkiye’nin Demokrasi Tarihi (1950-1995)**, Ankara: İmge Yayınevi, 1996, pp. 19 - 20.

¹⁰³ **Ibid.**

Partis	Voix	Taux		Sièges obtenus
		Parmi les inscrits	Parmi les bulletins valides	
Demokrat Parti	4 242 831	47,6	53,6	408
Cumhuriyet Halk Partisi	3 165 096	35,53	40,0	69
Millet Partisi	240 209	2,7	3,0	1
Milli Kalkınma Partisi	9 257	0,1	0,1	-
Indépendants	258 698	2,9	3,3	9
Bulletins non valides	36 964	0,4		
Votants	7 953 055	89,3		
Abstention	952 521	10,7		
Total (Inscrits)	8 905 576	100	100	487

Tableau 1.2 : Résultats des élections législatives du 14 Mai 1950¹⁰⁴

Dans les élections du Mai 1950, le DP a obtenu un grand succès en faisant entrer 408 députés dans l'Assemblée Nationale. Si l'on avait appliqué le système proportionnel de l'élection, le CHP aurait obtenu à peu près 190 sièges et le DP 250 sièges.¹⁰⁵ Selon les résultats des élections, 81,2 % des 574 députés n'avaient aucune expérience de députation. Ils étaient tous élus pour la première fois. C'est pour cela que cet évènement dans l'histoire de la Turquie est nommé la « révolution blanche ».¹⁰⁶

A la suite de la victoire du DP aux élections législatives, Celal Bayar a succédé à İsmet İnönü comme le Président de la République, Adnan Menderes est devenu le Premier Ministre et Refik Koraltan le Président de l'Assemblée.¹⁰⁷ Durant les 27 années de pouvoir du CHP, le parti, la bureaucratie et l'armée s'étaient tous rentrés l'une dans l'autre. Bien que le CHP ait perdu son pouvoir face au peuple, le soutien à CHP par l'armée et la bureaucratie continuait à exister.¹⁰⁸ C'est pourquoi, le DP

¹⁰⁴ DİE, 1996, p 208, cité par Turan, **Türkiye'de Seçmen...**, p. 28.

¹⁰⁵ Tefik Çavdar, **Türkiye'nin Demokrasi...**, p 21.

¹⁰⁶ Ahmet Demirel, « 50. Yıldönümünde 1950 Seçimleri », **Tarih ve Toplum**, Sayı 197, Mayıs 2000, p. 17.

¹⁰⁷ Mete Tunçay, « Siyasal Tarih (1950 – 1960) », dir. Sina Akşin , **Türkiye Tarihi, Cilt 4 : Çağdaş Türkiye (1908-1980)**, İstanbul : Cem Yayınevi, 1992, p. 178.

¹⁰⁸ Zürcher, **Modernleşen Türkiye...**, p. 323.

avait encore peur d'une éventuelle intervention de l'Armée et alors il a changé tout le cadre supérieur de l'Armée en commençant par le Chef de l'Etat-major.¹⁰⁹

Les élections de 1965 se sont déroulées dans une atmosphère où les partis essayaient de se définir sur la ligne de gauche à droite et ne se déclaraient pas seulement au sujet des droits et de libertés politiques, mais aussi aux sujets comme le développement économique, l'allocation de revenu, la réforme des terres et la politique extérieure. En échange de la politique de « gauche de médian » du CHP, l'AP a accentué l'importance des capitaux nationaux et étrangers et celle de la planification pour le secteur privé. L'AP disant « réforme agraire au lieu de celle des terres », a défendu l'idée que l'allocation de revenu aurait pu être ajustée seulement par le biais de l'accélération du développement par les investissements publics.¹¹⁰ De plus, l'AP a prévu le changement du système électoral mais il a protégé son silence au sujet de la critique de la constitution de 1961 ou des droits de ex-membres du DP.¹¹¹

¹⁰⁹ Tunçay, « Siyasal Tarih... », p.178.

¹¹⁰ Demirel, **Adalet Partisi...**, pp. 46 - 47.

¹¹¹ Ahmad et Turgay, **Türkiye'de Çok Partili...**, p. 297.

Partis	Voix	Taux		Sièges obtenus
		Parmi les inscrits	Parmi les bulletins valides	
Adalet Partisi	4 921 235	36,0	52,9	240
Cumhuriyet Halk Partisi	2 675 785	19,6	28,7	134
Millet Partisi	582 704	4,3	6,3	31
Yeni Türkiye Partisi	346 101	2,5	3,7	19
Türkiye İşçi Partisi	276 101	2,0	3,0	14
Cumhuriyetçi Köylü Millet Partisi	208 696	1,5	2,2	11
Indépendants	296 523	2,2	3,2	1
Bulletins non valides	441 120	3,2		
Votants	9 748 678	71,3		
Abstention	3 931 075	28,7		
Total (Inscrits)	13 679 753	100	100	450

Tableau 1.3 : Résultats des élections législatives du 10 Octobre 1965¹¹²

Il faudrait noter que le nombre de sièges de l'AP, qui est devenu le premier parti dans les élections, était 240, il était donc évident que la base du DP avait choisi l'AP en tant que l'héritier du DP. Ce succès de l'AP a fait évoquer celui du DP qui avait obtenu 53,59 % de voix en 1950. Ces résultats pourraient être considérés comme une preuve que l'AP n'aurait pas abandonné l'héritage du DP à l'YTP. Selon le changement de la loi électorale, chaque vote aurait été évalué et de diverses tendances politiques se seraient représentées dans l'Assemblée. Grâce au nouveau système électoral, on avait cru que l'AP serait empêché d'accéder au pouvoir mais les résultats ont démenti ces estimations.¹¹³ Ce système qui a facilité l'entrée des petits partis dans l'Assemblée, était une des gains les plus importants de la Révolution du 27 Mai et a été essayé d'être aboli par l'AP pendant son pouvoir.¹¹⁴

Le fait que le DP ait venu au pouvoir en 1950 n'est pas seulement un fait historique mais aussi le pouvoir des « réels représentants du peuple » qui est toujours

¹¹² DİE, 1996, p 208, cité par Turan, **Türkiye'de Seçmen...**, p. 63.

¹¹³ Özdemir, « Siyasal Tarih... », p. 216.

¹¹⁴ Ahmad et Turgay, **Türkiye'de Çok Partili...**, p. 299.

négligé.¹¹⁵ Donc, le DP se décrivant comme le « parti de la nation » contre le « parti de l'Etat » a tenté de représenter le peuple.¹¹⁶ De même, la victoire de l'AP en 1965 signifiait également la victoire de civiles contre l'armée et le CHP. A part cela, ces deux élections législatives ont beaucoup d'autres points communs, allant des taux obtenus par les partis aux dates de leur réalisation. Ces deux élections se sont réalisées après 4 années depuis les fondations du DP et de l'AP. Et le DP avait obtenu % 53,6 de voix et l'AP en avait eu %52,9. Malgré ces points communs, les deux partis ont parlé de différents sujets dans leurs campagnes électorales. Le DP a accentué la démocratisation et la liberté, mais l'AP a fait généralement son discours sur le développement économique, l'allocation de revenu national. Cette situation était due à la conjoncture dans laquelle ils se trouvaient : après le coup d'Etat en 1960 il était interdit de parler de la liberté d'ex-membres et de critiquer le coup d'Etat. En plus il serait erroné de défendre les thèmes propres à la gauche comme le DP a fait en parlant du droit de grève. Car, il existait les partis de gauche dans la période post-1960s. Mais, au bout des années 1950, le DP a tenté de représenter de ceux qui se trouvaient en dehors du CHP. C'est pourquoi les thèmes défendus par l'AP se sont différenciés de ceux du DP. Après les élections, c'étaient les périodes où les partis ont eu du succès : surtout économiquement. Pendant ces périodes ils saisissaient des grandes croissances sur le plan économique et grâce à ça ils arrivaient à maintenir une coalition de différentes couches sociales.

1.4.1.2. Croissance économique

Lors de son pouvoir, l'élan le plus important du DP, était la modernisation de l'agriculture par l'Etat : l'accord des crédits aux agriculteurs avec des taux d'intérêts faibles, a artificiellement augmenté les valeurs des biens agricoles... Ainsi, les biens agricoles ont foisonné et le revenu de l'agriculteur est élevé. Mais, malgré le profit élevé dans l'agriculture, l'exode rural de grandes masses a commencé depuis 1950.¹¹⁷

Les années entre 1950 et 1954 ont été différées des périodes précédentes par l'accélération de libéralisation économique et la modernisation de l'agriculture. En

¹¹⁵ Mert, *Merkez Sağın...*, p. 51.

¹¹⁶ *Ibid.*, p. 52.

¹¹⁷ Zürcher, *Modernleşen Türkiye...*, pp. 326 – 329.

plus, il y avait une grande croissance (13%) grâce à un climat convenable pour l'agriculteur. Surtout l'utilisation des outils agricoles modernes a commencé avec le début de la période du DP. L'entrée du tracteur, de l'engrais chimique et du fertilisant dans l'agriculture et l'ouverture des nouvelles surfaces à l'utilisation agraire, ont augmenté la production agraire. La production agraire accroissant a atteint un niveau suffisant aux besoins des grandes villes et ceci a suscité une prospérité relative.¹¹⁸ C'était une période durant laquelle la situation de tous les groupes sociaux et leur niveau de vie se sont améliorés et leur revenu réel a augmenté.¹¹⁹ Tout cela a été apprécié en tant que des fruits positifs de la politique économique libérale et il a rendu impossible des politiques alternatives.¹²⁰ L'accomplissement de l'infrastructure physique, était un autre élément important du programme du DP. Les œuvres infrastructurelles tels que la construction des autoroutes, des barrages et l'énergie ont été financés par les politiques inflationnistes. Le DP a répondu aux critiques de l'opposition concernant l'augmentation incontrôlée de l'inflation due aux embauches créées par les investissements.¹²¹ A la fin de 1954, la Turquie a pris sa place parmi les grands exportateurs de blé. Mais, après 1954 la face autoritaire du DP est de plus en plus devenue apparente avec une croissance économique en baisse.

La période 1965-69 était considérée les années d'or de l'AP par la plupart de ses partisans. Pendant cette période, l'économie, qui était bouleversée depuis 1958, s'est enfin animée sous l'effet de la stabilité politique établie par le pouvoir de l'AP et des investissements publics croissants. D'autre part, lors que l'inflation était contrôlée, l'économie s'accroissait.¹²² L'AP a adopté le développement économique planifié qui était indiqué dans la Constitution, l'industrialisation et les politiques de croissance qui étaient de plus en plus nécessaires par l'effet de la fondation de l'Organisation de Planification d'Etat (1960).¹²³ En effet, on observe que ce processus commençant en 1962, c'est à dire avant le pouvoir de l'AP, avait duré jusqu'en 1970 sous l'effet de la stabilité dû au pouvoir de l'AP. Ces années où la

¹¹⁸ Boratav, **Türkiye İktisat...**, 2005, p. 106.

¹¹⁹ **Ibid.**

¹²⁰ Çavdar, « Demokrat... », p. 2071.

¹²¹ **Ibid.**, p. 2071.

¹²² Demirel, **Adalet Partisi...**, p. 50.

¹²³ **Ibid.**, p. 51.

substitution aux importations et le développement par l'économie planifiée qui avaient du succès, ont été terminées par la dévaluation du 10 Août 1970.¹²⁴

L'AP, qui a été fondé pendant que le DP clôturé était accusé par ces arguments, s'est orienté vers une nouvelle direction et a eu des différences dans son orientation économique. L'AP a accentué la « Grande Turquie » dans son discours par rapport au DP qui avait utilisé l'expression de « Petite Amérique ». ¹²⁵ Contrairement au DP, l'idéal de l'industrialisation a été défini plus nettement par l'AP. En disant l'industrialisation basée sur l'agriculture, Demirel a dépassé la mentalité de la politique économique du DP. Alors que le DP avait un discours basé sur l'enrichissement durant les 1950s, tandis que celui de l'AP était sur les classes propriétaires et la protection de la propriété dans les 60 et les 70.¹²⁶ Cette attitude économique était aussi conforme au discours anti-communiste face aux mouvements de gauche des années 1960 et 1970.

Après le pouvoir du DP qui n'avait attaché importance à l'économie planifiée, l'AP s'est adopté, la planification déterminée en dehors de lui-même, sans contestation et le sujet a été traité dans le programme de parti. Dans le programme, on a souligné qu'il faut bénéficier de la technique de planification économique pour suivre une politique de développement basée sur la rationalité et la science.¹²⁷ L'AP a adapté la planification à sa ligne et aux demandes de sa base. Bien que l'AP ait partagé les idées du DP sur la planification qui a été définie en tant que la restriction de la manœuvre politique, il se défendait que la planification soit le guide du secteur privé et contraint pour le secteur public. Il s'agissait de l'orientation du secteur privé par le biais des subventions. ¹²⁸ Mais, au niveau des applications pratiques, les concepts de plan et de programme ont été réduits pour en faire des projets. Donc, il s'agissait d'un plan qui déterminait l'ordre de priorité des projets au lieu de faire un plan au niveau macro-économique.¹²⁹

¹²⁴ Seyfettin Gürsel, « Cumhuriyet Döneminde Türkiye Ekonomisi », dir. Mete Tunçay, **75 Yılda Düşünceler Tartışmalar**, İstanbul : Tarih Vakfı Yayınları, 1999, p.147.

¹²⁵ Demirel, **Adalet Partisi...**, p. 273.

¹²⁶ Tanıl Bora, « Süleyman Demirel », dir. Murat Yılmaz, **Modern Türkiye'de Siyasi Düşünce, Cilt 7, Liberalizm**, İstanbul : İletişim Yayinevi, 2005, p. 572.

¹²⁷ Article 27, Programme de l'AP

¹²⁸ Demirel, **Adalet Partisi...**, pp. 305 – 306.

¹²⁹ Çavdar, « Adalet... », p. 2092.

L'AP s'est fait un devoir la défense du secteur privé et du développement basé sur le secteur privé à un point plus avancé que le DP. En plus, on pourrait dire que l'AP avait une attitude plus nette et plus claire que le DP. Selon Demirel, le travail dépendant à l'entreprise privée était le plus productif et des investissements ont échoué la plupart de temps. Bien que l'AP soit pour un développement basé sur le marché libre, comme le DP, il ne défendait pas un libéralisme de « laisser faire, laisser passer ». ¹³⁰ D'ailleurs, il était impossible qu'une telle attitude puisse exister pendant une période où l'industrialisation pour la substitution aux importations et la planification avaient commencé. De même, aucune critique contre le modèle de la substitution aux importations n'a été portée par les industriels avec lesquels l'AP avait des relations de patronage jusqu'à la fin des années 1970s où la grande crise s'est éclatée. Au contraire, les tentatives de libéralisation économique de Demirel en 1970 ont été fortement critiquées par les hommes d'affaires et surtout par les Chambres d'Industrie à Istanbul. ¹³¹

L'économie mixte de l'AP contenant l'intervention de l'Etat dans l'économie ne devrait pas être considérée comme la contrainte du système. L'interventionnisme étatique a été toujours revendiqué par la base que l'AP représentait : les paysans demandaient les entrants à bas prix et l'achat de leurs produits aux prix forts par l'Etat ; l'industriel et l'homme d'affaire ont été toujours à la recherche des subventions ; et les artisans et les marchands s'adressaient aux banques publiques pour les crédits bancaires aux taux d'intérêts faibles. ¹³²

Le DP était un parti qui s'est apparu avec les motifs libéraux face au CHP. Bien que le libéralisme politique et économique aille ensemble pendant son apparition, pendant son pouvoir il se bornait de celle d'économique. Mais, cette politique économique n'est pas parvenue à une économie de marche libre dans un contexte idéal ni à l'interventionnisme de l'Etat très minimisé. Même si l'Etat restait beaucoup plus en arrière pendant le pouvoir du DP par rapport à celui du CHP, l'Etat a encore joué un rôle important pour l'enrichissement du pays d'après le DP. Le DP a joué bien le rôle défini par le contexte économique international et par cette voie il a assuré la modernisation agraire dans le pays. Mais, quant à son successeur l'AP,

¹³⁰ Demirel, « Adalet... », p. 566.

¹³¹ Özel et Sarıkaya, « Türkiye'de Liberalizmin... », p. 463.

¹³² Demirel, **Adalet Partisi...**, pp. 313 – 315.

bien qu'il ait réuni l'ancienne base du DP, il s'est approprié de l'approche de l'économie planifiée en accentuant l'industrialisation avec le discours de la « Grande Turquie » pendant une période durant laquelle augmentaient la mobilisation sociale, l'exode rurale et parallèlement le nombre d'ouvriers. Mais, l'idée de la planification dans l'AP était loin des plans à long terme mais plus proche aux projets. Dans ce sens, la planification est devenue un concept qui est revendiqué par les industriels en relation de patronage avec l'AP. Parallèlement, l'intervention de l'Etat était revendiquée par la base de l'AP à mesure qu'elle soit formée par des subventions et des crédits peu coûteux. Avec cette amélioration économique, pendant ces périodes, on a vu que les partis avaient beaucoup plus de tolérance face aux autres groupes par rapport à leurs périodes suivantes.

1.4.1.3. Démocratie pluraliste

Avant les élections en 1950, le DP avait promis l'abolition des éléments antidémocratiques. Pendant son pouvoir, il a réalisé quelques arrangements pour la démocratisation, mais particulièrement l'oppression sur la presse et sur les syndicats ont continué comme à l'époque des gouvernements précédents.¹³³ Ces arrangements ont eu une influence appréciable surtout au sujet de la liberté de conscience de la fraction sunnite musulmane. Bien que le point de départ du DP ne soit pas les revendications religieuses, il était important aux yeux du peuple de libéraliser la vie religieuse d'une fraction qui représentait la plupart de la population du pays.¹³⁴

De même, la restriction des actes arbitraires de la bureaucratie militaire et civile, la dépendance des nommés aux élections et le fait que les députés soient devenus l'instance de plainte pour le peuple contre la pression des personnels publics comme le gendarme, le sous-préfet ou le percepteur des impôts, c'étaient tous les exemples de la sympathie au DP parmi le peuple.¹³⁵ Ces types de pressions vécues lors du pouvoir du CHP ont été allégés dans la période du DP. Cela a été considéré et nommé facilement comme la liberté et la démocratie par le peuple. Après l'allègement des pressions, pour le DP le support de la majorité de peuple et l'éloignement du CHP du pouvoir suffisaient à arriver à la liberté. Par contre, cette

¹³³ Tunçay, « Siyasal Tarih... », p. 179.

¹³⁴ Demirel, « Demokrat... », p. 498.

¹³⁵ Demirel, « Demokrat... », p. 498.

fois-ci la pression fût appliquée sur le CHP et aussi sur la pensée de gauche et celle-ci a continué à être considérée en tant que le danger communiste dans la période du DP comme celle du CHP.¹³⁶ L'idée principale sur laquelle les pressions étaient basées, était le fait que le DP ait été considéré comme la source de toutes les oppositions comme le mécontentement de la bureaucratie militaire et civile que le pouvoir du DP et celui du CHP n'ont pas pu accepter au sujet de la démocratie.¹³⁷ Le DP, comme le CHP, provenait de la culture politique de la bureaucratie Ottomane – Turque et il a toujours considéré la tolérance à la critique comme une faiblesse.

Dans cette perspective, l'idéologie du DP s'orientait à légitimer ce type de politique. Le concept de la volonté nationale est né en tant qu'un produit de cette accentuation. D'après le DP, toutes sortes de restriction de la majorité dans l'Assemblée ont été considérées comme une atteinte à la volonté nationale. Ainsi que le pouvoir du DP était un indice du pouvoir du peuple contre le CHP qui ne respectait pas la volonté nationale, qui a été perçue comme une intégralité homogène. Et toute sorte de démarche pour la restriction du pouvoir politique ou bien contre eux-mêmes ont été perçues en tant qu'une limitation de la volonté nationale.¹³⁸

Menderes définissait la démocratie en tant que le système de la majorité et la considérait comme un terme contre les élites oppressives.¹³⁹ Selon Menderes, l'Assemblée représentait tous les pouvoirs et elle attribuait le pouvoir judiciaire aux tribunaux comme elle attribuait celui d'exécutive au gouvernement. Quand on accorderait l'indépendance au système judiciaire, la juridiction pourrait sortir du contrôle du peuple. Ce système a pu être appliqué aux régimes occidentaux car les différentes classes faisaient des concessions l'une à l'autre. Mais, selon Menderes le pouvoir du parlement devrait être illimité dans les pays comme la Turquie où les classes sociales n'existent pas.¹⁴⁰

Comme dans le DP, on a vu aussi un attachement aux principes de la Constitution de 1923 dans l'AP. En ce qui concerne le concept de la volonté

¹³⁶ **Ibid.**, 499.

¹³⁷ **Ibid.**, 500.

¹³⁸ **Ibid.**, 503.

¹³⁹ Bora, « Adnan... », p. 502.

¹⁴⁰ Mükerrerem Sarol, **Bilinmeyen Menderes**, İstanbul : Kervan Yayınları, 1983 cité par Bora, « Adnan... », p. 502.

nationale chez Demirel, il était orienté d'une part à la restriction de la démocratie contre les revendications dues à l'opposition sociale et d'autre part à la défense de la légitimité de l'Assemblée et du pouvoir de celle contre les tentatives de l'intervention des élites surtout de l'Armée.¹⁴¹ A ce point-ci, l'accent mis sur « la souveraineté appartient sans restriction à la nation » était un élément important pour l'AP. D'ailleurs, le premier article du programme du parti y faisait allusion.¹⁴² En même temps, l'AP chargeait aussi au terme de volonté nationale des sens comme l'infailibilité, l'indivisibilité et il identifiait la souveraineté de la volonté nationale avec le fait d'être libre. Selon l'AP, la solution de tous les problèmes sociaux et politiques a été liée à la volonté nationale. A partir de cela, il donnait grande importance aux élections qui rendaient possible la formation de la volonté nationale. On attribuait grande importance aux élections étant un symbole sacré pour que le peuple puisse décider son destin.¹⁴³

L'AP prétendait que le parti ne représentait pas une seule fraction, mais toutes les fractions sociales par le biais de la volonté nationale.¹⁴⁴ Selon cette définition, la nation est une collectivité où malgré la différence entre les intérêts, la différence n'est pas très prononcée et les points communs sont beaucoup plus que les différences.¹⁴⁵ Contrairement au DP, l'AP n'avait pas une attitude de dénier l'existence des classes dans la société. Comme la différenciation sociale dans la Turquie de 1960s était plus apparente, l'AP a essayé de concilier les différents intérêts.¹⁴⁶ Selon cette pensée, l'AP ne se basait sur aucune classe et Demirel avait pour but de réconcilier toutes les différences entre les ouvriers, les paysans et les commerçants qui se formaient la nation turque.¹⁴⁷ Donc, il attribuait la classe supérieure au concept de volonté nationale.

L'AP qui s'est senti plus confiant au pouvoir après 1965, a commencé à faire des critiques de plus en plus profondes contre la constitution de 1961. La méfiance contre les pouvoirs élus et les institutions construites par la Constitution pour

¹⁴¹ Bora, « Süleyman... », p. 558.

¹⁴² Demirel, **Adalet Partisi...**, p. 222.

¹⁴³ **Ibid.**, p. 223.

¹⁴⁴ **Ibid.**

¹⁴⁵ **Ibid.**

¹⁴⁶ **Ibid.**

¹⁴⁷ Süleyman Demirel, **Yeni Bir Sosyal Mukaveleye Doğru**, Ankara : Birlik Yayınları, 1974, p. 195 cité par Demirel, **Adalet Partisi...**, p. 223.

empêcher les énormités des pouvoirs comme le Sénat, la Cour Constitutionnelle et les autres organismes autonomes étaient considérés par l'AP étant des facteurs alourdissant l'administration. L'autre critique de l'AP face à la Constitution s'est cristallisé sur point de la difficulté de punition de ce qui abuse les droits principaux et les libertés.¹⁴⁸ Voire, Demirel se plaignait qu'il était impossible de gouverner le pays avec une telle Constitution aussi libérale et lâche.¹⁴⁹

A la fin des 1960 et au cours des 1970, l'AP a considéré tous les événements déroulant dans le domaine social et les concepts comme l'opposition hors du parlement comme une domination minoritaire et il a proposé la restriction des activités minoritaires.¹⁵⁰ Dans cette perspective, Süleyman Demirel a commencé à s'opposer à la Constitution de 1961 qui affaiblissait la volonté nationale. Ladite constitution gênait le fonctionnement de la législation et elle responsabilisait le gouvernement avec des devoirs mais elle ne lui accordait pas suffisamment de droits. Donc, pendant les campagnes des élections de 1969, Demirel exigeait du peuple un taux de vote qui suffirait à changer la constitution.¹⁵¹ Par conséquent, les changements constitutionnels que l'AP exigeait toujours, se sont réalisés à la suite du Mémorandum du 12 Mars 1971.

Par conséquent, à la différence du DP, l'AP n'admettait pas que la volonté nationale soit une force de faire tout par ce qui constitue cette volonté. Selon Menderes, la fonction de contrôle dont l'opposition était chargée devrait être attribuée à l'Assemblée. Cette pensée n'existait pas à l'AP ou plutôt chez Demirel. D'après Demirel, la démocratie se basait sur le principe que la majorité ne se trompe pas et que la majorité n'endommage pas l'« essentiel des droits ». En outre, l'opposition était un élément attaché à la démocratie.¹⁵² Après cette période d'amélioration relative dans l'économie, tous les deux partis ont renforcé leur pouvoir avec les élections de 1954 pour le DP et pour l'AP celles de 1969. Avec ceci, on passe à une période où les tendances autoritaires du DP et de l'AP augmentaient.

¹⁴⁸ Demirel, **Adalet Partisi...**, p. 49.

¹⁴⁹ Ahmad, **Modern Türkiye'nin...**, p. 175.

¹⁵⁰ Cizre - Sakallıoğlu, **AP- Ordu...**, p. 37.

¹⁵¹ Yeşim Arat, « Süleyman Demirel », dir. Metin Heper et Sabri Sayarı, **Türkiye'de Liderler ve Demokrasi**, trad. tr. Zuhâl Bilgin, İstanbul : Kitap Yayınevi, 2008, p. 117.

¹⁵² Süleyman Demirel, **Büyük Türkiye**, İstanbul : Dergah Yayınları, 1977, p. 64 cité par Tanel Demirel, **Adalet Partisi...**, p. 224.

1.4.2. Retour aux politiques autoritaires

Le DP et l'AP ont commencé à appliquer les politiques autoritaires après leur deuxième victoire beaucoup plus glorieuses. On va analyser cette période de pouvoir en trois parties : les élections en 1954 et en 1969, les relations extérieures et l'anticommunisme, et la dépression économique.

1.4.2.1. Consolidation du positionnement au pouvoir

Depuis 1954, la tendance autoritaire dans le DP était en hausse. Car, le soutien de l'intelligentsia, de la bureaucratie et de l'armée était diminué et la dépression économique croissante a suscité le mécontentement dans la société.¹⁵³

Partis	Voix	Taux		Sièges obtenus
		Parmi les inscrits	Parmi les bulletins valides	
Demokrat Parti	5 151 550	50,2	57,6	490
Cumhuriyet Halk Partisi	3 161 696	30,8	35,4	30
Cumhuriyetçi Millet Partisi	434 085	4,2	4,9	5
Köylü Partisi	57 011	0,6	0,6	-
Indépendants	137 318	1,3	1,5	10
Bulletins non valides	153 957	1,5		
Votants	9 095 617	88,6		
Abstention	1 166 446	11,4		
Total (Inscrits)	10 262 063	100	100	535

Tableau 1.4 : Résultats des élections législatives du 2 Mai 1954¹⁵⁴

Dans les élections, le CHP a perdu les 5% des voix et le DP en a gagné les 50,2% de voix, avec une hausse de 3% par rapport aux élections précédentes. A la suite de cette victoire écrasante, le DP a commencé à mettre en œuvre les politiques

¹⁵³ Zürcher, *Modernleşen Türkiye...*, p. 325, p. 334.

¹⁵⁴ DİE, 1996, p 208, cité par Turan, *Türkiye'de Seçmen...*, p. 35.

de vengeance : Kirşehir qui était une préfecture, où le *Millet Partisi* et le CMP avaient successivement pris la majorité des votes pendant les élections en 1950 et en 1954, est devenue une sous- préfecture ; Malatya où le CHP avait gagné la majorité des votes pour les deux élections, a été divisée en deux : Malatya et Adiyaman.¹⁵⁵ D'autre part, le gouvernement démocrate a pris des précautions contre les institutions opposées et les fonctionnaires : l'interdiction des meetings politiques sauf durant la période des élections ; la mise en œuvre des lois augmentant la pression sur la presse ; l'interdiction de faire des campagnes électorales aux émissions radio ; la retraite anticipée pour les fonctionnaires, dont professeurs, juges...etc.¹⁵⁶

Concernant l'économie du pays, le climat s'est changé au détriment du gouvernement de Menderes. La productivité agricole a diminué. L'importation des machines et de matériaux pour la modernisation de l'agriculture a bouleversé la balance des paiements et a suscité le déficit budgétaire. La croissance économique a reculé de 13% à 3%.¹⁵⁷ Ainsi, la politique de délibération a été mise en œuvre : le contrôle des importations et de devise ; la demande de crédit aux Etats-Unis pour combler le déficit de balance des paiements.¹⁵⁸

A la suite des événements du 6-7 Septembre, les bouleversements dans le parti étaient ont pris le dessus. Le Ministre des Affaires Intérieures a démissionné le 10 Septembre 1955. Durant les mois suivants, la place de Menderes dans le parti a commencé à être critiquée gravement. Enfin, il s'est sauvé de cette situation grâce à une vote de la de confiance dans l'Assemblée. Mais, les démissions de la partie démocrate du DP se sont suivies (un de fondateurs du DP, Fuad Köprülü, a aussi démissionné) et ainsi, le 25 Décembre 1955, ceux qui ont démissionné ont fondé un nouveau parti, le *Hürriyet Partisi*¹⁵⁹ (HürP). Ainsi, la crise dans le parti est dépassée par le biais des démissions et la politique du parti s'est libérée des blocages.¹⁶⁰

Pendant les années 1960, l'AP était le front commun de tous les groupes de droite. Ce n'était pas quelque chose d'exceptionnelle puisque les groupes qui n'ont

¹⁵⁵ Eroğul, **Demokrat Parti...**, pp.163 – 164.

¹⁵⁶ Tunçay, « Siyasal Tarih... », p. 181.

¹⁵⁷ Zürcher, **Modernleşen Türkiye...**, p. 332.

¹⁵⁸ Tunçay, « Siyasal Tarih... », p. 183.

¹⁵⁹ Fr. le Parti de Liberté

¹⁶⁰ Ahmad, **Demokrasi Sürecinde...**, pp. 75 – 76.

pas encore fondé leur propre organisation ont fait la politique dans un parti proche à eux-mêmes et l'ont soutenu. Car, la seule alternative de l'AP, c'était le CHP. ¹⁶¹

Dans le parti, il y avait des éléments comme les groupes qui se sont référés à l'islam, les nationalistes radicaux et les personnes qui étaient proche à la synthèse turco-islamique. La raison principale du succès de contenir tous ces éléments dans son corps était de faire des concessions à ces groupes en soulignant la qualité islamiste et nationaliste de l'AP et son attachement aux traditions à chaque occasion. Les discours anticommunistes étaient utilisés par le parti en tant qu'une tactique pour assurer la continuité de l'existence de ces groupes dans le parti. Le pouvoir de l'AP qui a pris le soutien du Conseil de Sécurité Nationale et de l'Organisation d'Information Nationale, a exercé une pression continue sur les groupes de gauche et les syndicats en faisant de la propagande contre le communisme. ¹⁶²

Durant le pouvoir de l'AP, Demirel ne pouvait pas agir à sa guise en raison de mécanisme de frein et de balance de la Constitution de 1961. Malgré le gouvernement, le pouvoir judiciaire, y compris la Cour Constitutionnelle, ont accompli leurs tâches officielles attribuées par la Constitution telles que la protection des droits d'individus et assurer la conformité des nouvelles lois à la Constitution. La radio et la télé de l'Etat étant autonomes avaient la mission de critiquer le gouvernement ; en raison de l'autonomie de l'université l'intervention policière ne pouvait se réaliser qu'en cas de l'appel du rectorat. Mais, la majorité de deux tiers exigée par la loi n'a jamais pu être obtenu dans l'assemblée pour changer la Constitution et limiter les libertés de l'individu. ¹⁶³ C'est pour quoi, une nouvelle loi électorale a été incluse parmi les promesses importantes de Demirel pendant son pouvoir. ¹⁶⁴ Car, si les élections avaient été réalisées sous le système majoritaire, l'AP aurait pu avoir la majorité nécessaire pour changer la Constitution.

¹⁶¹ Demirel, **Adalet Partisi...**, p. 51.

¹⁶² İcen Börtüçene, « Çok Partili Demokrasiden 1980 Müdahalesine », dir. Mete Tunçay, **75 Yılda Düşünceler Tartışmalar**, İstanbul : Tarih Vakfı Yayınları, 1999, p. 79.

¹⁶³ Zürcher, **Modernleşen Türkiye...**, pp. 366 – 367.

¹⁶⁴ Ahmad et Turgay, **Türkiye'de Çok Partili...**, p 299.

Partis	Voix	Taux		Sièges obtenus
		Parmi les inscrits	Parmi les bulletins valides	
Adalet Partisi	4 229 712	28,6	46,5	256
Cumhuriyet Halk Partisi	2 487 006	16,8	27,4	143
Güven Partisi	597 818	4,0	6,6	15
Millet Partisi	292 961	2,0	3,2	6
Milliyetçi Hareket Partisi	275 091	1,9	3,0	1
Birlik Partisi	254 695	1,7	2,8	8
Türkiye İşçi Partisi	243 631	1,6	2,7	2
Yeni Türkiye Partisi	197 929	1,3	2,2	6
Indépendants	511 023	3,5	5,6	13
Bulletins non valides	426 169	2,9		
Votants	9 516 035	64,3		
Abstention	5 272 517	35,7		
Total (Inscrits)	14 788 552	100	100	450

Tableau 1.5 : Résultats des élections législatives du 12 Octobre 1969¹⁶⁵

Malgré tous ces bouleversements, l'AP, dont le taux de votes a été diminué en 1969, a réussi à augmenter son nombre de siège dans l'assemblée de 240 à 256 aux élections de 1969.¹⁶⁶

Vers la fin des années 1960, l'hétérogénéité idéologique du parti émergeait de plus en plus et le processus de décomposition de diverses traditions politiques s'accélérait dans le parti. L'accélération du processus de décomposition était due à l'affaiblissement de l'idée du front se basant sur l'opposition au 27 Mai. D'autre part, l'AP avait une assertion d'unir les intérêts de toutes les fractions sociales. Mais, le point de vue que l'AP a commencé à changer l'équilibre, au détriment de certains groupes, a dominé dans le parti.¹⁶⁷

Alparslan Türkeş est entré dans le CKMP avec la participation de ses dix amis des « Quatorze » et ensuite, il est devenu le président du parti. Avec cet événement,

¹⁶⁵ DİE, 1996, p 208, cité par Turan, **Türkiye'de Seçmen...**, p. 72.

¹⁶⁶ Ahmad et Turgay, **Türkiye'de Çok Partili...**, p. 342., p.376.

¹⁶⁷ Demirel, **Adalet Partisi...**, pp. 51 – 53.

ont eu lieu des importants changements dans la politique de droite. En court terme, Türkeş a organisé le *Cumhuriyetçi Köylü Millet Partisi*¹⁶⁸ (CMKP) en forme très hiérarchisée en éliminant les anciens leaders, et l'a relié à un programme radical nationaliste et l'a transformé en un parti militant.¹⁶⁹ Ainsi, il a accéléré le processus de décomposition de la ligne radicale nationaliste de l'AP.

L'émergence de l'autre fraction opposée dans le parti a eu lieu sous le leadership de Sadettin Bilgiç. Les personnes prééminentes du parti comme Sadettin Bilgiç, Mehmet Turgut, Ferruh Bozbeyle ont accusé Süleyman Demirel à fonder une administration d'une seule personne en abolissant la démocratie dans le parti. Ce qui était la raison principale de cette accusation, était le comportement Demirel qui ne s'efforçait pas suffisamment pour rendre les droits politiques aux ex-partisans du DP, dont Celal Bayar. Ceux qui voyaient que leurs attentes ne sont pas réalisées, ont commencé à exercer une opposition de plus en plus dure.

Les résultats électoraux ont assuré la place de Süleyman Demirel dans le parti et cela a prouvé que Demirel n'en soit pas un président en tutelle. Ce groupe opposé a obligé le gouvernement à démissionner en votant contre pendant les débats de budget en 1970. Le leader de l'AP qui avait constitué encore une fois le gouvernement, a exclu les opposés du parti. Les exclus, alors, ont formé le *Demokratik Parti*¹⁷⁰ (DkP) dont le nom avait une ressemblance au *Demokrat Parti*.¹⁷¹

Dans leurs troisièmes élections législatives, leur taux de votes n'a guère changé, cela veut dire qu'il n'existait pas un mécontentement significatif chez les électeurs et cela démontrait que leur première période au pouvoir avait satisfait le peuple sur le plan économique et social. Pendant leur deuxième période au pouvoir, il y avait les décompositions dans le parti et sur leurs bases sociales que l'on va analyser en détail dans la deuxième partie.

¹⁶⁸ Fr. le Parti Républicain Paysan de Nation

¹⁶⁹ Börtücene, « Çok Partili Demokrasiden... », p. 80.

¹⁷⁰ Fr. le Parti Démocratique.

¹⁷¹ Demirel, *Adalet Partisi...*, pp. 57 – 58.

1.4.2.2. Dépression économique

Dans les dernières années du gouvernement du DP, on a vu que les politiques économiques appliquées sans prendre en considération les critères de rationalité et de productivité, ont suscité de grands problèmes sous l'effet des changements dans la conjoncture nationale et internationale.¹⁷² Pendant la période de 1953 – 1957, on a saisi que le développement n'a pas pu être procuré sans toucher l'essentiel des relations de production et par les politiques économique à court terme.¹⁷³

On ne pourrait pas dire que les politiques économiques du DP étaient bien traitées à long terme et en certaine cohérence. Ses buts principaux étaient le financement de dettes extérieures et des dépenses publiques et des besoins de la base du parti à court terme. Le conflit entre ces buts et le fait que le parti n'a pas pu poser une vision pour équilibrer ces buts, provoquaient l'indécision entre les différents buts. Malgré tout cela, le DP n'a pas accepté l'économie planifiée. Car, le DP avait peur que l'économie planifiée limite la maniabilité du gouvernement.¹⁷⁴

Sur la base de la politique économique du DP, se trouvaient le financement des dépenses publiques par l'endettement extérieure et promouvoir le marché intérieur par l'augmentation du pouvoir d'achat des paysans. Parmi les accusations contre le DP renversé par le Coup d'Etat de 27 Mai, les critiques concernant cette politique économique étaient importantes: suivre le modèle de croissance inflationniste non planifié et sans programme, et ainsi, gaspiller les ressources rares d'une façon arbitraire et exclue du rationalisme économique.¹⁷⁵

Après 1954, en raison du changement conjoncturel de l'économie internationale et des paiements des aides extérieurs, Le DP a commencé à s'adresser aux mesures protectionnistes. Malgré les suggestions extérieures proposant l'économie planifiée, elle n'a pas pu être mise en œuvre en raison des demandes du secteur agricole. On a soupçonné toujours de l'économie planifiée lors du pouvoir du

¹⁷² Özel et Sarıkaya, « Türkiye'de Liberalizmin... », p. 463.

¹⁷³ Eroğul, **Demokrat Parti...**, p. 206.

¹⁷⁴ Demirel, « Demokrat... », p. 518.

¹⁷⁵ Demirel, **Adalet Partisi...**, p. 303.

DP. Par le biais des politiques quotidiennes, le DP a essayé de satisfaire sa base sociale.

D'autre part après 1969, le développement de l'industrie au taux de croissance élevé a créé des attentes irréelles. L'inflation très élevée a limité la consommation à une minorité. L'offre de travail était en train de s'accroître. Mais puisque cette croissance n'a jamais été en proportion avec celle de la demande de travail, le chômage a donc continué à augmenter. Finalement, les ouvriers devenaient de plus en plus militants et en tant qu'une conséquence logique le nombre d'ouvriers syndicalisés a augmenté. Mais, les investissements des ouvriers turcs immigrés d'Allemagne, qui sont réalisés en Turquie ont fait reporter une éventuelle crise économique pendant deux années et ceux-ci ont aussi empêché le déficit dans la balance des paiements.¹⁷⁶

Après que les partis ont consolidé leur place au pouvoir par le biais des élections législatives, la situation économique n'a pas pu aller bien comme les périodes précédents à cause des changements conjoncturels dans l'économie internationale après 1954 et des demandes impossibles à satisfaire après 1969. Mais, dans ce cas, l'AP avait beaucoup plus de chance par rapport au DP. Les investissements des ouvriers turcs en Allemagne ont eu un effet retardataire sur une éventuelle crise économique. D'autre part le DP n'a pas pu traiter les problèmes économiques à long terme ou bien il n'a pas préféré de changer sa politique économique à cause de sa peur de perdre sa base sociale.

1.4.2.3. Relations extérieures et Anticommunisme

En ce qui concerne la politique étrangère turque, İnönü avait déjà décidé une réorientation de la Turquie vers Washington : En 1949 la Turquie a été adhérente au Conseil de l'Europe et ce fût un des premiers signes de l'alliance avec l'Occident. Aussi, le gouvernement démocrate, étant l'admirateur du « modèle américain » a poursuivi cette politique : en 1951, Ankara a envoyé des troupes en Corée et est adhérente à l'OTAN.¹⁷⁷

¹⁷⁶ Boratav, *Türkiye İktisat...*, pp. 136 -137.

¹⁷⁷ Hamit Bozarslan, *Histoire de la Turquie...*, p. 50.

La politique de rapprochement avec l'Occident s'est poursuivie aussi dans le domaine économique. De même, les reprises de libéralisation avaient commencé avec le gouvernement du CHP en 1947. Le DP a aussi poursuivi la libéralisation pendant son pouvoir : Mais, bien qu'il encourage les industries nationales à investir, elles ne l'ont guère fait. Malgré toutes les subventions, les investissements étrangers sont restés à une échelle limitée. Encore, 40 – 50 % des investissements ont été faits par l'Etat : le réseau routier, l'industrie de construction et celle d'agriculture...¹⁷⁸

L'opposition du DP au communisme dans la politique intérieure coïncidait avec la perception du danger soviétique dans la politique extérieure et la mission d'être défenseur du bloc occidentale. La participation à la guerre de Corée dans les années 1950s et l'adhésion à l'OTAN, étaient les raisons de l'anticommunisme à l'échelle internationale et l'épreuve de l'existence d'un soutien continu à l'Occident. La Turquie faisait des alliances au Moyen-Orient et aux Balkans selon les demandes des pays occidentaux et cela gênait les relations internationales de la Turquie avec les pays du tiers monde qui étaient dans les guerres de libération.¹⁷⁹ Mais, après 1957, on a essayé d'améliorer les relations avec l'Union Soviétique à cause de la tension entre la Turquie et la Syrie et de la rupture de l'aide économique de l'Occident dues aux politiques populistes du DP.¹⁸⁰

En plus, ces années sont marquées aussi par une nationalisation croissant dans la société provoquée par les discours anticommunistes du pouvoir. En 1955, les négociations entre l'Angleterre, la Grèce et la Turquie sur l'avenir du Chypre au mois d'Août – Septembre ont suscité un enthousiasme nationaliste provoqué par la presse. En même temps, une nouvelle sur l'explosion d'une bombe auprès de la maison d'Atatürk à Salonique a été émise sur le radio le 6 Septembre 1955. Le soir du 6 Septembre, sous le patronage de l'Association « *Kıbrıs Türktür* »¹⁸¹ et avec l'encouragement et la motivation des autres associations de jeunesse, des ordres de profession, l'organisation du DP et certaines organismes officielles et officieuses, les foules locales et celles transportées de l'extérieur spécialement pour ce faire, ont

¹⁷⁸ Zürcher, **Modernleşen Türkiye...**, p. 327.

¹⁷⁹ Eroğul, **Demokrat Parti...**, p. 211.

¹⁸⁰ Bora, « Adnan... », p. 495.

¹⁸¹ En fr. Chypre est turque.

réalisé un pillage et une acte de destruction à Istanbul que l'histoire de la République n'a jamais connu.¹⁸²

Pendant les années de l'opposition du DP, deux camps, le CHP et le DP s'accusaient mutuellement d'être communiste et de servir à Moscou.¹⁸³ Et Adnan Menderes a commencé surtout au cours de son pouvoir à utiliser le communisme en tant qu'une expression de dégradation et à criminaliser toutes les oppositions en étiquetant communistes.¹⁸⁴ Après les arrestations contre les partisans du *Türkiye Komünist Partisi*¹⁸⁵ (TKP) en 1951 et après les événements du 6-7 Septembre en 1955 le DP a accusé les communistes comme les responsables de ces événements. Donc, tous ceux étaient les exemples de l'opposition au communisme dans les années de guerre froide.

Le fait que l'islamisme a été mis sous contrôle de l'Etat par les élites kémalistes et que la liberté de religion avait subi les restrictions comme l'interdiction des activités des diverses sectes religieuses, était mise en cause à partir de 1946. Avant 1950, le CHP a commencé à prendre en considération les politiques anciennes de laïcisation. Après le changement de pouvoir en 1950, le DP a continué à traiter les applications laïques du régime de parti unique.¹⁸⁶

En outre, la religion et les institutions religieuses étaient les moyens importants pour le DP au sujet de la communication et de l'interactivité. Il a bien utilisé ces institutions pendant son pouvoir. En plus, les cérémonies religieuses comme l'émission de *mawlid*¹⁸⁷ sur le radio en certaines occasions dont la fréquence a augmenté pendant les embarras économiques et sociaux, c'était l'utilisation des sentiments religieux pour les fins politiques. Le DP, qui se mettait en contact avec les sectes et les institutions religieuses pour renforcer ses relations avec les fractions rurales, formait des organisations comme l'« Association des Nationalistes » et l'« Association de Lutte Contre le Communisme ». Pendant la dernière période de

¹⁸² Dilek Güven, « 6-7 Eylül Olayları (01) », **Radikal**, 06/09/2005

¹⁸³ Zürcher, **Modernleşen Türkiye...**, p. 311.

¹⁸⁴ Bora, « Adnan... », p. 504.

¹⁸⁵ Fr. le Parti communiste de la Turquie.

¹⁸⁶ Binnaz Toprak, « Dinci Sağ », dir. Irvin Cemil Schick et Ertuğrul Ahmet Tonak, **Geçiş Sürecinde Türkiye**, İstanbul : Belge Yayınları, 1998, pp. 249 – 250.

¹⁸⁷ « mevlit » : poème écrit par Süleyman Çelebi sur la glorification de Mahomet.

son pouvoir, il a formé le « Front de Patrie » qui a réunit sous son toit tous les autres organisations.¹⁸⁸

Pendant 10 années du pouvoir du DP, la détente des limitations sur la liberté de religion rendait superflu les demandes de liberté des masses des électeurs qui votaient pour les partis de gauche. Le régime du 27 Mai n'a pas retiré les gains concernant la liberté de religion et de conscience réalisés dans la période du DP.¹⁸⁹ C'est pour cela que le point de vue de l'AP sur la religion n'a pas suivi celui du DP. L'AP soulignait toujours que le laïcisme ne voulait pas dire l'opposition à la religion, l'impertinence contre la religion ni l'irréligion.¹⁹⁰ On ne pourrait pas dire que le conservatisme était primordial parmi les particularités caractéristiques de l'AP. L'AP appliquait généralement le génie social dans le domaine socio-économique plutôt que culturel. Cet effort de génie social était une apparence de modernisme de l'AP. L'AP avait une mission de rendre applicable le développement économique et la volonté nationale et ce type de mission gênait les milieux conservatifs classiques. Au cours des problèmes vécus dans un pays en voie de modernisation, l'AP n'avait pas pour objectif de retourner à la période pré – moderne. Bien au contraire, les partisans exigeaient l'accomplissement rapide de cette période. A ce point-ci, les concepts comme les valeurs morales et nationales, la conservation des coutumes et des pratiques traditionnelles et la religion n'exprimaient pas une approche conservatrice. A l'égard de l'AP, tout cela était les concepts qui ont été utilisés pour montrer aux électeurs leur respect à la religion. Mais en même temps, on ne devrait pas oublier que l'AP défendait l'identification de Etat – nation et qu'il était important pour ses partisans d'accentuer la dépendance à la religion et aux traditions.¹⁹¹

La première période du pouvoir de l'AP s'est déroulée pendant les années 1960 où la guerre froide s'était relativement détendue. Mais, cette situation n'a pas pu empêcher que l'AP se trouve dans l'hystérie de communisme comme son prédécesseur le DP et le CHP. L'AP a souligné la nécessité de l'occidentalisation dans son programme de 1964 et il y a l'anticommunisme parmi les éléments principaux de l'occidentalisation.¹⁹² En fait, l'intensification de l'accentuation sur

¹⁸⁸ Tevfik Çavdar, « Demokrat Parti », pp. 2073 – 2074.

¹⁸⁹ Demirel, « Adalet... », p. 579.

¹⁹⁰ Article 10, « Programme de l'AP »

¹⁹¹ Demirel, **Adalet Partisi...**, p. 343.

¹⁹² Cizre - Sakallıoğlu, **AP- Ordu...**, p. 38.

l'anticommunisme à l'AP a dépassé celle au DP. En raison de, d'une part l'existence du TIP dans l'Assemblée et d'autre part les mouvements étudiants en hausse l'AP s'orientait de plus en plus à l'opposition au communisme. La tentative de lynchage de Çetin Altan, député du TIP, par des députés de l'AP et l'événement de « dimanche sanglante » organisé par les partisans de l'AP.¹⁹³

Les relations avec l'Union Soviétique et les autres pays du bloc de l'Est se sont différaient de celles du DP. En 1964, après la lettre qui a été envoyée à İsmet İnönü par le président des Etats-Unis, Johnson, le soupçon contre l'occident en Turquie et la période de détente de la guerre froide ont donné lieu à l'attitude réaliste de l'AP dans la politique extérieur. Dans cette période, la Turquie a essayé d'équilibrer le poids des Etats-Unis en améliorant les relations avec les pays musulmans, le bloc de l'Est et l'Union Soviétique. Mais, il est intéressant que les années d'amélioration des relations turco soviétiques aient contrairement celles de l'intensification de la politique anti-communiste de l'AP.¹⁹⁴

Pendant les années 1970s, la dose de l'anticommunisme de l'AP a de plus en plus augmenté. A la suite de l'ouverture du CHP d'Ecevit vers le gauche, l'AP s'est chargé d'être le gardien du régime. Pendant que le contrôle sur les masses de droite qui appartenait déjà à l'AP, celui-ci a été saisi par le MSP et le MNP, l'AP a essayé de continuer la mission d'être leader du camp de droite en prenant en considération les conflits entre les classes dans la masse de droite.¹⁹⁵ Pareillement, après que la coalition du CHP – MSP, formée après les élections de 1973, a été dissout, depuis 1975 l'AP a joué un rôle centrale dans le gouvernement du Front National formé par le MHP, le MSP et le CGP qui était basé sur les valeurs de droite pour empêcher un pouvoir de gauche.¹⁹⁶ Pendant le pouvoir de cette coalition qui n'avait aucun point commun à part le but d'empêcher la gauche, une atmosphère de chaos s'est créée de la dépression économique dans le monde, de l'embargo appliqué contre la Turquie et surtout des événements violents encouragés même par les membres du gouvernement. Un autre élément de cette période était l'approchement de l'AP avec le MHP et la tolérance de l'AP face à l'enracinement du MHP dans les institutions de

¹⁹³ Seyfi Öngider, « Süleyman Demirel », dir. Seyfi Öngider, **Homopolitikus : Lider Biyografilerindeki Türkiye**, İstanbul : Aykırı Yayıncılık, 2001, p. 139.

¹⁹⁴ Demirel, **Adalet Partisi...**, pp. 213 – 215.

¹⁹⁵ **Ibid.**, p. 69.

¹⁹⁶ **Ibid.**, p. 70.

l'Etat même si ceux ont donné lieu aux certains mécontentement dans l'organisation de l'AP. ¹⁹⁷ Les gouvernements du Front National des années 1970s avaient principalement pour but d'arrêter la gauche et le CHP. Pour réaliser ce but, l'AP a toléré les activités radicales du MHP de droite nationaliste. ¹⁹⁸

En bref, les raisons du recule du DP pourrait être classifiées généralement en deux axe : en premier lieu, la démarche de l'économie était en recule en comparaison de la période entre 1950 et 1954, et quelques parties de la classe élite souveraine, qui avait toujours eu de certains soupçons au sujet du DP, a commencé de montrer son mécontentement et de tirer son soutien sous le pouvoir. Donc, la période entre 1957 – 1960 est signifiée beaucoup plus par le conflit entre le DP et la classe élitiste. La politique économique du DP a suscité le mécontentement parmi les différents groupes d'intérêts et ceci a causé les décompositions dans le DP. On a rencontré le même processus dans l'AP. Vers la fin des années 1960s, la stabilité économique causait l'angoisse parmi les acteurs économiques et on a vu les reflets de cette angoisse dans la vie politique en tant que la fondation de nouveaux partis et de décompositions dans l'AP. Et tous ceux provoquaient les tendances autoritaires et nationalistes surtout contre les groupes de gauches dans l'AP comme dans le DP. Les périodes suivantes sont signifiées par les bouleversements sociaux et les interventions de l'armée pour les deux partis.

1.5. Interventions militaires

Dans l'histoire du DP et de l'AP se sont déroulés trois interventions de l'Armée dans la vie politique : le coup d'Etat du 27 Mai 1960, le mémorandum du 12 Mars 1971 et le coup d'Etat du 12 Septembre 1980. On va faire l'analyse de ces interventions en les mettant en parallèle pour voir leurs différents effets sur les deux partis et leurs relations avec les partis.

¹⁹⁷ **Ibid.**, p. 72.

¹⁹⁸ Mete Tunçay, « Adalet Partisi », **Cumhuriyet Dönemi Türkiye Ansiklopedisi, Cilt 8**, İstanbul : İletişim Yayınları, 1983, p. 2096.

1.5.1. Bouleversements sociaux

Partis	Voix	Taux		Sièges obtenus
		Parmi les inscrits	Parmi les bulletins valides	
Demokrat Parti	4 372 621	36,2	47,9	419
Cumhuriyet Halk Partisi	3 753 136	31,8	41,1	173
Cumhuriyetçi Millet Partisi	652 064	5,4	7,1	4
Hürriyet Partisi	350 597	2,9	3,8	4
Indépendants	4 994	0,0	0,1	2
Bulletins non valides	117 537	1,5		
Votants	9 250 949	76,6		
Abstention	2 827 674	23,4		
Total (Inscrits)	12 078 623	100	100	602

Tableau 1.6 : Résultats des élections législatives du 27 Octobre 1957¹⁹⁹

Avant les élections de 1957, les opposées ont décidé de s'unir face à la politique de pression du DP. Mais, les coalitions des partis étaient défendues par les lois mises en œuvre par le parti du pouvoir après avoir anticipé les élections en 1957. En somme, le DP est devenu le parti gagnant aux élections législatives mais en perdant la majorité absolue avec un taux de 47,9 % et 419 députés.²⁰⁰

Les résultats ont provoqué une atmosphère instable et une tension plus tendue entre les partis.²⁰¹ Dans l'atmosphère de la pression politique et de l'angoisse économique, les sous-entendus d'un complot militaire contre le pouvoir ont émergé. Le 16 Janvier 1958, l'arrestation de 9 officiers militaires a eu lieu avec l'accusation de l'encouragement de l'armée à se révolter.²⁰²

L'Union des forces de l'opposition qui avait été empêchée avant des élections en 1957, à l'automne 1958 s'est réalisée par l'unification des partis : Le *Türkiye*

¹⁹⁹ DİE, 1996, p 208, cité par Turan, **Türkiye'de Seçmen...**, p. 39.

²⁰⁰ Eroğul, **Demokrat Parti...**, pp. 197 – 202.

²⁰¹ Ahmad, **Demokrasi Sürecinde...**, p. 78.

²⁰² **Ibid.**, p. 80.

Köylü Partisi a annexé au *Millet Partisi* et le *Hürriyet Partisi* au CHP. Ainsi qu'en 1959 pendant le 14^e Congrès du CHP on a ratifié la « Proclamation des Premiers Objectifs ». La plateforme d'union de forces a été définie par ces 10 buts : 1) abolition de la partidarité ; 2) fondation d'une seconde Assemblée ; 3) sécurité de l'élection ; 4) Cour Constitutionnelle ; 5) Haut Conseil de Juges ; 6) droit des fonctionnaires de s'adresser aux tribunaux ; 7) liberté de la presse liée à la sécurité constitutionnelle ; 8) autonomie universitaire ; 9) fondation du Haut Conseil Economique ; 10) Inclure le principe de la justice sociale dans la Constitution.²⁰³ La réponse du DP à l'Union de forces a été de fonder le « Front de Patrie » qui avait un système de foyers et avait pour but de trouver une base plus étroite que celui de parti.²⁰⁴

La pression sur l'opposition s'est aggravée pendant ces années : en 1959, plusieurs journaux avaient été fermés et des journalistes avaient été arrêtés.²⁰⁵ La tension entre les partis opposés était en montée : İnönü a subi une attaque lors d'une visite en Égée et en 1960 on a utilisé les militaires pour empêcher le meeting d'İnönü à Kayseri.²⁰⁶ Donc, au début de 1958, le gouvernement était dans une situation isolée de toutes les institutions étatiques : d'abord, la presse et le pouvoir judiciaire se sont éloignés du gouvernement, en suite, pendant les élections en 1957, la bureaucratie civile les a suivis et enfin, l'armée et les universités.²⁰⁷

Quant à la situation économique, elle n'est pas améliorée. Le 4 Août 1958 on a décidé de mettre en œuvre un programme de stabilisation du FMI. Donc, il s'agissait de la dévaluation de la livre turque face au dollar américain. Ainsi que le pouvoir a fourni un crédit de 359 millions dollars. Cela avait le double effet sur l'économie de la Turquie : D'une part, les prix élevés qui ont négativement influencé les habitants des villes. D'autre part, la situation des paysans a été améliorée avec le crédit de FMI.²⁰⁸ Enfin, ces événements ont été conclus avec un coup d'Etat militaire en 1960.

²⁰³ Tunçay, « Siyasal Tarih... », p. 185.

²⁰⁴ Ahmad, *Demokrasi Sürecinde...*, p. 82.

²⁰⁵ *Ibid.*, p. 84.

²⁰⁶ Zürcher, *Modernleşen Türkiye...*, p. 349.

²⁰⁷ Ahmad, *Demokrasi Sürecinde...*, p. 80.

²⁰⁸ Zürcher, *Modernleşen Türkiye...*, p. 349.

Arrivant au 12 Mars 1971, les tensions politiques, les changements sociaux et les événements mondiaux sont arrivés à un stade explosif. Les nombres des étudiants et des lycéens ont augmenté deux fois plus que ceux en 1960 et les lycées et les universités sont devenus des lieux de rassemblement pour les groupes de gauche et de droite.²⁰⁹ Au mois de Juillet 1970, on a déclaré l'état de siège après les manifestations ouvrières où trois personnes ont été mortes.²¹⁰ Au mois de Janvier en 1971, la Turquie était dans une situation chaotique : Les universités ont perdu leur fonctionnalité. Les étudiants ont cambriolé les banques, kidnappé les fonctionnaires américains et attaqué les cibles américains. Les maisons de professeurs ont été bombardées par les militants. Les usines ont été en grève. Le mouvement islamiste est de plus en plus agressé et le parti de ce mouvement, le MNP, a fait des déclarations qui ont suscité la colère des forces armées.²¹¹ Et, pendant cette atmosphère chaotique, une autre intervention militaire moins rigide que la précédente a été réalisée le 12 Mars 1971.

Selon la solution du mémorandum du 12 Mars, le gouvernement formé par les technocrates avec la participation de deux grands partis, l'AP et le CHP, sous la présidence neutre pourraient résoudre les problèmes socioéconomiques et politiques. Le premier gouvernement d'Erim formé de cinq députés de l'AP, trois du CHP, un membre du Groupe de l'Union Nationale et quatorze technocrates en dehors de l'Assemblée à la présidence de Nihat Erim qui avait déjà démissionné du CHP s'est mis en fin après 8 mois par les démissions des membres du gouvernement nommé les « Onze », y compris les bureaucrates et technocrates. Nihat Erim qui a encore formé un autre gouvernement après un court délai, a pu rester en tant que le Premier Ministre seulement pendant quatre mois. Et, Süleyman Demirel et son parti sont devenus l'élément dominant en raison des changements politiques après la période du mémorandum.²¹² Après Nihat Erim, Ferit Melen et Naim Talu sont devenus successivement le Premier Ministre. Pendant cette période l'élection présidentielle de la République s'est déroulée. Avant les élections, les partis se sont entendus sur le nom de l'amiral retraité Fahri Korutürk et l'ont élu au lieu d'élire Faruk Güler que les commandants du 12 Mars avaient décidé pour le Présidence de la République.

²⁰⁹ Ahmad, **Modern Türkiye'nin...**, pp. 172 – 175.

²¹⁰ Cizre-Sakallıoğlu, **AP – Ordu...**, p 92.

²¹¹ Ahmad, **Modern Türkiye'nin...**, pp. 172 – 175.

²¹² Ahmad, **Demokrasi Sürecinde...**, p. 352.

Pour ce choix la compromission entre Süleyman Demirel et Bülent Ecevit était importante. Cette situation a mis en fin passagèrement l'intervention de l'Armée dans la vie politique.²¹³ Pendant cette période, ce que le régime après le 12 Mars avait déjà revendiqué a été réalisé : la constitution a changé, la fondation des tribunaux spéciaux et les universités et les syndicats pacifiés.²¹⁴

Partis	Voix	Taux		Sièges obtenus
		Parmi les inscrits	Parmi les bulletins valides	
Cumhuriyet Halk Partisi	3 570 583	21,3	33,3	185
Adalet Partisi	3 197 897	19,0	29,8	149
Demokratik Parti	1 275 502	7,6	11,9	45
Milli Selamet Partisi	1 265 771	7,5	11,8	48
Cumhuriyetçi Güven Partisi	564 343	3,4	5,3	13
Milliyetçi Hareket Partisi	362 208	2,2	3,4	3
Türkiye Birlik Partisi	121 759	0,7	1,1	1
Millet Partisi	62 377	0,4	0,6	-
Indépendants	303 218	1,8	2,8	6
Bulletins non valides	500 185	3		
Votants	11 223 843	66,8		
Abstention	5 574 321	33,2		
Total (Inscrits)	16 798 164	100	100	450

Tableau 1.7 : Résultats des élections législatives du 14 Octobre 1973²¹⁵

Dans les élections législatives réalisées 4 mois après de celles de présidentielles, le CHP a remporté 33,3% de votes, par contre l'AP en a eu 29,8% avec une chute presque de 15%.²¹⁶ L'une de raisons importantes de cette chute était les partis comme le MSP et le *Milliyetçi Hareket Partisi*²¹⁷ (MHP) qui ont divisé la base de l'AP. D'autre part, le CHP qui a été ouvert à la gauche, a commencé à être soutenu par les électeurs des bidonvilles, l'un de composant de l'ancienne base de

²¹³ *Ibid.*, p. 359.

²¹⁴ *Ibid.*, p. 360.

²¹⁵ DİE, 1996, p 208, cité par Turan, *Türkiye'de Seçmen...*, p. 93.

²¹⁶ Zürcher, *Modernleşen Türkiye...*, p. 380.

²¹⁷ Fr. le Parti de Mouvement Nationaliste

l'AP.²¹⁸ Pendant cette période, l'AP devenait de plus en plus un parti de la classe moyenne supérieure.²¹⁹

Partis	Voix	Taux		Sièges obtenus
		Parmi les inscrits	Parmi les bulletins valides	
Cumhuriyet Halk Partisi	6 136 171	28,9	41,4	213
Adalet Partisi	5 468 202	25,8	36,9	189
Milli Selamet Partisi	1 269 918	6,0	8,6	24
Milliyetçi Hareket Partisi	951 544	4,5	6,4	16
Cumhuriyetçi Güven Partisi	277 713	1,3	1,9	3
Demokratik Parti	274 484	1,3	1,9	1
Türkiye Birlik Partisi	58 540	0,3	0,4	-
Türkiye İşçi Partisi (2)	20 565	0,1	0,1	-
Indépendants	370 035	1,7	2,5	4
Bulletins non valides	531 038	2,5		
Votants	15 358 210			
Abstention	5 849 093	27,6		
Total (Inscrits)	21 207 303	100	100	450

Tableau 1.8 : Résultats des élections législatives du 5 Juin 1977²²⁰

Pendant les élections de 1977, alors que le CHP a remporté 41,4% des voix, l'AP a réussi à augmenter son taux de votes et il a atteint 36,9%. Pourtant, le CHP a obtenu la majorité de voix mais il n'a pas pu arriver à une majorité suffisante dans l'Assemblée pour former le gouvernement. Et aussi, sa tentative de former un gouvernement minoritaire a aussi échoué. Demirel qui était contre la proposition de la grande bourgeoisie concernant la fondation d'une coalition du CHP – AP, a préféré de constituer le deuxième gouvernement du Front national.²²¹ Pendant ce gouvernement, la Turquie se polarisait de plus en plus et la violence politique a suscité un milieu de guerre intérieure civile dans le pays. Le deuxième gouvernement

²¹⁸ Demirel, *Adalet Partisi...*, p. 68.

²¹⁹ *Ibid.*

²²⁰ DİE, 1996, p 208, cité par Turan, *Türkiye'de Seçmen...*, p. 108.

²²¹ Ahmad, *Demokrasi Sürecinde...*, p. 418.

du Front National n'a pas duré longtemps, l'échec dans les élections municipales en 1977 et l'approchement de l'AP avec le MHP ont donné lieu aux démissions de certains députés du parti et à la suite d'une vote de confiance de Demirel, le gouvernement a été renversé.²²² Après le deuxième front national, le gouvernement constitué par Ecevit avec les douze députés démissionnés de l'AP n'a pas pu résoudre les problèmes du pays et Süleyman Demirel qui était à l'opposition a montré une attitude inconciliable contre Ecevit. A la suite des événements de Kahramanmaraş, à la fin de 1978, que le gouvernement d'Ecevit n'a pas pu éviter, a donc été obligé de déclarer l'état de siège. Pendant les élections partielles réalisées en 1979, l'AP a pu augmenter son taux de votes à 54%, il a remporté 46,83% de votes pendant les élections de Sénat.²²³ Par contre, le taux de votes du CHP a reculé à 29%. Après ces résultats électoraux, Demirel a formé un gouvernement minoritaire soutenu par le MHP et le MSP pour diriger le pays jusqu'aux prochaines élections.

Ces années étaient significatives par leurs instabilités politiques. Mais, les années chaotiques de l'AP étaient plus longues que celles du DP. Pour le DP, la montée des événements sociaux généralement avait causé le choix économique du DP. Dans un environnement où la croissance économique n'était pas si grande comme les périodes précédentes, le DP a continué ses subventions aux couches agricoles comme toujours et cela a causé les mécontentements des autres couches dans la société. Durant la dernière période de l'AP, il y avait des décompositions dans le parti et dans sa base. Mais, malgré ces décompositions, l'AP a continué à se présenter avec ces groupes dans la scène politique sous le nom de Front National. Car, le « danger » de gauche était plus important pour le parti que les discordes intérieures de droite. Dans une telle atmosphère de bouleversement, le DP a su garder son taux de votes mais l'AP ne l'a pas pu garder. Et tous ces bouleversements se sont terminés par les interventions de l'armée dans la vie politique de telle ou telle façon : en 1960, en 1971 et en 1980.

²²² **Ibid.**

²²³ **Ibid.**, p. 422.

1.5.2. Armée dans la politique

En 1960, l'opposition a fait son plan selon une élection anticipée, elle pensait qu'elle pourrait éventuellement rempoter une élection. Cependant, le DP se méfiait d'un complot militaire.²²⁴ Le 25 Mai 1960, Menderes a déclaré que la Commission d'Enquête de l'Assemblée est allée donner le rapport de ses travaux. Cette Commission était en train de faire des recherches sur les relations entre l'armée et le CHP. Mais, l'armée a renversé le gouvernement civil le 27 Mai 1960.²²⁵ Le coup d'Etat militaire a été soutenu en général par la masse d'étudiants et les intellectuels à İstanbul et à Ankara.²²⁶

Tout au long des années 1950s, plusieurs initiatives militaires destinée à renverser le pouvoir étaient de l'ordre du jour. La dernière a fait la constitution d'un « Comité d'Union nationale » formé essentiellement de jeunes officiers, dont certains représentaient les tendances de gauche, d'autres, comme le colonel Alparslan Türkeş, venait du camp de pantouranisme. Le régime militaire a condamné Adnan Menderes et deux de ses ministres à la peine de mort au bout d'un an de procès.²²⁷

Le DP est devenu l'essai de multipartisme avec le plus de succès dans l'histoire de la Turquie. A l'issue de la Seconde Guerre mondiale et dans le contexte des débuts de la guerre froide le passage à la démocratie n'a pas été en Turquie la conséquence d'un mouvement sociale de fond, mais plutôt le résultat d'un changement d'orientation décidé par l'élite gouvernante pour des raisons très pragmatiques de politique internationale et nationale : faciliter l'insertion de la Turquie dans le bloc occidentale face à la menace soviétique et donner un nouveau souffle au régime.²²⁸ Le changement des élites dirigeantes dans les années 1950, suscitant d'importantes transformations sociales et traduisant une modification des structures politiques, était ressenti par l'armée comme une dégradation de son propre prestige institutionnel et comme une remise en cause de son image dans la société. La situation était vécue plus gravement encore après le succès électoral remporté en

²²⁴ Ahmad, **Demokrasi Sürecinde...**, pp. 85 – 86.

²²⁵ Zürcher, **Modernleşen Türkiye...**, p. 350.

²²⁶ **Ibid.**, p. 351.

²²⁷ Bozarslan, **Histoire de la Turquie...**, p. 54.

²²⁸ Jean Marcou, « Le mouvement constitutionnel », Dir. Semih Vaner, **La Turquie**, Paris : Fayard/Ceri, 2005, p. 101.

1954 par le DP. Le coup d'Etat de 1960 a marqué, pour l'armée, le début d'un nouveau processus.²²⁹ Donc, l'une des particularités déterminantes de la Turquie après-1960, est le fait que l'Armée a fait la politique d'une façon plus intensive qu'auparavant. Mais, cette intervention n'était qu'une intervention militaire, elle a donné un nouveau caractère aux poids de l'armée dans la vie politique de la période après-1960. Dans cette période, le protocole du 21 Octobre 1961 est devenu un tournant à l'égard des relations entre l'AP et l'armée parce que malgré les pressions de l'armée sur l'AP depuis sa fondation, il a déclaré de ne pas objecter le 27 Mai et l'armée.²³⁰

Le mémorandum du 12 Mars 1971, qui a accusé le gouvernement et l'Assemblée à ne pas faire les réformes prévues dans la constitution et pousser la société vers l'anarchie et les troubles socio-économiques, était remis par les forces armées. L'AP a considéré ce mémorandum comme la continuation du coup d'Etat du 27 Mai étant contre la volonté nationale et l'AP. Donc, l'AP a d'abord critiqué le mémorandum. Mais malgré ses critiques, il n'a pas hésité de soutenir les actes de quatre gouvernements formés par l'armée jusqu'aux élections de 1973 et il a su bénéficier de cette situation.²³¹

Ce mémorandum avait deux effets directs. C'était, d'abord, l'éloignement de l'AP qui avait la majorité parlementaire et de son leader Süleyman Demirel et, ensuite, la fondation du cabinet formé par les technocrates et les bureaucrates lancés en tant que des « réformateurs ». Mais, pendant deux années durant lesquelles les partis politiques étaient suspendus, L'AP était le moins influencé par le mémorandum, même si le mémorandum a été fait en apparence contre ce parti. A la suite du mémorandum, sa demande de limiter les libertés et les droits fondamentaux qui se trouvaient dans la constitution de 1961 a enfin été réalisée et l'opposition de gauche qui s'efforçait à s'organiser en dehors du CHP a été exclue de la vie politique par l'Etat.²³²

²²⁹ Semih Vaner, « La démocratie et l'autoritarisme vont de pair », Dir. Semih Vaner, **La Turquie**, Paris : Fayard/Ceri, 2005, p. 157.

²³⁰ Cizre-Sakallıoğlu, **AP – Ordu...**, p. 51.

²³¹ **Ibid.**, pp 93 – 94.

²³² Börtüçene, « Çok Partili Demokrasiden... », pp. 83 – 84.

Le gouvernement minoritaire de Demirel qui a duré jusqu'au Coup d'Etat militaire du 12 Septembre 1980 a pris les décisions du 24 Janvier 1980 qui allaient déterminer l'orientation future du pays. Malgré ces décisions prises par ce gouvernement, celui-ci n'a pas pu appliquer toutes les décisions dans la société à cause de sa peur de perdre la base électorale dans cette période de crise du capitalisme turc.²³³ Même dans cette période, il y avait la crise de l'élection du Président de la République et les partis n'ont pas pu se réconcilier au sujet de l'élection du Président

Parmi les raisons du Coup d'Etat en 1980, à part les effets intérieurs, il existait aussi les effets extérieurs. Dans une atmosphère où la guerre froide était encore aggravée, l'effet du monde occidental n'était pas négligeable à la suite de l'intervention soviétique en Afghanistan et de la révolution islamiste en Iran. Le Coup d'Etat réalisée dans une telle atmosphère a arrêté toutes les activités des partis politiques. Même si le cadre gouvernant de l'AP n'a pas été opposé au Coup d'Etat, il ne l'a pas soutenu non plus. Süleyman Demirel a su garder l'intégralité de son parti pendant le Coup d'Etat du 12 Septembre, mais à cause de malaise de l'Armée due aux actions politiques, la tension entre l'AP et l'Armée a été tendue. A la suite de l'attitude autoritaire de l'Armée, tous les leaders des partis avant le Coup d'Etat ont été responsables des événements de violence par l'Armée. Donc, à la suite d'une loi du 16 Octobre 1981, l'AP a été fermé comme tous les autres partis politiques.²³⁴

Dans la période de multipartisme depuis 1946, les pouvoirs élus ont développé un discours dual. D'une part, ils suivaient une politique de réconciliation pour favoriser l'armée. D'autre parte, ils s'efforçaient apparemment de régresser l'armée dans la vie politique pour renforcer leur discours de « volonté nationale ».²³⁵ Mais, ce discours dualiste était plus évident dans l'AP que dans le DP. Jusqu'à l'intervention de 1971, l'AP a poursuivi un comportement politique qui était démocratique et paisible pour accentuer sa différence du DP qui avait été renversé par un coup d'Etat en 1960 et pour éviter la même fin que le DP. Mais, après 1971, il est devenu le complice de l'armée contre le mouvement de gauche pour renforcer

²³³ Demirel, **Adalet Partisi...**, p. 76.

²³⁴ **Ibid.**, p. 78.

²³⁵ Ümit Cizre, **Muktedirlerin Siyaseti: Merkez Sağ – Ordu – İslamcılık**, trad. en tr. par Cahide Ekiz, İstanbul: İletişim Yayınları, 1999, p. 65.

l'Etat d'une façon structurelle. En plus, il a fait la coopération avec l'armée au sujet de la défense de l'idéologie étatique et du système capitaliste contre la gauche radicale. Mais malgré ces coopérations, l'AP et l'armée se comportaient en tant que deux différents pouvoirs qui étaient en compétition pour arracher le pouvoir politique.²³⁶ Alors que la cible du coup d'Etat en 1960 était le DP, les autres interventions militaires ne ciblaient pas directement l'AP. Mais, cela ne voulait pas dire non plus que ces deux interventions n'ont pas influencé du tout l'AP. Et même la dernière intervention a suscité la fermeture de l'AP comme le coup d'Etat en 1960 a causé celle du DP. Ces deux partis ont vécu les mêmes processus depuis leur fondation. Ainsi, bien que la durée de vie du DP soit plus courte que celle de l'AP, ceci nous a permis la possibilité d'analyser les processus de leur histoire de chacun de ces deux partis parallèlement et sous plusieurs chapitres fondamentaux. Dans la deuxième partie, on va essayer d'expliquer les particularités fondamentales de partis : d'abord leur base sociale, ensuite leur structure organisationnelle et enfin leurs relations avec les couches sociales.

²³⁶ Cizre-Sakallıoğlu, **AP – Ordu...**, pp. 264 – 265.

2. PARTICULARITES FONDAMENTALES

2.1. Base sociale du *Demokrat Parti* et de l'*Adalet Partisi*

Dans cette partie où la base socio-économique du DP et de l'AP essayera d'être comprise, les raisons politiques de l'émergence et de la disparition d'un parti comme le DP seront d'abord analysés. En 1946 plusieurs partis sont nés pour contester la suprématie du CHP. Parmi ces partis le DP a été le plus important. On commencera par chercher à répondre aux questions suivantes : quelles ont été les conditions économiques qui ont préparé la période pluripartiste ? Quels changements sont survenus dans la structure socio-économique de la Turquie ?

2.1.1. Arrière-plan historique des classes en Turquie

A l'époque où la République turque a été fondée en 1923, la Turquie était surtout une société agraire. La majeure partie de sa population était formée de paysans.²³⁷ Depuis des siècles, la société agraire turque fonctionnait selon le système patrimonial d'accumulation du capital : les paysans n'avaient le droit de l'emploi de la terre que sous la supervision du fief qui collectait des impôts. Mais, à partir du 17^{ème} siècle les changements ont commencé à s'enraciner dans cette société agraire. L'augmentation de la demande des biens agricoles en dehors du pays a permis l'essor du commerce dans le domaine agraire et l'émergence d'une nouvelle classe marchande. Le renforcement et l'enrichissement de cette classe ont provoqué de grands changements dans toute l'Empire Ottoman, et même dans son domaine agraire. Au 19^{ème} siècle la terre est devenue une zone d'investissement et de propriété stratégique. Ainsi, des agriculteurs capitalistes qui valorisaient leur propriété comme source de profit monétaire ont resurgi dans l'Empire et surtout

²³⁷ İsmail Hüsrev, **Türkiye'de Köy İktisadiyatı**, Ankara : Kadro Neşriyatı, 1934 cité par İlkay Sunar, **State and Society in the Politics of Turkey's Development**, Ankara : Ankara Üniversitesi Siyasal Bilgiler Fakültesi Yayınları, 1974, p. 67.

dans les Balkans proches de l'Occident.²³⁸ Mais, relativement aux autres régions de l'Empire Ottomans, l'Anatolie a été moins influencé par la nouvelle vague commerciale diffusée par l'Europe. Les régions de l'est et du sud-est de l'Anatolie sont restées fermées aux marchés étrangers et dans une situation de dépendance vis-à-vis de l'ouest de l'Anatolie.²³⁹

D'autre part, dans cette période, les économies traditionnelles des régions l'Ouest et du Sud-ouest de l'Anatolie ont subi un changement. Les relations de monnaie – marchandise ont commencé à se développer. Les produits agricoles s'exportaient et l'agriculture Ottomane s'est orientée vers la production commerciale. Cependant, cette transformation agraire n'a pas mené l'Empire Ottoman à la prospérité. Malgré la commercialisation et la « rationalisation » de l'agriculture, le progrès technique faible, le déséquilibre interrégional, la structure socio-économique corrompue et l'écoulement systématique du surplus agraire vers les marchés étrangers, symptômes typiques de sous-développement, ne suscitaient pas d'amélioration dans l'économie du pays. Au 19^{ème} siècle l'intégration de l'agriculture ottomane aux marchés européens s'est faite par le biais d'accords inégaux et de privilèges et a mis en place une économie de dépendance semi-coloniale.²⁴⁰

Au 19^{ème} siècle, l'industrie Ottomane avait presque disparu à cause de la concurrence extérieure. Les produits manufacturés à bas prix entraient librement dans l'Empire. Une industrie locale n'avait aucune chance de rivaliser et d'attirer des investisseurs. L'agriculture était donc le principal revenu de l'Empire. De même, l'absence d'opportunité de travail dans l'industrie a obligé les paysans à rester dans l'agriculture et à fournir une main d'œuvre bon marché aux propriétaires terriens. Ceux-ci en ont profité au lieu d'importer des machines coûteuses. Par conséquent, l'agriculture turque était à un stade très primitif de développement technologique. En plus, l'absence d'opportunités industrielles limitait les propriétaires au le domaine d'agricole.²⁴¹

²³⁸ İlkay Sunar, **State and Society in the Politics of Turkey's Development**, Ankara : Ankara Üniversitesi Siyasal Bilgiler Fakültesi Yayınları, 1974, p. 68.

²³⁹ **Ibid.**

²⁴⁰ **Ibid.**, p. 69.

²⁴¹ **Ibid.**, pp. 69 – 70.

Cette structure de classe de l'Empire a été reprise par la République turque: en haut, la bureaucratie patrimoniale, les propriétaires terriens de l'Ouest de l'Anatolie et la bourgeoisie financière des grandes villes. En bas, la masse des paysans travaillant comme métayers sur la terre de grands propriétaires ; au milieu, les petits commerçants, les employés du secteur des services et les petits fonctionnaires.²⁴²

En plus, la structure régionale du pays était déséquilibrée : alors que les régions de l'Ouest vendaient leurs produits agricoles sur les marchés industriels européens, les régions de l'Est vendaient leurs produits alimentaires à celles à l'Ouest. Ainsi, à l'Est où le niveau d'intégration aux marchés extérieurs était faible, ou dirigé vers la région Ouest, les profits n'étaient pas élevés ; à l'Ouest, qui achetait les biens produits à l'Est, les profits étaient élevés. C'est pourquoi, quand la guerre d'indépendance a éclaté, les commerçants riches de la région de l'Ouest et les financiers des villes n'ont pas en premier lieu soutenu ce mouvement. Les officiers soutenus par les parties plus traditionnelles de l'Est dont le niveau d'intégration à l'économie coloniale était faible étaient à l'avant-garde de la guerre d'indépendance. D'ailleurs, à l'Ouest, les propriétaires de terre, bénéficiaires de l'économie coloniale, n'ont soutenu la guerre d'indépendance que jusqu'à l'occupation d'Izmir par Grèce.²⁴³

Au début de la République turque, le but fondamental était de reconstruire l'économie: d'une part, raviver l'agriculture qui avait presque disparu à cause des guerres, d'autre part remplacer la bourgeoisie commerciale issue d'ethnies minoritaires par des marchands d'origine turque. Nulle part on ne mentionnait l'industrialisation comme objectif politique officiel, et il n'a pas existé de développement industriel notable jusqu'à la Grande Dépression.²⁴⁴

Pendant les négociations de Lausanne en 1923 le Congrès économique d'Izmir avait en cachette pour objectif de rassurer l'Occident sur les intentions de la République turque. Les classes représentées au Congrès étaient les grands

²⁴² **Ibid.**

²⁴³ **Ibid.**, p. 71.

²⁴⁴ Haldun Gülalp, **Kapitalizm, Sınıflar ve Devlet**, trad. tr. Osman Akınhay, Abdullah Yılmaz, İstanbul : Belge Yayınları, 1993, pp. 29 – 30.

propriétaires terriens et les marchands, dominants dans tous les pays sous-développés dans ce temps-là. Selon les décisions prises par le Congrès, l'économie turque a continué à rester ouverte à l'extérieur ; on se comportait d'une façon tolérante face aux capitaux étrangers; et on soutenait l'entreprise privée. En bref, la fondation de la République turque ne changerait ni la structure de classe de la Turquie ni son positionnement à l'échelle internationale.²⁴⁵

A l'égard du développement, le changement essentiel est survenu dans les années 1930s à cause de la Grande dépression. La période a eu deux importantes particularités: la fermeture de l'économie et l'industrialisation rapide par l'Etat. Grâce à l'industrialisation intérieure on ne créait marché intérieur pour les biens auparavant exportés, et on satisfaisait par la production nationale le besoin de biens de consommation qui ne pourrait plus être importés. L'absence d'une bourgeoisie qui pourrait profiter d'une telle opportunité historique a obligé l'Etat à agir en tant qu'entrepreneur, c'est-à-dire l'étatisme. Par conséquent, la politique officielle de cette période est devenue la substitution aux importations, menée par les établissements d'Etat en s'appuyant sur les inputs locaux.²⁴⁶

A la fin des années 1930, la structure de classe de la Turquie n'avait pas beaucoup changé. Il n'existait pas encore une classe bourgeoise industrielle. Les relations sociales en campagne n'avaient pas changé. Les classes traditionnelles dominantes qui avaient été fortement atteintes au début de la dépression économique sont revenues à leur position ancienne non pas contre l'Etat, mais grâce à celui-ci. Après la Deuxième Guerre Mondiale, alors que l'économie mondiale redémarrait, la raison du revers de l'étatisme pourrait se trouver dans la domination de ces mêmes classes, renforcée pendant la guerre.²⁴⁷

Même si la Turquie n'est pas entrée en guerre, elle a complètement vécu dans des conditions d'économie de guerre à cause de sa proximité. Le processus d'industrialisation a été arrêté, car les ressources ont été orientées vers les efforts de mobilisation. La production agricole a vécu un grand recul, car les paysans ont du partir à l'Armée. Mais, le resserrement de l'économie n'a pas signifié un

²⁴⁵ **Ibid.**

²⁴⁶ **Ibid.**, p. 31.

²⁴⁷ **Ibid.**

ralentissement du processus d'accumulation du capital. A l'inverse, les conditions d'économie de guerre ont procuré de grandes opportunités aux trafiquants. Le marché noir et la spéculation se sont intensifiés. Pour cette raison, le capital agricole et commercial a pu bénéficier d'une accumulation sans précédent.²⁴⁸

Le but de la reconstruction de l'économie dans les premières années de la République a permis au CHP de profiter d'une alliance bureaucrate - notable pendant sa période au pouvoir. Les notables ruraux n'ont pas fait opposition aux efforts de modernisation de l'élite nationale, en échange celle-ci n'a pas touché à la propriété rurale, au statut social et au pouvoir des notables locaux. La politique appliquée par l'Etat de substitution aux importations basée sur les inputs locaux est devenue un élément renforçant cette alliance. Mais, les effets de la Seconde Guerre mondiale sur l'économie ont causés des changements dans la structure de classe de la Turquie et dérangé l'équilibre entre la bureaucratie et bourgeoisie marchande.

2.1.2. Bases sociales du *Demokrat Parti* et de l'*Adalet Partisi*

En Turquie après la Deuxième Guerre mondiale la position de la bureaucratie a commencé à être discutée. Un impôt lourd sur le capital institué pendant la guerre est devenue la cause de dissensions au CHP. Ce qui a été qualifié d'impôt sur la fortune, a été critiqué fortement par les milieux d'affaire et surtout par des groupes ethniques minoritaires. La cible de cet impôt était surtout les trafiquants, les hommes d'affaires et les intermédiaires profiteurs du marché noir et de la spéculation. Ceux qui ne s'acquittaient pas de l'impôt dans un délai de cinquante jours étaient envoyés en camp de travail. Devant les pressions internes et externes contre cette politique d'imposition, l'impôt a été complètement changé et a surtout pesé sur les minorités. Néanmoins les classes marchandes ont développé une certaine méfiance envers la bureaucratie. Elles se sont persuadées que leurs intérêts ne pouvaient se réaliser qu'à la condition de remplacer la bureaucratie.²⁴⁹ Cela n'a pas suscité une décomposition nette à l'intérieur du CHP, mais un commencement de divergence.

La première séparation nette dans la coalition bureaucrate notable a émergé pendant les négociations sur la loi de terre de 1945. Alors que la partie intellectuelle

²⁴⁸ *Ibid.*, p. 32.

²⁴⁹ Sunar, *State and Society...*, pp. 80 – 81.

et bureaucrate du CHP soutenaient cette loi les notables s'y opposaient intensément. Bien que le projet de loi ait été promulgué à la fin des négociations, le gouvernement n'a pas pu appliquer les mesures les plus radicales. Mais cette tentative a suscité la perte de l'influence du CHP sur les grands propriétaires terriens.²⁵⁰ Cette perte de pouvoir n'est pas la seule cause de la transition vers le multipartisme et la fondation du DP.

Après la Deuxième Guerre mondiale, une grande partie du monde est entrée dans un processus de reconstruction et la Turquie a choisi le camp des pays occidentaux. Le résultat de son choix a été de permettre le multipartisme.²⁵¹

Kemal Karpat indique que le DP, fondé le 7 Janvier 1946, est né à l'intérieur du CHP, et qu'il n'était pas un mouvement venu du peuple.²⁵² Çağlar Keyder dit que les fondateurs du DP étaient des grands propriétaires de terres agricoles de l'ouest de l'Anatolie.²⁵³ A partir de tous ces constats il n'est pas erroné de dire que le DP était un parti qui bénéficiait du soutien des capitaux agraires et commerciaux ayant profité des taux élevés de la période de la Deuxième Guerre Mondiale et qu'il n'était pas le résultat d'une opposition venue du peuple mais interne au CHP.

Les années entre 1945 et 1950 se sont passées selon les règles de la démocratie parlementaire. La bourgeoisie et les notables, qui avaient profité de l'étatisme jusqu'en 1945, se sont proclamés les sauveurs du pays de la pression bureaucrate. Ils ont ainsi réussi à remporter les élections de 1950.²⁵⁴

Avec les résultats aux élections du 14 Mai 1950²⁵⁵, le DP a accédé au pouvoir et l'unicité entre Etat et parti s'est définitivement close.²⁵⁶ Le CHP, n'a pas pu

²⁵⁰ Ergun Özbudun, *Türkiye'de Sosyal Değişme ve Siyasal Katılma*, Ankara : Ankara Üniversitesi Hukuk Fakültesi Yayınları, 1975, pp. 37– 38.

²⁵¹ Gülalp, *Kapitalizm, Sınıflar...*, p. 32.

²⁵² Kemal Karpat, *Türk Demokrasi Tarihi: Sosyal, Ekonomik, Kültürel Temeller*, İstanbul : İstanbul Matbaası, 1967, p. 135 cité par Ali Eşref Turan, *Türkiye'de Seçmen Davranışı : Önceki Kırılmalar ve 2002 Seçimi*, İstanbul : İstanbul Bilgi Üniversitesi Yayınları, 2004, p. 26.

²⁵³ Çağlar Keyder, « Türkiye Demokrasisinin Ekonomi Politikası », dir. Irvin Cemil Schick et Ertuğrul Ahmet Tonak, *Geçiş Sürecinde Türkiye*, İstanbul : Belge Yayınları, 1998, p. 54.

²⁵⁴ Stefanos Yerasimos, *Az gelişmişlik Sürecinde Türkiye: III 1. Dünya Savaşından 1971'e*, trad. tr. Babür Kuzucuoğlu, İstanbul: Belge Yayınları, 2005, p. 164.

²⁵⁵ Pour les résultats des élections de 1950, voir Tableau 1.2

²⁵⁶ Ali Eşref Turan, *Türkiye'de Seçmen Davranışı : Önceki Kırılmalar ve 2002 Seçimi*, İstanbul : İstanbul Bilgi Üniversitesi Yayınları, 2004, pp. 27 – 28.

gagner une seule ville à l'ouest d'Ankara et toutes les villes dans lesquelles le CHP a été majoritaire se sont situées à l'est d'Ankara. Cette situation a pu être expliquée par la situation sous-développée de la région et la fidélité des notables et des « aşiret »²⁵⁷ au CHP.²⁵⁸

Dans cette période, le DP a été soutenu par la frange moderne de la population rurale, la bourgeoisie commerciale et les pauvres de ville, et le CHP par les classes bureaucratiques, certains grands propriétaires terriens et les paysans peu modernisés sous leur contrôle.²⁵⁹ En partant de ces constats, il n'était pas certain que de cette division ne fût pas économique et sociale, mais plutôt culturelle et régionale.

On pourrait aussi analyser cette division par l'émergence de nouveaux riches. La coalition formée des officiers, des fonctionnaires et des notables avait joué un grand rôle à la fondation de la République turque. Puisque les notables propriétaires de terre ont changé de camp en faveur des élites marchandes, cette coalition s'est décomposée. Alors que les grandes familles propriétaires terriennes des villes ont soutenu le CHP, la base du DP était formée d'entrepreneurs et d'autres propriétaires terriens enrichis récemment et en pleine ascension sociale. Ces nouveaux riches, ajoutés aux paysans en train de se moderniser et aux masses des villes ont porté le DP à la victoire. Ainsi, le parti composé de nouveaux riches a obtenu le contrôle politique à l'aide des électeurs.²⁶⁰

Quand on observe les taux de votes aux élections de 1954²⁶¹, celui du CHP a beaucoup reculé et celui du DP est plus élevé qu'aux dernières élections. Les écarts régionaux s'étaient beaucoup précisés en 1954. Dans l'ouest de l'Anatolie et la région de Marmara l'économie de marché s'était développée pendant les quatre dernières années et le DP devenu dominant. Les votes du CHP venaient

²⁵⁷ Une sorte de tribus, ensemble de familles associées par une parenté réelle ou fictive, fondée sur l'idée de descendance d'un ancêtre commun. En Turquie, les « aşiret » se trouvent en général parmi les peuples kurdes à l'Ouest de la Turquie.

²⁵⁸ Zürcher, *Modernleşen Türkiye...*, p. 316.

²⁵⁹ Özbudun, *Türkiye'de Sosyal Değişme...*, p. 43.

²⁶⁰ Frank Tachau, *Turkey : The Politics of Authority, Democracy and Development*, New York : Preager, 1984, p. 61, p. 67 cité par Turan, *Türkiye'de Seçmen...*, p. 30.

²⁶¹ Pour les résultats des élections en 1954, voir Tableau 1.4

généralement des zones les plus conservatrices et traditionnelles de l'est et du sud-est de l'Anatolie qui n'étaient pas encore ouvertes au marché.²⁶²

Entre les élections de 1954 et de 1957 d'importantes fractures ont eu lieu au sein du DP. Après la crise chypriote de 1954 et les événements des 6 - 7 Septembre en 1955, les députés formant la fraction libérale du DP sous le leadership de Fevzi L. Karaosmanoğlu se sont révoltés contre la direction du DP et ont fondé l'HürP le 20 Décembre 1955.²⁶³ Après la fondation de l'HürP les scissions dans le DP ont continué et le HürP a réussi à devenir le parti principal de l'opposition avec 32 députés dans l'Assemblée. L'HürP est entré dans la vie politique avec le support des intellectuels et surtout de la presse.²⁶⁴ Il est significatif que le HürP ait été fondé pendant la période où les activités économiques se sont ralenties. On observe que la fraction bourgeoise industrielle, jeune mais plus capable de s'organiser que les autres bourgeoisies, a rompu la coalition de classe avec les propriétaires terriens de l'ouest d'Anatolie intégrés aux marchés internationaux et avec les marchands. L'HürP est le résultat de la rupture de la bourgeoisie industrielle avec le parti.²⁶⁵ L'objectif principal du HürP était d'établir un modèle d'accumulation de capital privé organisé dans le pays.²⁶⁶ Après les élections de 1957, l'HürP a rejoint à CHP en Novembre 1958.²⁶⁷

Aux élections de 1957²⁶⁸, bien que son taux de vote diminue, le DP a obtenu la majorité. Le niveau atteint par le DP a été inférieur à celui de 1950 et celui du CHP supérieur de 6 points à celui de 1954.²⁶⁹ Les votes du DP ont augmenté aux élections de 1954, tenues après la période 1950 - 1953 pendant laquelle le revenu national par habitant en prix fixe était en hausse. Ils ont diminué aux élections de 1957 tenues après la période 1954 - 1956 pendant laquelle le revenu national par habitant est

²⁶² Turan, *Türkiye'de Seçmen...*, pp. 34 – 35.

²⁶³ Kemal H. Karpat, *Türkiye'de Siyasal Sistemin Evrimi 1876 – 1980*, trad. tr. Esin Soğancılar, Ankara : İmge Kitabevi, 2007, p. 115.

²⁶⁴ Burak Özçetin et Sibel Demirci, « Hürriyet Partisi », dir. Murat Yılmaz, *Modern Türkiye'de Siyasi Düşünce, Cilt 7, Liberalizm*, İstanbul : İletişim Yayınevi, 2005, p. 545.

²⁶⁵ Sungur Savran, «1960, 1971, 1980, Toplumsal Mücadeleler, Askeri Müdahaleler », **11. Tez Kitap Dizisi**, Sayı 6, 1987, pp. 137 – 138.

²⁶⁶ Özçetin et Demirci, « Hürriyet... », p. 545.

²⁶⁷ Karpat, *Türkiye'de Siyasal...*, p. 115.

²⁶⁸ Pour les résultats des élections de 1957, voir Tableau 1.6

²⁶⁹ Turan, *Türkiye'de Seçmen...*, p. 40.

tombé sous son niveau de 1953.²⁷⁰ Alors que la tendance à soutenir le DP s'est confirmée dans les villes de l'Ouest obtenant les subventions économiques, les régions de l'est qui n'avaient pas de subventions ont voté pour l'opposition. Les ouvriers et les artisans ont en général soutenu le DP.²⁷¹

On peut expliquer les changements dans le taux de votes du DP par la volatilité électorale²⁷² entre les années 1954 - 1957. L'indice de volatilité électorale²⁷³ montre la perte et le gain net des partis participants à l'élection. L'indice évolue entre 100 et 0. Le 0 veut dire que les partis participants ne perdent pas du tout de votes entre deux élections, et le 100 veut dire que les choix des électeurs changent complètement.

Années des élections	Volatilité électorale	Volatilité représentative
1950 – 1954	7,0	8,5
1954 – 1957	11,7	24,2
1957 – 1961	55,6	70,2
1961 – 1965	25,7	24,0
1965 – 1969	12,6	13,9
1969 – 1973	30,0	30,5
1973 – 1977	18,3	18,0

Tableau 2.1 : Volatilité électorale et représentative entre les élections 1950, 1954, 1957, 1961, 1965, 1969, 1973 et 1977.²⁷⁴

²⁷⁰ Tuncer Bulutay ve Nuri Yıldırım « Türk Seçmenlerinin Oy Verme Eğilimlerinde İktisadi Sebeplerin Önemi Üzerine Bir Deneme », **Ankara Üniversitesi Siyasal Bilgiler Fakültesi Dergisi**, XXIII : 4, Aralık 1968, p. 9.

²⁷¹ Kemal H. Karpat, « The Turkish Elections of 1957 », **The Western Political Quarterly**, XIV : 2, 1961, pp. 450 – 451 cité par Turan, **Türkiye'de Seçmen...**, pp. 40 – 41.

²⁷² Cet index a été développé par Mogens N. Pedersen, « Changing Patterns of Electoral Volatility in European Party Systems, 1948-1977: Explorations and Explanation », dans Hans Daalder and Peter Mair (eds.), **Western European Party Systems: Continuity and Change**, Beverly Hills: Sage Publications, 1983, cité par Ahmet Demirel, « Türkiye'de Seçimler ve Siyasi Partiler », notes de cours non publiés dans l'Université de Marmara, Avril 2005.

²⁷³ L'index de Pedersen de volatilité électorale peut être exprimé par l'équation suivante :

$$\frac{1}{2} \left(\sum_{i=1}^n |P_{i,t} - P_{i,t-1}| \right)$$

Où $P_{i,t}$ = Parti i dans un temps t , et n = nombre total de partis.

²⁷⁴ Demirel, « Türkiye'de Seçimler... ».

Partis	1954	1957	Ecart	Valeur absolue	Volatilité
Demokrat Parti	57,6	47,9	- 9,7	9,7	
Cunhuriyet Halk Partisi	35,4	41,1	5,7	5,7	
Cumhuriyetçi Millet Partisi	4,9	7,1	2,2	2,2	
Köylü Partisi	0,6	--	- 0,6	0,6	
Hürriyet Partisi	--	3,8	3,8	3,8	
Indépendants	1,5	0,1	- 1,4	1,4	
Total	100,0	100,0	0,0	23,4	11,7

Tableau 2.2 : Volatilité électorale des élections en 1954 aux élections en 1957

Selon cet indice la volatilité électorale est de 4,7 points de 1950 – 1954 à 1954 – 1957 (Tableau 2.1). Et s’est produit au détriment du *Demokrat Parti*. L’écart de taux de votes du DP (en négligeant le taux de votes du *Köylü Partisi*) a bénéficié au CHP, au HP et au CMP (Tableau 2.2).

A partir de l’année 1958, le DP a commencé à se comporter d’une façon incohérente au fur et à mesure que les problèmes économiques multipliaient. Auparavant le DP avait suivi la politique de libérale à l’importation ; en 1953 il l’a liée à autorisation, qu’il a aboli en 1958 sur le plan économique en négligeant l’industrie, il a appliqué une politique économique non planifiée soutenant l’agriculture, pour renforcer sa base de vote constituée de paysans.²⁷⁵ Le DP, qui croyait en la libre concurrence pour accélérer la croissance, a commencé à prendre des mesures limitant la liberté économique dès qu’il a pensé qu’à moyen terme la libre concurrence ne serait plus profitable que pour aux petits groupes. Mais, en 1958, il est revenu à une politique de « laisser faire » sous l’influence des milieux financiers américains. Tous ces changements de politique économique ont fait le DP n’ plus été soutenu par personne sauf des propriétaires terriens. Tout au long de ces années, seule la politique concernant des propriétaires terriens est restée identique.²⁷⁶ Toutes ces politiques au détriment de l’industrie ont causé le détachement de la bourgeoisie industrielle du pouvoir.

²⁷⁵ Irvin Cemil Schick et Ertuğrul Ahmet Tonak, « Uluslararası Boyut: Ticaret, Yardım ve Borçlanma », dir. Irvin Cemil Schick et Ertuğrul Ahmet Tonak, **Geçiş Sürecinde Türkiye**, İstanbul : Belge Yayınları, 1998, pp. 365 – 367.

²⁷⁶ Feroz Ahmad, **The Turkish Experiment in Democracy : 1950- 1975**, London : C. Hurst & Company for Royal Institute of International Affairs, 1977, pp. 66- 67 cité par Turan, **Türkiye’de Seçmen...**, p. 43.

Pendant que toutes ces dépressions continuaient, les organisations internationales demandaient au gouvernement de mettre en œuvre un programme de stabilisation très contraignant. Mais l'attitude populiste du parti au pouvoir ne s'accordait pas aux recettes internationales proposées. Par conséquent, les industriels et les bureaucrates sont devenus les composants du Coup d'Etat du 27 Mai en s'alliant avec les Forces armées.²⁷⁷

Le Coup d'Etat du 27 Mai 1960 qui a été réalisé par un groupe de colonels et d'officiers diffère des autres coups d'Etat. Car, celui-ci a été réalisé contre la direction du DP et le parlement et en même temps contre la hiérarchie de l'Armée.²⁷⁸

Les raisons ostensibles du coup d'Etat étaient l'échec économique de la direction du DP et l'exercice de pressions contre les milieux intellectuels contestataires. Après l'interdiction du DP la nouvelle constitution permettait un contrôle de la politique parlementaire par les hauts fonctionnaires et l'Armée. C'est pour cela qu'on a commencé à expliquer le coup d'Etat par l'influence du CHP.²⁷⁹

Quand on observe le coup d'Etat, on voit que certaines fractions de la bourgeoisie étaient contre le gouvernement. Quand le DP était arrivé au pouvoir, il y avait déjà des éléments opposés au DP en Turquie. Mais, la modicité du taux de vote de l'opposition montre que le mécontentement contre le DP n'était pas généralisé. D'ailleurs, ce mécontentement, même après le 27 Mai, ne s'est pas enraciné dans la population. Après que la nouvelle coalition proposée par le DP à la bourgeoisie a été fragilisée par les problèmes économiques, les industriels, la plus active fraction de la bourgeoisie, ont commencé à chercher une formule pour renforcer leur poids dans l'Etat. Dans cette période où l'orientation des votes n'a pas encore changé de façon déterminante, la contestation dans la classe bourgeoise s'est intensifiée et l'opposition a enfin été capable d'envisager la prise du pouvoir par n'importe quel moyen. La base des tensions était la situation économique. L'économie a pris un aspect politique et la pression exercée par le pouvoir pour bâillonner l'opposition a

²⁷⁷ Keyder, « İktisadi Gelişme ve Bunalım: 1950 – 1980 », dir. Irvin Cemil Schick et Ertuğrul Ahmet Tonak, **Geçiş Sürecinde Türkiye**, İstanbul : Belge Yayınları, 1998, p. 315.

²⁷⁸ Özdemir, « Siyasal Tarih... », p. 228.

²⁷⁹ Gülalp, **Kapitalizm, Sınıflar...**, p. 35.

suscité un problème de démocratie et de constitution. Le soulèvement de la jeunesse universitaire a également été un événement déterminant.²⁸⁰

A ce moment, l'opposition dans le DP, la fondation de nouveaux partis et l'unification de tous les partis d'opposition dans un front commun, n'ont eu aucun résultat. Dans ce cas, la seule solution pour l'opposition était le coup d'Etat. Cette série d'événements montre que les tentatives pour changer le pouvoir ont commencé au sein du DP, mais à cause de leur échec, elles se sont poursuivies en dehors du parti. Donc l'opposition au DP a été initiée par certaines fractions de la bourgeoisie mais, comme ces fractions n'ont pas réussi à faire régresser la place des fractions de la bourgeoisie au parlement elles ont cherché la possibilité d'alliance avec d'autres classes sociales pour obtenir la majorité. Cette dernière solution allait limiter le contrôle politique de la bourgeoisie parce que de fait l'initiative politique s'est déplacée vers d'autres fractions. Surtout, les milieux dont l'influence est déterminante, c'est-à-dire les étudiants et les officiers militaires, ont risqué de se radicaliser au fur et à mesure des événements. Après tous ces bouleversements, la constitution de 1961 a reflété les intérêts de ces groupes a été la conséquence la plus notable du Coup d'Etat de 1960.²⁸¹

Les auteurs du coup d'Etat et leurs conseillers intellectuels et bureaucrates ont posé la base d'un nouveau modèle d'accumulation économique avec sa politique sociale, ses équilibres politiques et ses mécanismes administratifs. En plus des revendications d'avant 1960, ce modèle a pu satisfaire aussi les aspirations des intellectuels et les demandes encore non formulées des ouvriers.²⁸²

Après la crise politique et économique d'avant 1960, le modèle d'industrialisation par la substitution aux importations et la production des biens industriels à l'usage du marché intérieur a remplacé l'approche centrée sur la production de biens agricoles pour l'exportation.²⁸³ Mais cette période de substitution aux importations s'est différenciée complètement de celle des années 1930 au niveau du contenu de l'industrialisation, de l'allocation des investissements

²⁸⁰ Murat Belge, « Ahmet Hamdi Başar'ın Kitabı Dolayısıyla 27 Mayıs Üstüne Düşünceler », **Birikim**, Sayı 11, 1976, p. 22.

²⁸¹ **Ibid.**

²⁸² Çağlar Keyder, **Türkiye'de Devlet ve Sınıflar**, İstanbul : İletişim Yayınevi, 1995, p. 199.

²⁸³ Keyder, « İktisadi Gelişme... », pp. 316 – 317.

et des priorités sectorielles.²⁸⁴ Le modèle économique des années 1930 concernait la production de biens de consommation non durables pour le marché intérieur basé sur les inputs locaux de manière semi autarcique et sans investissement étranger. Le modèle économique des années 1960 s'appuyait sur la production de biens de consommation durables pour la classe moyenne/supérieur du marché intérieur avec les inputs importés et la participation de l'investissement étranger.²⁸⁵

En raison de la position dominante de la bourgeoisie urbaine et rurale dans l'appareil de l'Etat, la distribution des ressources de l'Etat a été fortement influencée par les modes de consommation de ces classes. Elles constituaient une demande importante de biens de consommation durables. Après 1960 quand survenaient des problèmes dans le commerce extérieur, la stratégie économique n'était plus d'injecter des devises rares pour l'importation de biens de luxe. C'est-à-dire que ces biens étaient désormais produits dans le pays, parfois avec l'aide d'investissements étrangers. La fondation de ce type de branches industrielles a satisfait d'une part les demandes de consommation des classes riches, d'autre part celles des classes moyennes et ouvrières à mesure qu'augmentait le revenu réel pendant les années 1960.²⁸⁶

Les activités politiques, suspendues en 1960, ont recommencé en 1961. Le 11 Février 1961 l'AP a été fondé et le 12 Février 1961 l'YTP, comme héritiers du DP. L'AP a été fondé par un Général d'armée retraité, Ragıp Gümüşpala, et est formé d'ex-partisans du DP et d'autres groupes. Des officiers retraités comme Ragıp Gümüşpala, des radicaux de droite défendant le panturquisme, et des membres de l'opposition au CHP depuis 1940. L'AP s'est basé plutôt sur les milieux d'affaires, les groupes industriels, les milieux traditionnels et les artisans.²⁸⁷ Sous cet angle, l'AP est un parti soutenu par les milieux d'affaires et de l'industrie, qui avaient délaissé le DP avant 1960.

²⁸⁴ Korkut Boratav, **Türkiye İktisat Tarihi 1908 – 2002**, Ankara: İmge Kitabevi, 2005, p. 118.

²⁸⁵ Güllalp, **Kapitalizm, Sınıflar...**, p. 36.

²⁸⁶ Boratav, **Türkiye İktisat...**, p.119.

²⁸⁷ Frank Tachau (2002) « An Overview of Electoral Behavior : Toward Protest or Consolidation of Democracy », dir. Sabri Sayarı et Yılmaz Esmer, **Politics, Parties and Elections in Turkey**, Boulder, Co. : Lynee Rienner Publishers., 2002, p. 46, cité par Turan, **Türkiye'de Seçmen...**, pp. 53 – 54.

Ekrem Alican, fondateur du YTP, a été exclu du DP, a ensuite participé à la fondation du HürP, et enfin est devenu Ministre de Finances après le 27 Mai. Alors que l'YTP représentait plutôt les intellectuels, les élites et la fraction urbaine de l'ancien DP, il était allié aux propriétaires terriens dans l'est de l'Anatolie.²⁸⁸ Quand on analyse sa base sociale, on voit qu'il a un positionnement du CHP que du DP. Car il représentait des groupes séparés du DP pendant les années 1950.

Aux élections de 1961²⁸⁹, les deux partis, l'AP et l'YTP, qui prétendaient être héritiers du DP ont obtenu en total des votes (49%) plus que le CHP.²⁹⁰ Ce pourcentage était supérieur aux derniers résultats du DP, et montre que l'AP et l'YTP ont été soutenus par des groupes différents de ceux qui avaient soutenu le DP. Par exemple, l'YTP a remporté les élections dans des villes situées à l'est de l'Anatolie où le CHP avait remporté les élections précédentes.

Avant les élections de 1965, les promesses de l'AP étaient de soutenir le secteur privé et l'investissement étranger. Alors que l'AP se basait sur les masses paysannes, en fait il exprimait la réaction de la bourgeoisie contre le contrôle étatique et le développement économique planifié.²⁹¹

Aux élections de 1965²⁹², l'AP a remporté un taux de vote (53%) supérieur à celui du CHP (29%). Les régions où l'AP était le plus fort étaient celle de l'ouest de l'Anatolie et de la mer Noire dont la population se formait essentiellement de paysans travaillant leur propre terre. Leur production agricole était destinée à l'industrie ou spécialisée dans les agrumes. Et dans ces régions, l'économie monétaire était bien installée. Les paysans, qui avaient intégrés les marchés extérieurs via la bourgeoisie commerciale pendant la période de pouvoir du DP, soutenaient la politique économique de développement industriel grâce à la production nationale. D'autre part, le CHP continuait à remporter les élections à

²⁸⁸ Ahmad, *The Turkish Experiment...*, p. 233 cité par Turan, *Türkiye'de Seçmen...*, p. 55.

²⁸⁹ Pour les résultats des élections en 1961, voir Tableau 1.1

²⁹⁰ Turan, *Türkiye'de Seçmen...*, pp 55 – 56.

²⁹¹ Schick et Tonak, « Uluslararası Boyut: Ticaret... », p. 370.

²⁹² Pour les résultats des élections en 1965, voir Tableau 1.3

Ankara et à l'est d'Ankara²⁹³, des régions qui n'avaient pas été intégrées aux marchés extérieurs avant 1960.

En outre, l'AP a remporté plus de votes dans les villages où se trouvaient au moins une épicerie, une unité politique et une école primaire et où l'agriculture n'était pas l'activité principale.²⁹⁴ Le CHP a remporté plus de villes à mesure que leur niveau de développement économique augmentait.²⁹⁵ Donc dans les campagnes, le vote de l'AP était influencé positivement par le niveau de développement des villages, c'est-à-dire les villages plus associés à la bourgeoisie industrielle, et le CHP continuait à gagner les villages dont le niveau de développement n'était pas élevé, c'est-à-dire, les villages de l'est où continuait la coalition du CHP avec les *aşiret*.

Entre 1965 et 1969, l'AP a proposé de nouveaux impôts pour pouvoir financer l'industrialisation du pays. C'est pourquoi, malgré tous ses efforts, il a perdu la fraction la plus conservatrice représentant les propriétaires terriens, les commerçants et les artisans. La base électorale de l'AP se formait des agriculteurs et des petits hommes d'affaire mais le parti a commencé à servir de plus en plus les intérêts de la bourgeoisie de l'industrie moderne et du grand capital.²⁹⁶

Aux élections de 1969²⁹⁷, la diminution des votes en faveur de l'AP par rapport aux élections de 1965 n'a pas suscité l'augmentation des votes du CHP qui a reculé à 27%. En plus, le taux de participation aux élections a aussi reculé à 65%.²⁹⁸ Il semble que l'appel à boycotter les élections, c'est-à-dire celui à boycotter l'AP lancé par Celal Bayar a eu une influence.²⁹⁹ Cet appel et le taux de participation faible démontraient le mécontentement des ex-partisans du DP. A partir de ces élections, l'alliance sociale du DP prolongée par l'AP a commencé à se décomposer peu à peu.

²⁹³ W. B. Sherwood, « The Rise of the Justice Party of Turkey's Development », *World Politics*, XX : 1, 1967, pp. 56 – 57, cité par Turan, *Türkiye'de Seçmen...*, pp. 65 – 66.

²⁹⁴ Ergun Özbudun, *Social Change and Political Participation in Turkey*, Princeton, N. J. : Princeton University Press, 1976, p. 173, cité par Turan, *Türkiye'de Seçmen...*, p. 66.

²⁹⁵ Nermin Abadan et Ahmet N. Yücekök, *Anayasa Hukuku ve Siyasi Bilimler Açısından 1965 Seçimlerinin Tahlili*, Ankara : Ankara Üniversitesi Siyasal Bilgiler Fakültesi Yayınları, 1966, p. 108 cité par Turan, *Türkiye'de Seçmen...*, p. 67.

²⁹⁶ Zürcher, *Modernleşen Türkiye...*, pp. 366 – 370.

²⁹⁷ Pour les résultats des élections en 1969, voir Tableau 1.5

²⁹⁸ Turan, *Türkiye'de Seçmen...*, p. 70.

²⁹⁹ Michael P. Hyland, « Crisis at the Polls : Turkey's 1969 Elections », *The Middle East Journal*, 24 : 1, 1970, pp. 9 – 10 cité par Turan, *Türkiye'de Seçmen...*, p. 70.

Le gouvernement de l'AP des ses premières années a bénéficié du soutien de toute la bourgeoisie, mais les années suivantes, des divergences sont nées au sein de l'AP et à sa base. Entre 1964 et 1969, les revenus nationaux par habitant ont augmenté de 4% alors que les votes pour l'AP ont reculés de 6%. Donc, on pourrait lier cette régression à la décomposition de l'alliance sur laquelle l'AP s'était basé.³⁰⁰ Il s'agissait d'un conflit dans la bourgeoisie. La part grandissante des grands commerçants et des industriels sur le marché et la rivalité accrue des systèmes de distribution et de production a affaibli la situation économique des artisans et des marchands.³⁰¹ La petite bourgeoisie n'a guère pu profiter de la croissance économique de la période 1963 – 1967. Necmettin Erbakan a mené le combat dans l'Union de Chambres et de Bourses de la Turquie (TOBB) en tant que représentant de la petite bourgeoisie. D'ailleurs la fondation du MNP était la réaction de la petite bourgeoisie contre l'AP qui représentait le pouvoir de la grande bourgeoisie.³⁰² On a mentionné la décomposition de l'alliance sociale vers 1960 au détriment du DP. A cette époque la bourgeoisie industrielle et les intellectuels se sont détachés de la coalition de commerçants et d'industriels à l'initiative des propriétaires terriens. Avec la fondation de l'AP, cette coalition s'est reformée mais cette fois à l'initiative de la bourgeoisie industrielle. Vers 1970, la coalition des classes dominantes s'est décomposée en se positionnant contre la bourgeoisie industrielle. D'autres éléments dominants sont séparés du parti au pouvoir et ont fondé de nouveaux organismes.

La dépression due aux problèmes économiques aggravés vers la fin des années 1960 a voulu être résolue par l'intégration au capitalisme occidental. Cela a provoqué le mécontentement de la fraction de droite et la fondation du MNP et du DkP devrait être analysée dans ce cadre.³⁰³ Le MNP représentait les petits hommes d'affaires indépendants qui avaient risqué disparaître pendant la mise en œuvre de la politique de croissance par l'industrialisation pour la substitution aux importations.³⁰⁴ De son côté le DkP représentait les propriétaires terriens face à la bourgeoisie urbaine

³⁰⁰ Tuncer Bulutay, « Türk Toplumsal Hayatında İktisadi ve Siyasal Gelişmeler », **Ankara Üniversitesi Siyasal Bilgiler Fakültesi Dergisi**, XXV : 3, Eylül 1970, p. 84.

³⁰¹ Mehmet Yaşar Geyikdağı, **Political Parties in Turkey : The Role of Islam**, New York : Praeger, 1984, p. 117 cité par Turan, **Türkiye'de Seçmen...**, p. 76.

³⁰² Bulutay, « Türk Toplumsal Hayatında... », p. 89.

³⁰³ Cem Eroğul, « Çok Partili Düzenin Kuruluşu: 1945 – 71 », dir. Irvin Cemil Schick et Ertuğrul Ahmet Tonak, **Geçiş Sürecinde Türkiye**, İstanbul : Belge Yayınları, 1998, pp.154 – 155.

³⁰⁴ Haldun Gülalp, **Kimlikler Siyaseti : Türkiye'de Siyasal İslam'ın Temelleri**, İstanbul : Metis Yayınları, 2003, p.45.

organisée.³⁰⁵ Ainsi l'AP a pu dépasser les obstacles à devenir le parti de la bourgeoisie industrielle avec la séparation des fondateurs du DkP, bien qu'il ait perdu une partie de sa base.³⁰⁶

Entre 1961 et 1968 a eu lieu une alliance populaire de classe qui a rendu possible un régime démocratique. L'AP a pu profiter de cette alliance. L'existence du secteur industriel n'était plus dépendante des entrées de devise du secteur d'importation. Cela a aussi permis l'indépendance du capital agricole et commercial. Cette situation a empêché un conflit entre le capital industriel et le capital commercial. De plus, puisque la production industrielle ne se basait pas sur l'agriculture, la hausse des prix agricoles ne pénalisait pas les intérêts du secteur industriel. Au contraire, la hausse des prix agricoles provoquait une augmentation des revenus et un élargissement du marché des produits industriels. L'industrialisation par la substitution aux importations suscitait l'augmentation des revenus du petit capital. Travailler en relation avec les industries de substitution aux importations a développé l'activité des ateliers. De même, il n'existait pas de conflit important entre les classes industrielle et ouvrière. La syndicalisation de la classe ouvrière et l'augmentation des revenus permettaient d'élargir le marché intérieur et d'intégrer les ouvriers au système. Enfin, les intellectuels urbains et la classe moyenne profitaient de la croissance économique de cette période, et ils soutenaient fébrilement le positionnement idéologique du système.³⁰⁷ Ainsi l'alliance assurée par le DP grâce à différentes politiques économiques a été prolongée par la nouvelle politique économique et l'AP a pu profiter de cette alliance. Mais, à partir de 1968, des conflits sont nés entre les groupes qui formaient l'alliance. Pendant les conflits postérieurs à 1957, le DP a persisté à appliquer des politiques économiques en faveur des propriétaires terriens au prix du soutien de la bourgeoisie industrielle et de l'intelligentsia. A cause de cette insistance, le DP a subi le coup d'Etat militaire de 1960. De son côté, après 1968, l'AP a continué à appliquer des politiques en faveur des industriels, mais l'ultimatum militaire de 1971 n'a pas été prononcé contre le pouvoir de l'AP. Au contraire l'ultimatum a visé les groupes qui s'opposaient à la bourgeoisie industrielle.

³⁰⁵ Irvin Cemil Schick et Ertuğrul Ahmet Tonak, « Sonuç », dir. Irvin Cemil Schick et Ertuğrul Ahmet Tonak, **Geçiş Sürecinde Türkiye**, İstanbul : Belge Yayınları, 1998, p. 386.

³⁰⁶ Tevfik Çavdar, « Adalet Partisi », **Cumhuriyet Dönemi Türkiye Ansiklopedisi, Cilt 8**, İstanbul : İletişim Yayınları, 1983, pp. 2093 – 2094.

³⁰⁷ Gülaip, **Kapitalizm, Sınıflar...**, p. 37.

Partis	1969	1973	Ecart	Valeur absolue	Volatilité
Adalet Partisi	46,5	29,8	-16,7	16,7	
Cunhuriyet Halk Partisi	27,4	33,3	5,9	5,9	
Cumhuriyetçi Köylü Millet Partisi / Millet Partisi	3,2	0,6	-2,6	2,6	
Cumhuriyetçi Köylü Millet Partisi / Milliyetçi Hareket Partisi	3	3,4	0,4	0,4	
Yeni Türkiye Partisi	2,2	0	-2,2	2,2	
Türkiye İşçi Partisi	2,7	0	-2,7	2,7	
Güven Partisi/ Cumhuriyetçi Güven Partisi	6,6	5,3	-1,3	1,3	
Birlik Partisi/ Türkiye Birlik Partisi	2,8	1,1	-1,7	1,7	
Demokratik Parti	0	11,9	11,9	11,9	
Milli Selamet Partisi	0	11,8	11,8	11,8	
Indépendants	5,6	2,8	-2,8	2,8	
Total	100	100	0	60,0	30,0

Tableau 2.3 : Volatilité électorale des élections de 1969 aux élections de 1973³⁰⁸

Aux les élections de 1969³⁰⁹, le nombre des sièges obtenus par l'AP est arrivé au même sommet que le DP en 1954. Et avec la fondation de nouveaux partis les votes pour l'AP ont chuté en 1973³¹⁰. La volatilité électorale a été de 30 points entre 1969 et 1973. Les électeurs de l'AP se sont répartis entre le DkP, le MSP et le CHP (Tableau 2.3). Donc on peut dire que la fondation du DkP et du MSP a eu la plus grande influence sur la chute des votes de l'AP en 1973.

En conséquence, si la base sociale du DP et de l'AP était la même composition au moment de leur fondation, dans les années suivantes leurs compositions ont changées. Il est important de savoir quel clivage a pu susciter leur fondation. Nous essaierons de répondre à cette question en utilisant les clivages présentés par Lipset et Rokkan, modifiés selon la construction de l'Etat-nation et l'industrialisation de l'Etat.

³⁰⁸ Demirel, **Türkiye'de Seçimler...**

³⁰⁹ Pour les résultats des élections de 1969, voir Tableau 1.5

³¹⁰ Pour les résultats des élections de 1973, voir Tableau 1.7

2.1.3. Axe de conflit des partis

Lipset et Rokkan indiquent que pendant les premières étapes de la nationalisation, les conflits locaux et culturels prennent le pas sur les conflits fonctionnels.³¹¹ Les conflits centre – périphérie naissent en réaction aux tendances centralistes de l'Etat national et aux efforts pour renforcer l'unité nationale. Ils reflètent la volonté de protéger les particularités locales, régionales, ethniques, religieuses, linguales ou bien culturelles dans l'Etat. Il se peut que ces types de conflits locaux continuent un certain temps après l'élargissement du droit de vote. D'autre part, on peut observer des conflits fonctionnels dans les pays modernes occidentaux. Les personnes ayant des intérêts socio-économiques similaires ou des valeurs communes, s'unissent dans chaque région du pays.³¹² Dans ce cadre, il est important de répondre aux questions suivantes : Quel clivage a été important dans la naissance du DP et de l'AP ? Est-ce qu'on pourrait analyser leur naissance par le clivage centre – périphérie dû à l'opposition au CHP ? Ou bien, devrait-on privilégier le clivage entre groupes sociaux aux intérêts différents ?

Il existe des théories qui essaient d'expliquer la naissance du DP par la dialectique centre – périphérie. L'opposition centre – périphérie s'appuie sur le fait que dans la société il existe un centre gouvernant et qu'autour de ce centre les forces périphériques se positionnent face au pouvoir central. Selon Şerif Mardin, les sociétés pourraient être examinées de deux façons : selon la structure sociale ou selon les relations sociales. Pour les sociétés non-occidentales comme l'Empire Ottoman ou la Turquie on devrait utiliser les relations sociales. Car dans les sociétés orientales il n'existe pas de structure de classe divisée pas les lignes nettes comme dans les sociétés occidentales.³¹³

On lie la naissance du DP aux conflits nés dans les régions où le niveau d'intégration était élevé entre les villages très riches et les bourgs. On souligne que le DP avait ses plus forts soutiens dans les régions de l'ouest où cette intégration était

³¹¹ Seymour Lipset et Stein Rokan, **Cleavage Structures, Party Systems and Voter Alignments : An Introduction**, New York: The Free Press, 1 – 64 cité par Özbudun, **Türkiye'de Sosyal Değişme...**, p. 19.

³¹² Özbudun, **Türkiye'de Sosyal Değişme...**, p. 19 – 20.

³¹³ Voir Mardin, « Türk Siyasını Açıklayabilecek... ».

très élevée plutôt que dans les régions de l'est où elle était peu élevée.³¹⁴ D'autre part, le DP a basé sa propagande politique sur l'antagonisme entre les « véritables populistes » et les « bureaucrates ». Il y a eu des oppositions fortes contre la symbolique religieuse et culturelle favorisée par le DP ; le DP était identifié à la culture périphérique par les élites du parti laïc. Dans cette perspective la « révolution » de 1960 a accentué le fossé entre le centre et la périphérie.³¹⁵ Comme la coalition formant le DP manquait d'homogénéité, le clivage social de cette période est défini comme un conflit centre – périphérie plutôt que socio – économique.³¹⁶ Dans ce cas, la victoire du DP est considérée comme celle de la périphérie contre le centre. De même, le coup d'Etat milliaire de 1960 est interprété comme l'intervention de l'ancien centre qui avait perdu le soutien populaire mais gardé celui de l'armée.³¹⁷ L'AP, né après le coup d'Etat, est défini comme le parti de la périphérie par opposition au CHP, parti urbain, intellectuel, bureaucratique et élitiste.³¹⁸ L'ultimatum du 12 Mars est du à la méfiance de plusieurs officiers et bureaucrates envers l'AP. Des tensions entre civils et militaires étaient à l'origine de cette méfiance.³¹⁹ Par conséquent, on peut analyser les conflits entre 1950 – 1973 comme le résultat du litige entre le gouvernement (le pouvoir de la périphérie) et l'Etat (centre élitiste et bureaucratique).

En Turquie, se servir (utilisation) des relations « Centre-/Périphérie » en tant qu'une fissure sociale clé consiste à essayer de définir (expliquer) par des facteurs tels que la mode de vie, la culture et l'idéologie qui sont étroitement liés au statut. En Turquie moderne, il est indiqué que le Kémalisme représente le centre, donc par conséquence ceux qui se situent distants ou contre à l'Etat Kémaliste sont exposé à l'exclusion politique, économique et idéologique et à la périphérisation. Selon cette perspective, les codes culturels et les modes de vie sont les composants de la guerre de pouvoir qui se passe entre les républicains élitistes et ceux qui représentent la périphérie.³²⁰ Cette situation se justifie pour le DP et l'AP, au point de vue de leur

³¹⁴ Mardin, « Türk Siyasetini Açıklayabilecek... », pp. 69 - 70 .

³¹⁵ **Ibid.**

³¹⁶ Özbudun, **Türkiye'de Sosyal Değişme...**, p. 43.

³¹⁷ Tachau, **Turkey : The Politics of...**, p. 67 cité par Turan, **Türkiye'de Seçmen...**, p. 47.

³¹⁸ Özbudun, **Türkiye'de Sosyal Değişme...**, pp. 45 – 46.

³¹⁹ Ergun Özbudun, « Turkey : Crises, Interruptions, and Reequilibrations » dir. L. Diamond et J. J. Linz, **Politics in Developing Countries : Comparing Experiences with Democracy**, Boulder : Lynne Reiner, 1995, p. 234 cité par Turan, **Türkiye'de Seçmen...**, p. 82.

³²⁰ Haldun Gülalp, « Globalization of Political Islam : The Social Bases of Turkey's Welfare Party », **International Journal of Middle East Studies**, Vol:33, No:3, August 2001, p. 434.

propre présentation/déclaration, c'est-à-dire « être le parti de la population qui représente la périphérie ». Par contre, ce point de vue laisse à désirer (est incomplet) sur deux points : Notre règle d'y apporter certaines explications à travers les codes culturels comme l'analyse du « Centre-Périphérie » se manifeste comme une négligence de la dimension économique.³²¹ Premièrement, en faisant une différenciation pareille, beaucoup de raisons concrètes qui étaient à la base de la naissance du DP et de l'AP seraient rejetées au deuxième plan. Deuxièmement, comme il est indiqué par Şerif Mardin ; on ne parlera pas des blocs absolus où il serait possible de pouvoir tracer définitivement les limites du pouvoir et de l'opposition. Donc, la théorie qui explique les changements sociaux par la dialectique centre – périphérie arrive toujours à la conclusion qu'il y a une continuité entre les acteurs sociopolitiques. Cette dialectique risque de définir le domaine politique entre la « victoire de la périphérie » et la « restauration du centre ». En plus, cette dialectique néglige les relations de classe et la dimension économique du problème. Plutôt que les relations de classe et économiques, Şerif Mardin présente la religion comme l'élément fondamental des relations sociales.³²²

Après avoir analysé les évolutions des bases sociales du DP et de l'AP, on va maintenant s'intéresser à leurs structures organisationnelles.

2.2. Structure organisationnelle des partis

La structure organisationnelle du *Demokrat Parti* et de l'*Adalet Partisi* sera analysée en deux parties : les leaders d'abord, puis le pouvoir des membres sur les partis.

2.2.1. Leaders

Dans cette partie on s'intéressera aux leaders qui ont le plus influencé le DP et l'AP par leurs idées politiques, leur caractère et leurs décisions. Pour le DP Celal Bayar et Adnan Menderes et pour l'AP Ragıp Gümüşpala et Süleyman Demirel. Leur influence sur le parti, leur profil et leur leadership est les sujets de cette partie.

³²¹ Eren Özcan, « Türkiye Sağı Kapsamında Merkez – Çevrenin Sınırlarını Aşamak », http://www.karaburun.org/metinler/B3_3.pdf, Accès: 14/12/2008.

³²² Voir Mardin, « Türk Siyasını Açıklayabilecek... ».

2.2.1.1. Celal Bayar

Mahmut Celal Bayar a participé à la fondation du DP et est aussi devenu une des figures majeures du régime républicain. Pendant les années 1930, il fut l'interprète et l'organisateur de l'idéologie de la révolution kémaliste. Pendant les années 1946 – 1950, il fut président général du DP. Devenu le troisième président de la République, il a été à l'avant-garde des idées volontaristes nationales et autoritaires en appliquant la doctrine kémaliste au régime parlementaire démocratique.³²³

Mahmut Celal Bayar est né à Bursa le 15 Mai 1883. Son père, qui avait reçu une formation de *mufti*³²⁴, était instituteur dans un *rüşdiye*³²⁵. Après avoir terminé son éducation dans une école équivalant à l'école secondaire, Mahmut Celal a commencé à travailler dans la banque de Ziraat à Bursa. En même temps il a perfectionné son français au Collège Français de l'Assomption pendant trois ans. Après la banque de Ziraat, il a passé à la Deutch Bank et devient directeur de l'antenne de Bursa.³²⁶

Au cours de ses années de banquier, Celal Bayar a commencé ses activités politiques. Un an avant la révolution de 1908, il s'inscrit à l'ITC dans lequel il progresse rapidement. Enfin, pour s'occuper des affaires du parti à plein temps, il quitte son travail à la banque.³²⁷ Passé 100, il a réaffirmé la continuité de sa fidélité dans un de ses entretiens en déclarant « je suis resté toujours partisan d'ITC ». ³²⁸

Après le débarquement grec à Izmir en 1919, il est l'un des fondateurs d'« *İzmir Müdafaa-i Hukuk Cemiyeti* » et ses succès organisationnels pendant la

³²³ Tanıl Bora, « Celal Bayar », dir. Ahmet İnsel, **Modern Türkiye'de Siyasi Düşünce, Cilt 2, Kemalizm**, İstanbul : İletişim Yayınevi, 2002, p. 546.

³²⁴ Homme de religion musulman sunnite qui est un interprète de la loi musulmane.

³²⁵ Une sorte d'école secondaire.

³²⁶ George Harris, « Celal Bayar », dir. Metin Heper et Sabri Sayarı, **Türkiye'de Liderler ve Demokrasi**, trad. tr. Zuhâl Bilgin, İstanbul : Kitap Yayınevi, 2008, p. 55 – 56.

³²⁷ **Ibid.**, p. 56.

³²⁸ Bora, « Celal... », p. 546.

résistance lui valent la députation de Manisa.³²⁹ Il prend place au côté de l'opposition pour l'indépendance dans la dernière Assemblée Ottomane. Dès que la pression sur l'Assemblée s'intensifie, il passe en Anatolie. Peu après son entrée à la GANT, il est nommé délégué à l'économie. En 1920, il intègre l'organisation de l'Armée Verte pour contrôler le rapprochement avec l'Union soviétique ; de même il a des contacts avec le Parti communiste sous le contrôle de M. Kemal.³³⁰

Il a été chargé d'importantes missions surtout économiques après la fondation de la République turque. En 1924 il est chargé de fonder *İş Bankası* et de la diriger pour financer le commerce et l'industrie en Turquie. Bayar a créé à cette occasion un groupe d'hommes d'affaire qui a assuré la définition et l'application du modèle de politique étatique pendant les années 1930. En 1937, Alors que les relations entre Atatürk et İnönü sont arrivées à un point de rupture, Atatürk choisit Bayar comme nouveau premier ministre, car sous sa direction, l'économie a connu le succès. Mais après le décès d'Atatürk en 1938, İnönü a été élu Président de la République et il a nommé Refik Saydam Première Ministre en 1939. En 1946, Bayar, Adnan Menderes, Fuad Köprülü et Refik Koraltan ont fondé le DP après avoir commencé l'opposition au sein du CHP.³³¹

Pendant la période 1946 – 1950, Bayar a abordé des sujets comme les droits de l'homme, la torture, la pression dans ses discours politiques. Il a vu la démocratisation compléter l'œuvre d'Atatürk. Son discours libéral et sa défense de la souveraineté absolue de l'autorité élue ont fait idéaliser Bayar comme démocrate par ses sympathisants. Mais, la volonté nationale de Bayar tenait du pluralisme autoritaire : pour lui, « il est indiscutable que la majorité représente tout ». La Constitution de 1924 qui donnait les pleins pouvoirs à l'Assemblée restait sa référence principale et il était contre les libertés accordées par la Constitution de 1961.³³²

A partir de 1950, l'anti-communisme a commencé à prendre une place importante dans ses discours. Tous les courants opposés sont considérés communistes

³²⁹ Harris, « Celal... », pp. 56 – 57.

³³⁰ Bora, « Celal... », p. 547.

³³¹ Harris, « Celal... », pp. 58 – 60.

³³² Bora, « Celal... », p. 552.

et déclarés illégaux et criminels par Bayar. De cette manière il est devenu une de figures importantes de la démagogie de droite. Parallèlement à son anti-communisme, il s'est focalisé sur les idées de développement et de croissance de la Turquie à l'image des Etats-Unis.³³³

Jusqu'aux élections de 1950, Bayar était l'homme fort du DP. Après les élections il a choisi un poste sans pouvoir exécutif apparent en devenant Président de la République.³³⁴ La plupart des décisions au sein DP ont été prises lors des sessions entre Menderes et Bayar. Parmi les hauts cadres du DP Bayar avait la réputation d'avoir un comportement plus sévère que Menderes.³³⁵ Après les élections de 1957, il professait l'intransigeance face au CHP et s'opposait aux tentatives d'assouplissement.³³⁶

Bayar dont la présidence a été renversée en Mai 1960 n'a pas cessé son activité politique tout au long de sa vie. Il s'est d'abord rapproché de l'AP puis du DkP et de nouveau de l'AP après 1974. Mais pendant cette période il s'occupait plus d'écrire les mémoires de l'ITC. Il a soutenu le Coup d'Etat militaire du 12 Septembre 1980 pour « assurer l'ordre et sauver le pays du communisme ». ³³⁷

Avec l'arrivée du DP au pouvoir, Celal Bayar a laissé la présidence du parti à Adnan Menderes. Même si Celal Bayar n'était plus membre du DP après avoir été élu à la présidence de l'Etat, son influence sur le DP était comparable à celle de Menderes, le personnage symbolique de DP.

2.2.1.2. Adnan Menderes

Adnan Menderes est né à Aydin en 1899. Son père et sa mère étaient issus de familles importantes de la région. Après l'école primaire il a été inscrit à un lycée fondé par le Comité Union et Progrès, puis au Collège américain d'İzmir. Pendant le débarquement grec en Egée, Menderes a organisé un groupe paramilitaire pour

³³³ **Ibid.**, pp. 552 – 553.

³³⁴ Harris, « Celal... », pp. 61 – 62.

³³⁵ **Ibid.**, pp. 62 – 64.

³³⁶ Bora, « Celal... », p. 552.

³³⁷ Harris, « Celal... », pp. 65 – 66.

combattre l'Armée Grecque et continué ses activités de résistance jusqu'en 1922.³³⁸
Après la guerre, il a pris la tête de la ferme héritée de son grand-père.³³⁹

Menderes est entrée dans la vie politique comme président de l'organisation d'Aydın du SCF. Le SCF développait une approche critique de l'interventionnisme étatique et mettait l'accent sur la libre entreprise, les droits de l'homme et la liberté de conscience. Le rôle de religion dans la mobilisation de masse en faveur du SCF a eu une grande influence sur Menderes.³⁴⁰ Après la fermeture du SCF, il est devenu député sur ordre de M. Kemal aux élections de 1931. En même temps Il a aussi terminé ses études à la Faculté de droit d'Ankara.³⁴¹

Pendant le régime de parti unique, Menderes n'était pas un membre important de l'Assemblée. Il a attiré l'attention par ses prises de position contraires au cours des négociations sur le budget et la loi de terre de 1945.³⁴² En 1945 le positionnement de Menderes a provoqué son exclusion du parti pour avoir été un des signataires de la *Dörtlü Takrir* et il a fait partie des fondateurs du DP. Après les élections de 1950, Celal Bayar a chargé Menderes de former le gouvernement et l'a nommé Premier Ministre. Il a été condamné à mort par le tribunal de Yassıada créé après le Coup d'Etat de 1960, et exécuté le 17 Septembre 1961.³⁴³

Son statut de grand propriétaire terrien a joué un rôle important dans son ascension politique. Il n'est pas judicieux de lier le positionnement politique à l'origine sociale, mais cette relation a été déterminante dans le cas de Menderes. Le plus important est que Menderes était un véritable agriculteur plutôt qu'un propriétaire. Il avait beaucoup de connaissances pratiques sur le moissonnage, l'emmagasinage, les coopératives, l'importation...etc. Cela a aidé son ascension politique.³⁴⁴

³³⁸ Sabri Sayarı, « Adnan Menderes », dir. Metin Heper et Sabri Sayarı, **Türkiye'de Liderler ve Demokrasi**, trad. tr. Zuhâl Bilgin, İstanbul : Kitap Yayınevi, 2008, pp. 77 – 79.

³³⁹ Tanıl Bora, « Adnan Menderes », dir. Murat Yılmaz, **Modern Türkiye'de Siyasi Düşünce, Cilt 7, Liberalizm**, İstanbul : İletişim Yayınevi, 2005, p. 482.

³⁴⁰ Sayarı, « Adnan... », pp. 79 – 80.

³⁴¹ Bora, « Adnan... », p. 482.

³⁴² Sayarı, « Adnan... », pp. 80 – 81.

³⁴³ Bora, « Adnan... », p. 483.

³⁴⁴ Metin Çulhaoğlu, « Adnan Menderes: Demokrasi Şehidi mi, 'Demokrasi' kurbanı mı? », dir. Seyfi Öngider, **Homopolitikus : Lider Biyografilerindeki Türkiye**, İstanbul : Aykırı Yayıncılık, 2001, pp. 82 – 83.

Pendant la période de fondation et d'opposition du DP, Menderes a mené l'opposition libérale et démocrate contre l'héritage du régime de parti unique. Juste avant la fondation du DP, il a abordé les thèmes des droits et des libertés politiques, de l'importance de la volonté nationale dans ses articles parus dans *Vatan*. Après les élections de 1950, il a affirmé que la République était maintenant fondée sur le principe de la souveraineté nationale. Mais pendant la deuxième moitié des années 1950, surtout après les élections de 1957 où le DP a perdu la majorité absolue, le discours de Menderes s'orientait vers les intérêts nationaux en considérant la démocratie comme un cas exceptionnel.³⁴⁵

Celal Bayar est un homme d'Etat qui est entré en politique avant la fondation de la République comme membre de l'ITC. Ses compétences administratives et économiques lui ont donné de l'importance pendant la guerre d'indépendance et pendant le régime de parti unique. Sa culture politique intransigeante héritée de l'ITC et du CHP s'est poursuivie au DP. Sa capacité à mobiliser le peuple a aidé le DP à profiter d'une vaste base. D'autre part, Adnan Menderes a continué à travailler dans son domaine jusqu'à son entrée au SCF. Ensuite, il a rejoint le CHP. Jusqu'aux négociations du budget et de la loi de terre de 1945, il n'avait de poids politique. Il est devenu le personnage symbolique du DP et de ses successeurs de droite. A partir de la deuxième moitié des années 1950s, son intolérance à l'égard des autres politiques et ses dérives populistes étaient de plus en plus critiqués. Quant aux leaders de l'AP, dont la continuité avec ceux de DP va être analysée, ce sont Ragıp Gümüşpala, venu de l'Armée, et Süleyman Demirel, personnage symbole de l'AP.

2.2.1.3. Ragıp Gümüşpala

Ragıp Gümüşpala est né à Edirne en 1897. En 1917, il entre dans l'Armée comme étudiant à l'Académie militaire. Il participe aussi à la guerre d'indépendance. Il est promu Générale et il dirige la Troisième Armée à Erzurum. Le 2 Août 1960, il prend sa retraite de l'état-major général où il avait été promu le 6 Juin 1960.³⁴⁶ Il n'avait pas de lien avec le groupe d'officiers qui a organisé le Coup d'Etat militaire.

³⁴⁵ Bora, « Adnan... », pp. 486 – 487, p. 501.

³⁴⁶ Genelkurmay Başkanlığı Resmi Kurumsal İnternet Sitesi, « Genelkurmay Başkanları », http://www.tsk.mil.tr/1_TSK_HAKKINDA/1_2_Genelkurmay_Baskanlari/konular/ragip_gumuspala.htm.

En plus, puisqu'il a été nommé à l'état-major général après le coup d'Etat, il n'était pas considéré comme un partisan du DP par l'armée. Il a pu rester à son nouveau poste durant un mois et a été mis à la retraite pendant les opérations de restructuration de l'Armée.³⁴⁷

Gümüspala, qui n'a pas fait partie de l'Assemblée constituante, a accepté le leadership de l'AP. La raison de sa position était due principalement à son statut de général à la retraite. Cela affaiblissait les accusations qui faisaient de l'AP le parti héritier du DP et hostile au mouvement du 27 Mai. Gümüspala, qui n'avait eu aucune expérience politique dans sa vie, a joué un rôle important dans la sauvegarde de l'unité de l'AP pendant son étape critique de transition. Il a réussi à unifier les différents éléments du parti et à garder tous les groupes à la même distance. D'autre part comme il n'avait pas envie d'être l'unique leader, les différents groupes du parti ont pu s'entendre et le niveau de démocratie interne était élevé. Concernant l'Armée, Gümüspala a été considéré comme une garantie du système par les cadres du 27 Mai.³⁴⁸

Le décès inattendu de Ragıp Gümüspala le 6 Juin 1964 a ouvert un nouvelle ère pour l'AP sous la direction de Süleyman Demirel.

2.2.1.4. Süleyman Demirel

Süleyman Demirel a une place importante dans la vie politique de la Turquie. Il a occupé la Présidence de la République pendant 10 ans et 7 mois et été sept fois Premier Ministre.³⁴⁹

Il est né dans le village d'Isparta, İslamköy, le 1^{er} Novembre 1924. Il venait d'une famille paysanne de rang moyen et a la particularité d'être le premier leader politique d'origine paysanne. Dans la vie professionnelle de Demirel, son éducation occupe une place importante. Après être allé à l'école secondaire à Isparta et à Afyon, il a obtenu son diplôme d'ingénieur civil à İstanbul en 1949. En 1950, il est

³⁴⁷ Demirel, **Adalet Partisi...**, pp. 31 – 32.

³⁴⁸ Demirel, **Adalet Partisi...**, pp. 31 – 33.

³⁴⁹ Yeşim Arat, « Süleyman Demirel », dir. Metin Heper et Sabri Sayarı, **Türkiye'de Liderler ve Demokrasi**, trad. tr. Zuhâl Bilgin, İstanbul : Kitap Yayınevi, 2008, p. 101.

entré à l'Administration d'Etudes des affaires électriques. La même année, il a été envoyé aux Etats-Unis pour sa spécialisation. En 1954, il a été promu Chef de barrages. La même année, il a remporté la Bourse Eisenhower et est retourné aux Etats-Unis. Revenu en 1955 il est devenu directeur général des Travaux hydrauliques d'Etat. Dans les années 1950, il était un des quelques bureaucrates sur lesquels Menderes comptait. Après le Coup d'Etat militaire, il a commencé à travailler dans une entreprise multinationale américaine. En 1962 il est entré à l'AP et a été élu au Conseil Général d'Administration dès sa première année. Après la mort de Gümüşpala, il a posé sa candidature à la présidence générale du parti face à Sadedtin Bilgiç et a gagné.³⁵⁰ L'élection de Demirel à la présidence de l'AP a été saluée par la presse, les Forces Armées et le CHP. Sous la direction de Demirel, la ligne politique de l'AP était désormais plus clairement définie.³⁵¹

Demirel n'était ni propriétaire terrien comme Adnan Menderes, ni politicien professionnel comme Celal Bayar, ni membre de l'armée comme Ragıp Gümüşpala. Il a terminé ses études dans les écoles publiques, n'était pas issu de l'académie militaire ou de la faculté de science politique. On peut dire que Süleyman Demirel est avant tout un ingénieur, un technocrate et un entrepreneur à succès.³⁵²

Le concept le plus fort présent dans les discours de Demirel était l'«enrichissement». Il a suivi la ligne de Menderes qui concevait le progrès comme une valeur. Ce point de vue pragmatique et utilitariste était le point fort de libéralisme de Demirel. Quant à la laïcité, il considérait que c'était un concept qui s'appliquait à l'Etat et pas au peuple. Il reconnaissait à la nation le droit d'exprimer son appartenance à l'Islam. En outre, il était un partisan chaleureux de la «volonté nationale» qu'avaient défendue Celal Bayar et Adnan Menderes. Il ne soutenait pas la démocratie pluraliste autant que Menderes, et était contre la séparation des pouvoirs instituée par la Constitution de 1961. C'était la continuité de la ligne de Menderes et Bayar en faveur d'une Assemblée toute puissante, comme dans la Constitution de 1924. Au sujet de l'économie Demirel mettait l'accent sur le développement, l'industrialisation et la prospérité, ce qui le différençait de Menderes et Bayar. Dans ses discours politiques, il parlait toujours de prévisions et

³⁵⁰ **Ibid.**, pp. 102 – 103.

³⁵¹ Demirel, **Adalet Partisi...**, pp. 38 – 39.

³⁵² **Ibid.**, pp. 40 – 41.

de projets et a ainsi accentué son image d'ingénieur. Il a élaboré la stratégie d'industrialisation en se basant sur l'agriculture. Menderes avait un discours légitimant la richesse et l'envie d'être riche dans les années 1950, Demirel avait lui un discours légitimant les classes propriétaires et la propriété.³⁵³ On a commencé par parler des leaders car les partis de leader³⁵⁴ sont en général déterminants parmi les partis politiques turque les partis politiques turcs sont en général des partis de leaders. Pour compléter on va s'intéresser à l'influence des membres sur le parti et celle des leaders.

2.2.2. Leadership et Pouvoir des Membres

Duverger divise les partis en deux types selon le concept d'adhésion : « parti de cadre » et « parti de masse ». Les partis de cadre se basent sur les élites. Pour adhérer à ces types de parti, on doit avoir une qualité personnelle comme la fortune, l'éducation, le prestige... Ces personnes forment les cadres dirigeants du parti. Le parti ne s'efforce pas de s'appuyer sur les masses parce qu'il n'en a pas besoin. De même il ne perçoit pas de cotisation de ses membres. Ce type de partis a pour but de remporter les élections. Pendant les campagnes électorales, une minorité de ses membres inscrits suffisent. Les partis de masse ne visent pas seulement à remporter des élections. Ils sont fondés pour obtenir des changements fondamentaux au niveau social et économique par la voie démocratique. Les cotisations de membres sont un élément très important de leur financement.³⁵⁵

En Turquie, on considère souvent les grands partis comme des partis de masse car leur taux de vote est élevé. Mais il est évident que ces partis ne sont pas techniquement des partis de masse. Les cotisations de membres occupent une place négligeable dans leurs ressources économiques. La plupart des besoins économiques du parti sont financés par les dons personnels d'un petit nombre de personnes.³⁵⁶ Dans ce cas, il est important de répondre à la question suivante : dans quelle mesure

³⁵³ Tanıl Bora, « Süleyman Demirel », dir. Murat Yılmaz, **Modern Türkiye'de Siyasi Düşünce, Cilt 7, Liberalizm**, İstanbul : İletişim Yayinevi, 2005, p. 558, p. 572.

³⁵⁴ Pour plus d'informations sur le sujet, voir Arsev Bektaş, **Demokratikleşme Sürecinde Liderler Oligarşisi, CHP ve AP (1961 - 1980)**, İstanbul : Bağlam Yayınları, 1993.

³⁵⁵ Maurice Duverger, **Siyasal Partiler: Modern Devletteki Örgütleri ve Faaliyetleri**, Ankara: Ankara Üniversitesi Hukuk Fakültesi Yayınları, 1970, pp. 78 – 87.

³⁵⁶ Ergun Özbudun, **Batı Demokrasilerinde ve Türkiye'de Parti Disiplini**, Ankara: Ankara Üniversitesi Hukuk Fakültesi Yayınları, 1968, p. 239.

les mécanismes de prise de décision au sein du DP et de l'AP sont-ils démocratiques alors que ce sont des partis de cadre ?

La période 1946 – 1950 se distingue de la période où le DP était au pouvoir par les relations entre ses cadres dirigeants et ses membres.³⁵⁷ Le premier congrès du DP s'est déroulé dans une atmosphère enthousiaste et libre à Ankara en 1947. Certains sujets ont été débattus, quelques articles de la réglementation qui avait été préparée par les fondateurs du parti ont été changés. Les délégués ont décidé d'élever le nombre de membres du Conseil Général d'Administration (CGA) à 15. Dans la réglementation de parti, les candidats à la députation étaient désignés par le CGA. Mais les délégués ont contesté cet article et ont demandé que les candidats soient choisis par le parti. Suite à ces critiques, Bayar a proposé une solution où les deux parties pourraient contribuer au choix des candidats.³⁵⁸

Ils ont décidé que le DP quitterait la GANT si le rapport de la « commission d'affaires principales » n'était pas accepté par le CHP. Ce rapport ratifié par le congrès a provoqué une montée de tension entre le DP et le CHP, et Bayar et İnönü ont entamé une série de négociations. En conséquence, İnönü a rendu publique la « Proclamation du 12 Juillet ». Cette annonce qui apporte un soutien au DP a suscité des réactions fortes et des accusations de coup monté avec le CHP. Enfin, les huit membres du CGA ont demandé à Bayar de ne pas prendre d'initiative au nom du parti sans décision du groupe ou du CGA.³⁵⁹

Pendant la première période du DP, l'influence des délégués et du CGA sur la prise de décision s'est terminée par des exclusions et des démissions. L'entente entre le CHP et le DP après la « Proclamation du 12 Juillet » a été considérée comme un coup monté et le conflit entre les opposants aux fondateurs et les « modérés » a été nommé « conflit Kenan Öner – Fuat Köprülü ». A la suite de ce conflit, Kenan Öner a démissionné. Les députés favorables à Öner ont renversé Fuat Köprülü de la Présidence du groupe à l'Assemblée et l'ont remplacé par Hulusi Demirelli. Le CGA où Bayar avait la majorité, a décidé l'invalidation de ces élections par 9 voix contre

³⁵⁷ Dr. Mehmet Kabasakal, *Türkiye'de Siyasal Parti Örgütlenmesi (1908 – 1960)*, İstanbul : Tekin Yayınevi, 1991, pp. 169 – 172.

³⁵⁸ Eroğul, *Demokrat Parti...*, p. 48.

³⁵⁹ Kabasakal, *Türkiye'de Siyasal...*, pp. 174 – 176.

3. La Cour d'Honneur a décidé l'exclusion de 5 députés pour comportements contraires à la solidarité du parti. D'autres exclusions et démissions ont suivi cette décision.³⁶⁰

Le Deuxième Grand Congrès du parti s'est déroulé en 1949. Le DP a perdu la moitié de son groupe à l'Assemblée entre ces deux grands congrès. Un tiers des membres de l'AAG a été exclu. On a décidé que 80% des candidats à la députation seraient choisis par le parti et 20% par le CGA. Bayar a été réélu à la présidence du parti et les fondateurs sont restés majoritaires au CGA.³⁶¹

Quand le DP est arrivé au pouvoir après les élections de 1950, il n'avait pas encore de cadre défini et d'hierarchie organisée. Adnan Menderes, chargé de fonder le gouvernement, a présenté son premier cabinet. Bien que le public ait trouvé le cabinet modéré, le group parlementaire du DP a sévèrement critiqué la formation du cabinet. Il avait espéré que le cabinet soit formé de personnes qui s'investissent dans l'élection.³⁶²

En réaction à la domination des fondateurs au sein du CGA, les 8 dirigeants de l'organisation à Istanbul ont été changés. Idem, à Izmir, à Adana, à Balikesir et à Bursa. On a accusé le Centre (autour de Bayar et Menderes) de tendances autoritaires en monopolisant la direction du parti. Tous les désordres au niveau des organisations locales ont été stoppés par l'intervention du Centre Général. Avant le Troisième Grand Congrès, l'organisation du DP a subi un important « nettoyage ».³⁶³

La Troisième Grand Congrès a une importance symbolique parce qu'il a eu lieu après la victoire électorale de 1950. Mais, l'objectif du congrès n'était que la confirmation de décisions prises par les cadres. Pourtant, on ne doit pas considérer les membres du DP comme une population tout à fait passive. Au contraire, à travers les critiques au sein du Congrès, le DP a conservé son esprit combattant de la période d'opposition. Mais, comme pour les autres partis « bourgeois », le pouvoir appartenait aux ministres et aux députés. Les décisions importantes se prenaient au

³⁶⁰ *Ibid.*, pp. 176 – 177.

³⁶¹ Eroğul, *Demokrat Parti...*, pp. 76 – 77.

³⁶² Kabasakal, *Türkiye'de Siyasal...*, p. 180.

³⁶³ Eroğul, *Demokrat Parti...*, pp. 109 – 110.

gouvernement et elles étaient critiquées au sein du groupe parlementaire. Le congrès est vite devenu une institution fantoche.³⁶⁴

Les dirigeants du DP après avoir remporté les élections de 1954 ont commencé à exercer des pressions. Mais il n'était pas facile de maintenir l'unité d'un grand groupe comme le DP et après quelque temps les divisions ont commencé. En plus, ce processus s'est accompagné de l'identification de Menderes au DP et du bâillonnement de ses contradicteurs. Cela a provoqué une diminution de la démocratie à l'intérieur du parti et l'instauration d'une direction arbitraire.³⁶⁵

Au Quatrième Congrès du DP, qui devait avoir lieu en 1953 mais a été reporté en 1955 par les dirigeants,³⁶⁶ Menderes a été réélu à la présidence et a placé ses membres de la CGA. Bien que les grands congrès aient comme fonction de légitimer les dirigeants de parti, le quatrième congrès a été le dernier.³⁶⁷

Comme le DP, l'organisation de l'AP se basait sur le système de « délégué » : en théorie, les délégués forment la base locale et ont de l'influence sur la prise de décision.³⁶⁸ Pendant ses années fondatrices, l'AP se composait de membres au passé politique différent, pour la majorité des retraités de l'armée après les événements du 27 Mai, mais aussi des ex-partisans du DP et des islamistes nationaux (conservateurs). Au premier congrès de l'AP en 1962, Ragıp Gümüşpala été élu à la présidence du parti. Gümüşpala n'a pas eu beaucoup d'influence sur le congrès comme leader. A la fin du congrès, la fraction « radical » a gagné contre les « modérés » au sujet de la formulation de la ligne politique du parti.³⁶⁹

Au Deuxième Congrès de l'AP en 1964, la compétition pour la présidence générale a opposé Sadettin Bilgiç, Tekin Arıburun et Süleyman Demirel. Demirel a été élu à une majorité écrasante. Pendant les premières années de son leadership, Demirel a été obligé de rester neutre et de chercher l'équilibre entre les « radicaux » et les « modérés ». Tout au long de ses trois premières années, Demirel a eu une

³⁶⁴ *Ibid.*, pp. 113 – 114

³⁶⁵ *Ibid.*, p.159.

³⁶⁶ *Ibid.*, p.181.

³⁶⁷ Kabasakal, *Türkiye'de Siyasal...*, p. 187 – 188.

³⁶⁸ Bektaş, *Demokratikleşme Sürecinde...*, p. 177.s

³⁶⁹ *Ibid.*, pp. 150 – 153.

image de fonctionnaire plutôt qu'un leader puissant et dominant. Quant au CGA, il était sous domination des « radicaux ». Après les élections de 1965, Demirel a disqualifié Sadedtin Bilgiç et l'a fait démissionner de l'organe central du parti. Le deuxième grand congrès de l'AP a été le premier où un président du parti a été élu par le vote des délégués.³⁷⁰

L'AP a commencé à perdre le soutien des masses après 1970. Le succès électoral du CHP en 1973 est lié à la mobilisation de toute la base. Au septième congrès l'AP a donc élaboré un renouvellement de son organisation. Des bureaux représentatifs dans les quartiers et les villages ont été fondés. De même, le nombre de délégués dans les congrès de ville et d'arrondissement a augmenté.³⁷¹

L'AP avait soin de réunir un congrès une fois tous les deux ans. Les congrès devaient établir un leader élu surtout ceux tenus après 1970. A partir de 1974, on s'est efforcé d'élargir la base du parti sans guère de succès. Au dernier congrès de l'AP en 1978, Kamran İnan a motivé sa candidature à la présidence du parti par les troubles internes et la défiance à l'égard du leader. Mais on a empêché la participation de délégués qui lui étaient favorables en annulant les congrès de leurs villes.³⁷²

Le DP est entré dans la vie politique à la fin du régime de parti unique. Pendant les années où le DP était dans l'opposition ses membres avaient une influence forte sur les décisions prises, grâce à l'enthousiasme né du multipartisme récent et à la diversité de ses membres. Les cadres dirigeants formaient les « modérés », à côté de groupes « radicaux » qui allaient bientôt être exclus. Après son arrivée au pouvoir, l'intolérance à l'égard des opposants a commencé à augmenter dans le parti et les Congrès ont perdu leur esprit enthousiaste et libéral. Après un certain temps les congrès se sont arrêtés. Pendant les dernières années, les politiques du parti ont été décidées par les cadres dirigeants, voire le leader. La période de l'AP ne s'est pas différée de celle du DP. Aux premières années de sa fondation le parti était formé de différents courants, progressivement exclus pendant son pouvoir. L'AP est aussi devenu un parti où ne décidait plus que les cadres

³⁷⁰ *Ibid.*, pp. 154 – 155.

³⁷¹ *Ibid.*, pp. 164 – 166.

³⁷² *Ibid.*, p.166.

dirigeants. Le seul progrès par rapport au DP était l'élection du Président lors des congrès. Dans l'AP comme dans le DP, la participation des membres aux processus de prise de décisions était limitée. Ils n'ont jamais eu de système d'inscription. Donc, leurs ressources financières dépendaient toujours de la subvention de l'Etat et des dons privés. Cela a provoqué des relations de patronage et donc l'augmentation de l'influence de riches particuliers dans le parti.

2.3. Relations avec les couches sociales

En Turquie, le populisme est souvent réduit aux seuls politiques étatistes – développementalistes mises en œuvre pendant les périodes de 1930 à 1947 et de 1963 à 1980. Selon cette interprétation, le populisme a été un mécanisme intégrateur qui consistait à pacifier l'opposition sociale grâce à la manipulation des réseaux clientélistes par les élites républicaines détenant le pouvoir.³⁷³ Par ailleurs, les politiques populistes en Turquie ont été appliquées davantage par les partis de droite qui ont mobilisé les paysans et les commerçants, hostiles aux politiques étatistes – développementalistes, autour d'un discours antiétatiste et anticommuniste.³⁷⁴

2.3.1. Le Patronage

Le patronage, c'est le fait de distribuer les ressources d'un parti dans le but de procurer à ses partisans certains avantages et de divers services de courtage pour mobiliser leur soutien.³⁷⁵ A la suite du passage du régime autoritaire au multipartisme et surtout après l'arrivée du DP au pouvoir, les activités de distribution de ressources, de courtage et de clientélisme ont commencé à devenir importantes.

³⁷⁶

³⁷³ Umit Cizre Sakallıoğlu et Erinç Yeldan, « Politics, Society and Financial Liberalization : Turkey in 1990s », **Development and Change**, no 31, 2000, p. 489 – 499, cité par Daniel Guérin, Hasan Kirmanoğlu et Ahmet Süerdem, « La Turquie : Du « Populisme Permanent » à la montée de l'Extrême Droite », **Politique et Société**, vol. 21, no 2, 2002, p. 123.

³⁷⁴ Guérin, Kirmanoğlu et Süerdem, « La Turquie : Du « Populisme... », p. 124.

³⁷⁵ Sabri Sayarı, « Political Patronage in Turkey » dir. E. Gellner et J. Waterbury, *Patrons and Clients in Mediterranean Societies*, London: Duckworth's, 1977, p. 103. cité par Bektaş, **Demokratikleşme Sürecinde...**, p. 178.

³⁷⁶ Ergun Özbudun, « Turkey: The Politics of Political Clientelism », dir. S. N. Eisenstadt – R. Lemarchand, *Political Clientelism, Patronage and Development*, London: Hill, 1981, pp. 110 – 111 cité par Bektaş, **Demokratikleşme Sürecinde...**, p. 178.

En Turquie, les relations de domination dans le secteur agricole reposent davantage sur les relations patrons – commerçants que sur les relations d'origine religieuse, ethnique ou parentale, à l'exception des régions de l'Est et du Sud-est où vit la population kurde. Le paysan anatolien n'est pas sous la domination du seigneur féodal en lien avec la terre sur laquelle il vit, comme c'était le cas dans le régime féodal européen. Mais, il n'est pas libre non plus au sens capitaliste. Dans ce système, le seigneur féodal est remplacé par le patron – commerçant qui fournit aux paysans la terre, le crédit et les inputs pour leur production.³⁷⁷

Dans la période de 1950 – 1960, le DP a commencé à pénétrer à la société par le biais de relations de patronage, et parallèlement les groupes sociaux ont augmenté leur influence sur l'Etat. Normalement, ces relations de patronages n'avaient pas le même poids pour tous les groupes. Alors que la population agricole surtout la petite paysannerie profitait d'un large soutien, les revendications de la classe ouvrière étaient négligées par le DP comme le droit de grève et de contrat collective.³⁷⁸ Tous les acteurs économiques, les grands patrons en tête, ont pris leur place dans les réseaux de patronage et ont tiré parti des politiques du DP. Les patrons – commerçants qui ont profité de la libéralisation du commerce extérieur ont été encore plus généreux envers leurs clients. Par contre, le DP n'a pas été en mesure de contrôler l'ensemble des fonds publics et ce bien qu'il était au pouvoir.³⁷⁹

Sous le pouvoir du DP, le patronage du parti a été le moyen de construire des chemins, des canaux, des mosquées pour obtenir le soutien des électeurs. Les services promis en échange du soutien étaient dirigés vers une région par exemple la fondation d'une usine ou vers des individus par exemple des paiements, des crédits agricoles, le contournement des difficultés bureaucratiques. On doit indiquer que le DP n'agisse pas seulement en campagne mais aussi en ville. Le parti y rendait même des services comme le mariage.³⁸⁰

³⁷⁷ Guérin, Kirmanoğlu et Süerdem, « La Turquie : Du « Populisme... », p. 128.

³⁷⁸ İlkay Sunar, « Demokrat Parti ve Popülizm », **Cumhuriyet Dönemi Türkiye Ansiklopedisi**, Cilt 8, İstanbul : İletişim Yayınları, 1983, p. 2084.

³⁷⁹ Guérin, Kirmanoğlu et Süerdem, « La Turquie : Du « Populisme... », p. 129.

³⁸⁰ Özbudun, « Turkey: The Politics of ... », pp. 260 – 262 cité par Bektaş, **Demokratikleşme Sürecinde...**, p. 178.

Après le DP, l'AP a poursuivi ce type de relations de patronage. Ses dirigeants locaux considéraient les électeurs toujours en attente de services de patronage de la part du parti.³⁸¹ L'AP et le DP étaient plus susceptibles d'utiliser les ressources publiques pour obtenir le soutien des électeurs par comparaison aux démocraties occidentales.³⁸² Mais on doit souligner que l'AP a eu plus tendance à utiliser les ressources publiques que le DP. Les années 1950 et 1960 étaient des années de croissance économique en Turquie. Les investissements infrastructurels qui avaient été négligés se sont accélérés et ont posé les bases des industries légères de montages. Le secteur de la construction se développait en raison de l'exode rural et de la hausse de l'immobilier en ville, et accélérât l'enrichissement de la bourgeoisie. Il était important pour la base bourgeoise de l'AP d'entretenir de bonnes relations avec l'Etat sur des sujets comme les réglementations du commerce extérieur, les permis de construction, l'adjudication publique, etc. Et on doit souligner l'importance des hommes d'affaires politiciens dans la structure de l'AP pour comprendre sa tendance au patronage.³⁸³

2.3.2. Le Populisme

Le populisme est un concept difficile à définir. Ce concept a été utilisé pour désigner des mouvements apparus dans des endroits et à des époques diverses. On peut quand même dégager quatre éléments de définition. D'abord, les mouvements populistes sont ceux qui s'opposent aux groupes qui détiennent le pouvoir et à leurs idéologies. Mais cette opposition ne doit pas être comprise comme une attaque contre l'ordre social. L'idée populiste considère la minorité détenant le pouvoir comme un petit groupe méchant dont la solidarité est très élevée. En suite, il prétend s'opposer au pouvoir dominant au nom du peuple ou des hommes ordinaires. Sa troisième particularité concerne son style politique. Un leader charismatique, des discours simples, directs et sentimentaux sont les éléments majeurs de ce style. Les solutions proposées sont aussi en général très simples : éloigner du pouvoir les élites qui sont minoritaires dans la société.³⁸⁴ Enfin, on peut ajouter que les régimes populistes - démocratiques ont les moyens de s'assurer une large base de soutien dans les

³⁸¹ Bektaş, **Demokratikleşme Sürecinde...**, pp. 178 – 179.

³⁸² Demirel, **Adalet Partisi...**, p. 122.

³⁸³ **Ibid.**, p.123.

³⁸⁴ **Ibid.**, pp. 126 – 128.

périodes de croissance économique.³⁸⁵ A partir de ces éléments, on peut analyser la période populiste du DP et de l'AP.

Le populisme qui a accentué l'homogénéité sous le régime de parti unique a été remplacé par le populisme du DP qui attribuait une importance primordiale à la croissance. Ce populisme soutenait la liberté de religion et les principes universels de l'économie contre la domination politique des élites bureaucrates et l'exploitation économique du peuple.³⁸⁶ Grâce au combat contre la bureaucratie au nom des principes universels, le DP a pu être soutenu par une coalition sociale très large.³⁸⁷ La politique principale pour garantir la continuité de cette coalition était le développement économique. Cette politique proposait une approche économique populiste et aussi largement étatique au lieu de se baser sur un modèle économique libéral. La prolifération des entreprises publiques, des subventions publiques et l'accroissement du protectionnisme étaient les axes principaux de la politique du DP s'adressait surtout après 1953. A partir de la fin de l'année 1953, le DP a commencé à prendre des précautions protectionnistes comme la limitation des exportations et les hausses des taxes douanières, parallèlement à la diminution de la demande de produits importés. Après 1957, le DP a commencé à s'orienter vers un populisme autoritaire et radical en raison de la crise économique. La période qui suit les mesures de stabilisation en 1958 peut être considérée comme la période de passage du populisme modéré basé sur le système du patronage au populisme autoritaire. Après cette date, on arrive au sommet de la mobilisation populiste avec le mouvement « Front de Patrie ».³⁸⁸

Après le DP d'autres partis ont aussi eu des tendances au populisme. Après 1961, l'AP a poursuivi les politiques populaires contre les élites bureaucratiques, et il a hérité du système populiste basé sur le patronage.³⁸⁹ Sous le pouvoir de l'AP, une structure double a commencé à se former avec, d'une côté, un secteur industriel se modernisant de plus en plus et, de l'autre, un secteur agricole se nourrissant des

³⁸⁵ Sunar, « Demokrat Parti... », p. 2077.

³⁸⁶ Keyder, *Türkiye'de Devlet...*, p. 170.

³⁸⁷ **Ibid.**

³⁸⁸ Sunar, « Demokrat Parti... », pp. 2080 – 2084.

³⁸⁹ **Ibid.**, p. 2088.

politiques populiste et, comme tel, incapable de s'intégrer aux marchés, donc voué à stagner dans des conditions primitives.³⁹⁰

Ce qui différencie l'AP du DP, c'est que le populisme de l'AP s'est développé en opposition à un populisme de gauche développé par le CHP dans le contexte politique des années 1960 et 1970.³⁹¹

On remarque les influences des évolutions économiques de leur époque sur les infrastructures sociales du *Demokrat Parti* de l'*Adalet Partisi*. Les groupes sociaux, qui ont pensé que leurs intérêts ne sont pas suffisamment représentés par le parti, ont résilié la coalition existante et ont essayé de former leur propre organisation. Durant l'époque du DP, les nouvelles formes d'organisation constituées par des groupes qui ont quitté l'infrastructure sociale du parti, n'avaient pas eu du succès pour renverser le pouvoir ou être associés au pouvoir. Cette situation ne fait pas partie des raisons importantes du coup d'Etat du 1960. Par contre, les groupes qui ont démissionné de l'AP, ont eu beaucoup plus de succès sur le plan de soutien et d'organisation ; ils ont réussi à s'associer au pouvoir tout au long des années 1970s. Ceci est dû à une époque, durant laquelle l'AP était au pouvoir, où la décomposition/la différenciation des groupes d'intérêts était beaucoup plus nettement prononcée. La différence entre la droite et la gauche était déjà plus accentuée, mais d'autre part, les groupes qui constituaient la droite étaient départagés aussi entre eux en fonction de leurs intérêts. Les formations individuelles des leaders de deux partis étaient en harmonie avec les infrastructures sociales de leur parti. La connaissance en agriculture d'Adnan Menderes provenait du fait qu'il soit un patron/seigneur de terre, et la connaissance en ingénierie de Süleyman Demirel provenait le fait qu'il a eu une formation d'ingénieur malgré son appartenance à l'origine à une famille d'agriculteur. Cette situation était assez significative au point de vue de leur époque et de l'harmonie qu'ils avaient tous les deux avec leur propre parti. Les tendances oligarchiques existantes dans l'organisation de deux partis, la prise de décision par les cadres administratifs des partis démontrent que les deux partis étaient des partis de cadres. Les comportements de « patronage/leadership » et populistes étaient de rigueur, pour les deux partis, surtout dans leurs relations avec les couches/classes sociales ; les comportements et les relations de « patronage/leadership » étaient plus intenses chez

³⁹⁰ Guérin, Kirmanoğlu et Süerdem, « La Turquie : Du « Populisme... », p. 130.

³⁹¹ Bora, « Süleyman... », p. 553.

l'AP. Dans ce contexte, les approches des deux partis aux institutions et aux conceptions deviennent importantes. Les programmes des partis et les déclarations des programmes gouvernementaux faites depuis la chaire de l'Assemblée Nationale par les leaders deux partis sont les meilleurs moyens et instruments pour pouvoir évaluer et interpréter ces approches.

3. PROJET POLITIQUE : PROGRAMME DE PARTI ET DE GOUVERNEMENT

3.1. Démocratie, Droits et Libertés Fondamentaux

Le *Demokrat Parti* fût un parti politique qui s'est fait distingué en 1945 surtout par son accentuation sur la démocratie. Cette attitude faisait surface dans les premières parties du programme du parti et dans les programmes gouvernementaux. Le fait d'être fondé juste après le régime de parti unique, a de l'effet sur cet accent de démocratie. Tandis que l'*Adalet Partisi* est fondé après le 27 Mai, durant une période où la nouvelle loi constitutionnelle se faisait sentir son effet. A l'AP, on observe un concept de démocratie plus profondément élaboré.

3.1.1. Démocratie pluraliste et Volonté nationale

Quand on étudie le programme du *Demokrat Parti*, on voit que l'idée de l'instauration de la démocratie dans le pays trouve sa définition dans le premier article du programme du parti en tant que l'objectif fondamental de sa fondation qui précise que « la démocratie sera instaurée avec un concept large et évolué, et la politique générale sera gérée avec une mentalité et une vision démocratique ».³⁹² Dans le programme du parti, les concepts de « la volonté nationale et les intérêts du peuple » sont privilégiés dans la définition de la démocratie et à part « l'égalité devant les lois », les droits négatifs tels que « l'harmonie dans les intérêts économiques » sont accentués dans le cadre du sujet de la démocratie.³⁹³ Pour que la volonté nationale puisse s'exprimer librement les « élections devaient être réalisées par le système de 'vote secret' et loin de toutes éventuelles interventions » et « les partis politiques devaient avoir, tous, les mêmes droits égaux ». En outre, en qualifiant « Toutes actes, violant la liberté des élections seront considérées comme une

³⁹² Article 1, **Programme du DP.**

³⁹³ Article 4, **Programme du DP.**

atteinte à la Souveraineté Nationale », il défendait une conception de démocratie plébiscitaire.³⁹⁴

Le *Demokrat Parti* a souligné sa conception de la démocratie en critiquant la période du régime de parti unique dans son programme et en y incluant l'accentuation qu'il croyait à la « Maturité Politique du Peuple Turc »³⁹⁵ Egalement, en 1950, lors de sa déclaration du programme gouvernementale, il avait défini son parti, en disant « Nous ne sommes pas un des gouvernements du même parti qui se succèdent, mais nous sommes un gouvernement appartenant à un parti politique qui a eu le pouvoir grâce à la Volonté Nationale » et il avait critiqué le gouvernement du régime de parti politique.³⁹⁶

Quant à l'*Adalet Partisi*, cette fois-ci on se retrouve face à face à une définition démocratie plus nette et détaillée dans le programme du parti. La démocratie est définie prioritairement en tant qu'un ordre public et social dans le sens occidental qui « convient tout à fait à l'honneur et à l'amour propre humain ; qui est respectueux envers la liberté idéologique, d'action et de conscience du citoyen ; qui réalise, de la façon la plus efficace, la prospérité et le bonheur humain ; qui est vertueux ; qui est le plus évolué et le plus perfectionné » et la condition principale pour pouvoir être une « Société Civilisée » est indiquée qu'elle est étroitement liée à l'instauration d'un « ordre politique libre ».³⁹⁷ Par contre, les limites de la démocratie sont tracées par le fait d'être opposé à toutes les idéologies et tendances politiques totalitaires qui « veulent prendre l'individu et le citoyen sous leur tutelle politique, qui blessent l'honneur humain ; qui ne font pas cas des droits et des libertés de l'homme ; qui veulent considérer l'être humain comme un outil ou un moyen »³⁹⁸. Cette limitation est, en effet, faite par rapport aux idéologies socialistes d'un monde à deux pôles de l'époque. En se référant à cette limitation, on doit comprendre l'influence de la conception occidentale de la démocratie libérale dans le programme du parti de l'AP, mais aussi grâce à ces quelques phrases, faisant parties du programme de l'AP, qui accentuaient l' « Ordre Démocratique Occidental » telles

³⁹⁴ Article 9, **Programme du DP.**

³⁹⁵ Article 3, **Programme du DP.**

³⁹⁶ Programme gouvernemental de 1950, dans Kazım Öztürk, **Türkiye Cumhuriyeti Hükümetleri ve Programları**, İstanbul: Ak Yayınları, 1968, p. 348.

³⁹⁷ Article 2, **Programme de l'AP.**

³⁹⁸ **Ibid.**

que : « qui respecte le concept de famille en tant que le noyau de la société et les droits de propriétés : qui ouvre de nouveaux horizons pour les talents créateurs de l'être humain ; qui évolue et soutient les possibilités individuelles par les efforts volontaires et facultatifs ; qui ouvre la voie pour le développement des démarches individuelles privées ». ³⁹⁹ D'autre part, toujours dans le programme du parti, il a été précisé que « les institutions de décentralisation, les associations idéologiques et professionnelles » étaient des éléments indispensables et incontournables de la démocratie hormis le Parlement. ⁴⁰⁰

En tant que des institutions démocratiques, le parlement et les partis politiques sont particulièrement définis dans programme de l'*Adalet Partisi*. Le Parlement a été qualifié comme une institution où « se réunissent les vrais représentants de la Volonté Nationale et où se manifeste la Souveraineté Nationale ». En plus, la Volonté Nationale et la souveraineté des élus sont accentuées en étant bien soulignées par la phrase « Il est strictement impensable qu'une quelconque puissance puisse exercer une intervention sur l'administration et la gestion du gouvernement ». En quelque sorte cette phrase précisait la nécessité de tenir le parlement à l'écart de « toutes sorte de combines et d'agitations » et de l' « abus et de l'influence de tous les groupes de pression ». ⁴⁰¹ Aussi, l'« application des procédés et des usages de la démocratie dans le sein du parti » est désignée étant l'une des plus importantes conditions de « l'instauration de la souveraineté de la Volonté Nationale ». ⁴⁰²

L'approche de la démocratie, d'une façon générale, comporte les mêmes ressemblances dans les deux partis. L'accent mis sur la volonté nationale, l'importance accordée à la supériorité des élus et les discours concernant le fonctionnement des institutions démocratiques sont remarqués dans les deux partis. Par contre, il est à souligner qu'au *Demokrat Parti*, cette approche se manifestait comme une réaction cumulée contre le pouvoir du régime de parti politique unique qui régnait depuis longtemps, tandis que l'AP a exprimé sa conception de démocratie beaucoup plus nette. Dans la conception de démocratie de l'AP, on voit l'influence des acuités idéologiques du monde à deux pôles du contexte de la guerre froide. Les

³⁹⁹ Article 4, **Programme de l'AP.**

⁴⁰⁰ **Ibid.**

⁴⁰¹ Article 77, **Programme de l'AP.**

⁴⁰² Article 78, **Programme de l'AP.**

concepts des démocraties occidentales tels que l'individu, le droit à la propriété prenaient leur place dans la définition de la démocratie de l'AP. A tel point que les idéologies qui sont contre ces concepts étaient considérés comme des menaces sérieuses contre le régime démocratique et ainsi que ses institutions.

3.1.2. Droits et libertés fondamentaux

Dans le *Demokrat Parti* et l'*Adalet Partisi*, les droits et les libertés fondamentaux ont également tenu une place importante parallèlement à la conception de la Volonté Nationale. Le fait que le *Demokrat Parti* soit fondé vers la fin de la période oppressive du régime de partie unique du CHP et le fait de ne pas rester indifférent de l'AP devant les demandes provenant du peuple concernant les droits sociaux et les libertés des années 1960 furent les raisons de cette place importante

Le *Demokrat Parti*, dans son programme du parti, en disant « nous ne nous contentons pas de nous organiser uniquement sur le plan politique en fondant des partis politiques pour pouvoir réaliser un développement équilibré et harmonieux » il avait accentué que les couches sociales devraient s'organiser aussi en dehors des partis politiques, en faisant la proposition « pour s'organiser rapidement dans les domaines sociaux et économiques et afin de pouvoir réaliser une union plus consciente, il faudrait donc que les ouvriers, les agriculteurs, les commerçants et les industriels, les citoyens qui travaillent dans des métiers indépendants, les fonctionnaires et les professeurs, les étudiants de l'enseignement supérieur devraient former des associations, des coopératives et des syndicats professionnels, sociaux et économiques » le *Demokrat Parti* avait défini le but de l'organisation.⁴⁰³ Par contre, en soulignant que « toutes ces organisations professionnelles et de solidarité, à condition de rester en dehors de tout courant et objectif politique en tant que personnes morales, le droit grève pourrait être accordé aux syndicats d'ouvriers » le *Demokrat Parti* a délimité les horizons de l'organisation sociale.⁴⁰⁴

Dans le programme du parti, à part de voter aux élections, il n'est pas souhaité que les fonctionnaires d'Etat aient des activités politiques. Mais, il avait été précisé que « vu le contenu de leur profession les cadres enseignants de l'enseignement

⁴⁰³ Article 7, **Programme du DP.**

⁴⁰⁴ **Ibid.**

supérieur sont exclus de ce ‘souhait’ »⁴⁰⁵, donc les professeurs des universités étaient autorisés pour faire de la politique.

Concernant les droits politiques, en faisant sous-entendre la gauche « par contre, nous voulons considérer illégaux les partis et les associations politiques qui sont contre l’indépendance et l’unité territoriale de notre pays, qui visent à limiter les droits fondamentaux de nos citoyens ou encore qui sont adhérents aux associations politiques étrangères » il a déclaré qu’une limitation serait de l’éventualité pour la gauche.⁴⁰⁶

Dans le programme du parti, il a fait la distinction entre le coupable et le suspect « il n’est pas normal de mettre ensemble ceux qui sont accusés par un délit et ceux qui sont coupables d’un délit et qui purgent leur condamnation, pour cette raison il faut séparer les prisons et les maisons d’arrêt » a donc accentué la différence sur le plan judiciaire entre le suspect et le coupable et a souligné la nécessité d’« organiser les prisons avec des conditions dignes de l’être humain. Il ne faut pas que les prisons détruisent moralement ceux qui purgent leur peine sur le plan de santé, social et de civilisation, au contraire il faut prendre des mesures nécessaires pour qu’elles les rendent à la société en tant que des citoyens sages et améliorés » avec cette approche le *Demokrat Parti* a précisé qu’il serait pour la protection des droits fondamentaux des condamnés.⁴⁰⁷ D’autre part, concernant les délinquants mineurs, le DP avait prévu des améliorations physiques, comme il l’avait indiqué dans le programme du parti « il faut qu’ils soient jugés avec une attention particulière et en commençant par les grandes villes il faut constituer des tribunaux pour mineurs et les mineurs condamnés doivent purger leur peine dans des maisons de correction spécialement conçues ».⁴⁰⁸

Pour éviter les retards arbitraires inutiles, rencontrés à cause des procédures bureaucratiques et pour que la justice se manifeste dans le plus bref délai possible, le DP avait dit « pour que le verdict tombe dans une durée beaucoup plus vite que d’habitude » et « pour ce faire et pour arriver à la justice le plus rapidement possible, étudier les possibilités pour empêcher les négligences qui laissent trainer les affaires

⁴⁰⁵ Article 11, **Programme du DP.**

⁴⁰⁶ Article 12, **Programme du DP.**

⁴⁰⁷ Article 31, **Programme du DP.**

⁴⁰⁸ Article 32, **Programme du DP.**

en longueur dans les procédés d'exécution » en faisant éloge aux problèmes judiciaires rencontrés à l'époque du pouvoir précédent.⁴⁰⁹

D'autre part, l'autonomie des universités, aussi, avait été élaboré par le programme du parti du *Demokrat Partisi* ; Il a été précisé que l'objectif serait d'« arriver au niveau des institutions similaires occidentales » et que les universités auraient « enfin leur autonomie scientifique et administrative ». ⁴¹⁰ Grâce à cette autonomie requise et « le fait que la langue, la science, l'art et toutes autres activités intellectuelles soient à l'écart des interventions politiques et administratives devrait être considéré l'un des essentiels incontournables de la démocratie » avait été souligné par le *Demokrat Parti* qui voulait dire en effet qu'aucune intervention dirigée contre les libertés intellectuelles et artistiques ne pourrait être défendue. ⁴¹¹

Par contre, lors de la déclaration du programme gouvernemental de 1954, Adnan Menderes avait qualifié les meetings organisés contre lui entre les années 1950 et 1954 par l'opposition comme des « soi-disant des meetings » et en disant « les discours et les mots prononcés dans ces meetings constituent les pires exemples de la mauvaise exploitation, de l'abus des droits et démontrent la destruction morale réalisée dans le pays au nom de l'utilisation de la liberté idéologique » ainsi il avait exposé un comportement sans résignation contre l'utilisation des droits et libertés fondamentaux par ses opposants. ⁴¹² Menderes, dans le même programme du parti souligne la nécessité de séparer les critiques et la liberté idéologique des insultes et des tentatives de bouleverser l'ordre public et ajoute que « le fait de ne pas différencier la liberté idéologique et de critique, des insultes et des actes interdites due à la mauvaise et fausse interprétation de la signification de la liberté peuvent constituer des obstacles dangereux devant nos efforts de faire élever notre démocratie au niveau des applications occidentales ». ⁴¹³

De même, Menderes en 1957 dans le programme gouvernemental, en parlant de l'obligation de « prendre des mesures pour rétablir l'ordre public afin de pouvoir travailler dans la paix et à l'aise, parallèlement aux efforts dépensés pour que le pays puisse atteindre le niveau de vie et de civilisation morale et matériel qu'il mérite », il

⁴⁰⁹ Article 33, **Programme du DP.**

⁴¹⁰ Article 39, **Programme du DP.**

⁴¹¹ Article 40, **Programme du DP.**

⁴¹² **Programme gouvernemental de 1954**, dans Öztürk, *Türkiye Cumhuriyeti...*, p. 393.

⁴¹³ *Ibid.*, p. 401.

avait considéré comme l'« abus des libertés » les actes démesurées dans la vie politique intérieure « qui auront des effets négatifs directs sur la sécurité et la tranquillité et qui risquent de détériorer l'ordre et la stabilité du pays » et finalement avait prétendu que « les tentatives de défis et de demandes exagérées pour établir exprès une atmosphère d'irresponsabilité, feront des énormes dégâts sur le régime et le pays ». ⁴¹⁴

L'*Adalet Partisi*, dans le programme du parti, a accentué « Nous ferons continuellement tous les efforts nécessaires pour la réalisation et la préservation des droits individuels et des libertés fondamentales qui sont définis par la Déclaration Universelle des Droits Humains » et « nous travaillerons avec toute notre existence matérielle et morale pour qu'un régime d'Etat, qui est respectueux aux lois et qui inspire aux citoyens la confiance au droit, soit établi et évolue », ainsi il avait précisé qu'il ferait des efforts pour les droits et libertés fondamentaux. ⁴¹⁵

Dans le programme l'« ordre de société libre » avait été qualifié comme l'« idéal du parti » et les efforts pour la réalisation et le bon fonctionnement des droits et libertés fondamentaux comme « la liberté de la presse, l'administration neutre de la radio et de la télévision, la garantie de la liberté idéologique intellectuelle et académique, la liberté de rassemblement et de fonder des associations et enfin la garantie des tribunaux et de juges neutres » avaient été accentués. ⁴¹⁶

Dans le programme de l'*Adalet Partisi*, en disant « Puisque l'importance de la vie du travail et les problèmes d'ouvrier augmenteront dans une société urbanisée et industriellement évoluée, il va de soi d'établir, développer et enraciner certaines institutions démocratiques et modernes qui établissent les relations entre l'ouvrier et l'employeur, et qui garantissent les conditions du travail et la sécurité sociale de l'ouvrier » il avait précisé qu'il ferait des régularisations et améliorations dans la vie du travail. ⁴¹⁷ A cet effet, « Nous justifions la protection des femmes et des enfants par une réglementation particulière parmi nos citoyens qui travaillent, la

⁴¹⁴ **Programme gouvernemental de 1957**, dans Öztürk, *Türkiye Cumhuriyeti...*, pp. 447-448

⁴¹⁵ Article 3, **Programme de l'AP.**

⁴¹⁶ Article 12, **Programme de l'AP.**

⁴¹⁷ Article 72, **Programme de l'AP.**

régularisation des conditions de travail, déterminer le SMIG pour que la main d'œuvre puisse avoir la contrevaletur de ce qu'elle mérite et finalement nous approuvons que les ouvriers puissent s'organiser en masse sous forme des syndicats pour pouvoir entreprendre des négociations concernant les conditions de travail face à l'employeur ou son ordre professionnel » un discours défendant les droits des travailleurs s'était trouvé la place dans le programme de l'AP.⁴¹⁸ Parallèlement à ça, le syndicalisme avait été perçu comme « une institution nécessaire pour la négociation des payes et des conditions de travail, mais aussi, dans un régime démocratique une institution qui augmente la rentabilité du travail et qui consolide la solidarité humaine et professionnelle » et avait précisé qu'une quelconque intervention contre le syndicalisme serait conçue comme « une atteinte aux droits et liberté fondamentaux ».⁴¹⁹

Le Président de l'*Adalet Partisi*, Süleyman Demirel, dans le programme gouvernemental de 1965 avait fait une déclaration telle que « soutenir notre presse à tous les niveaux, qui constitue la plus importante garantie du régime de société libre et du système démocratique, serait un grand bonheur pour nous » avait signalé que l'Etat ne devrait pas s'intervenir au près de la presse, mais par contre, plus tard, en indiquant la nécessité de « empêcher le plus rapidement et précisément possible toutes les provocations qui visent à dévaster les droits et les libertés fondamentaux connus par notre Loi Constitutionnelle », pour s'intervenir aux près des groupements potentiellement susceptibles à détruire ces droits et libertés fondamentaux, il avait signalé qu'ils allaient préparé « des projets de loi nécessaires afin de faire des changements dans les applications des lois ».⁴²⁰

Quant au programme gouvernemental de 1969, il avait dit « les vastes droits et libertés qui ont permit à la Turquie l'acquisition d'une place extraordinaire dans le monde démocratique, sont parfois abusés et utilisés d'une façon démesurée » pour justifier la nécessité de certaines limitations concernant les droits et les libertés fondamentaux offerts par la loi constitutionnelle.⁴²¹

⁴¹⁸ Article 73, **Programme de l'AP.**

⁴¹⁹ Article 74, **Programme de l'AP.**

⁴²⁰ **Programme gouvernemental de 1965**, dans Türker Sanal, **Demirel Hükümetleri Koalisyon Protokolleri ve Programları**, Ankara: Sim Matbaacılık, 2000, p. 54.

⁴²¹ **Programme gouvernemental de 1969**, dans Türker Sanal, **Demirel Hükümetleri...**, p. 85.

Soit le *Demokrat Parti*, soit l'*Adalet Partisi*, avaient inclus les droits et les libertés fondamentaux dans leurs programmes de parti et gouvernementaux tout en restant dans le cadre des conditions de leur époque. On constate que le *Demokrat Parti*, étant une réaction contre la période oppressive du régime de parti politique unique, avait réservé une place importante aux droits et libertés fondamentaux et il s'était manifesté très partisan pour ceux-ci. Adnan Menderes, dès l'arrivée au pouvoir du *Demokrat Parti* en 1950 avait commencé à attirer les attentions sur les droits et libertés fondamentaux. Par contre plus tard, en tant qu'une réaction contre les critiques croissantes de l'opposition dirigées envers les politiques du gouvernement du DP, Menderes, dans ses nouveaux programmes de parti, en prétextant l'abus des droits et libertés fondamentaux mises en vigueur par son gouvernement, avait essayé de les redéfinir dans le contexte de sa perception. Nous rencontrons le même comportement chez l'*Adalet Parti* ; Malgré que les droits et les libertés tenaient un place importante dans le programme du parti, Süleyman Demirel, lors des déclarations gouvernementaux de 1965 et 1969, avait senti le besoin de réinterpréter, à sa façon, que les droits et les libertés fondamentaux et le milieu/atmosphère de liberté offerts par la Loi Constitutionnelle de 1961 avaient été abusés et pour empêcher ceci il fallait faire des nouvelles rectifications dans les lois.

3.1.3. Religion et laïcisme

Le laïcisme et les sujets religieux tiennent une importante place dans le *Demokrat Parti* et l'*Adalet Parti*. Il est toujours possible de rencontrer ces sujets dans les programmes de parti et gouvernementaux des deux partis. Les politiques du CHP concernant la religion, qui ont été les cibles des réactions du peuple durant la période du régime de parti unique, ont beaucoup contribué aux besoins de définir leurs idées sur les sujets de religion et de laïcisme du DP et de l'AP.

Le DP, dans son programme de parti, en refusant la pseudo - perception du laïcisme par le peuple, telle que : « dans la politique l'état n'a aucune relation avec la religion et aucune idéologie religieuse n'est influente dans la préparation et l'application des lois et enfin la compréhension du laïcisme en tant qu'une idéologie

totalement opposée à la religion », a donc définie la liberté de religion, comme les autres libertés, en tant qu'une « liberté légitime ». ⁴²²

Parallèlement à cette définition, la demande d'« un programme détaillé, préparé par les spécialistes concernant l'enseignement religieux et des établissements pour la formation des hommes de religion » a été accentuée et l'importance attribuée à l'enseignement religieux a été soulignée par « la préparation d'un programme par les spécialistes de la matière pour constituer des facultés de théologie dans le sein des universités et des établissements scientifiques en la matière ». ⁴²³

Par ailleurs, dans le programme du parti, le DP en précisant que : « Il ne sera pas autorisé de s'en servir de la religion comme un moyen politique, d'en user comme un outil de propagande pour empêcher la solidarité, l'amitié existant entre les citoyens et mobiliser/provoquer les sentiments de fanatisme contre la réflexion/méditation libre » a voulu empêcher l'utilisation de la religion à des fins politiques et mettre une certaine distance entre les mouvements religieux et le parti. ⁴²⁴

Adnan Menderes, lors de sa déclaration du programme gouvernemental de 1950, en disant « nous autoriserons jamais les provocations réactionnaires, mais par contre nous respecterons les exigences et les obligations de la liberté de religion et de conscience. Nous comprendrons ainsi la vraie définition du laïcisme » il acceptait le point de vue de l'élite de l'Etat et il avait souligné l'importance de la liberté de religion en définissant « dans la vraie laïcité, la religion n'a aucune relation avec la politique de l'Etat et aucune idéologie religieuse ne peut être effective dans la conception et l'applications des lois ». Et en se basant sur cette définition, il avait dit « concernant les cours de religions et la formation des enseignants religieux dans des établissements académiques, les mesures nécessaires seront prises » ainsi, il avait souligné que l'importance nécessaires sera accordée à l'éducation religieuse lors de leur pouvoir. ⁴²⁵

⁴²² Article 14, **Programme du DP.**

⁴²³ **Ibid.**

⁴²⁴ **Ibid.**

⁴²⁵ **Programme gouvernemental de 1950**, dans Öztürk, *Türkiye Cumhuriyeti...*, p. 363.

Menderes, dans son programme gouvernemental de 1951 en précisant « l'obligation d'abandonner certaines actions et tentatives qui sont devenues des habitudes à cause des nécessités appartenant au passé et qui ne sont pas compatibles avec la liberté de conscience » avait voulu souligner que l'approche à la religion de l'époque du CHP a été définitivement abandonnée lors de leur pouvoir et en prévenant le peuple : « Ni les croyants/pratiquants, ni ceux qui ne se considèrent pas concernés par la religion, ne seront donc pas autorisés à s'exercer mutuellement de la pression, les uns contre les autres, ni former deux camps différents, l'un contre l'autre » il a signalé que la formation de deux camps ennemis, concernant la religion, ne sera pas autorisée.⁴²⁶

De même, il a accentué par ces mots, qui font toujours parties du même programme gouvernemental, « Nous empêcherons à tout prix les activités et la violation des lois par des personnes ou des groupes qui se considèrent responsables dans le domaine de la liberté de conscience ou qui se prennent, en quelque sorte, pour des messies par la voie légale », que la religion ne sera pas pratiquée sans le contrôle de l'Etat.⁴²⁷

Dans le programme de parti de l'*Adalet Partisi* aussi les sujets de religion et de laïcisme avaient pris leur place. Dans le programme du parti, l'AP disait « nous ne percevons pas le laïcisme comme une opposition à la religion, ni un manque de respect envers la religion ni comme une forme d'Athéisme non plus. La laïcité de l'Etat ne signifie pas pour les citoyens d'interrompre leurs relations avec la religion. Chaque citoyen doit se sentir libre pour pratiquer et faire les dévotions de la religion à la quelle il se sent appartenir. » Ainsi, avec cette définition, il voulait préciser que la laïcité de l'Etat ne constituait pas un obstacle, pour le citoyen, dans la pratique de sa religion, donc les citoyens pourraient pratiquer leur religion à toute aise.⁴²⁸

Süleyman Demirel, dans le programme gouvernemental de 1965, a accentué que l'enseignement religieux aurait l'importance qu'il méritait : « Il n'est pas possible d'interpréter le principe de laïcité de notre loi constitutionnelle : dans un contexte qui met sous pression les besoins religieux du citoyen, qui limite la liberté

⁴²⁶ **Programme gouvernemental de 1951**, dans Öztürk, *Türkiye Cumhuriyeti...*, p. 373.

⁴²⁷ **Ibid.**

⁴²⁸ Article 10, **Programme de l'AP**.10

de religion, de pratique et son enseignement ». ⁴²⁹ « Nous ferons notre possible pour former des responsables religieux, bien éduqués et capables de répondre aux besoins et aux exigences de la vie moderne, qui sauront satisfaire les attentes des masses de citoyens ayant un niveau culturel élevé. Nous prendrons toutes les mesures nécessaires, dignes de la responsabilité de leur mission, pour améliorer les conditions de vie sociale de ces derniers ». Avec ces mots, Demirel a précisé que les conditions de vie et le niveau culturel des hommes religieux seraient améliorés. ⁴³⁰

De la même façon, dans le programme gouvernemental de 1969 Demirel avait indiqué qu'ils considéraient « la liberté de religion et de conscience comme un droit légitime et sacré que nos citoyens aient depuis leur naissance » et que ce droit était une garantie constitutionnelle et la laïcité devrait être considérée « non pas comme un moyen de pression, mais en tant qu'une garantie de la pratique des besoins religieux ». ⁴³¹

Soit le *Demokrat Parti*, soit l'*Adalet Partisi*, ont inclus, dans leurs programmes du parti et gouvernementaux, les sujets de religion et de laïcisme. D'une façon générale, il est possible de parler d'une ressemblance dans les visions de religion et de laïcisme des deux partis. Tous les deux partis, contrairement aux pressions appliquées par le CHP, durant son pouvoir, sur la religion et sa perception de laïcité, ont fait et proposé leur propre définition du laïcisme et aussi ils ont bien souligné que la liberté de religion et de conscience se trouvait sous la garantie de leur gouvernement. Le souci de Menderes de « mettre de la distance » entre les « mouvements religieux réactionnaires » et son parti, dans ses déclarations des programmes gouvernementaux, avait particulièrement attiré les attentions. Egalement, tous les deux partis ont promis d'accorder une importance particulière à l'enseignement religieux, à élever le niveau d'éducation et culturel du personnel religieux et ainsi que d'améliorer leurs conditions de vie sociale.

⁴²⁹ Programme gouvernemental de 1965, dans Türker Sanal, *Demirel Hükümetleri...*, p. 53.

⁴³⁰ *Ibid.*

⁴³¹ Programme gouvernemental de 1969, dans Türker Sanal, *Demirel Hükümetleri...*, p. 88.

3.2. Développement économique, Planification et Justice Sociale

Durant le pouvoir du CHP, lors de la période 1945-1950, la gestion économique étatique intensive avait commencé à s'assouplir allant vers des politiques ayant une gestion économique libérale. En 1950, avec le pouvoir du DP, les politiques libérales se sont fait sentir encore plus fortement. Mais, ce changement n'a pas diminué le rôle de l'Etat dans l'économie, il lui a attribué des rôles plus différents. Cette époque, suivant le partage des tâches internationales, fût une époque durant laquelle la Turquie s'était orienté vers l'agriculture. Après le coup d'état de 1960, en Turquie, comme dans le monde entier d'ailleurs, la montée de l'idéologie évolutionnaire avait débuté à sa montée. Cette situation a résulté dans l'économie du pays l'accord d'une grande importance à une industrialisation avec des stratégies favorisant l'importation. Nous allons donc étudier, dans cette partie, les effets sur les programmes de parti et gouvernementaux du *Demokrat Parti* et de l'*Adalet Partisi* provenant des changements dus à cette nouvelle orientation économique de la Turquie.

3.2.1. Economie mixte et Planification

Selon le DP l'étatisme était: « des activités économiques qui sont entreprises soit directement par l'Etat, ou soit, conformément à la réglementation et aux intérêts publics, la responsabilisation et la contribution évolutives énergiques de l'état concernant l'encouragement et le soutien du secteur et des capitaux privés à fin d'augmenter le niveau de vie et de prospérité des individus ». Avec cette définition, l'étatisme ne se manifestait pas comme un choix idéologique, mais un système qui devait être obligatoirement appliqué en raison des besoins et conditions économiques.⁴³² Dans l'économie, les « activités du secteur et des fonds privés » ont été considérées en tant que des facteurs essentiels. Par conséquence, la tâche de « créer de nouveaux domaines d'affaires mais aussi un milieu et des conditions de travail libre et en toute sécurité » a été attribué à l'Etat, donc « être protecteur et complémentaire » fût le nouveau rôle de l'Etat.⁴³³

⁴³² Article 17, **Programme du DP.**

⁴³³ Article 43, **Programme du DP.**

« Pour que l'entrepreneuriat et les fonds privés puissent fonctionner d'une façon stable et en toute sécurité » il a fallu tracer les limites de l'Etat : « informer l'opinion public sur les affaires qui seront entreprises par l'état dans le cadre d'une planification à long terme » et « définir préalablement les mesures qui seront prises pour l'arrangement de la vie économique et déterminer les orientations principales qui sont très étroitement reliées à la vie économiques telles que les politiques des régimes douaniers, de monopôles et monétaires » sont donc considérés indispensables et il a été prévu que l'état devrait réaliser ceux qu'il devrait accomplir non pas avec des décisions momentanées mais dans le cadre d'un plan et d'un programme préalablement préparés et prévus.⁴³⁴ « Construire et établir des industries essentielles, des grandes centrales d'énergie », « construire des chemins de fer, des ports et des installations portuaires, des grands réseaux d'eau et d'irrigation », « construire et gérer des grands moyens de transport en commun » « dont leurs réalisations et leurs gestions ne pourront pas faire partie des capacités financières de l'entrepreneuriat et des fonds privés vues la taille de ces investissements » ou encore « parce qu'il ne sont pas suffisamment bénéfiques à court terme » par contre « qui sont des investissements stratégiquement importants qui auront des effets sur les activités économiques et la défense du pays », d'autre part « des grandes gestions et exploitations minières et forestière » qui nécessitent « d'être sous la main de l'Etat sur le plan des intérêts publics » sont laissés à l'initiative et sous la responsabilité de l'Etat.⁴³⁵ Donc, il a été prévu qu'à part les « entreprises et les gestions économiques d'Etat » fondées ou gérées sous ces conditions, les autres entreprises d'Etat sont transmises au « secteur privé » avec des « conditions convenables ».⁴³⁶ En précisant « les affaires économiques qui sont à la charge d'Etat doivent être gérées suivant la mentalité et les essentiels économiques et commerciales », les intérêts publics n'ont pas été mis au premier plan en tant qu'un objectif privilégié.⁴³⁷

En outre le DP a avait défini « l'Etat » du régime de parti unique comme, « interventionniste, capitaliste, autocratique et monopoliste » et s'est plaint que « les dépenses croissantes de ce type d'Etat provoquaient l'endettement du pays ». ⁴³⁸

⁴³⁴ Article 44, **Programme du DP.**

⁴³⁵ Article 45, **Programme du DP.**

⁴³⁶ Article 48, **Programme du DP.**

⁴³⁷ Article 52, **Programme du DP.**

⁴³⁸ **Programme gouvernemental de 1950**, dans Öztürk, *Türkiye Cumhuriyeti...*, p. 350

Ainsi il a mis l'accent qu'il était contre l'intervention exagérée de l'état et qu'il était pour un étatsisme minimal. Conformément à cette conception, dans le but de minimiser les dépenses d'état, il a déclaré qu'il se comporterait avec le principe de « maximum d'économie » dans les affaires d'Etat, et qu'il protégerait « la vie de production contre les mauvaises interventions et les obstacles bureaucratiques de l'Etat ». ⁴³⁹ En fin de compte, le DP a déterminé le rôle de l'Etat dans la vie économique comme « minimiser les interventions de l'Etat, et réduire le plus possible l'existence du secteur public dans la vie économique » ainsi « élargir le domaine du secteur privé autant que possible ». ⁴⁴⁰ De même, le DP s'est manifesté contre les interventions de l'Etat aux marchés, par contre il a attribué à l'Etat les rôles d'« établir la sécurité et la stabilité des marchés» et « empêcher les marchés de supprimer ou diminuer la concurrence ». ⁴⁴¹

Dans le programme du parti de l'*Adalet Partisi*, l'expression/conception du « Rôle de l'Etat dans le Développement Economique » est utilisée à la place du « rôle de l'Etat dans la vie économique ». ⁴⁴² Donc, ainsi l'objectif général de l'économie est désigné en tant que le « développement ». L'AP a précisé que cet objectif sera atteint par « les services publics, les investissements publics, les moyens ordonnant et guidant dans les politiques économiques et financières, les mécanismes directs ou indirects dans les politiques monétaires et de crédit » de l'Etat. ⁴⁴³ Un portrait d'Etat, actif dans l'économie, est dessiné par l'AP, en disant que les initiatives de l'Etat « ne doivent pas être jalouses du secteur privé et devenir son concurrent digne à un étatsisme négatif, jaloux et constipé » mais elles « doivent empêcher les grandes monopoles à se former et ordonnent leurs activités, aider et compléter les investissements privés lorsque la puissance de ces derniers deviennent insuffisante pour leurs réalisations, être le pionnier et le guide dans les domaines où la connaissance technique et la structure financière du secteur privé restent insuffisantes ou encore dans les domaines de haute risque ». ⁴⁴⁴ Aussi, la nécessité de s'éloigner de « dépenser des ressources rares et insuffisantes au lieu de les canaliser dans des domaines où celles-ci seraient plus bénéfiques et rentables» et « d'occuper

⁴³⁹ **Ibid.**, pp. 351 – 352.

⁴⁴⁰ **Ibid.**, p. 353.

⁴⁴¹ Article 53, **Programme du DP.**

⁴⁴² Article 14, Article 16, **Programme de l'AP.**

⁴⁴³ Article 16, **Programme de l'AP.**

⁴⁴⁴ Article 17, **Programme de l'AP.**

inutilement les domaines dans lesquelles les citoyens seraient plus performants et rentables ». ⁴⁴⁵ Selon le programme de l'AP, l'Etat devrait se diriger vers des investissements dans le domaine des capitaux fixes économiques et sociaux, comme « la construction des routes, des ponts, des chemins de fer, des canaux, des ports, des barrages, des centrales d'énergie » mais aussi « des investissements dont leurs portraits financiers dépasseraient les moyens du secteur privé comme des activités industrielles clés ». ⁴⁴⁶ Donc, dans le programme de l'AP, il a été particulièrement souligné que l'Etat ne devrait pas se mettre comme un obstacle et d'une façon incontrôlée, devant l'initiative individuelle.

Dans les relations entre l'Etat et le secteur privé, il faudrait que « les objectifs, déterminés dans le cadre du plan, ne soient pas « imposés » mais « initiant » ; et les entrepreneurs devraient être encouragés et motivés par les réductions d'intérêts et d'investissements dans les politiques financières et de crédit, par les exemptions d'impôts, les terrains à bas prix, voire gratuits, les énergies abondantes et aux prix économiques, l'aide d'immeuble, l'aide financière et les subventions et enfin par les tarifs et taxes préférentiels et les aides techniques », avec cela, l'AP a accentué que le secteur privé pourrait être encouragé et motivé ainsi et a particulièrement souligné que ces mesures ne devraient pas être imposées mais qu'elles soient à titre d'initiation. ⁴⁴⁷ En plus, il a été senti le besoin de préciser que « il ne faudrait pas considérer la politique économique comme un moyen qui augmente l'intervention et le contrôle d'Etat », et que « le plan devrait être perçu comme un moyen d'évaluation complète et indispensable de la potentialité de développement, mais non pas une argumentation de désespoir et de pessimisme » a été particulièrement rajouté. Ainsi, l'AP essayait d'adoucir l'aspect froid de la planification qui rappelait souvent l'étatisme. ⁴⁴⁸

Par ailleurs, l'inquiétude que l'AP ressentait envers la planification, l'a poussé à qualifier le plan « comme le moyen le plus efficace pour pouvoir suivre une politique économique rationnelle » et il a signalé que « il n'existait aucune relation, dans les pays démocratiques, entre la planification et l'étatisme ni sur le plan

⁴⁴⁵ Article 18, **Programme de l'AP.**

⁴⁴⁶ Article 19, **Programme de l'AP.**

⁴⁴⁷ Article 28, **Programme de l'AP.**

⁴⁴⁸ **Programme gouvernemental de 1965**, dans Türker Sanal, **Demirel Hükümetleri...**, p. 58.

pratique, ni théorique et ni mentale/rationnelle » pour pouvoir démontrer qu'il ne suivait pas une politique étatiste.⁴⁴⁹ L'effort dépensé pour prouver que la planification ne veut dire en aucun cas « une veste étroite à porter » s'est manifesté comme un souci à l'époque où la planification était souvent confondue avec le communisme.⁴⁵⁰ « Les objectifs du plan » ont été montré au « peuple, aux ouvriers, aux entrepreneurs, aux cadres tel qu'un mémorandum d'activité qui donnent les nouvelles des activités et des possibilités dès aujourd'hui » et le souhait pour que le « plan soit une occasion d'enthousiasme et de motivation par les méthodes scientifiques ». ⁴⁵¹ Cette sensibilité démontrait l'inquiétude de l'AP concernant une éventuelle augmentation de l'intervention et du contrôle d'Etat dans le domaine économique due à la planification.

Même si le rôle de pionnier était attribué à la charge du secteur privé dans le développement économique, le « secteur public et les ressources provenant du monde extérieur étaient considérés comme des éléments importants impossibles à renier. Ainsi, l'AP s'attendait à atteindre la plus grande vitesse de croissance grâce à l'« Economie Mixte ». ⁴⁵²

Tous les deux partis ont considéré le rôle de l'Etat dans la vie économique comme « l'initiateur du secteur privé, et être entreprenant et réaliser la régularisation des marchés concernant des affaires et investissements dépassant les moyens du secteur privé ». Le secteur public est toujours proposé comme un élément pour encourager le secteur privé. L'importance de l'Etat, dans la croissance économique est particulièrement soulignée par l'AP et la conception de « l'Economie Mixte » fût prononcée pour la première fois par ce parti. Cette conception de l'« Economie Mixte » a été particulièrement discutée par l'AP à cause de la conjoncture dans laquelle il se trouvait et le parti a eu toujours une certaine inquiétude provenant de sa compréhension très proche à l'étatisme.

⁴⁴⁹ **Ibid.**

⁴⁵⁰ **Ibid.**

⁴⁵¹ **Programme gouvernemental de 1969**, dans Türker Sanal, **Demirel Hükümetleri...**, p. 92.

⁴⁵² **Ibid.**

3.2.2. Politique de développement : Industrie, Commerce et Agriculture

Concernant l'industrialisation, le DP l'avait considérée comme une « tâche et activité du secteur et des fonds privés », à ce sujet il avait plutôt tracé « les limites de l'Etat » et avait souligné des affaires économiques qui seraient entreprises par l'Etat et le rôle de l'Etat dans la vie économique.⁴⁵³ Le développement de l'industrie était important pour le DP, parce qu'il s'agissait d'un domaine qui servait à « valoriser les matières premières du pays, qui répondait aux besoins nécessaires de la population et qui créait de l'emploi pour les grandes masses ouvrières ». D'autre part, la nécessité d'encourager l'« Industrie Agricole » et la « Petite Industrie » et la protection de l'« artisanat fait main » pour valoriser le temps libre des paysans. Pour ce faire, il avait été annoncé que le projet de « Loi pour l'Encouragement de l'Industrie » serait réalisé.⁴⁵⁴ Aussi, le développement de « la pêche et l'industrie et le commerce de la pêche » faisait partie parmi les sujets de l'industrialisation.⁴⁵⁵

Les marchés et la stabilité des prix avaient été considérés étant des sujets importants du commerce extérieur. Dans le programme du parti le DP se plaignait de la « cherté de la vie » qui avait augmenté les « coûts de la production » et donc il la qualifiait comme un facteur rendant difficile le « commerce extérieur. » Selon le DP, à ce sujet l'Etat devrait « prendre les mesures relatives pour normaliser les standards de la vie quotidienne ».⁴⁵⁶ Dans le même chapitre du programme du parti il avait été indiqué que « la valeur de notre monnaie devrait être régulée en fonction des valeurs du marché libre des devises étrangères d'une façon la plus convenable et bénéfique possible conformément à la situation financière et économique ».⁴⁵⁷

Le DP avait démontré la nécessité que l'agriculture ait été la base du développement du pays par l'argumentation « l'agriculture représente la source la plus étendue du revenu national et les 80% de la population vivent de celle-ci ». Donc, l'effort de l'Etat pour avoir « de la terre des récoltes abondantes, bonnes et peu chères » avait été considéré indispensable.⁴⁵⁸ On comprend la sensibilité du DP envers l'agriculture par ces phrases : « Vues les conditions du jour, le gain de

⁴⁵³ Article 43, article 44, article 45 et article 46, **Programme du DP.**

⁴⁵⁴ Article 47, **Programme du DP.**

⁴⁵⁵ Article 49, **Programme du DP.**

⁴⁵⁶ Article 54, **Programme du DP.**

⁴⁵⁷ Article 55, **Programme du DP.**

⁴⁵⁸ Article 56, **Programme du DP.**

l'agriculteur est très peu puisque la différence entre le prix de revient et le prix de vente est tenue au niveau minimum. D'autre part, à cause des coûts élevés l'offre des produits agricoles aux marchés internationaux devient difficile, en plus la production n'est pas encore au niveau souhaité ». C'est pour cette raison que le DP, au lieu de diminuer les « coûts agricoles », avait déclaré qu'il allait chercher des moyens pour « améliorer les conditions des marchés intérieurs et extérieurs de la production agricole » pour pouvoir montrer que « augmenter les gains des agriculteurs et des commerçants » était leur « objectif/préoccupation principal ».⁴⁵⁹

Le *Demokrat Parti* s'était engagé de fournir des prêts/encouragements intenses par le biais de Ziraat Bankası pour contribuer au développement « des artisans agricoles » et pour attirer « le secteur et les fonds privés » dans ce domaine.⁴⁶⁰ Parallèlement au développement agricole, l'Etat avait pris des tâches importantes à sa charge. L'Etat devrait emmener aux agriculteurs des « outils d'agriculture de bon marché ainsi que leurs pièces de rechanges et en plus adaptés aux conditions climatiques de chaque région » et pour ce faire, il devrait constituer de toute urgence « l'industrie pour la fabrication des outils d'agriculture simples ».⁴⁶¹ Pour la réalisation de ces objectifs, il avait souligné la nécessité de « prendre en main l'affaire dans son plus grand ensemble et l'organiser en commençant par les plus grands moyens qui sont plus rentables et efficace sur le plan de l'économie nationale par rapport aux efforts et moyens financiers qui y seraient consacrés ».⁴⁶²

D'une part, le DP avait prévu de l'endettement extérieur à long terme pour que « la productivité et le revenu national puissent augmenter dans le plus bref délai » et d'autre part de l'endettement intérieur par l'« émission des obligations et des effets publics pour les KİT ».⁴⁶³ De même, les « impôts et les taxes » étant considérés en tant que des éléments ayant l'effet d'augmentation sur les « coûts de la production » et qui rendent difficiles les échanges avec les marchés extérieurs, il a été donc déclaré de faire des rectifications et des réductions dans ces impôts et taxes.⁴⁶⁴

⁴⁵⁹ Article 57, **Programme du DP.**

⁴⁶⁰ Article 63, **Programme du DP.**

⁴⁶¹ Article 64, **Programme du DP.**

⁴⁶² Article 66, **Programme du DP.**

⁴⁶³ Article 74, **Programme du DP.**

⁴⁶⁴ Article 77, **Programme du DP.**

Le DP s'était approché au sujet du transport par son aspect qui faisait augmenter les « coûts » et a qualifié « la cherté et l'insuffisance du transport » comme des éléments empêchant le développement de l'économie nationale.⁴⁶⁵ Pour ce faire, il avait accentué que « les techniques modernes de construction de route ont besoin des grandes machines et véhicules » et « la nécessité de construire de grands réseaux routiers » parallèlement « aux constructions rapides et prioritaires des routes des communes et des villages ».⁴⁶⁶ « Continuer aux constructions des chemins de fer » et « les constructions des routes, des complexes portuaires, des dépôts et des entrepôts pour le ravitaillement des chemins de fer » avaient été considérées comme des travaux complémentaires pour le système de transport.⁴⁶⁷ D'autre part « faciliter l'importation des véhicules de transport et leurs pièces de rechange » et « baisser le prix du pétrole » avaient été considérés comme des mesures importantes pour diminuer les coûts du transport.⁴⁶⁸

L'AP, afin d'accélérer l'augmentation du revenu national et du revenu par tête de citoyen, avait souligné « offrir à l'attention des individus et des citoyens pour inciter leurs volontés de gagner, travailler, d'être fortuné et d'acquisition des biens en modernisant notre structure économique et en préparant les conditions nécessaires pour que l'économie du marché puisse fonctionner d'une façon efficace et rentable ».⁴⁶⁹ L'AP pensait que les gains réalisés par les personnes qui travaillaient pour le développement économique étaient aussi profitables pour toute la société et l'Etat.⁴⁷⁰

L'AP avait accordé aussi une grande importance à établir un équilibre de la main d'œuvre entre le secteur agricole et le secteur industriel. A cet effet « l'agriculture peu rentable et exercée avec des techniques primitives tiennent un place importante dans la structure traditionnelle de notre économie, alors pour moderniser notre structure agricole, la potentialité excédante de la main d'œuvre dans la croissance de la population et dans l'agriculture devraient être canalisés

⁴⁶⁵ Article 79, **Programme du DP.**

⁴⁶⁶ Article 80, **Programme du DP.**

⁴⁶⁷ Article 81, **Programme du DP.**

⁴⁶⁸ Article 82, **Programme du DP.**

⁴⁶⁹ Article 15, **Programme de l'AP.**

⁴⁷⁰ **Ibid.**

d'une façon rentable dans l'industrie ou autres secteurs ». Ainsi, l'AP avait prévu de faire glisser la main d'œuvre agricole dans l'industrie comme il a été le cas lors des révolutions industrielles des pays occidentaux.⁴⁷¹ De même, comme dans les pays qui ont déjà réalisée leur attaque industrielle, l'importance de "inciter le mouvement capitaliste dans ce domaine" avait été soulignée. Il avait été aussi précisé que « pour ce faire, il faut augmenter la capacité technique et le niveau d'éducation de la population ». ⁴⁷²

Tout en restant dans le même objectif d'industrialisation « Il ne serait pas suffisant de construire uniquement certaines grandes usines, pour pouvoir analyser et étudier toutes les ressources économiques et sociales du pays, il faut créer des instituts de recherches ». ⁴⁷³ L'AP pensait que parallèlement aux industries nouvelles, des travaux de « réorganisation et élargissement réalisés avec peu d'investissement, peu d'effort et des risques faibles » dans les industries déjà existantes pourraient créer « une augmentation accélérée dans le volume d'affaires complémentaire ». ⁴⁷⁴

Dans le programme du parti, à côté des grands établissements industriels, la nécessité de développer la petite industrie avait été précisée. Concernant ce sujet, l'AP, en montrant l'exemple du rôle que la petite industrie jouait dans les économies Européennes, avait dit que « on ne doit pas se contenter uniquement par la préservation de cette industrie, mais il faut les encourager, les protéger et toutes sortes de mesures possibles seront prises pour que celle-ci se développe » et il avait cité la liste de ces mesures en détails. ⁴⁷⁵

Pour accélérer l'industrialisation, l'AP avait mis l'accent sur « les investissements infrastructurels », « la construction des zones industrielles », « l'application des encouragements financiers et des exemptions fiscales pour les investissements qui seront réalisés dans ces zones ». ⁴⁷⁶ Pour le même objectif l'importance de la constitution d'« un marché des fonds » a été soulignée. ⁴⁷⁷

⁴⁷¹ Article 29, **Programme de l'AP.**

⁴⁷² Article 30, **Programme de l'AP.**

⁴⁷³ Article 31, **Programme de l'AP.**

⁴⁷⁴ Article 32, **Programme de l'AP.**

⁴⁷⁵ Article 33, **Programme de l'AP.**

⁴⁷⁶ Article 34, **Programme de l'AP.**

⁴⁷⁷ Article 35, **Programme de l'AP.**

Par ailleurs, il avait été dit que « en cas d'une future adhésion au Marché Commun, l'industrialisation devrait donner la priorité et être orientée dès aujourd'hui vers les secteurs dans lesquels la Turquie est proportionnellement puissante pour pouvoir se battre dans un marché concurrentiel ou pour faire des éventuelles collaborations avec les pays d'Europe.⁴⁷⁸ Pour pouvoir équilibrer le commerce extérieur, l'AP avait insisté sur « conformément à l'industrialisation du jour, dans le but d'importer des outils techniques et des matières premières dont on en a besoin, il faudrait augmenter les revenus de tourisme et d'autres sources de revenus invisibles et encourager le flux des investisseurs étrangers et des fonds étrangers vers la Turquie ». ⁴⁷⁹ D'autre part, il a été accentué qu'il fallait donner la priorité à « la protection de l'industrie nationale » d'une façon compatible avec « Le Marché Commun et avec le GATT (Accord Général Commercial et Douanier) » depuis « la détermination des cotas jusqu'aux listes de libération ». ⁴⁸⁰

Au sujet du commerce extérieur, l'encouragement de l'exportation avait été devancé. Pour « la rapidité et la continuité du développement » l'importance de la « procuration des fonds étrangers » avait été accentuée. Pour cette raison la « croissance de l'exportation » fût l'un des objectifs les plus prioritaires. Il a été considéré primordial la consolidation et le renforcement de « la chaîne allant du producteur au commerçant, du commerçant à l'importateur étranger pour encourager l'exportation », et la transformation de la production intérieure compatible aux « exigences de prix, de qualité et de nature » des importateurs étrangers. Les mesures les plus importantes à prendre avaient été citées ainsi par l'*Adalet Partisi* : « Encourager le producteur et l'exportateur par les possibilités de crédit et des fonds, par l'exemption et réduction fiscales et en cas de nécessité par des aides financières, techniques et d'autres moyens ». ⁴⁸¹

Dans le programme de l'AP, en faisant éloges aux politiques non planifiées, quotidiennes et variantes le besoin de « empêcher l'ébranlement de l'ordre économique du pays dû aux changements très fréquents des législations et des réglementations, les mesures qui surprennent tous les jours rencontrés dans les

⁴⁷⁸ Article 36, **Programme de l'AP.**

⁴⁷⁹ Article 37, **Programme de l'AP.**

⁴⁸⁰ Article 38, **Programme de l'AP.**

⁴⁸¹ Article 39, **Programme de l'AP.**

relations économiques et dans le politique commerciales et politiques », avait été souligné.⁴⁸²

En outre, dans le programme de l'AP, l'importance des petits commerçants et les artisans sont précisée dans la « conjoncture actuelle du développement économique », et « cette catégorie commerciale aussi sera encouragée pour s'unir sous forme de coopératives pour qu'elle puisse aussi bénéficier des crédits, des matières premières, de la valorisation et le marketing de leurs productions ». ⁴⁸³

Dans le programme de l'AP, à la place de « La réforme des Terres », l'expression de « La Réforme Agraire » avait été utilisée ; « Appliquer, pour chaque région, des programmes d'agriculture spécialement conçus et qui sont basés sur des réalités scientifiques, prendre des mesures nécessaires pour augmenter la productivité agricole et diminuer les coûts, réaliser le bon traitement et la préservation idéale des terres ; tenir prêtes les terres, le plus rapidement possible, qui seront réouvertes à l'agriculture, procurer les services tels que des semences de bonne qualité, de l'engrais compatible, de l'arrosage et irrigation technique, de la connaissance agricole et de la lutte agricole » et « prendre toutes les mesures pour établir la stabilité dans la production agricole, pour que les capitaux et les fonds ne s'enfuient pas de l'agriculture, la sécurité des propriétés, l'ordre agraire, le cadastre, l'acquisition des titres des propriétés foncières et l'assurance agricole pour que le producteur se sente en toute sécurité », « établir ou faire établir une organisation de marketing pour la commercialisation des récoltes aux prix dans les marchés intérieurs et extérieurs ; développer la technologie agraire ; attirer le chômage officiel et officieux de ce domaine au secteur de l'industrie technologique agraire ou vers d'autres industries ; encourager et récompenser des établissements agricoles qui sont rentables et productifs ». ⁴⁸⁴ L'AP avait aussi souligné « nous considérons l'attribution de la terre dans le cadre de la réforme agraire, donc non pas dans un contexte étroit mais étant un élément dans le sens large de notre développement d'agraire ». ⁴⁸⁵

Quant au sujet du transport, « un réseau de transport peu cher, rapide et général » avait été prévu, il avait été souhaité « il s'agit d'un ensemble formé par un

⁴⁸² Article 40, **Programme de l'AP.**

⁴⁸³ Article 42, **Programme de l'AP.**

⁴⁸⁴ Article 44, **Programme de l'AP.**

⁴⁸⁵ Article 45, **Programme de l'AP.**

réseau, une gestion et une tarification qui prennent en considération les communications des routes nationales, départementales et communales, qui permet la coordination entre les chemins de fer, les routes, les lignes maritimes, les dépôts et les entrepôts ».⁴⁸⁶

Le DP avait parlé plus du secteur privé que l'industrie et s'était forcé pour tracer les limites entre l'Etat et le secteur privé. Quant aux sujets de l'agriculture et du commerce, conformément au rôle attribué à la Turquie par les politiques économiques mondiales de l'époque, l'importance avait été plutôt orientée envers les mesures pour réduire les coûts dans l'agriculture, la transformation de ce domaine en un secteur rentable et bénéfique grâce aux encouragements. Pour faire augmenter le revenu national, des endettements à long termes avaient été privilégiés. L'agriculture avait été considérée étant la base du développement économique. Par contre, l'AP avait accordé une importance particulière à l'industrialisation, donc la canalisation de la main d'œuvre de l'agriculture à l'industrie et pour les « rentrées » de l'industrialisation nationale, l'importation avaient été encouragés. Il avait été indiqué qu'en protégeant les fonds nationaux, le gouvernement de l'AP voulait créer un pays industrialisé qui pourrait concurrencer avec les pays développés sur le plan industriel. Donc, l'industrialisation avait été considérée étant la base du développement économique. Par ailleurs, l'AP, qui fût la continuation de l'AP concernant les sujets tels que « La Réforme Agraire » et « Le Transport », avait souligné l'importance de ne pas faire des changements quotidiens dans les sujets comme « la libération des obligations ou les cotas » et la protection des fonds nationaux en faisant des éloges au *Demokrat Parti*.

3.2.3. Justice sociale

Le *Demokrat Parti*, dans son programme de parti avait bien précisé que « l'un des plus importants objectifs d'une société démocratique devrait être de créer de l'emploi pour tous citoyens sans emploi désirant travailler, et les aider en cas de maladie, d'infirmité et de vieillesse afin de protéger l'honneur de l'être humain », ainsi le parti avait accentué l'importance qu'il accordait à la justice sociale.⁴⁸⁷

⁴⁸⁶ Article 53, **Programme de l'AP.**

⁴⁸⁷ Article 5, **Programme du DP.**

Le *Demokrat Parti* avait évoqué dans son programme de parti; concernant les sujets de la justice sociale: les efforts pour la sécurité sociale en disant « Nous sommes pour la sécurité sociale et pour la prise de toutes les mesures économiques et techniques qui rendront la vie de l'ouvrier et de sa famille plus prospères sur le plan matériel et moral. Nous pensons également les mêmes mesures pour les fonctionnaires », en disant « prendre des mesures fondamentales afin d'améliorer les conditions d'alimentation, d'habillement et de logement de nos citoyens ayant des faibles revenus » les travaux pour l'aide sociale, en soulignant « Etudier les possibilités de valorisation et d'utilisation de la potentialité de la main d'œuvre du pays et son amélioration au point de vue de qualité et de quantité » les sujets concernant l'embauche, en avançant le problème « Les mesures de protection pour les citoyens qui sont dans le besoin d'aide de la société et des orphelins qui devraient être pris en charge par l'état » les politiques sociales concernant les infortunés vieux et jeunes et l'application de « des vacances payantes pour les ouvriers » pour régulariser la vie quotidienne des ouvriers. Donc, tous ces sujets étaient évoqués dans le programme du *Demokrat Parti*.⁴⁸⁸

Pour pouvoir entreprendre les services de la santé publique dans le cadre d'une planification, le *Demokrat Parti* avait précisé que : « Les services de la santé publique, qui est un facteur important dans l'augmentation de la productivité de notre population, devront être gérés avec une vitesse croissante et dans le cadre d'un plan ».

L'*Adalet Partisi*, dans son programme du parti, avait donné la priorité à une « volonté sincère pour constituer un ETAT-PROVIDENCE qui garanti les libertés de vie et de travail, parallèlement aux droits d'expression, d'idéologie, de conscience, d'écrire, de rassemblement et de déplacement ; qui considère à son égard égaux tous ses citoyens ; qui offre au peuple turc des possibilités et des moyens égaux pour que chaque citoyen puisse entièrement évoluer ses capacités ; qui permet de faire bénéficier tous ses citoyens des établissements d'enseignement et de formation, des services sociaux et des droits de sécurité sociale et enfin, qui offre le bonheur à son citoyen ». Comme cela l'*Adalet Partisi* a formulé les demandes sur la justice sociale,

⁴⁸⁸ Article 88, **Programme du DP.**

comme une conception pour arriver à un état de prospérité comme il est le cas dans les pays occidentaux.⁴⁸⁹

Autant plus, l'idée de la justice sociale a été conçue dans la « conception d'Etat de Prospérité » et tout en restant dans « le cadre d'une politique sociale et financière qui ne décourage pas la volonté de travailler et gagner des individus, qui ne sabote pas les moyens de créer des affaires et du travail, et qui n'expose pas leurs revenus et fortunes aux confiscations et interventions illégales et arbitraires ».⁴⁹⁰

Toujours dans le programme du parti, concernant les petits commerçants et les artisans, il a été signalé la nécessité de « les réunir sous forme de coopérative afin de répondre à leurs besoins de capitaux, de crédits et de matières premières et pour valoriser leurs productions et faire leurs marketing » et avec ceci, il a été ajouté que « il faudra les soutenir par les moyens techniques et financières de l'état » et aussi de « les faire bénéficier des sécurités sociales ».⁴⁹¹

La réforme agraire était considérée « nécessaire et obligatoire » dans le programme du parti il a été précisé que « cette réforme ne sera pas réalisée sous forme de distribution de terre » mais il fallait la considérer « en tant qu'un élément important de l'ensemble de la réforme agraire dans le cadre d'une politique qui permettra notre développement agraire ». Pour ce faire, il a été souligné que : « Les terres qui se trouvent sous la propriété de l'Etat et qui ne sont pas utilisées d'une façon rentable ou qui ne sont pas du tout utilisées, ou encore qui sont utilisées avec des faibles productivités mais aussi des terres travaillées et ayant des superficies supérieures à des échelles fixées par l'Etat seront distribuées, sous certaines conditions et mesures, aux agriculteurs qui pourront les traiter d'une façon rentable et productive ».⁴⁹²

Egalement, dans le programme du parti de l'*Adalet Partisi*, les « sujets, tels que l'enseignement, la santé publique, la sécurité sociale, et le logement sont considérés en tant que les besoins quotidiens à long terme les plus urgents et pratiques des citoyens », Selon l'*Adalet Partisi*, l'exécution desdites tâches étaient une

⁴⁸⁹ Article 6, **Programme de l'AP.**

⁴⁹⁰ Article 21, **Programme de l'AP.**

⁴⁹¹ Article 42, **Programme de l'AP.**

⁴⁹² Article 45, **Programme de l'AP.**

responsabilité importante de l' «Etat Moderne » et reflétait également la vision de l' « Etat Economiquement Providence » du parti.⁴⁹³

Dans le programme du parti avec les phrases « pour que les enfants et la jeunesse turcs puissent bénéficier à maximum des possibilités d'enseignement égales qui leurs sont proposées par l'Etat, nous souhaiterions qu'un large système de bourses et crédits soit appliqué au niveau de l'Etat et les Administrations Locales et que ceci soit valable pour chaque phase de l'enseignements de nos enfants et jeunes », le problème d'enseignement a été souligné et avec une approche « Nous sommes convaincus que notre système d'enseignement doit être restructuré d'une telle façon qu'il puisse pénétrer dans la culture et mentalité occidentale pour que les efforts de la modernisation de Turquie nous emmènent vers les objectifs ciblés» le souhait d'établir des relations et des collaboration avec les pays occidentaux au sujet des systèmes d'éducation a été évoqué.⁴⁹⁴ D'autre part l'AP a considéré, le fait de «donner aux citoyens turcs les mêmes possibilités d'enseignement égales, égales, créer pour tout le monde des opportunités pour que ceux-ci puissent évoluer leur capacités individuelles, soutenir les jeunes gens talentueux pour qu'il puissent continuer leur formation éducative », comme l'une des plus importantes obligations du principe de justice sociale.⁴⁹⁵

Dans le programme du parti, les services de santé publique et d'aide sociale, avaient été évoqués « préserver la santé publique est une tâche qui appartient à l'Etat. Dans villages, les sous-préfectures et les préfectures, les contrôles des conditions des produits alimentaires, d'hébergement et la santé publique environnementale est une tâche publique qui doit être effectué minutieusement.», comme ça l'AP soulignait que les services de santé seraient sous le contrôle d'Etat et signalait aussi la responsabilité de «prendre des mesures contre les périls et dangers physiques, chimiques et biologiques qui pourraient menacer la santé du citoyen » et avec les phrases « empêcher les facteurs qui pourraient nuire la formation physique, morale et psychologique des jeunes et futures générations, et les informer sur le plan de la santé » le parti avait voulu attirer l'attention sur la médecin préventive.⁴⁹⁶ D'autre part, en accentuant « les objectifs de notre politique de santé ; la procuration et le

⁴⁹³ Article 54, **Programme de l'AP.**

⁴⁹⁴ Article 62, **Programme de l'AP.**

⁴⁹⁵ Article 63, **Programme de l'AP.**

⁴⁹⁶ Article 67, **Programme de l'AP.**

contrôle des normes standardisées de la médecine moderne de nos docteurs, améliorer et régulariser leurs salaires en fonction de leurs branches et des conditions de leurs zone de travail, faire le nécessaire pour que ceux qui travaillent dans le secteur public consacrent leur temps entier à leurs postes, aider au développement de la médecine libre, faire le nécessaire pour répandre les docteurs sur le plan national d'une façon proportionnelle » L'AP a précisé que les conditions de travail et de vie sociale des docteurs seront améliorées.⁴⁹⁷ A côté de ça, en formulant d'« emmener les institutions de traitement médicochirurgicales aux citoyens, là où ils sont, sous forme d'établissements régionaux, payer les frais médicaux de tous nos citoyens n'ayant pas des revenus suffisants, chômeurs et pauvres par les fonds d'aide sociale » comme un objectif du programme pour dire que les gens manquant de moyens financiers aussi bénéficieront des services de santé au frais de l'Etat.⁴⁹⁸

Dans le programme du parti, l'AP avait souligné que grâce à la constitution des sécurités telles que « maladie, maternité, accidents de travail, maladies professionnelles, infirmité, vieillesse et décès » des mesures de sécurités sociales seront prises pour tout le monde et que la réalisation du système de sécurité sociale ne sera pas effectuée uniquement par « les cotisations de l'employé et l'employeur » mais par « la contribution de l'Etat » qui viendra sur celles-ci.⁴⁹⁹

De même, l'AP a indiqué que « faire des préparations nécessaires pour mettre en rigueur l'indemnité de chômage et prendre des mesures pour que les individus ayant des besoins dans la société puissent bénéficier de la protection de l'Etat », ainsi l'AP a souligné les préparations concernant l'entrée en rigueur l'indemnité de chômage et inclure les ouvriers agricoles aussi dans le cadre de la sécurité sociale.⁵⁰⁰

Soit le *Demokrat Parti*, soit l'*Adalet Partisi* ont donné de la place au sujet de la justice sociale dans leur programme de parti. Pendant qu'on observe dans le programme du *Demokrat Parti* des sujets tels que la sécurité sociale des travailleurs, faire bénéficier, comme il le faut, les citoyens des services de santé, les vacances payants pour les travailleurs, l'*Adalet Partisi* accentuait l'indemnité de chômage,

⁴⁹⁷ Article 68, **Programme de l'AP.**

⁴⁹⁸ Article 69, **Programme de l'AP.**

⁴⁹⁹ Article 76, **Programme de l'AP.**

⁵⁰⁰ **Ibid.**

faire bénéficier les citoyens des services de santé, évoluer le système de sécurité sociale, les politiques concernant les paysans, les petits commerçants et les artisans. L'*Adalet Partisi*, avait conçu l'Etat Social dans le cadre de l' « Etat - Providence » et l'avait considéré un objectif important pour pouvoir être alignés au même niveau que les pays occidentaux.

3.3.Politique extérieure, Armée et Anticommunisme

La Guerre Froide, qui a débuté juste avec la fin de la Seconde Guerre Mondiale, a aussi profondément influencé la Turquie. Après la guerre, les organisations et les accords qui sont réalisés entre les vainqueurs de la guerre, les alliés, ont obligé la Turquie, qui se trouvait dans une position critique géopolitiquement parlant, à se rapprocher vers le monde occidental. Le DP qui a été fondé durant cette époque, avait souhaité d'entreprendre des relations proches avec le monde occidental. Egalement, son successeur, l'AP, croyait à la nécessité de prendre partie dans le monde occidental. C'était pour cette raison que les Unions Soviétiques ainsi que leur idéologie étaient considérées comme un élément de danger important. D'autre part, les coups d'Etat qui ont eu lieu dans le Moyen-Orient durant les années 1950s et 1960s ont eu des effets importants sur l'atmosphère politique de la région. Les effets de ces coups d'Etats, qui avaient des relations organiques avec les Unions Soviétiques et qui étaient tous anti-impérialistes, furent des sujets de réserve et d'inquiétude pour les deux partis. D'ailleurs, parallèlement à ces réserves et inquiétudes, l'Armée s'est intervenue à plusieurs reprises dans la vie politique du pays durant les pouvoirs de ces deux partis.

3.3.1. Politique extérieure

Le point commun fondamental de deux partis, le *Demokrat Parti* et l'*Adalet Partisi*, dans leur vision de politique internationale était d'être, d'une façon nette et définitive, dans le camp du monde occidental durant la conjoncture de l'atmosphère de la guerre froide. Cette prise de position se faisait distinguer nettement soit dans leurs programmes du parti, soit leurs programmes gouvernementaux qu'ils ont déclarés depuis la chaire de l'Assemblée Nationale. Le *Demokrat Parti* évoquait moins longuement la politique internationale dans son programme du parti par

rapport à l'*Adalet Partisi* qui lui donnait plus de place dans son programme. Et encore une fois, chacun des deux leaders de deux partis, lors de leurs déclarations des programmes gouvernementaux, ont accordé une place importante dans leurs programmes et ont communiqué les évolutions qui se réalisaient sur le plan international et leurs commentaires sur celles-ci.

La politique extérieure internationale visée par le *Demokrat Parti* est définie, dans son programme du parti, est comme suit : « la politique extérieure doit être basée sur l'égalité des droits des peuples, la collaboration politique, économique et culturelle, et les relations de bon voisinage ». En outre, l'importance de la collaboration internationale est soulignée par la phrase : « Tout en restant fidèle à l'idée de pouvoir garder l'existence nationale qu'avec les forces nationales, nous pensons qu'une politique extérieure claire et pacifiste et qui a pour but l'union des nations serait le meilleur choix à faire pour les intérêts de la nation ». ⁵⁰¹

Les opinions du parti, concernant la politique extérieure, se manifestaient plutôt dans les programmes gouvernementaux. Menders, qui faisait les déclarations des programmes gouvernementaux, avait parfois évoqué les évolutions auxquelles il s'était intervenu durant les années 1950. Menderes parlait d'une politique extérieure comme il avait engendré dans le programme gouvernemental de 1950 : « Une politique extérieure qui sont basée sur l'alliance traditionnelle Anglaise et Française, et sur une très étroite amitié et collaboration avec les Etats-Unis, d'autre part qui reste toujours fidèle à ses amitiés et respectueuse aux libertés et aux territoires de toutes les nations telles qu'elles soient ; petite ou grande, lointaine ou tout près ». ⁵⁰² Dans ce programme gouvernemental, Menderes, qui avait évoqué l'importance géopolitique du pays, précise que la situation géopolitique pourrait être comprise qu'avec les politiques pacifistes et souligne que « ces politiques pacifistes sont des facteurs importantes pour le front démocratique et la paix dans le monde », finalement il dit que cette approche pourrait être réalisée par : « Le développement de nos relations politiques, économiques et culturelles avec notre grand ami les Etats-Unis, qui nous accordent toujours leur soutien pour notre politique pacifiste, auxquels nous sommes infiniment reconnaissants en tant que l'ensemble du peuple

⁵⁰¹ Article 19, **Programme du DP**.

⁵⁰² **Programme gouvernemental de 1950**, dans Öztürk, *Türkiye Cumhuriyeti...*, p. 364.

turc à l'occasion de la doctrine de Truman et de l'aide de Marshall et enfin avec nos deux grands alliés l'Angleterre et la France ».⁵⁰³

Lors de la période de la guerre de Corée, la situation de la politique internationale dans laquelle se trouvait la Turquie s'est reflétée nettement au moment de la présentation du programme gouvernemental par Menderes en 1951. Menderes qui a fait une déclaration telle que « Notre présente alliance avec nos deux anciens amis, l'Angleterre et la France, et notre collaboration qui évolue de jour en jour avec notre grand ami les Etats-Unis sont les deux piliers essentiels de notre politique extérieure » et en disant « le gouvernement essaye d'établir et de poursuivre des relations de bonne amitié mutuelle avec nos voisins grands ou petits et toutes les nations libres sur la terre » a accentué la différenciation des « nations libres ».⁵⁰⁴ Et dans sa déclaration du programme gouvernemental de 1954, il a précisé l'importance de l'adhésion à l'OTAN en expliquant : « Notre pays, qui a été laissé en dehors de l'unique organisation de sécurité mondiale, y a eu sa place en moins de deux ans et ainsi il s'est créé sa propre sécurité et des possibilités de défense très étendues, mais en même temps il a fourni à l'OTAN un élément de puissance importante ». Par ailleurs, en signalant la nécessité de « créer des systèmes de sécurité qui se complètent ou qui ont la puissance pour pouvoir contrer sans faille un éventuel danger qui pourrait menacer la paix et la civilisation mondiale » il a voulu démontrer l'indispensabilité de prendre part dans une structure de sécurité contre l'Union Soviétique.⁵⁰⁵

On constate, dans les programmes gouvernementaux de 1955 et 1957, l'affaire de Chypre commence à faire partie de « l'ordre du jour ». A part ça, dans le programme gouvernemental de 1957 le *Demokrat Parti* a fait savoir qu'il y avait des préparations en cours afin de participer aux activités comme l'Union Européenne de Charbon et d'Acier, l'Agence Européenne de l'Energie Atomique et le Marché Commun (CE).⁵⁰⁶

⁵⁰³ **Ibid.**

⁵⁰⁴ **Programme gouvernemental de 1951**, dans Öztürk, *Türkiye Cumhuriyeti...*, p. 386.

⁵⁰⁵ **Ibid.**

⁵⁰⁶ **Ibid.**, p. 387.

Dans le programme du parti de l'*Adalet Partisi*, la politique extérieure a tenu une place importante. Le cadre de la politique extérieure du parti y est défini comme suit : « dans le contexte de la loi constitutionnelle, faire des efforts afin de préserver la paix et établir des relations avec toutes les nations conformément aux essentiels de la paix, de l'égalité, de droit, de liberté, de nationalité et de la souveraineté nationale». ⁵⁰⁷ Avec ce point de vue, la nécessité de soutien et de la consolidation des Nations Unies a été accentuée.

Plus tard, en soulignant le point de vue d' « être du côté du régime/ordre de société libre/libérale qui est, en quelque sorte, l'héritage commun du monde des peuples civilisés et du monde occidental » est important pour les intérêts du pays et en accentuant la nécessité d' « augmenter les relations et les collaborations avec la communauté des nations libres avec lesquelles nous partageons les mêmes valeurs et nous nous entendons sur les mêmes cibles sur les plans politiques, militaires, culturels, sociaux, moraux et économiques pour pouvoir préserver les valeurs et institutions démocratiques », la fidélité et l'appartenance au bloc capitaliste est déterminée d'une façon très nette. ⁵⁰⁸ Dans le programme du parti, un autre point sur lequel le *Demokrat Parti* avait attiré l'attention, était la nécessité de « diminuer le nombre des armes conventionnelles et nucléaires, voire un désarmement progressif et contrôlé pour empêcher les tensions qui menacent la paix mondiale et une éventuelle guerre nucléaire catastrophique ». ⁵⁰⁹ Le parti, a ainsi accentué « le fonctionnement plus énergique et efficace des Nations Unies ». ⁵¹⁰ D'autre part, en approuvant « les efforts de cette organisation et en y contribuant son soutien concernant les relations et la solidarité en vue des collaborations économiques et culturelles entre les pays sous-développés et les pays développés occidentaux » a accentué que les stratégies de développement des pays du tiers monde, qui tenait une grande place dans l'actualité mondiale des années de 1960s, pourraient être réalisées qu'avec la collaboration des pays développés du monde occidental. ⁵¹¹

En même temps, dans le programme du parti, en faisant éloge à la participation active croissante à la politique mondiale des pays du tiers monde, en disant « grâce

⁵⁰⁷ Article 91, **Programme de l'AP.**

⁵⁰⁸ **Ibid.**

⁵⁰⁹ Article 92, **Programme de l'AP.**

⁵¹⁰ **Ibid.**

⁵¹¹ **Ibid.**

aux relations entreprises avec les nations du Moyen-Orient et les nations des pays Africains et Asiatiques qui viennent d'acquérir leur indépendance » le prestige et la respectabilité de la Turquie grandissaient.⁵¹² Toujours dans le même programme du parti en soulignant le fait d'être lié et fidèle « aux accords comme l'OTAN et le CENTO, qui rendent service aux objectifs à la fois défensifs mais aussi sociaux, culturels et économiques, et faire des pas, avec plein de volonté, tels que vers le Marché Commun et l'Union Européenne qui aideront à notre croissance économique, qui consolideront nos relations avec le monde occidental et qui accéléreront l'entrée de la Turquie parmi les pays libres et prospères de l'occident » a démontré sa volonté de rester fidèle aux accords dont le pays en fait partie mais aussi sa volonté de participer activement aux nouveaux accords et institutions.⁵¹³

Quand on analyse, d'une façon générale, les approches à la politique étrangère des deux partis politiques traitées dans leurs programmes de parti et leurs programmes gouvernementaux, on observe que tous les deux ont souligné l'importance de faire partie du bloc occidental et de la prise de position active des Nations Unies dans la politique mondiale. En ce qui concerne le *Demokrat Parti*, l'adhésion à l'OTAN fût un critère important. Adnan Menderes, lors de ses déclarations des programmes gouvernementaux, à chaque fois, il a évoqué l'Angleterre et la France comme des pays amis et alliés et il a cité les Etats-Unis avec beaucoup de reconnaissance. Durant cette époque, l'affaire de Chypre et la Communauté Economique Européenne, qui avaient commencé à faire partie de l'ordre du jour de la politique extérieure, ont été incluses dans les programmes gouvernementaux de 1955 et 1957. De même, les relations avec le Chypre et la Communauté Economique Européenne ont tenu une place importante dans les programmes de parti et gouvernementaux de l'*Adalet Partisi*. Dans son programme, l'*Adalet Partisi*, a précisé la nécessité des Nations Unies pour la paix mondiale et a souhaité que la « course » d'armement nucléaire soit enfin terminée. Les années 1960s qui étaient les années où l'*Adalet Partisi* faisait son apparition dans la scène politique de la Turquie, étaient aussi des « des 10 années de développement » des Nations Unies. D'ailleurs l'*Adalet Partisi*, dans son programme du parti, s'adaptant une politique d'élargir sa politique relationnelle avec les pays du tiers monde, y a

⁵¹² Article 93, **Programme de l'AP.**

⁵¹³ **Ibid.**

déclaré qu'il ferait des efforts pour que ceux-ci puissent s'adopter une voie de développement en collaboration avec le monde occidental.

3.3.2. Armée

Dans le programme du parti de l'AP on parle de l'armée, par contre dans celui du *Demokrat Parti* ce sujet n'a pas été évoqué. Mais dans les programmes gouvernementaux, Adnan Menderes a parlé de la situation des forces armées.

Pour la modernisation des forces militaires, étant considérées comme «les propriétaires des traditions très honorables et les protecteurs notre existence nationale », il disait : « Nous ferons tout notre possible pour équiper et renforcer nos forces armées par les armes et les systèmes les plus développés selon les expériences et les technicités les plus récentes ». ⁵¹⁴ Par ailleurs, Adnan Menderes avait précisé que la modernisation de l'armée, parallèlement au développement économique, se réaliserait « grâce à l'aide financière et technique de notre grand ami les Etats-Unis, nous la réaliserons le plus vite possible avec la même mentalité et conception. ⁵¹⁵

Dans son programme gouvernemental, cette fois-ci, en prononçant ces phrases : « nous sommes en voie d'avoir une armée moderne qui sera capable, à la fois pour arriver à un niveau de prospérité relative en tant que peuple, et à la fois de préserver notre existence et d'accomplir nos devoirs et engagements envers l'union de défense que nous en faisons partie. Ce but sacré, qui sera le plus grand bonheur pour le peuple, est en train de se réaliser grâce à nos propres moyens et ressources », a donc affirmé qu'il était dans l'attente que la modernisation de l'armée soit réalisée par les propres ressources du pays en atteignant à un niveau de prospérité sociale. ⁵¹⁶

Quant au programme gouvernemental de 1957, il a souligné que les forces armées devraient posséder les capacités pour « pouvoir servir à la préservation de la paix mondial dans le contexte des accords internationaux auxquels nous sommes attachés et ceci tout en créant la sécurité et l'union de notre pays » et en faisant savoir que « les membres dévoués de nos armées de terre, de mer et d'air, grâce à leur existence distinguée sur le plan professionnel, nous rendent orgueilleux et

⁵¹⁴ **Programme gouvernemental de 1950**, dans Öztürk, *Türkiye Cumhuriyeti...*, pp. 364-365.

⁵¹⁵ *Ibid.*, p. 365.

⁵¹⁶ **Programme gouvernemental de 1955**, dans Öztürk, *Türkiye Cumhuriyeti...*, p. 434.

joyeux, ainsi que nos alliés, lors des relations militaires organisés en commun avec eux telles que des manœuvres, des applications et des pratiques militaires» il a exprimé son contentement et sa joie concernant l'accomplissement réussi des responsabilités des forces armées dans le cadre de l'OTAN.⁵¹⁷

Dans le programme de parti de l'AP, l'armée a pris sa place avec son effet du coup d'état du 27 Mai. L'AP, dans son programme disait que les Forces Armées « pour préserver l'unité du pays, il faut qu'elles soient équipées par des armes modernes et des équipements techniques, mais aussi qu'elles soient bien éduquées et entraînées, qu'elles s'adoptent et comprennent les systèmes et les méthodes modernes, enfin qu'elles soient transformées en une force dotée d'une haute capacité de feu ». ⁵¹⁸

D'autre part, il a été défendu que l'armée ne devait pas s'intervenir à la vie politique en faisant éloge au coup d'état du 27 Mai, en disant : « Nos forces armées doivent uniquement faire et s'occuper par la défense et protection du pays, de rester à l'écart de la vie politique étant une institution nationale ayant l'unique devoir de protéger la patrie » et ceci est accentué par, étant « une obligation de la conception moderne d'état et de l'une des plus importantes traditions de nos Forces Armées ». ⁵¹⁹

Du reste, Süleyman Demirel, en 1965, lors de sa déclaration du programme gouvernemental, en faisant allusion aux interventions de l'armée à la vie politique et aux organisations politiques dans le sein de l'armée, il avait précisé que : « Nous considérons le plus grand et sacré des devoirs nationaux d'accorder le soutien à nos Forces Armées pour qu'elles puissent exécuter à l'aise leur principale tâche qu'est de préserver la démocratie et la sécurité du pays à l'écart de toutes les influences et courants politiques dans l'ordre hiérarchique ». ⁵²⁰

Les relations entre le gouvernement et l'armée sont également traitées dans le programme du parti ; l'AP accentuait la soumission de l'armée aux élus par ces phrases : « Nous pensons que, l'armée étant une institution se trouvant à la disposition du gouvernement, lequel qui se trouve sous le contrôle du parlement, les relations du haut commandement de l'armée avec le Conseil des Ministres et le

⁵¹⁷ **Programme gouvernemental de 1957**, dans Öztürk, *Türkiye Cumhuriyeti...*, p. 460.

⁵¹⁸ Article 88, **Programme de l'AP**.

⁵¹⁹ Article 89, **Programme de l'AP**.

⁵²⁰ **Programme gouvernemental de 1965**, dans Türker Sanal, *Demirel Hükümetleri...*, p.81.

Ministère de la Défense Nationale, selon les essentiels d'un Etat Démocratique, doivent être ordonnées, sur le plan de responsabilité et pouvoir, de telle façon qu'aucun malentendu ne puisse exister». ⁵²¹

Les conditions de la vie sociale du personnel de l'armée aussi étaient évoquées et une amélioration relative était prévue dans le programme du parti ; en précisant que « le personnel de l'armée travaillait dans conditions difficiles et fatigantes » et « il faut que le personnel de l'armée ait des possibilités de moyens satisfaisants sur le plan d'hébergement, de salaire, de confort et de sécurité correspondant à la dignité et à l'honneur de cette profession » . ⁵²²

De même, dans le programme gouvernemental de 1965 Demirel avait dit que : « Les services de ravitaillement et d'approvisionnement des Forces Armées Turques seront poursuivis en permanence et d'une façon sure. Nos continuerons à bâtir de nouvelles casernes, hôpitaux et établissements là où ils seront domiciliés et les établissements déjà existants seront modernisés. En commençant par les casernes éloignées des villes et des postes frontières, nous continuerons à construire des logements d'officier et de sous-officier, ainsi que des établissements sociaux. Nous travaillerons dans le sens de légaliser des projets de développement d'organisation, de personnel et de formation des Forces Armées Turques ». ⁵²³

Quand on analyse les regards et les approches qui sont évoqués dans les programmes de parti du *Demokrat Parti* et de l'*Adalet Parti*, nous constatons que Menderes dans ses programmes du parti s'est plutôt penché envers la modernisation de l'équipement de l'armée et a accentué le rôle des forces armées dans le cadre des organisations internationales dont la Turquie en faisait partie. L'armée, elle-même, ne se trouvait pas parmi les sujets du programme du parti. Par contre, sous l'effet du coup d'état du 27 Mai, l'armée a été particulièrement évoquée dans les programmes du parti de l'AP. De même, le Premier Ministre Süleyman Demirel en a parlé dans les programmes gouvernementaux. On observe, également, que l'AP se sentait mal à l'aise du fait que l'armée soit dans des structures politiques et politisées, il considérait celles-ci comme des obstacles mis devant le bon fonctionnement de la démocratie. La modernisation des forces armées tenait une place important pour

⁵²¹ Article 90, **Programme de l'AP.**

⁵²² Article 89, **Programme de l'AP.**

⁵²³ **Programme gouvernemental de 1969**, dans Türker Sanal, **Demirel Hükümetleri...**, p. 108.

l'AP, comme pour le *Demokrat Parti* d'ailleurs. En plus de ça, l'AP, sous l'effet de la conception de développement du parti et pour tenir l'armée à l'écart des restructurations politiques, il prévoyait d'améliorer les normes de vie du personnel de l'armée et accentuait la modernisation des domaines physiques de cette dernière.

3.3.3. Anticommunisme

L'un des points communs des deux partis était l'anticommunisme. Les relations Turco-Soviets, qui avaient suivi une bonne « route » depuis les premières années de la République jusqu'à la fin de la Deuxième Guerre Mondiale, avaient cédé sa place à des relations tendues qui dureraient au fil de longues années suite à la demande, de l'Union Soviétique, de territoires et la révision de l'Entente de Montreux qui régularisait les détroits turcs. La menace soviétique, qui a provoqué la prise de position de la Turquie dans le bloc occidental, a été considérée comme la continuation des menaces dirigées par la Russie du Tsar contre l'Empire Ottomane dont la Turquie était l'héritier. Par conséquent, l'Union Soviétique ainsi que son idéologie officielle, le communisme, ont été perçues étant un élément de menace pour diviser, voire détruire la Turquie. Donc, pour le *Demokrat Parti* et l'*Adalet Partisi*, étant les représentants de la politique du centre-droite qui défendaient l'idée de nouer des relations étroites avec le bloc occidental, le communisme constituait le plus grand danger pour la Turquie.

Dans le programme du *Demokrat Parti*, il n'existait aucune mention, définie ouvertement, contre le communisme. Par contre, les programmes gouvernementaux déclarés par Adnan Menderes, dues aux arrestations des membres du *Türkiye Kommünist Partisi* de l'époque et aux évolutions internationales, comportaient certains discours anticommunistes. Menderes, dans le programme gouvernemental de 1950 avait mis l'accent sur la nécessité « de prendre des mesures légales nécessaires contre les courants politiques de gauche extrêmes et destructeurs qui veulent démolir le pays intérieurement afin de les extirper définitivement » et il a affirmé qu'ils étaient décidés d'appliquer toutes les mesures légales possibles contre « les courants politiques de gauche qui se cachent dès fois derrière les courants islamistes et racistes et qui les utilisent comme des moyens ». ⁵²⁴ Aussi, avec sa phrase « on ne se

⁵²⁴ Programme gouvernemental de 1950, dans Öztürk, *Türkiye Cumhuriyeti...*, p. 363.

laissera pas se faire prendre par l'imprudence d'interpréter les courants extrémistes de gauche dans le contexte de la liberté idéologique et de conscience » Menderes a mis l'accent sur l'inadmissibilité d'exprimer l'idéologie de gauche dans les limites de la démocratie et a prétendu que « ils n'avaient aucun autre objectif que de détruire toutes les libertés par le sang et par le feu sous prétexte de la liberté idéologique et de conscience ». ⁵²⁵ Menderes qui avait dit : « il sera possible de protéger le pays de la destruction des publications qui sont en réalité des fruits des courants de gauche extrémiste qui veulent se tenir debout sous l'apparence d'humour et critiques politiques » s'est donc clairement expliqué que les idées de gauche seront empêchées et interdites de se répandre dans la société. ⁵²⁶

De même, dans le programme gouvernemental de 1951, Menderes avait également prononcé la phrase « il nous est impossible d'interpréter et d'autoriser l'activité d'une organisation enracinée à l'étranger dans le cadre de la liberté idéologique », donc Menderes considérait les idées de gauche en tant qu'une importation idéologique venant de l'étranger et il a accentué qu'elles ne pourraient pas se propager dans le cadre de la liberté idéologique. ⁵²⁷ Une autre fois, en disant « Nos mesures légales seront toujours rigoureuses contre ceux qui tenteront d'être les pionniers d'une invasion illusoire en tant qu'une bande ou une organisation secrète. Ces activités ne pourront en aucun cas être expliquées par la liberté idéologique », il a fait sous-entendre qu'il considérait les gauchistes comme les « préparateurs » d'une éventuelle invasion de la Turquie par l'Union Soviétique. ⁵²⁸

En 1957, dans le programme gouvernemental, en parlant des relations avec l'opposition qui devenaient de plus en plus tendues, il a fait savoir que : « Entreprendre un combat efficace contre ceux qui veulent alourdir et empoisonner la vie politique et qui sont doués pour s'héberger dans n'importe quel milieu en tant que communistes déguisés, doit être considéré comme une mesure importante dans l'établissement de la paix, de la tranquillité et pour retourner à l'ordre public moral », avec cette déclaration il a voulu dire que le communisme pourrait être tenu vivant

⁵²⁵ **Ibid.**

⁵²⁶ **Ibid.**

⁵²⁷ **Programme gouvernemental de 1951**, dans Öztürk, *Türkiye Cumhuriyeti...*, p. 373.

⁵²⁸ **Ibid.**

sous d'autres aspects, en faisant éloge aux critiques de l'opposition dirigées contre lui.⁵²⁹

Le fait d'être contre le communisme faisait également partie du programme de l'*Adalet Partisi*. En déclarant « nous sommes contre toutes les idéologies et tendances totalitaires qui veulent prendre sous leur tutelle politique l'individu et le citoyen ; qui blessent l'honneur humain ; qui ne reconnaissent pas les droits et les libertés de l'être humain ; qui veulent considérer l'être humain comme un outil ou un moyen de l'état et de l'autorité politique »⁵³⁰ l'AP démontrait clairement qu'il considérait le communisme comme un régime totalitaire et une forme idéologique qui empêche les droits individuels.

« Nous nous refusons tous les points de vue totalitaires qui proposent de considérer et d'utiliser le citoyen comme un matériel primitif dans leurs objectifs de développement, tout en rejetant au son besoin de liberté au deuxième plan » l'AP avec ce point de vue a prétendu que le système de développement étatiste utilisait les hommes comme un outil et avec l'expression de « régime totalitaire » il a visé le communisme.⁵³¹

Dans le programme du parti de l'AP, il a été défendu aussi que le communisme était une idéologie qui « essaye de rompre l'entité du pays et l'union des citoyens ; qui met face à face les différentes couches sociales de la société ; qui déstabilise et maudit le régime de multipartis ainsi que le parlement qui est basé sur ce régime et qui n'admet pas que le peuple turc ait un régime politique démocratique » ainsi la valeur du parlement et du régime de multipartis a été soulignée et le combat contre le communisme ne pouvait se faire qu'avec « la protection du système démocratique » et que ceci était une obligation et le moyen unique « pour tenir le citoyen sous la sécurité ».⁵³²

Süleyman Demirel a aussi fait des discours anticommunistes lors de ses déclarations gouvernementales. Dans la déclaration du programme gouvernemental,

⁵²⁹ **Programme gouvernemental de 1957**, dans Öztürk, *Türkiye Cumhuriyeti...*, p. 448

⁵³⁰ Article 2, **Programme de l'AP**.

⁵³¹ Article 13, **Programme de l'AP**.

⁵³² Article 89, **Programme de l'AP**.

il avait évoqué des « activités sournoises des courants politiques dont on connaît leurs existences dans notre structure depuis longtemps et qui ont augmenté dernièrement leurs influences clairement, surtout des activités communistes » et il a souligné que leur plus important devoir était « de ne pas leur laisser des moyens pour nous empêcher d'utiliser nos droits constitutionnels ». ⁵³³ Demirel avait dit que le moyen de combattre contre le communisme passait par la « réalisation des mesures de sécurité et de justice sociale prévues par notre loi constitutionnelle pour l'ensemble du peuple turc ». ⁵³⁴ Toujours dans le cadre du programme gouvernemental de 1965, Demirel a critiqué le communisme sur le plan de la justice sociale en disant « Des efforts, soit disant pour rendre la justice sociale , comme ;supprimer le droit à la propriété, être l'ennemi de la fortune individuelle, oser de partager entre les individus les capitaux et les revenus cumulés par le biais de l'autorité de l'état, sont abandonnés aujourd'hui même dans les pays les plus doctrinaires » et il a insisté que « les mesures qui répandent les possibilités de propriété parmi les grandes masses » étaient plus justes pour équilibrer la distribution des revenus entre les individus. ⁵³⁵

Il est possible d'observer des discours typiques de l'époque de la guerre froide dans les points de vue du *Demokrat Parti* et de l'*Adalet Parti* concernant le communisme. A l'époque du *Demokrat Parti*, sous l'effet faible de la situation de l'idéologie socialiste qui était encore loin d'un soutien massif et limitée dans un milieu intellectuel et des évolutions vécues sur le plan international, (surtout sous l'effet du McCarthysisme) le communisme a été montré comme un monstre qui voulait dévorer la société, donc il a été traité par des critiques abstraites. Par contre, quand on analyse les discours anti-communistes qui se trouvaient dans les programmes du parti de l'*Adalet Parti* et les programmes gouvernementaux de Demirel, sous l'effet massif de l'idéologie de gauche dans la société, on observe, d'une part que, le communisme a été défini comme une idéologie « totalitaire » contre « la liberté et la démocratie », mais aussi d'autre part, on constate le besoin d'un « règlement de compte » avec le communisme en défendant les valeurs idéologiques et économiques du monde occidental sur le plan de justice sociale et économique.

⁵³³ **Programme gouvernemental de 1965**, dans Türker Sanal, **Demirel Hükümetleri...**, p. 51

⁵³⁴ **Ibid.**, p. 52.

⁵³⁵ **Ibid.**, p. 60.

CONCLUSION

En Turquie, avec le passage à la vie politique de multipartis, il y a eu des changements radicaux dans la structure sociale et politique et les partis qui se sont créés suite à ces changements ont recyclé la vie politique. A la suite des élections de 1950, l'arrivée au pouvoir du *Demokrat Parti*, qui comportait la particularité d'être la continuité des partis conservateurs libéraux qui se sont justifiés face au CHP qui était considéré comme la continuité, dans la République de Turquie, du *İttihat ve Terrakki Cemiyeti* qui était le souverain de la vie politique à partir des dernières périodes de l'Empire Ottoman, avait dégagé le devant d'une nouvelle formation dans la vie politique turque. Durant la période qui a suivi le coup d'Etat de 1960, plusieurs partis qui se sont qualifiés comme la continuité du DP se sont fondés, mais parmi ces partis, l'AP fût le parti politique le plus marquant dans la vie politique turque. Entre ces deux partis, ayant la caractéristique d'être la continuité de l'un de l'autre au point de vue de leur conception et de leur système idéologique, il existe aussi une rupture sur certains plans due à la différence conjoncturelle de leur apparition. C'est pour cette raison que la relation de continuité et de coupure existante entre les deux partis a mérite d'être étudiée.

Avec l'apparition de la conjoncture de la guerre froide suite à la fin de la Seconde Guerre mondiale, soit le *Demokrat Parti*, soit l'*Adalet Partisi* s'est concrètement qualifiés à côté du monde capitaliste occidental. Sur ce plan, les changements radicaux qui se sont évolués dans le pays furent une partie du processus de l'appartenance aux marchés capitalistes. Le *Demokrat Parti*, dans le cadre de la répartition internationale des tâches des années 1950 et conformément au rôle qui a été attribué à la Turquie, s'est adopté une politique pro-américaine et il avait considéré ce pays comme « modèle » pour la restructuration de la Turquie. Par contre, les pressions provenant des conditions intérieures et extérieures, ont mis fin à la continuité de cette restructuration. Vers les années 1960s, la Turquie s'est retrouvée dans une atmosphère politique et économique tout à fait nouvelle suite à coup d'Etat militaire. Dans cette période, l'AP, qui a su prendre derrière lui le

soutien d'une importante partie de l'infrastructure sociale du DP, dans de nouvelles conditions, en se différenciant du DP, a commencé à former de nouvelles politiques soit dans le pays soit sur le plan international. L'AP, avec une approche protectrice concernant les fonds nationaux, a imaginé « une Turquie auto-suffisante ». Ces différentes « imaginations de Turquie » de deux partis se sont donc accordées avec les intérêts des différentes classes sociales. Les politiques populistes des partis, qui ont voulu couvrir toutes les classes et groupes sociaux, sont devenus intenable à partir d'un certain moment lors de leurs pouvoirs. Les fissures qui se sont formées sur la base du DP, ne lui ont pas coûté le pouvoir, par contre les mêmes fissures ont provoqué de sérieuses pertes de voix chez l'AP.

La fondation du DP comme l'alternative du CHP, lui a mis dans l'obligation de se définir en tant que l'opposition du CHP. Le CHP, qui avait soutenu le coup d'Etat du 27 Mai 1960, a été utilisé cette fois-ci dans l'autodéfinition de l'AP en tant que l'opposition après le coup d'Etat. A ce stade-là, la dialectique centre - périphérie qui accentuait la continuité, avait la tendance de « ne pas vouloir voir » la différenciation existante entre eux. Finalement, nous pouvons conclure que, la ressemblance idéologique de deux partis qui se sont formés et apparus dans des différentes conditions et périodes n'empêche pas l'existence des différenciations entre eux. Quand on regarde sous cet angle, le fait de considérer le DP et l'AP étant des partis de périphérie (comme se qualifiaient les membres de ces partis avec beaucoup d'enthousiasme) donnait lieu à une définition faite, pour ces deux partis et ainsi que pour leurs successeurs, qui est le fruit d'une approche populiste ; « les représentants de la population martyrisée ».

Par contre, au sujet de faire une critique centre - périphérie plus large à travers l'exemple du DP et d'AP, la situation du CHP aussi devient un sujet de discussion. Le CHP, étant un sujet tellement immense qu'il est impossible d'étudier dans le contenu de la présente étude, n'avait pas été, jusqu'en 1950, dans le souci de se baser sur une infrastructure autre que le DP s'était basé. Le processus qui avait abouti au coup d'Etat, fût une plateforme où de différents groupes s'étaient exprimés. Le CHP, après le coup d'Etat de 1960, ne s'était pas forcé pour s'expliquer à une infrastructure sociale autre que celle d'AP, plus tard, sous l'effet des conditions qui ont changé, il s'était orienté vers la gauche. Ainsi, une étude qui serait faite sur le

CHP, servirait à discuter les continuités et les ruptures dans le « centre ». Une étude de ce genre permettrait de mieux comprendre dans son ensemble les parties manquantes et les limites de la dialectique centre - périphérie.

La clôture du DP suite au coup d'Etat du 27 Mai et par la suite la transformation de l'AP vers des différents points sous l'effet de la conjoncture changeant, et la clôture d'AP suite au processus du 12 Septembre et par la suite l'apparition de l'*Anavatan Partisi*⁵³⁶ (ANAP) comportent aussi des ressemblances. Les différentes querelles entre les classes sociales vers 1980 et les changements des systèmes économiques dans le monde ont provoqué la naissance du coup d'Etat du 12 Septembre, et ont orienté l'ANAP, qui a été fondé suite à ce coup d'Etat et dans une nouvelle conjoncture, vers de nouveaux points. La présente étude, qui analyse la relation de continuité et de coupure entre le DP et l'AP, souhaiterait se réserver l'espoir d'être l'effort d'un début de la compréhension des points manquants et des limites des définitions de centre - périphérie en incluant l'ANAP et les autres partis qui l'ont suivi.

⁵³⁶ Fr. le Parti de Mère patrie.

BIBLIOGRAPHIE

- Ahmad, Feroz, **Demokrasi Sürecinde Türkiye: 1945 - 1980**, trad. par Ahmet Fethi İstanbul: Hil Yayın, 1992
- Ahmad, Feroz, **Modern Türkiye'nin Oluşumu**, trad. tr. Yavuz Alogan, İstanbul : Kaynak Yayınları, 2007
- Ahmad, Feroz et Turgay, Bedia, **Türkiye'de Çok Partili Politikanın Açıklamalı Kronolojisi 1945 – 1971**, Ankara : Bilgi Yayınevi, 1976
- Akşin, Sina, Sina Akşin, « Siyasal Tarih (1789 – 1908) », dir. Sina Akşin, **Türkiye Tarihi, Cilt 3, Osmanlı Devleti 1600 – 1908**, İstanbul : Cem Yayınevi, 2008, pp. 77 – 190.
- Arat, Yeşim, « Süleyman Demirel », dir. Heper, Metin et Sayarı, Sabri, **Türkiye'de Liderler ve Demokrasi**, trad. tr. Zuhâl Bilgin, Kitap Yayınevi, Mart 2008, pp. 101 – 120.
- Aydın, Suavi, « İki ittihat : iki ayrı zihniyet, iki ayrı siyaset », dir. Murat Belge, **Modern Türkiye'de Siyasi Düşünce Cilt 1 : Tanzimat ve Meşrutiyet'in Birikimi**, İstanbul : İletişim Yayınevi, 2001, pp. 117 – 128.
- Bektaş, Arsev, **Demokratikleşme Sürecinde Liderler Oligarşisi, CHP ve AP (1961 - 1980)**, İstanbul : Bağlam Yayınları, 1993.
- Belge, Murat, « Ahmet Hamdi Başar'ın Kitabı Dolayısıyla 27 Mayıs Üstüne Düşünceler », **Birikim** 11, Ocak 1976, pp. 14 – 23.
- Bora, Tanıl, « Adnan Menderes », dir. Murat Yılmaz, **Modern Türkiye'de Siyasi Düşünce Cilt 7: Liberalizm**, İstanbul : İletişim Yay., 2005, pp. 482 – 507.
- Bora, Tanıl, « Celal Bayar », dir. Ahmet İnel, **Modern Türkiye'de Siyasi Düşünce Cilt 2: Kemalizm**, İletişim Yay. 2. Baskı 2002, pp. 546 – 554.
- Boratav, Korkut, **Türkiye İktisat Tarihi 1908 – 2002**, Ankara: İmge Kitabevi, 2005
- Bozarıslan, Hamit, **Histoire de la Turquie Contemporaine**, Paris : La Découverte, 2004
- Bozbeyleli, Ferruh, **Parti Programları: Adalet Partisi-Birlik Partisi-Cumhuriyet Halk Partisi-Güven Partisi-Millet Partisi-Milliyetçi Hareket Partisi-Türkiye İşçi Partisi-Yeni Türkiye Partisi-Milli Nizam Partisi**, İstanbul, Ak Yayınları, 1970.

- Börtüçene, İcen, « Çok Partili Demokrasiden 1980 Müdahalesine », dir., Tuncay, Mete, **75 yda Düşünceler Tartışmalar**, Tarih Vakfı Yayınları, İstanbul, Ağustos, 1999, pp. 67 – 91.
- Bulutay, Tuncer, « Türk Toplumsal Hayatında İktisadi ve Siyasal Gelişmeler », **AÜ SBF Dergisi**, XXV:3, Eylül 1970, pp 79 – 101.
- Bulutay, Tuncer et Yıldırım, Nuri, « Türk Seçmenlerinin Oy Verme Eğilimlerinde İktisadi Sebeplerin Önemi Üzerine Bir Deneme », **AÜ SBF Dergisi**, XXIII:4, Aralık 1968, pp. 7 – 39.
- Cizre-Sakallıoğlu, Ümit, **AP- Ordu İlişkileri : Bir İnkilemin Anatomisi**, İstanbul : İletişim Yayınları, 1993.
- Tevfik Çavdar, **Türkiye'nin Demokrasi Tarihi (1950-1995)**, Ankara: İmge Yayınevi, 1996.
- Çavdar, Tevfik, « Adalet Partisi », **Cumhuriyet Dönemi Türkiye Ansiklopedisi**, Cilt 8, İletişim Yayınları, 1983, pp. 2089 – 2101.
- Çavdar, Tevfik, « Demokrat Parti », **Cumhuriyet Dönemi Türkiye Ansiklopedisi**, Cilt 8, İletişim Yayınları, 1983, pp. 2060 – 2075.
- Çulhaoğlu, Metin, « Adnan Menderes: Demokrasi Şehidi mi, 'Demokrasi' kurbanı mı? », dir. Seyfi Öngider, **Homopolitikus Lider Biyografilerindeki Türkiye**, İstanbul : Aykırı Yayıncılık, Kasım 2001, pp. 79 – 108.
- Demirel, Ahmet, « Türkiye'de Seçimler ve Siyasi Partiler », notes de cours non publiés dans l'Université de Marmara, Avril 2005.
- Demirel, Ahmet, « 50. Yıldönümünde 1950 Seçimleri », Tarih ve Toplum, Sayı 197, Mayıs 2000, pp. 13 – 23.
- Demirel, Ahmet, « Milli Mücadele Döneminde Birinci Meclis'teki Liberal Fikirler ve Tartışmalar », dir. Murat Yılmaz, **Modern Türkiye'de siyasi Düşünce, Cilt 7 : Liberalizme**, İstanbul: İletişim Yayınevi, 2005, pp. 164 – 184.
- Demirel, Tanel, **Adalet Partisi: İdeoloji ve Politika**, İstanbul : İletişim Yayınevi, 2004
- Demirel, Tanel, « Demokrat Parti », dir. Murat Yılmaz, **Modern Türkiye'de siyasi Düşünce, Cilt 7 : Liberalizme**, İstanbul: İletişim Yayınevi, 2005, pp. 480 – 529.
- Demirel, Tanel, « Adalet Partisi», dir. Murat Yılmaz, **Modern Türkiye'de siyasi Düşünce, Cilt 7 : Liberalizme**, İstanbul: İletişim Yayınevi, 2005, pp. 548 – 583.
- Duverger, Maurice, **Siyasal Partiler: Modern Devletteki Örgütleri ve Faaliyetleri**, Ankara: A.Ü. Hukuk Fakültesi Yayınları, 1970

- Eroğul, Cem, **Demokrat Parti: Tarihi ve İdeolojisi**, Ankara: İmge Kitabevi, 2003
- Eroğul, Cem, « Çok Partili Düzenin Kuruluşu: 1945 – 71 », dir. Schick ve Tonak, **Geçiş Sürecinde Türkiye**, İstanbul :l Belge Yayınları, 3. Baskı, 1998, pp. 112 – 158.
- Guérin, Daniel, Kirmanoğlu, Hasan et Süerdem, Ahmet, « La Turquie : Du « Populisme Permanent » à la montée de l'Extrême Droite », **Politique et Société**, vol. 21, no 2, 2002, pp. 123 – 135.
- Gülalp, Haldun, **Kapitalizm, Sınıflar ve Devlet**, trad. tr. Osman Akınhay et Abdullah Yılmaz, İstanbul: Belge Yayınları, 1993.
- Gülalp, Haldun, « Globalization of Political Islam : The Social Bases of Turkey's Welfare Party », **International Journal of Middle East Studies**, Vol:33, No:3, August 2001. pp. 433 – 448.
- Gülalp, Haldun, **Kimlikler Siyaseti: Türkiye'de Siyasal İslam'ın Temelleri**, İstanbul, Metis Yayınları, 2003
- Gürsel, Seyfettin, « Cumhuriyet Döneminde Türkiye Ekonomisi », dir.Tuncay, Mete, **75 Yılda Düşünceler Tartışmalar**, Tarih Vakfı Yayınları, İstanbul, Ağustos 1999, pp. 137 – 156.
- Güven, Dilek, « 6-7 Eylül Olayları (01) », **Radikal**, 06/09/2005.
- Harris, George, « Celal Bayar », dir. Heper, Metin et Sayarı, Sabri, **Türkiye'de Liderler ve Demokrasi**, trad. tr. Zuhul Bilgin, Kitap Yayınevi, Mart 2008, pp. 55 – 76.
- İnsel, Ahmet, « Türkiye'de Liberalizm Kavramının Soyçizgisi », dir. Murat Yılmaz, **Liberalizm Cilt 7 : Modern Türkiye'de Siyasi Düşünce**, İstanbul: İletişim Yayınevi, 2005, pp. 41 – 75.
- Kabasakal, Dr. Mehmet, **Türkiye'de Siyasal Parti Örgütlenmesi (1908 – 1960)**, İstanbul : Tekin Yayınevi, 1991.
- Karpat, Kemal H., **Türkiye'de Siyasal Sistemin Evrimi 1876 – 1980**, trad. tr. Esin Soğancılar, Ankara : İmge Kitabevi, 2007
- Keyder, Çağlar, « İktisadi Gelişme ve Bunalım: 1950 – 1980 », dir. Irvin Cemil Schik, E. Ahmet Tonak, **Geçiş Sürecinde Türkiye**, 3. Baskı, İstanbul: Belge Yayınları, 1998, pp. 310 – 325.
- Keyder, Çağlar, **Türkiye'de Devlet ve Sınıflar**, İstanbul : İletişim Yayınevi, 1995
- Keyder, Çağlar, « Türk Demokrasisinin Ekonomi Politiği », dir. Irvin Cemil Schik, E. Ahmet Tonak, **Geçiş Sürecinde Türkiye**, 3. Baskı, İstanbul: Belge Yayınları, 1998, pp. 38 – 76.

- Koçak, Cemil, « Siyasal Tarih (1923-1950) », dir. Sina Akşin, **Türkiye Tarihi 4 : Çağdaş Türkiye (1908-1980)**, İstanbul: Cem Yayınevi, 2007, pp. 127 – 214.
- Marcou, Jean, « Le mouvement constitutionnel », Dir. Vaner, Semih, **La Turquie**, Paris : Fayard/Ceri, 2005
- Mardin, Şerif, « Türk Siyasını Açıklayabilecek Bir Anahtar Merkez – Çevre ilişkileri », dir. Ersin Kalaycıoğlu ve Ali Yaşar Sarıbay, **Türkiye’de Politik Değişim ve Modernleşme**, Ocak 2000, Alfa Yayınları pp. 79 – 105.
- Mert, Nuray, **Merkez Sağın Kısa Tarihi**, İstanbul : Selis Kitaplar, 2007
- Öngider, Seyfi, « Süleyman Demirel : Bir Politik Hırs Abidesi », dir. Seyfi Öngider, **Homopolitikus Lider Biyografilerindeki Türkiye**, İstanbul : Aykırı Yayıncılık, Kasım 2001, pp. 109 – 148.
- Özbek, Nadir, “Osmanlı’dan Günümüze Türkiye’de Sosyal Devlet”, **Toplum ve Bilim**. 92, 2002, pp. 7 – 33.
- Özbudun, Ergun, **Türkiye’de Sosyal Değişme ve Siyasal Katılma**, Ankara : Ankara Üniversitesi Hukuk Fakültesi Yayınları, 1975
- Özbudun, Ergun, **Batı Demokrasilerinde ve Türkiye’de Parti Disiplini**, Ankara: A.Ü. Hukuk Fakültesi Yayınları, 1968
- Özel, Soli et Sarıkaya, Ali, “Türkiye’de Liberalizmin Prangaları”, dir. Murat Yılmaz, **Modern Türkiye’de siyasi Düşünce, Cilt 7 : Liberalizme**, İstanbul: İletişim Yayınevi, 2005, pp. 452 – 472.
- Özcan, Eren, « Türkiye Sağı Kapsamında Merkez – Çevrenin Sınırlarını Aşamak », http://www.karaburun.org/metinler/B3_3.pdf , Accès: 14/12/2008
- Özçetin, Burak ve Demirci, Sibel, « Hürriyet Partisi », dir. Murat Yılmaz, **Modern Türkiye’de Siyasi Düşünce, Cilt 7 : Liberalizm**, İstanbul: İletişim Yayınevi, 2005, pp. 541 – 547.
- Özdemir, Hikmet, « Siyasal Tarih (1960 – 1980) », dir. Mete Tuncay, **Türkiye Tarihi 4 : Çağdaş Türkiye (1908-1980)**, İstanbul: Cem Yayınevi, 1992, pp. 191 – 264.
- Öztürk, Kazım **Türkiye Cumhuriyeti Hükümetleri ve Programları**, İstanbul: Ak Yayınları, 1968
- Sanal, Türker, **Demirel Hükümetleri Koalisyon Protokolleri ve Programları**, Ankara: Sim Matbaacılık, 2000
- Sander, Oral, **Siyasi Tarih :1918 - 1994**, Ankara : İmge Kitabevi, 1996.
- Sayarı, Sabri, « Adnan Menderes », dir. Heper, Metin et Sayarı, Sabri, **Türkiye’de Liderler ve Demokrasi**, trad. tr. Zuhul Bilgin, Kitap Yayınevi, Mart 2008, pp. 77 – 100.

- Seiler, Daniel-Louis **De la Comparaison des Partis Politiques**, Paris: Economica, 1986.
- Shick, Irvin Cemil et Tonak, E. Ahmet, « Uluslararası Boyut: Ticaret, Yardım ve Borçlanma », dir. Irvin Cemil Schick, E. Ahmet Tonak, **Geçiş Sürecinde Türkiye**, 3. Baskı, İstanbul: Belge Yayınları, 1998, pp.354 – 385.
- Schick ve Tonak, 1992, « Sonuç », dir. Irvin Cemil Schick, E. Ahmet Tonak, **Geçiş Sürecinde Türkiye**, 3. Baskı, İstanbul: Belge Yayınları, 1998, pp. 386 – 400.
- Sungur Savran, « 1960, 1971, 1980, Toplumsal Mücadeleler, Askeri Müdahaleler », **11. Tez Kitap Dizisi**, 6, Haziran 1987, pp. 132 – 169.
- Sunar, İlkay, **State and society in the politics of Turkey's development**, Ankara : Ankara Üniversitesi Siyasal Bilgiler Fakültesi, 1974.
- Sunar, İlkay, « Demokrat Parti ve Popülizm », **Cumhuriyet Dönemi Türkiye Ansiklopedisi**, Cilt 8, İletişim Yayınları, 1983, pp. 2076 – 2086.
- Şahoğlu, Fikret, **A.P.'nin İçyüzü**, Esra Kolektif Şirketi Matbaası, 1965.
- Cahit Talas, **Türkiye'nin Açıklamalı Sosyal Politika Tarihi**, Ankara : Bilgi Yayınevi, 1992
- Toker, Metin, **Demokrasimizin İsmet Paşalı yılları : 1944-1973 : tek partiden çok partiye : 1944-1950**, Ankara: Bilgi Yayınevi, 1990
- Toprak, Binnaz, “Dinci Sağ”, dir. Schick ve Tonak, **Geçiş Sürecinde Türkiye**, İstanbul : Belge Yayınları, 3. Baskı, 1998, pp. 237 – 254.
- Tunaya, Tarık Zafer, **Türkiye’de Siyasal Partiler 1859-1962**, İstanbul : Arba Yayınları, 1995.
- Tunçay, Mete, « Siyasal Tarih (1950 – 1960) », dir. Mete Tunçay, **Türkiye Tarihi 4 : Çağdaş Türkiye (1908-1980)**, İstanbul: Cem Yayınevi, 1992, pp. 177 – 191.
- Tunçay, Mete, “Adalet Partisi”, **Cumhuriyet Dönemi Türkiye Ansiklopedisi**, Cilt 8, İletişim Yayınları, 1983, p. 2096
- Turan, Ali Eşref, **Türkiye’de Seçmen Davranışı: Önceki Kırılmalar ve 2002 Seçimi**, İstanbul: İstanbul Bilgi Üniversitesi Yayınları, 2004.
- Vaner, Semih, « La démocratie et l'autoritarisme vont de pair », Dir. Vaner, Semih, **La Turquie**, Fayard/Ceri, 2005, pp.
- Yavaşgel, Emine, **Temsilde Adalet ve Siyasal İstikrar Açısından, Seçim Sistemleri ve Türkiye’deki Durum**, Ankara : Nobel Yayın Dağıtım, 2004

Yeşil, Ahmet, **Türkiye Cumhuriyeti'nde İlk Teşkilatlı Muhalefet Hareketi: Terakkiperver Cumhuriyet Fırkası**, Ankara, Cedit Neşriyat, 2002

Zürcher, Eric Jan, **Modernleşen Türkiye'nin Tarihi**, trad. tr. Yasemin Saner Gönen, İstanbul : İletişim Yayınevi, 2007, p.302.

Demokrat Parti Tüzük ve Programı, Ankara: Doğu Matbaası, 1953.

ANNEXE I

DEMOKRAT PARTİ PROGRAMI⁵³⁷

(ikinci Büyük Kongrede değiştirilen ve ilave edilenler, yanında bir * işaretile gösterilmiştir.)

I. UMUMİ PRENSİPLER

Madde -1- Siyasi hayatımızın, birbirine karşılıklı saygı gösteren partilerle idaresi lüzumuna inanan Demokrat Parti, Türkiye Cumhuriyetinde demokrasinin geniş ve ileri bir anlayışla gerçekleşmesine ve umumi siyasetin demokratik bir görüş ve zihniyetle yürütülmesine hizmet maksadile kurulmuştur

Madde -2- Partimiz, demokrasi esaslarına en uygun devlet şeklinin Cumhuriyet olduğuna kanidir.

Madde -3- Partimiz, demokrasiyi, milli menfaate ve insanlık haysiyetine en uygun bir prensip olarak tanır ve Türk milletinin siyasi olgunluğuna inanır.

Madde -4- Geniş ve ileri manasile demokrasi, bütün devlet faaliyetlerinde milli irâdeyi ve halkın menfaatini hakim kılmak, yurddaşın ferdi ve içtimai bütün hak ve hürriyetlerine sahip olmasını gerçekleştirmek, yurddaşlar arasında hukuk eşitliğini, karşılıklı sevgi ve saygıyı ve iktisadi menfaatlerde ahengi sağlamaktır.

Madde -5- Aile ve mülkiyet esaslarına dayanan Türk cemiyetinde, içtimai adalet ve insani tesanüt prensiplerinin milli vicdanda çalışmayı vazife biliriz. İnsanlık haysiyetinin korunması için çalışmak isteyen her işsiz yurddaşa iş bulmasını, ihtiyarlık, hastalık ve sakatlık gibi hallerde yurddaşların yardım görmelerini, demokrat bir cemiyetin başlıca hedeflerinden sayarız.

Madde -6- İçtimai iş bölümünün tabii neticesi olarak, çiftçilik, işçilik, tüccarlık, sanayicilik, avukatlık ve memurluk gibi, yurddaşların teşkil ettikleri iş ve çalışma zümrelerinin karşılıklı münasebet ve menfaatlerin, umumi menfaat çevresi içinde, içtimai adalet ve insani tesanüt prensiplerine uygun olarak ahenkleştirilmesi lüzumuna ve imkanına inanıyoruz.

Madde -7- Umumi hayatta her bakımdan muvazeneli ve ahenkli bir gelişmenin sağlanması için yalnız siyasi partiler kurulmasını, yani, sadece siyasi sahada

⁵³⁷ **Demokrat Parti Tüzük ve Programı**, Ankara: Doğu Matbaası, 1953.

teşkilatlanmış olmayı kâfi görmüyoruz; milletimizin iktisadi ve içtimai sahalarda da sür'atle teşkilatlanması ve daha şuurlu bir birliğin tecellisi için işçilerin, çiftçilerin, tüccar ve sanayicilerin, serbest meslekler mensuplarının, memur ve muallimlerin, yüksek öğretim talebesinin mesleki içtimai ve iktisadi maksatlarla cemiyetler, kooperatifler ve sendikalar kurmalarını gerekli buluyoruz.

*Bütün bu meslek ve tesanüt teşekküllerinin manevi şahsiyet olarak her türlü siyasi tesir ve maksatlar dışında kalmaları şartıyla, işçi sendikalarının grev hakkının tanınması fikrindeyiz.

Madde -8- Partimiz, insanlık haysiyetine ve bu haysiyetin ancak insanlık ana haklarının teminat altında bulunması ile korunabileceğine inanılır ve bütün devlet mevzuatında bu prensibe aykırı hükümler bulunmamasına dikkat etmeği başlıca vazife sayar.

Madde -9- Milli iradenin tam tecellisi seçimlerin her türlü müdahaleden uzak ve serbest olarak gizli rey ile yapılmasına, ve siyasi partilerin eşit haklara sahip bulunmasına bağlıdır. Seçimlerin serbestliğini bozacak hareketleri, milli hakimiyete karşı işlenmiş bir suç addâderiz.

Madde -10- Milletvekilliği seçimlerinin tek dereceli olmasını, Seçim Kanunumuzda, bu esasa göre ve yurddaşın seçme ve seçilme haklarını daha geniş emniyet altına almak maksadile değişiklikler yapılmasını lüzumlu görmekteyiz.

Madde -11- Devlet memurlarının, seçimlere iştirak dışında, hiçbir siyasi faaliyette bulunmamaları ve siyasi partilere girmemeleri lüzumuna kaniiz. Yalnız, yüksek öğretim mensupları, mesleklerinin mahiyeti itibarile, bundan müstesnadırlar.

Madde -12- Memleketimizin istiklâlîni veya toprak bütünlüğünü bozmayı, yurddaş ana haklarını kayıtlamayı gaye edinen, veya memleket dışındaki siyasi teşekküllere bağlı olan, siyasi cemiyet ve partilerin kanun dışı sayılmasını isteriz.

Madde -13- Yurddaşlar arasında müşterek bir tarihin yarattığı kültür ve ülkü birliğine dayanan ve her türlü ayırıcı temayüleri reddeden bir milliyetçilik telâkisine bağlıyız.

Partimiz, bütün yurddaşların, din ve ırk farkı gözetmeksizin, Türk sayar ve Türk olmanın bütün haklarına sahip tanır. Kanuni vazifelerini yerine getiren her ferde iyi bir yurddaş gözile bakarız. Bu ana görüşleri tatbikatta da yer bulmasına dikkatle çalışacağız.

Eğitim ve öğretim müesseselerimizi, böyle bir milliyetçilik idealinin tahakkukunda vazifeli saymaktayız.

Madde -14- Partimiz lâikliği devletin siyasette, dinle hiç bir ilgisi bulunmamasını ve hiç bir din düşüncesinin kanunların tamzim ve tatbikinde müessir olmaması mânasında anlar ve lâikliğin din aleyhtarlığı şeklindeki yanlış tefsirini reddeder; din hürriyetini diğer hürriyetler gibi insanlığın mukaddes haklarından tanır.

Gerek dini tedrisat meselesi ve gerekse din adamlarını yetiştirecek müesseseler kurulması hususunda mütehasıslar tarafından esaslı biri program hazırlanması zaruridir. Üniversite içinde yer alacak İlahiyat Fakültesi ve ilmi mahiyette mümasil müesseseler. Milli Eğitim Bakanlığının bu kabil müesseseleri gibi muhtar olmalıdırlar. Dini siyaset âleti olarak kullanılmasına yurtdaşlar arasında sevgi ve tesanüdü bozacak şekilde propaganda vasıtası yapılmasına, serbest tefekküre karşı taassup duygularını harekete getirmesine müsamaha olunmalıdır.

Madde -15- Partimiz, inkılâpçı, daima değişen dünya ve memleket şartlan karşısında hayatın dinamizmine sür'atle uymak, Türk milletini her bakımdan ileri bir seviyeye erişirmek ve geçmişten kalan geri ve zararlı gelenekleri her sahada kökünden tasfiye etmek için, gereken bütün hamlelerin hemen tatbika konulması manasına anlar.

Madde -16- Halkçılığı, hiçbir şahsa veya zümreye imtiyaz tanımamak, kanunlarda ve memleket idaresinde halkın menfaatlerini korumak mânasında anlıyoruz. Hükümet ve idare, halkla beraber ve halk için olmalıdır.

Madde -17- Devletçiliği; iktisadi alanda uzun zamandan beri devam eden boşluğu bir an evvel doldurmak, iş hacmini genişleterek yurtdaşların geçim ve refah seviyesini yükseltmek için, devletin gerek doğrudan doğruya iktisadi faaliyetlere girişmesi, gerekse nizamlara teşvik ve yardım yollarile hususî teşebbüs ve sermayenin Umumî menfaate en uygun şekilde ve sür'atle gelişmesinde vazife alması mânasında anlıyoruz.

Özel teşebbüs ve sermaye faaliyet ve tasarruflarının devlet tarafından nizamlanması, özel teşebbüs menfaatleriyle genel menfaatin te'lifi ve korunması zaruretinden ileri gelmektedir.

Bizim devletçiliğimiz, iktisadi şartlarımızın ve ihtiyaçlarımızın çizdiği yoldur.

Madde -18- Dış politikamız, milletlerin hukuk eşitliğine, milletlerarası siyasi, İktisadi ve kültürel işbirliğine, kollektif güvene, iyi komşuluk münasebetleri esasına dayanmalıdır. Milli varlığı ancak milli kuvvetle korunabileceği kanaatine bağlı kalmakla beraber, milletler birliği gayesini hedef tutacak barışçı ve açık bir dış siyasetin, memleket menfaatlerine en uygun ve realist yol olduğuna inanıyoruz;

Madde -19- İç işlerimizde, hükümeti ve teşkilatını, halkın dışında ve üstünde bir varlık değil, sadece halk tarafından âmme vazife ve hizmetlerini görmek üzere kurulmuş bir idare cihazı saymak, esaslı bir prensibimizdir. İyi bir idarenin gayesi, devletle bütün muamele ve münasebetlerin-de, yurtdaşa tam bir emniyet verebilmektir. Memurlara verilen kanuni salâhiyetlerin, idari otorite temini bahanesile, keyfi olarak kullanılması temayülleri önlemeyi vazife edineceğiz.

İyi bir idare cihazı kurabilmek için, vazifenin icabettirdiği salâhiyetle mesuliyet hudutlarını kesin olarak tayin eylemek şarttır. Bütün salâhiyetlerin mahdut ellerde toplanması ve mesuliyetin za'afa uğraması neticelerini doğuran bürokratik zihniyet ve usullerin terki lüzumuna kaniiz.

Madde -20- İllerin özel ihtiyaçlarını yerinde görüp karşılamak ve halkın idareye iştirak ettirilmesi prensibini tahakkuk ettirmek maksatları ile kurulmuş olan İl Genel Meclislerle Özel İdare ve Belediyeler bütün vazifelerinin ifasında, gereken genişlikte yetkilerle tehz olunmalıdır.

İllerde idare âmirlerine ve memurlarına verilen yetkilerin de genişletilmesini, yine işlerin yerinde görülmesi ve sür'atle yürütülmesi bakımından, lüzumlu görmekteyiz.

Madde -21- İl Genel Meclisleri ve Belediyeler; beşer senelik çalışma plânları tanzimine sevke-dilmeli, ve bu planlar merkezde mahalli idareler yol göstermek vazifesi ile kurulacak bir teknik büronun evvelden tetkikine tabi tutulmalıdır. Şehir sınırları içindeki kara ve deniz taşıt vasıtalarının ve diğer ticari mahiyette umumî hizmet işletmelerinin, belediyelere devrini tabii buluyoruz.

Madde -22- Devlet hayatında, bütün idare şubelerimiz için, siyasi tesirler dışında ihtisas heyetlerince, umumî plan ve programlar hazırlanmasını, ve bunların usûl dairesinde kamulaştırılmasını lüzumlu görmekteyiz.

Madde -23- Devlet vazifelerinin günden güne anması ve devletin siyasi ve idari bünyesinde iktisadi karakterin daha belirgin hale gelmesi yönündeki gelişme, memur meselesini umumî hayatın çetin bir meselesi haline koymuştur.

Memurların her şeyden evvel, halka hizmet duygusu taşımaları vazife ve mesuliyet hislerine bağlı ve ehliyet ve ihtisas sahibi olmaları şarttır. Bu hususların sağlanması için bilhassa şu esaslar üzerinde önemle durulmasına gerekli buluyoruz.

a) Memurların hal ve atilerinin emniyet altına alınması, aylıkların, memur ve emeklilerin geçim kaygısından kurtaracak dereceye getirilmesi.

b) Memurların tayin, terfi, cezalandırılmaları hususlarının takdirden ziyade objektif usullere bağlanması

c) İhtisas ve diploma hakları mahfuz kalmak şartıyla mesleki kabiliyet ve ehliyetleri olduğu takdirde tahsil durumları nazara alınmaksızın bilumum amme hizmetlerinde çalışan vatandaşlara derecelerini tamamlamak suretiyle yükselme imkanlarının sağlanması.

d) Çocukların okutulmasında memurlara kolaylık gösterilmesinin usulleştirilmesi.

Madde -24- Bütçemizin büyük bir kısmını memur ve emekli aylıkları teşkil ettiğinden memurlarımızın terfihi meselesi sayıca az ve fakat yüksek vasıflı ve verimli memurla iş görme prensibinin tatbikine bağlı bulunuyor. Bu idare cihazının daha rasyonel bir görüşle tanzimini ve memur sayısını arttırma yönündeki temayüllerin kesin olarak önüne geçilmesini zaruri kılmaktadır.

Madde -25- Amme hizmetlerinin ifası sırasında doğrudan doğruya veya vasıtalı olarak yapılan her türlü suistimalleri ehemmiyetle takip ederek sür'atle intaç etmeği vazife biliriz.

II. HÜKÜMET İŞLERİ

ADALET İŞLERİ

Madde -26- Bir memlekette adalet işlerinin görülmesi, milli iradenin ifadesi olan kanun hükümlerinin yerine getirilmesi demek olduğundan, bu işin, aynı mercie bağlı bir tek yargı cihazı ile yani kaza birliği usulüne göre sağlanması lüzumuna inanıyoruz.

Madde -27- Yargı işini görmekte olan elemanların yaşama şartları bakımından uygun bir refah seviyesi içerisinde bulunmaları esastır. Bu itibarla yargıçlarımıza ve mahkemelerimizin memur ve katiplerine kolayca yaşamalarını sağlayacak imkan ve vasıtalar bulunmalıdır.

Anayasanın 56'ncı maddesinde, gösterildiği üzere özel ödenek kanunları yapılarak kendilerine refah ve güvenlik getirecek çare ve tedbirler alınmalıdır.

Madde -28- İlk mahkemelerde tek hâkim sistemi asıldır. İlk mahkemelerle yargıtay arasında ikinci bir kaza kademesinin kurulmasını partimiz, adalet için yeni bir teminat sayar.

Madde -29- Adaletin sağlanması, ucuz, kolay ve aynı zamanda süratli olmalıdır. Bu gayeleri, zamanımız icaplarına ve memleketimizin sosyal ve ekonomik şartlarına uygun olarak gerçekleştirmek emelindeyiz. Bunun için de usul kanunlarımızda değişiklikler yapılmalıdır.

Madde -30- Adalet cihazlarımızı meydana getiren mahkemelerimizin derli toplu bir kuruluş sistemine bağlanması lazımdır. Mahkemelerimizin, dereceler, görevler ve yetkiler itibarıyla, muntazam bir düzene göre kurulmalıdır.

Madde -31- Suçtan sanık olanlarla suçlu oldukları için ceza çekmekte olanlar aynı yerde tutulmazlar. Bu sebeple tevkif evlerinin ceza evlerinden ayrı kurulması zaruridir.

Cezaevlerinin, insanlığa yakışır şartlara uygun olarak düzenlenmesi icap eder. Sağlık, sosyal ve medeni şartlar bakımından, ceza evlerinin, ceza çekenleri manen yok etmemesi ve cemiyete uslanmış, yükselmiş birer vatandaş olarak iade etmesi için, gerekli tedbirler alınmalıdır.

Madde -32- Çocuk suçluların, Özel bir ihtimam ve bakım ile yargılanmaları için, büyük şehirlerinden başlayarak, özel mahkemeler kurulmasını ve cezalarını çekecekleri ayrı ıslah evleri açılmasını, lüzumlu görmekteyiz.

Madde -33- Hakkın fiili olarak yerine getirilmesi, mahkemece verilen kararın çıkması için geçen zamandan çok daha kısa bir zamanda, gerçekleştirilmelidir. Bunu temin için de, icra usullerinde lüzumsuz sürüncemeleri önleme ve -hakka en kısa yoldan varma imkanlarını sağlamak lâzımdır.

Partimiz, bu maksatları elde etmeğe elverişli bulunan tek mil kanunu tedbirlerinin alınmasına çalışacaktır

MİLLİ EĞİTİM İŞLERİ

Madde -34- Maarif sistemimizde, milli eğitim ve öğretim vahdeti prensibinin taraftarıyız.

Madde-35- Umumi ve mesleki eğitim ve öğretim yurt ihtiyaçlarını karşılayacak umumi bir plana göre tanzim edilmeli ve gelecek nesillerin yalnız ilim ve teknik bilgi ile değil, milli ve insani bütün manevi kıymetlerle de teçhizine çalışmalıdır.

Madde -36- İlk öğretim, maarif sistemimizin temelini teşkil etmektedir. Bütün ilkokul öğretmenlerinin aynı ruha ve aynı seviyede bilgiye sahip olmaları esasına gözönünde tutulmasını, bunlar arasında farklı zümrelerin teşekkülüne meydan verilmemesi bakımından, lüzumlu görmekteyiz.

Madde -37- Orta tahsil kurullarını, gerek program ve talimatname, gerek lâboratuvar ve kütüphane gibi öğretim vasıtaları bakımından ıslâh ve takviyeye muhtaç görmekteyiz.

Yüksek öğretime basmak olan liselerin bu maksadı sağlayacak duruma getirilmeleri lazımdır.

Madde -38- Muhtelif derecelerdeki teknik öğretim kurullarını yurdun her tarafına yaymak yönündeki çalışmaları, eğitim ve öğretim cihazımızın ekonomik kalkınmamızda da. vazife alması bakımından, yerinde bulmaktayız. Bu çalışmaların iktisadi ihtiyaçlarımızla ayarlanmasını lüzumlu görüyoruz.

Madde -39- Yüksek öğretim meselesinde keyfiyete önem verilmesi lüzumuna kaniiz. Bütün yüksek öğretim kurullarımızın bu esasa göre takviyesini ve Garp'tâki benzerleri seviyesine eriştirilmesini istiyoruz.

Üniversiteler, ilmi ve idari muhtariyete sahip olmalıdırlar. Muhtelif ilim şubelerinde çalışmak üzere, üniversite içinde, Araştırma Enstitüleri kurulmasını ve memlekete ait araştırmalara bilhassa önem verilmesini istiyoruz.

Madde -40- İlmin, tekniğin, güzel sanatların sür'atle gelişmesini sağlamak için bütün vasıta ve tedbirlere başvurmak, bu cümleden olarak ehliyet ve istidatları teşvik etmek, kütüphaneler, müzeler, tiyatrolar, konservatuvarlar kurmak, ciddi neşriyata yardımda bulunmak, Türk. dilinin, milli bünyesine uygun olarak, süratle gelişmesi yolundaki ilmi çalışmalara yardım etmek, kısaca yurdumuzda milli ve insani kültür seviyesinin yükselmesini sağlayacak her faaliyeti desteklemek, kanaatimizce, devletin başlıca vazifelerindendir.

Ancak, dilin, ilmin, sanatın ve her türlü fikir faaliyetlerinin siyasi ve idari müdahalelerden uzak kalmasını, Demokrasinin değişmez bir esası olarak kabul ediyoruz.

Madde -41- Kabiliyetli ve kudreti müsait olduğu takdirde, bir ilkokul öğretmenin, öğretim derecelerini tamamlayarak, Üniversite profesörlüğüne kadar yükselmesine kanuni imkân sağlanmalıdır.

Madde -42- Doğu bölgelerinde, her derece ve şubede okulları ve nihayet Fakülte ve Enstitüleri ile, bir kültür merkezi yaratmak lüzumuna inanıyoruz.

SANAYİ İŞLERİ

Madde -43- İktisadi hayatta özel teşebbüs ve sermayenin faaliyeti esastır. Onun için, hususi teşebbüs ve sermayeye serbestlik ve güvenle çalışmak şartları ve yeni yeni iş sahaları sağlanmalıdır.

Faaliyet sahaları iyice hudutlanmak şartıyla, özel teşebbüslerle devlet teşebbüslerinin, yek diğerine engel olmadan ve karşılıklı yardım suretiyle birbirini tamamlayıcı bir ahenk içinde çalışmalarının hem mümkün ve hem de faydalı olduğuna inanıyoruz.

Madde -44- özel teşebbüs ve sermayenin istikrar ve güvenle çalışması bakımından, devlet iktisadi faaliyetlerinin hudutları kesin olarak belirtilmelidir. Bunun için;

a) Devletin ele alacağı işlerin uzun vadeli umumi bir plâna bağlamak suretiyle önceden herkesçe bilinmesi imkânının temini,

b) Devletin iktisadi hayatı tanzim yolunda alacağı tedbirler ile, Gümrük, Tekel ve para politikası gibi iktisadi hayatla sıkı sıkıya ilgili konularda takip edilecek, ana istikametlerin, yine herkesçe bilinmek üzere, önceden tayin ve ifadesini lüzumlu görmekteyiz.

Madde -45- Devletin doğrudan doğruya girişeceği iktisadi teşebbüsler şu mahiyette işler olmalıdır;

a) Özel teşebbüs ve sermayenin yetip erişemeyeceği, yahut yeter ve yakın kâr görmediği için girişemeyeceği, fakat bütün ekonomik faaliyetlere müessir olacak ve memleket müdafaasını sağlayacak mahiyetteki teşebbüslere girişmek; bilhassa ana sanayii ve büyük enerji santrallerini kurmak; bugün olduğu gibi, demiryolu, liman, su işleri yapmak; büyük taşıt vasıtaları inşa etmek ve işletmek;

b) Millet, gelecek nesillere de şamil, daimi menfaatleri bakımından devlet elinde bulunması daha faydalı olan büyük maden ve orman işletmeleri kurmak.

Devlet, girişeceği iktisadi işlerde, kazanç maksadından ziyade, benzeri özel işletmeleri sarsmamak kaydile, milli ekonominin gelişmesi; ve halk ihtiyaçlarının karşılanması gayretleriyle hareket eder.

*c) Devlet işletmeleri ile benzeri özel işletmeler hiçbir suretle birbirinden farklı muamele ve şartlar altında bulundurulmamalıdır.

Madde -46- Devlet, iktisadi faaliyetleri düzenleme yolunda alacağı tedbirlerde, iktisadi hürriyeti ortadan kaldıran fiili inhisarları, milli emek ve sermayenin israfını, umumi menfaate ve içtimai adalete aykırı istismarları önlemek gibi maksatlarla hareket eder.

Madde -47- Memleketin ham maddesini kullanan, halkın zaruri ihtiyaçlarını karşılayan, geniş işçi zümrelerine geçim sahaları sağlayan, dünya piyasalarına göre de rantabl plan sanayi ile, umumiyetle ziraat sanayii ve küçük sanayiden milli ekonomi bakımından himayeye muhtaç görülenler, ve halkın bilhassa köylümüzün boş zamanlarını kıymetlendiren el sanatları, devletçe himaye ve teşvik olunmalıdır. Bu esaslara göre tanzim edilecek bir "Sanayii teşvik kanunu" projesini yüksek meclise sunmak kararındayız.

Sanayimizin kuruluş ve işleyişinde, "En iyiye en ucuza mal etmek" hedefini daima gözönünde bulundurmak icabeder.

* **Madde -48 -** Devlet tarafından, kurulan ve programın 45. maddesinde yazılı vasıfları haiz olarak tesis edilmiş bulunan devlet iktisadi, teşebbüsleri ve işletmelerinin dışında kalan devlet işletmeleri elverişli şartlarla özel teşebbüslere devredilmelidir.

* **Madde -49-** Milli servetimiz olan ve memleket için büyük faydalar vadeden balıkçılığı ve her çeşit balık sanayii, ve ticaretinin inkişafını sağlamak ele alacağımız mevzulardandır.

Madde-50- İktisadi devlet teşekküllerinde verimlerin geniş ölçüde arttırılmasını ve masraflarının mühim nisbetlerde azaltılmasını mümkün görmekteyiz. Bu teşekküllerin idaresinde randıman, ve rantabilite hesap ve esaslarına ve basiretli bir tüccar gibi hareket prensibine sıkı sıkıya bağlanmakla, bu hedefe varılabileceğine inanıyoruz.

Bu maksatla, iktisadi devlet teşekkülleri idare ve murakabesinin, daha ileri ve bu müesseselerin özelliklerine, daha uygun bir şekilde tanzimi ve kanununda değişiklikler yapılmasını zaruri görmekteyiz.

TEKELİŞLERİ

Madde -51- Varidat temini gayesiyle tesis edilerek bizzat devlet tarafından işletilmek suretiyle memlekette iş hacmini daraltan, hayatı pahalılaştıran tekellük fabrikalarının elverişli şartlarla hususi teşebbüs ve sermayeye devrine taraftarız.

Madde -52- Devletçilik politikasının devlete yüklediği türlü ekonomik vazifelerin lâyükile başarılabilmesini, iktisadi idare cihazının iktisadi ve ticari zihniyet ve esaslara göre işlemesine bağlı görmekteyiz.

TİCARET İŞLERİ

Madde -53- Piyasalarda emniyet ve istikrarın sağlanması şarttır. Kat'i zaruret olmadıkça piyasalara karışılmamalıdır. Bu alanda devlete düşen en önemli vazife, rekabetin ortadan kalkmasını veya daralmasını önlemeğe çalışmak olmalıdır.

Madde -54-Türlü sebeplerden ileri gelen hayat pahallığı, yalnız dar ve sabit gelirliilere zarar veren bir dert olmakla kalmamış, bütün istihsal maliyetlerini arttırmış, ve milletlerarası piyasaya uymak zorunda kalan dış ticaretimizi güçleştirmiştir. Devletin ilgili cihazları, çalışmalarını bu mesele üzerinde toplayarak, iktisadi ve mali hayatın,türlü safhalarında gereken tedbirleri almak suretiyle, yaşama standardını tabiiileştirmeye çalışmalıdırlar.

Madde -55- Paramızın kıymetini, serbest piyasa döviz kıymetleriyle, memleketimizin iktisadi ve mali durumuna en uygun şekilde, ayarlamak, ve bu esas üzerinde tam bir istikrar sağlamak zarureti karşısındayız. Bu yolda gereken tedbirler biran evvel alınmalıdır.

TARIM İŞLERİ

Madde-56- Ziraat, milli gelirin en geniş kaynağını teşkil ettiğine ve nüfusumuzun yüzde sekseni ziraatle geçindiğine göre, ziraî kalkınmanın memleket kalkınmasının temeli olacağına şüphe yoktur. Bu sebeple, devlet gayretlerinin, "Topraktan bol, iyi ve ucuz mahsul almak" hedefinde toplanmasını zaruri görmekteyiz.

Madde -57- Memleketimizde ziraat, diğer istihsal şubelerine nisbetle, emek ve masrafa en az karşılık getiren iştir. Ziraatta maliyet ve satış fiyatları arasındaki fark, asgari derecededir. Çiftçinin sattığı, satın aldığı maddelere nisbetle, ucuzdur. Maliyetlerin yüksekliği mahsullerin dış piyasaya arzını da zorlaştırmakta ve istihsal baskı altında bulundurmaktadır. Bu sebeplerle, bir taraftan zirai maliyetlerin yükseltilmesinde tesiri olan âmillerle mücadele etmek, diğer taraftan, zirai mahsullerimizin iç ve dış pazar şartlarını iyileştirme çarelerini aramak yollarile, çiftçiyi bugünkünden daha çok kazanır ve daha fazla istihsal yapar, bir hale getirmek, en esaslı gayelerimizdendir.

Madde -58- Zirâatımız, âlet, çift hayvanı, makine vesair vasita bakımlarından yoksul olduğu gibi, iyi tohum, ilaç vesair ihtiyaçları da karşılanmış olmaktan uzaktır. Çiftçimizin donatım işi, zirai kalkınmamızın başlıca konusudur. Bundan başka, çiftçimizi, işine yarayacak teknik bilgi ile teçhiz etmeğe ve istihsal metodlarımızı islah, daha verimli hale getirmeğe mecburuz. Bütün bu ihtiyaçları memleket ölçüsünde karşılayacak tedbirlerin sür'atle alınmasına çalışacağız.

Madde -59- Zirai kredi, istihsal haçimile mütenasip ve istihsalî sür'atle arttırmadan esaslı âmil olabilecek miktar ve mahiyette olmalıdır. Bu bakımdan Ziraat Bankası'nın faaliyeti ve sermayesinin artırılması meselesi üzerinde önemle durulmak lazımdır. Ayrıca, kooperatifleşme yolu ile de kredi darlığına çareler bulunabileceği kanaatindeyiz. Bunun için, kooperatif hareketini hızlandırmaya ve genişletmeye, ve bundan başka da yer yer çiftçiye kredi yapacak mahalli bankalar kurulmasına çalışacağız.

Madde -60- Çiftçimizin, kredi kooperatifleriyle olduğu gibi, istihsal ve satış kooperatifleri kurmak ve bunlara çoğaltmak yolu ile de, takviyesini lüzumlu görmekteyiz.

Madde -61- Ziraî kalkınmamızda büyük ehemmiyeti aşikâr olan kuraklıkla mücadelenin ve su işlerinin hızlandırılmasını ve genişletilmesini çok lüzumlu görüyoruz.

Madde -62- Hayvancılık milli gelirde geniş yer tuttuğu gibi, çiftçimizin yardımcısı, büyük bir yurddaş kütesinin başlıca vasıtası ve en esaslı besin maddelerimizin kaynağı olmak itibarıyla de, çok önemlidir. Memleketimiz, hayvancılık bakımından, geniş imkanlar göstermektedir.

Hayvan mevcudunu arttırmak ve cinslerini ıslah etmek yolundaki gayretlerin arttırılmasında maddi fedakârlıklardan kaçınılmaması zaruridir.

Madde -63- Zirai sanatlara kredi vermek ve gelişmelerine yardım etmek yönünde Ziraat Bankası'nın esaslı gayretler sarf etmesine ve özel teşebbüs ve sermayeyi de bu sahaya çevirmek için her türlü teşvik ve yardımda bulunmasına ihtiyaç görmekteyiz.

Madde -64- Devlet elindeki mahdut imkanları ziraat işletmeciliğine hasretmektense bundan sonra bu imkanları çiftçi kütesinin iyi bol ve ucuz istihsal yapmasına yardım yolunda kullanılmalıdır. Bu maksatla her bölgede yeni yeni örnek çiftlikler fidanlıklar, hayvan ıslah merkezleri, tohum üretme ve araştırma istasyonları kurmak yolunda çalışmalıdır.

Madde -65- Devlet, ucuz ve her bölgenin tabiat şartlarına uygun aletleri ve yedek parçaları çiftçinin ayağına götürmeli, ve bu maksatla memlekette çok geniş sarf yeri olan basit ziraat aletleri sanayiinin süratle kurulmasını sağlamalıdır.

Madde -66- Zirai kalkınmamızda devletin ağır ve geniş vazifeleri bulunduğuna inanıyoruz. Bu vazifelerin yapılması için, meseleyi bütün genişliği ile toptan ele almak ve işleri sarfedilecek emek ve paraya nisbetle verimi ev çok ve tesirli milli ekonomi bakımından en geniş olanlardan başlamak üzere tertipleme, ve planlaştırmak lazımdır.

Madde -67- Bilgi ile çalışan emek, sermaye ve teşebbüsün zirâat sahasına dökülmesini, zirai istihsal ve milli gelirin arttırılmasında önemli bir konu olarak görmekteyiz. Bu maksadın temini için gerekli tedbirlerin alınmasına çalışacağız.

ORMAN İŞLERİ

Madde -68- Milli servetimizin büyük ve önemli bir parçasını teşkil eden ormanlarımızın muhafaza ve geliştirilmesi, devletin daima büyük titizlikle üzerinde duracağı bir konudur.

Madde -69- Köylünün kereste, odun ve kömür ihtiyacını, zamanında ve yeter miktarlarda ve ucuz olarak vermek ve bu işlerde köylünün emek ve vasıtalarından da

faydalanmak, köylüyü ferahlatacak.ve devlet orman işletmelerinin işlerini ve masraflarını hafifletecek tedbirdendir.

Madde -70- Devlet orman işletmelerinin tevzii masraflar ile istihsal masrafları fasıllarında mühim nisbetlerde tasarruflar yapabileceğine inanıyoruz.

Madde -71- Orman mahsulleri fiyatlarındaki yüksekliğin umumi hayat ve ekonomik gelişmemiz üzerindeki tesirleri gözönünde tutularak bu fiyatlarda indirmeler yapılmasını zaruri ve mümkün görüyoruz.

Madde -72- Ehemmiyetli tesislerin kurulmasını ve toplu istihsal yapılmasını gerektiren büyük orman işletmelerinin devlet elinde bulunmasını faydalı ve zaruri görmekteyiz.

Kurulacak önemli tesisleri karşılayacak büyüklükte olmıyan ormanlar devletin şıkı murakabesi, altında özel teşebbüs eli ile de işletilebilmelidir.

MALİYE İŞLERİ

Madde -73- Samimilik ve açıklıkla ve çok sıkı bir tasarruf zihniyeti ile tanzim edilmiş denk bütçe mali siyasetimizin esasıdır.

İç emniyeti korumak için sağlam bir idare cihazının işlemesine dış emniyeti korumak içinde milli savunma ihtiyaçlarını karşılamağa yeter bütün masrafları sağlamak bütçenin başlıca hedefidir.

Bütçenin âdi masrafları için açık veya kapalı istikraz yoluna gidilmemeli, ve yeni emisyonlardan kaçınılmalıdır.

Madde-74- İstihsalin ve milli gelirin süratle artmasını sağlayacak işleri münhasır kalmak üzere dahili istikrazları ve iktisadi istiklâlimize uzaktan yakından dokunmıyacak normal şartlarla uzun vadeli dış istikrazlar yapılmasını, çok faydalı ve lüzumlu görmekteyiz.

Bütün devlet iktisadi teşebbüsleri için asıl sermayenin yanında obligasyon çıkarmak usulünden de faydalanılmasını devlet bütçesinin yükünü hafifletmek bakımından, lüzumlu sayarız.

Madde -75- Vergilerin içtimai adalet kaidelerine uygun ve yurddaşların ödeme kabiliyetlerle mütenasip olmasını ve vergi sistemimizde vasıtalı vergilerden ziyade vasitasız vergilere daha geniş yer verilmesini gerekli buluyoruz. Şahsi takdire dayanan vergi usullerinden vergi mahiyeti alan iane ve bağış yollarından kaçınılmasını vergi borcundan dolayı hapis cezasının kaldırılmasını istiyoruz.

Madde -76- Vergi sistemimizin ıslahı, cibayet usullerinin sadeleştirilmesi ve daha emniyetli ve az masraflı hâle getirilmesi suretiyle yeni vergiler konulmadan dahi devlet gelirin arttırılabileceği kanâatindeyiz.

Madde -77- Memlekette iş hacmini daraltan istihsal maliyetlerine doğrudan doğruya tesir yaparak dış piyasalarla mübadeleyi güçleştiren veyahut hayat pahalılığının amillerinden olan vergi ve resimlerde değiştirmeler ve indirmeler yapılmasına ve hayvan vergisinin birden veya tedrici surette kaldırılmasına taraftarız.

Madde -78- Partimiz maliye işlerinin hazine menfaatinin halkın menfaatinden ayrı ve üstün görmiyen iktisadi ve içtimai prensiplerimize uygun bulunan bir anlayışla yürütülmesi lüzumuna kanidir. Bu esasın gerçekleştirilmesi yönünde kazai ve idari müeyyideler konulmasına çalışacağız.

BAYINDIRLIK ULAŞTIRMA İŞLERİ

Madde -79- Milli ekonominin gelişmesini geciktiren sebeplerden birisi de ulaştırma ekonomimizin yetersizliği ve pahalılığıdır. Ulaştırma işlerimiz, bu görüşün gerekli kıtlığı önemle ele almak fikrindeyiz.

Madde -80- Modern yol yapımı tekniği, büyük vasıtalara ve makinelere ihtiyaç göstermektedir. Köy bucak yolları dışındaki yapımın merkezden idaresini, esaslı bir plan içinde büyük yol şebekeleri kurulmasını zaruri görüyoruz. Bu bakımdan, kanunlarımızda değişiklikler yapılmalıdır. Özel kanuna göre köy ve bucak yollarının süratle yapılması da. gözönünde tutulmalıdır.

Madde - 81- Demiryollarımızın inşasına devam olunmalıdır, Demiryollarımızı besleyecek kara yolları ile, limanlar, depolar ve antrepoların birbirini tamamlayıcı surette yapılmalarını, ulaştırma sistemimizin içinde görüyoruz.

Madde -82- Ulaştırmada ucuzluğu sağlamak için her türlü taşıt vasıtalarının ve yedek parçalarının memlekete getirilmesinde kolaylık gösterilmesi, akaryakıt fiyatlarının ucuzlatılmasına çalışılmasını zaruri bulmaktayız.

Madde -83- Umumiyetle ulaştırma, depo ve antrepo ücret ve tarifelerinin milli ekonomiye uygun olarak tesbiti "Warrant" usulünün tatbiki gözettiğimiz hedeflerdendir.

Madde -84- İstikbal hava nakliyatındadır. Bu konu üzerinde önemle duracağız.

* **Madde -85-** Devlet denizyollarının yük ve yolcu nakli inhisarı kaldırılarak kabotaj hakkı seyyah bir surette Türk Bayrağına ait olacaktır.

Türk ticaret mallarının milli vasıtalarımızla dış pazarlara götürmek gayemiz olmalıdır. Dış sularda nakliyat yapan armatörlerin ecnebi şirketlere rekabet etmesini temin edecek himaye tedbirleri alınmalıdır.

Devlet deniz işletmeciliği ile ilgili bütün vasıta, tesis ve teşekkülleri bir idare altında toplamayı gerekli bulmaktayız.

Memleketimizin üç tarafı denizle çevrildiği Coğrafi durumumuz endüstri ticareti ve sporu ile bize en ileri denizci millet olarak yetiştirmek fırsatı ve

kabiliyetini vermektedir. Denizciliği Türk'ün büyük milli ülküsü olarak kabul ediyoruz.

Madde -86- Çiftçimiz, bir taraftan sel ve taşkınların tahripleri, diğer taraftan kuraklığın acı neticeleri ile daima, karşı karşıyadır. Yurdda su meselesi, sağlık bakımından da çok büyük bir önem göstermektedir. Bu sebeplerle, su işlerimize, daima artan bir hızla, devam olunmasına çalışmak hedefimizdir. Bu konuda başlanmış işler bitirilmeden yenilerine başlamak halin icabıdır.

Küçük su işleri üzerinde ayrıca önemle durulmakta bu işlerde halkın ve ilgililerin de iştirakini sağlayacak tedbirler ve müeyyideler aranmalıdır.

UMUMİ SAĞLIK İŞLERİ

Madde -87- Nüfusumuzun en istihsâl kudretimizin çoğalması davasında büyük bir âmil olan umumi sağlık işlerimiz, artan bir hızla ve plânla yürütülmek ihtiyacıdadır.

Bunun için, bütçeden, yeter tahsisat ayrılmasını, sıtma başta olmak üzere milli bünyeyi kemiren bütün hastalıklarla esaslı surette mücadele imkân ve vasıtalarının sağlanmasını, ve bu maksatla, ilgili bakanlıklar ile de işbirliği yapılmasını, Partimiz, memleketin en büyük ihtiyaçlarından sayar.

SOSYAL MESELELER

Madde-88-

a) İctimai adalet ve insani tesanüt prensiplerinin tabii neticeleri olan içtimai sigortalar ve işçinin ve ailesinin maddi ve manevi refahını temin edecek bütün iktisadi ve teknik tedbirlerin alınmasına taraftarız.

Memurlar hakkında da bu mahiyete tedbirler düşünülmesini lüzumlu add ediyoruz.

b) Yurtdaşların kemiyet ve keyfiyet bakımından gelişmesine ait tedbirleri içine alacak geniş bir nüfuz siyasetinin tesbit ve takibini lüzumlu görüyoruz.

c) Geliri az olan yurtdaşların gıda, giyim ve iskan şartlarını islâh etmek için esaslı tedbirler almağa çalışacağız.

ç) Partimiz memleket iş gücünün değerlendirilmesi ve kemmiyet ve keyfiyet bakımından yükselmesi çarelerini düşünülmesi zaruretine kanidir.

d) Cemiyetin yardımına muhtaç hale gelmiş vatandaşlarla öksüz ve bakımsız çocuklar hakkında himaye edici tedbirler alınması lüzumuna kaiyiz.

e) İşçiler için ücretli tatiller ve mezuniyetler sağlanmanın imkânlarını arayacağız.

ANNEXE II

ADALET PARTİSİ PROGRAMI ⁵³⁸

Birinci Kısım

TEMEL GÖRÜŞLERİMİZ

Gaye

MADDE : 1 — Adalet Partisi, Türk Milletini, millî tarih şuuru içinde, Batı Medeniyeti seviyesine çıkarmayı, ideallerinin temeli yapmış bir siyasî teşekküldür. Adalet Partisi, Türk Milletini geri kalmışlıktan, sefaletten ve siyasî vesayetten kurtarmak, Hür Dünyanın demokratik, ileri ve müreffeh hür bir üyesi haline getirmek için çalışır.

Hürriyet nizamı; İnsan hakları ve haysiyeti

MADDE : 2 — Batılı mânada demokratik düzeni, insan şeref ve haysiyetine yaraşır; vatandaşın düşünce, hareket ve vicdan hürriyetine saygılı; beşerî refah ve saadeti en tesirli şekilde gerçekleştiren; faziletkâr; en ileri ve mükemmel bir cemiyet düzeni olarak kabul ediyoruz. Medenî bir toplum ola-bilmenin ilk şartını, hür bir siyasî nizâm içinde yaşamak saadetine ermede görüyoruz. Ferdi ve vatandaşı, siyasî vesayet altına almak isteyen; insan haysiyetim rencide eden; insan hak ve hürriyetlerini hiçe sayan; insanı, devletin ve siyasî otoritenin bir âlet ve vasıtası olarak görmek isteyen her türlü totaliter düşünce ve temayülün karşısındayız.

Hukuka bağlı devlet düzeni

MADDE : 3 — Batılı anlamda hür ve demokratik-cemiyet nizâmının ayrılmaz parçası olarak, İnsan Hakları Evrensel Beyannamesinde ifadesini bulan ferd haklarının ve temel hürriyetlerin gerçekleşmesi, korunması için devamlı bir şekilde gayret ve çaba gösterilmesi, uyanık bulunulması gerektiğine kaniiz. Batı demokrasi âleminin müşterek gayesini teşkil e-den, vatandaşa ve ferde hukuk güveni sağlayan hukuka bağlı devlet düzeninin, kurulması ve tekemmül etmesi için, maddî ve manevî bütün varlığımızla çalışacağız.

⁵³⁸ Bozbeyleli, Ferruh, **Parti Programları: Adalet Partisi-Birlik Partisi-Cumhuriyet Halk Partisi-Güven Partisi-Millet Partisi-Milliyetçi Hareket Partisi-Türkiye İşçi Partisi-Yeni Türkiye Partisi-Milli Nizam Partisi**, İstanbul, Ak Yayınları, 1970.

Demokratik müesseselerin korunması

MADDE : 4 — Cemiyetin nüvesini teşkil eden aile müessesesine ve mülkiyet haklarına saygı gösteren; insanın yaratıcı kabiliyetine yeni ufuklar açan; ferdî imkânları, gönüllü ve ihtiyarî gayretlerle geliştiren; şahsî teşebbüse ilerleme yollarını açık tutan; batılı demokratik düzenin temel müesseselerini teminat altında bulundurmaya gayemizdir. Hizmet ve idarî ademî merkezîyet müesseselerinin, meslek ve fikir derneklerinin, çok taraflı bir siyasî düzen olan demokratik hayat tarzının vazgeçilmez parçaları olduklarına kaniiz.

Sosyal güvenlik müesseseleri

MADDE : 5 — Aile, miras ve özel mülkiyet düzenine da yanan siyasî, içtimaî ve iktisadî rejimin, her alanda hürriyet idealini gerçekleştirmede, millî kabiliyet ve gayreti seferber ederek, halkın refah ve saadetini artırmada en tesirli ve mükemmel bir sistem olduğuna inanıyoruz. Aynı zaman-da bu düzenin cemiyet ahengini ve muvazenesini korumaya müsait; içtimaî kutuplaşmaları ortadan kaldırmaya yarayan bir nizâm olduğuna kaniiz, Cemiyette aşırı servet ve gelir farklarının meydana çıkmasıyla belirecek kutuplaşmaları, hür iktisat düzenini ortadan kaldırmadan, demokratik müesseseleri zedelemeyen, devleti ve siyasî otoriteyi, vatandaş hayatına keyfî müdahalelerde bulunacak, müstebit ve otoriter bir teşkilât haline getirmeden önleyecek müterakki vergiler, sosyal sigortalar ve güvenlik tedbirleri, hür sendikacılık, toplu sözleşme ve grev hakkı, geniş amme hizmetleri gibi demokratik metod ve müesseselerin mevcut olduğuna inanıyoruz. Bu inançla, sosyal denge ile sosyal güvenliği sağlayacak bu müesseselerin geliştirilmesini zarurî buluyoruz.

Refah Devleti

MADDE : 6 — Yaşama ve çalışma hürriyetini, düşünce, vicdan, söz, yazı, toplanma ve seyahat hürriyetlerini teminat altına alan; vatandaşlara farklı muamele yapmayan; Türk Milletinin her ferdine kabiliyetini tam bir şekilde geliştirme için eşit imkânlar veren; eğitim ve öğretim müesseselerinden, içtimaî hizmetlerden ve sosyal güvenlik haklarından bütün vatandaşların faydalanmasını sağlayan, vatandaş mutluluğa ulaştıran «REFAH DEVLETİ» ni kurmak samimî arzumuzdur.

Fırsat ve imkân müsavâtı

MADDE : 7 — Ancak, çok partili demokratik düzen sayesinde geniş vatandaş kitlelerinin devlet idaresine katılmasının mümkün olacağı kanaatindeyiz. İşçi, esnaf ve çiftçi gibi geniş vatandaş kitlelerinin, iktisadî güçlerini, meslekî dernek ve sendikalar vasıtasıyla artırdığına inanıyoruz. Devlet elindeki her türlü maddî ve manevî vasıta ve imkânların; köylü, işçi, esnaf ve memurların, dar gelirli olanların, geçkondularda ve mahrumiyet bölgelerinde yaşayan vatandaşların hayat şartlarını ıslah etmede, her vatandaşa medenî bir yaşama seviyesi sağlamada ve sosyal güvenlik temininde kullanılması, «REFAH DEVLETİ» inanç ve görüşümüzün mantıkî bir sonucudur.

Millî varlığımızın kaynağı olan köylerimizi, medeni dünyanın yaşama ve hayat seviyesine ulaştırmak millî ülkümüzdür.

Aşırı cereyanlarla mücadele

MADDE : 8 — Vatandaşı vatandaşa düşman etmeye ve memleketin bütünlüğünü parçalamaya çalışan; cemiyetin çeşitli kanatlarını ve tabakalarını birbiri aleyhine çevirmeye gayret eden, çok partili düzeni ve ona dayanan, hür seçimle kurulmuş parlâmentoyu gözden düşüren ve kötöleyen; demokratik sistemi Türk milletine uygun görmeyen; totaliter bir idareyi zorla memlekete kabul ettirmeye çalışan aşırı cereyanlarla en tesirli bir şekilde mücadeleyi, demokratik sistemi müdafaa etmek ve vatandaşın hürriyetim güven altında tutabilmek için zarurî bir mes'uliyet sayarız.

Tefrikacılık, taassup ve hurafelerden korunma

MADDE : 9 — Irk, kültür, din, mezhep ve mahallî gelenek farkları doğuran cereyanlara karşı durmayı; memleketin Batı medeniyetine bir an evvel kavuşabilmesi için geçirmeye mecbur olduğu içtimaî, kültürel ve fikrî inkişafı önleyecek, ilim fikir ve vicdan hürriyeti alanındaki gelişmeler için şart olan müsamaha ve hoş görürlüğü baltalayacak taassup ve hurafelerden, halkımızı masun tutmayı millî bir vecibe saymaktayız.

Lâiklik anlayışımız

MADDE : 10 — Lâikliği, din aleyhtarlığı, dine saygısızlık veya dinsizlik şeklinde anlamıyoruz. Devletin lâik olması, vatandaşların dinleri ile alâkalarını kesmeleri demek değildir. Her vatandaş, mensup olduğu din ve ibâdet şekillerini icrada serbest olmalıdır.

Türk Milliyetçiliği

MADDE : 11 — Türk milliyetçiliğini; Büyük Milletimizin bütünlüğünü ve beraberliğini sağlamak, millî ihtiyaç ve menfaatleri her türlü şahıs ve zümre menfaatlerinin üstünde tutmak, Türk vatandaşları ve nesilleri arasında şuurlu bir tesanüt ve samimî bir kardeşlik bağlılığı ve birliği kurmak, millî, 'tarihî ve manevî değerlere saygı göstermek, yeni nesilleri millî tarih şuuru içinde yetiştirmek manâsında anlıyoruz.

Basın ve fikir hürriyeti, Hâkim teminatı, Seçim sistemi

MADDE : 12 — Ana prensiplerini umumî olarak yukarda ifade ettiğimiz hür cemiyet düzeni ideâlimizin tabî bir parçası olarak, basın hürriyetini, radyo ve televizyonun tarafsız bir şekilde idaresini, fikir ve akademik hürriyetleri, toplanma ve dernek kurmak hürriyetlerini, tarafsız mahkemeler ve hâkim teminatını, siyasî partilerin eşit yarışma ve mücadele imkânlarından faydalanmasını, seçim sisteminin hem memleket içindeki siyasî cereyanları ve kanaatları aksettiren, hem de tesirli ve istikrarlı bir devlet idaresini mümkün kılan bir mahiyette olmasını gerçekleştirmek gayesindeyiz.

İ k i n c i K ı s ı m

İKTİSADÎ DÜZEN ve KALKINMA POLİTİKASI

Hür iktisadî düzen, Özel teşebbüs

MADDE : 13 — Demokratik düzenin ayrılmaz bir parçası olan hür iktisat düzeni ve özel teşebbüs, sistemine olan inancımız, bu sistemin yalnız hürriyet alanında değil, toplum refahı ve iktisadî kalkınma bahsinde de en başarılı ve müessir bir sistem olmasından ileri gelmektedir. Vatandaşın hürriyet ihtiyacını ikinci plâna atarak, iktisadî kalkınma hedefi için onu devletin elinde bir iptidaî malzeme gibi kullanma yolunu teklif eden totaliter görüşleri reddediyoruz. Hürriyetsiz bir toplumun, devamlı, istikrarlı ve yüksek seviyeli bir istihsal imkânına kavuşabileceğine inanmıyoruz. İktisadî refah ve verimin, ancak ferdî kabiliyet ve gayreti değerlendiren, onu teşvik eden, hür bir iktisat düzeninde gerçekleştirilebileceğine ve süreli bir şekilde devam ettirebileceğine kaniiz.

Memleket imkân ve kaynaklarının kullanılması

MADDE : 14 — Türkiye gibi ileri Batı memleketlerinin refah ve gelişme seviyesine henüz ulaşamamış olan bir memlekette, sür'atli bir iktisadî kalkınmayı gerçekleştirebilmek için, henüz tam bir verimle kullanılmayan çeşitli imkân ve kaynakların mevcut olduğuna inanıyoruz. Cumhuriyetten bu yana ve bilhassa İkinci Dünya Harbinden bugüne kadar, memleketimizin iktisadî alanda kazanmış olduğu mesafe, tabîi ve beşerî kaynaklarımızın zenginliği, sermaye terakümü ve teşebbüsler alanında elde edilen tecrübe ve sonuçlar, ilmî, rasyonel ve plânlı bir şekilde iktisadî politikaya verilecek yönle, bütün vatandaşları iktisadî kalkınma hedefi için seferber edecek, onları şevkle memleketin imâr ve kalkınmasına şevk edecek temel şartları hazırlamıştır.

Devlet faaliyetlerinin ve yatırımlarının desteği ile vatandaşlarımızın en geniş bir cephede iktisadî kalkınma hedefine koyulmalarını, vatandaş gayretinin yani özel teşebbüs faaliyetinin âzami haddine çıkararak, millî kaynaklarımızı kalkınma hedeflerine yöneltmesini, iktisadî refah ve kurtuluşumuzun başlıca anahtarı olarak kabul ediyoruz.

Meşru kâr ve kazanç hakkı

MADDE : 15 — İktisadî bünyemizi modernleştirerek, piyasa ekonomisinin tesirli ve verimli bir şekilde çalışabilmesi için gereken şartları hazırlayarak, fertlerin ve vatandaşlarımızın kazanma, çalışma, servet ve mülk edinme arzularına geniş imkânlar açarak, millî gelirimizdeki artışı sür'atlendirebileceğimize, fert başına düşen geliri artırdığımızımıza inanıyoruz.

İktisadî kalkınma hamlesine katılan vatandaşlarımızın elde ettiği kâr ve kazançların, bütün, çalışan zümreleri ve Devleti, aynı zamanda ve müşterek olarak faydalandıran bir başarı olacağına inanıyoruz.

Vatandaşın kazancını kıskanan, kötöleyen ve onu zararlı gibi gösteren menfi görüşlerin, memleketin iktisadî istikbalini körletecek zararlı fikir ve telkinler olduğu inanandayız.

Meşru kâr ve kazancı, ne Orta Çağlardaki gibi «Bir lokma bir hırka» telâkkisiyle karşılayan, nede çalışanların hakkından çalınmış bir pay sayan görüşü kabul ederiz; onu, milyonlarca vatandaşın günlük faaliyetlerini, en verimli sahalara teksif ettiren faydalı ve zarurî bir içtimaî mekanizma olarak mütalâa ederiz.

İktisadî kalkınmada Devletin rolü

MADDE : 16 — İktisadî kalkınmada devletin son derece önemli olan rollerini müdrük olarak, âmme hizmetlerini, âmme teşebbüslerini, iktisadî ve malî politikadaki düzenleyici ve yol gösterici vasıtaları, para ve kredi politikasındaki vasıtalı ve vasitasız iktisadî mekanizmaları iktisadî kalkınma politikamızda en müessir bir şekilde kullanmak azmindeyiz.

Devlet teşebbüslerinin vasıfları

MADDE : 17 — İktisadî kalkınmada devlet teşebbüsünü, ferdî teşebbüsü kıskanan ve ona rakip çıkan menfi, kıskanç; ve kısır bir devletçilik şeklinde değil, fakat büyük monopolların kurulmasını önleyen, onların faaliyetlerini düzenleyen, ferdî teşebbüsün gücü yetmeyince, onu tamamlayan ve ona yardımcı olan, teknik bilgi, ferdî imkânları aşan sermaye ve yüksek risk icab ettiren alanlarda öncü ve yol gösterici bir rol oynayacak müessese olarak kabul ediyoruz.

Kalkınmayı yavaşlatan unsurlar

MADDE : 18 — Yukardaki vasıfları haiz olmayan devlet teşebbüslerini, halkın ve vatandaşın toplamış olduğu kıt ve kaynakları israf eden, asıl verimli ve faydalı olacağı yerlere teksif edilmeyip, pekâlâ vatandaşın daha iyi ve verimli bir şekilde faaliyet göstereceği sahaları lüzumsuz yere işgal e-den, halka ve vatandaşa rakip ve muhasım bir tutum içine girerek, millî kalkınma hareketini yavaşlatan unsurlar olarak mütalâa ediyoruz.

Sosyal sabit sermaye alanları

MADDE: 19 — Devletin, yol, köprü, demiryolu, kanal, liman, baraj, enerji santrali gibi iktisadî ve sosyal sabit sermaye alanlarına dikkat ve gayretini teksif etmesi gerektiğini; özel teşebbüsün takatini aşan, bazı kilit endüstrilerde faaliyet göstererek, hem vatandaşa ve hem de bütün millî ekonomiye en çok yararlı olduğu sahalara gayretlerini yöneltmesini isabetli görmekteyiz.

Malî politika

MADDE : 20 — Malî politikamızın esası, yukarıda gösterilen alanlarda, sosyal sabit sermayenin teşekkülü için, millî tasarruflarının artırılması, bankacılık, kredi ve sermaye piyasası müesseseleri için gerekli âmme sermayesinin temin edilmesi hedeflerini gerçekleştirmek; âmme hizmetlerinin görülmesi için gereken

hacimde malî imkânların toplanmasını temin etmek; ekonominin enflâsyon ve deflasyon gibi istikrardan uzaklaşması anlarında, bütçe masraflarını ayarlamak ve vergi varidatını tanzim etmek; millî borç ve para politikası yoluyla ekonominin, iktisadî inkişafına paralel olarak duyduğu tedavül vasıtası ihtiyaçlarını karşılamak gibi hedefleri gerçekleştirmektir.

Maliyemiz, Merkez Bankası kanaliyle, emri ve kontrolü altında bulunan malî müesseselerle, banka sistemimizin kredi hacmini kontrol altında bulunduran çeşitli mekanizmalarıyla, takibedilen iktisadî istikrar ve kalkınma politikasına yardımcı bir para ve kredi politikası güdülmesini sağlar.

Sosyal adalet ideali

MADDE : 21 — «REFAH DEVLETİ» anlayışı içinde, hareket ederek, fertlerin çalışma ve kazanma arzularını körletmeyen, iş yapma imkânlarını baltalamayan, servet ve geliri, müsadere ve keyfi müdâhalelere açık bırakılmıyan bir maliye ve sosyal politika görüşü çerçevesinde, «Sosyal Adalet» ideâlinin en tesirli bir şekilde gerçekleştirilebileceğine inanıyoruz.

Vergi politikası

MADDE : 22 — Vergi politikasında mükellefin güven hislerini sarsan, kazanma ve gelirini serbestçe sarfetme imkânlarını ve arzusunu, baltalıyan, iktisadî faaliyetlerinde onu yeni teşebbüslerden alıkoyan, sermaye terakümünü önleyerek memleketin iktisadî kalkınmasını yavaşlatan vasıtalı ve vasıtasız vergileri ıslâh etmek ve böylece, vatandaş üzerindeki ağır ve adaletsiz vergi yükünü düzenlemek başlıca gayemizdir.

Malî idarenin gerçekleşmesi

MADDE : 23 — Vergi politikasının tatbikatında, Devletle vatandaş sayısız hususlarda karşı karşıya getiren, malî idareyi, doğan ihtilâflarla altından kalkınmaz hâle sokan çetrefil usulleri basitleştirmek; vergi kontrolünü, kaçakçılığın önlenmesini, mülkiyet haklarına müdahale sayılmıyacak ve vatandaşın güven hislerini sarsmıyacak, normal usullerle gerçekleştirmek gerektiğine inanıyoruz.

Vergi adaleti anlayışımız

MADDE : 24 — Vergide optimal gelirin yâni, azamî hasılanın sağlanmasının en başta gelen garantisi verginin umumiliğinde toplanır. Verginin umumiliği prensibi ise, vergi yükünün muhtelif mükellef zümreleri arasında uygun ve âdil bir nisbette taksim ve tevziini emreder. Bu netice de vergi ödeme iktidarı olan her vatandaşın prensip itibariyle vergiye tabi tutulmasını ve zümreler arasında farklar yaratacak bir tatbikata gidilmemesini zaruri kılar. Biz de bu prensibin anlayışına uygun olarak vergi ödeme iktidarı olan her vatandaşın malî gücüyle mütenasip olarak âdil esaslar dairesinde vergiye tâbi tutulması lüzumuna ve ancak bu suretle vergi adaletinin gerçekleşebileceğine inanıyoruz.

Vergi sisteminin teşvik edici yönü

MADDE : 25 — Vergi ödemede malî güç prensibine dayanılarak, fedakârlıkta müsavat sağlamak gayesiyle tatbik edilen müterakki nisbetli vergi tarifelerinde, nisbetlerin ve nisbet dilimlerinin tesbitinde sadece malî mülâhazalarla ve bütçe zaruretleriyle hareket edilerek ağır bir şekilde adaletsiz vergi tatbikatına gidilmesinin aleyhinde ve karşısındayız.

Memleketimizin iktisadî kalkınmasına yardımcı özel teşebbüslerin geliştirilmesi için, vergi sistemimizin teşvik edici bir vasıta olarak kullanılmasına taraftarız.

Vergiyi, toplumun çeşitli tabakaları ve kesitleri arasında muvazene yaratacak bir vasıta olarak kullanmayı kabul etmekle beraber, hür ve çok yönlü bir toplum bünyesine dayanan temel siyasî görüşlerimizin ruhuna aykırı istikametlerde, vergilemeyi bir siyasî tazyik vasıtası olarak kullanmaya karşıyız.

Bütçe görüşümüz

MADDE : 26 — Devlet faaliyetlerinin ve tasarruflarının . saha ve şümulü ne kadar genişlerse Devlet maliyesinin mümkün olduğu kadar ekonomik ve rasyonel tarzda idare edilmesi lüzumu da o nisbette artar ve ehemmiyet kazanır. Bu bakımdan böyle bir idarenin ancak iyi kurulmuş ve prensipleri iyi tesbit edilmiş, ekonomik ve politik karakteri iyi belirtilmiş bir bütçe sistemi ve düzeni sayesinde sağlanabileceği kanaatindeyiz.

Plânlı kalkınma

MADDE : 27 — Rasyonel ve ilme dayanan bir iktisadî kalkınma politikası takibedebilmek için, bugün ileri, hür ve medenî bir çok memlekette başarı ile takip edilegelmekte olan iktisadî plânlama tekniğinden istifade etmek azmindeyiz. Bunun için evvelâ, iktisadî istatistiklerimizi geliştirmek, iktisadî haber alma ve tahlil hizmetlerini genişletmek icabettiğine kaniiz.

Özel teşebbüse yardım

MADDE : 28 — Plân içinde tesbit edilen hedeflerin özel sektör için «Zorlayıcı» değil, «Yol gösterici» mâhiyette olması gerektiğine; müteşebbislerin, maliye ve kredi politikası, dış ticaret politikası gibi çeşitli alanlarda alınacak, faiz, yatırım indirimi, vergi muafiyeti, ucuz veya bedava arsa, bol ve ucuz enerji, bina temini, malî yardım ve sübvansiyonlar, farklı resim ve tarifeler, teknik yardımlar gibi «Özendirici tedbirler» yoluyla teşvik edilmesi gerektiğine inanıyoruz.

Demokratik ve hür bir ekonomide, özel teşebbüsün zor ve baskı ile, emir ve talimatla değil, ancak yukarıda mahiyeti zikredilen dolaylı vasıtalarla, teşvik ve özendirme ile, plân hedefleri istikametinde yürümesinin temin edilmesi mümkündür.

Sektörler arasında denge kurulması

MADDE : 29 — Türkiye gibi henüz kâfi derecede gelişmemiş bir ekonomi bünyesine sahip olan memleketlerde iktisadî gelişmenin her şeyden önce sektörler

arasında yeni bir muvazene kurulmasına bağılı bulunduđuna inanıyoruz. İktisadî bünyemizin geleneksel yapısı içinde, verimi düşük, tekniđi iptidaî olan tarımın baş mevkiî işgal etmesi karşısında, iktisadî kalkınmayı sür'atlendirmek için tarımı modern bir bünyeye kavuşturmak ve hem nüfus artışı, hem de ziraî bünyede mevcut fazla işgücünü sür'atle sanayide ve diđer sektörlerde verimli kılmak gerektiđine inanıyoruz.

Sür'atli sanayileşme

MADDE: 30 — Verimli ve istihsal kabiliyeti yüksek bir ekonomi bünyesine geçerken tarihte bir çok memleketin tecrübe ettiđi gibi sür'atle sanayileşmek zaruretini duymaktayız.

Sanayileşmemizin sür'atlenebilmesi için, nüfusumuzun teknik kabiliyetini, eğitim seviyesini artırmak, sanayi alanında sermaye terakümünü hızlandırmak ve bu alana doğru sermaye hareketini teşvik etmek, Türk müteşebbisini çeşitli vasıtalarla sanayi alanında çalışmaya yöneltmek bu çalışmanın gerektirdiđi teknik ve ekonomik bilgilerle onu teçhiz etmek lüzumuna kaniiz.

Ekonomik ve sosyal gelişmelerin kıymetlendirilmesi

MADDE : 31 — Sanayi politikamızın esas kaidelerinden biri, sanayileşmenin sadece bir takım büyük fabrikalar kurmaktan ibaret olmadığıdır. Bir memlekette sanayi sahasındaki gelişmenin ekonomik ve sosyal bünyede çok daha derin ve geniş çapta deđişmeleri icabettirdiđine kaniiz. Bu bakımdan sanayi gelişmesini teşvik edecek ve arttıracak faaliyetlere girişirken, memleketimizde ekonomik ve sosyal sahadaki gelişmelerin kıymetlendirilmesine ihtiyaç vardır. Bu ihtiyacı temin etmek üzere, memleketin bütün ekonomik ve sosyal kaynaklarının şumullü bir etüd ve analizinin yapılmasına çalışılacaktır. Türk halkının bünyesini tetkik edecek bir araştırma enstitüsünün kurulması âcil ihtiyaçlarımızın başında gelir.

Sanayide tevsi ve reorganizasyon

MADDE : 32 — Sanayi politikamızın diđer bir cephesi de yeni sanayi kolları kurulurken mevcut sanayi kollarının üzerinde ehemmiyetli bir şekilde durup, bir kısmının tevsi, diđer bir kısmının da reorganizasyonu cihetine gidileceđi hususudur. Bu suretle nisbeten az yatırım, az emek ve küçük riskler karşılığında ilâve iş hacminde sür'atli bir artış sağlanacağına inanmaktayız.

Küçük Sanayiinin geliştirilmesi

MADDE : 33 — Bir memleketin kalkınmasında büyük sanayi tesisleri kadar, küçük sanayi tesislerinin de kurulması, genişletilmesi ve modernleştirilmesi ehemmiyetli nisbette rol oynamaktadır. Bilhassa Avrupa ekonomisinde küçük sanayiinin ehemmiyeti son derece büyüktür. Bu bakımdan küçük sanayi karşısındaki tutumumuz, bu sanayii sadece muhafazaya inhisar etmeyecek, aynı zamanda bunlar teşvik edilecek, himaye görecek ve gelişip, büyümeleri için her türlü tedbirler alınacaktır. Bu tedbirlerden bazıları:

- a) Sanayileşmeyi teşvik için istişare ve danışma servisleri teşkil etmek,

- b) Proto - tipleri inkişaf ettirmek ve çeşitli sahalarda araştırma yapmak üzere etüd büroları kurmak,
 - c) İş adamları ve müteahhitler için yetiştirme ve olgunlaşma kursları açmak,
 - d) Küçük sanayiın kalkınabilmesi için muhtaç olduğu sanayi siteleri ve çarşıları kurmak,
 - e) Sanayiciye pazarlamada yardım etmek, alım satım işlerinde ve piyasa vaziyeti hakkında lüzumlu bilgileri vermek,
 - f) Malî hususlarda ve malzeme bakımından gerekli yardımlarda bulunmak.
- Bu maksatla kurulmuş olan malî müesseselerin imkânlarının arttırılması ve yeni müesseseseler kurulmasına çalışmaktır.

Sanayi bölgeleri, ve teşvik edici tedbirler

MADDE : 34 — Büyük sanayi veya küçük sanayi için lüzumlu olan enfastrüktür yatırımların, sosyal, ekonomik ve kültürel tesirlerinin dağınık ve müessiriyet derecelerinin az olmaması için sanayi bölgelerinin kurulmasında fayda mülâhaza etmekteyiz. Bu bakımdan sanayi bölgelerinin tesbit edilmesine ve bu gibi bölgelere sanayi kuracaklara hususî avantajlar ve muafiyetler sağlanmasına taraftarız. Bu bölgelerin enfastrüktür tesisleri ve âmme hizmetleri öncelikle yapılacaktır. Sanayi bölgelerinin yerleri ve buralarda sanayi kuracaklara sağlanacak avantaj ve muafiyetler tâyin ve tesbit edilerek ilân edilecektir.

Sermaye piyasasının kurtulması

MADDE : 35 — Sanayileşmenin ilerleyip, güçlenebilmesi, bu alanda sermaye terakümünün hızlanabilmesi, fert ünitelerinin ve teşebbüslerinin yeterli hâle gelmesi için, diğer sanayileşmiş memleketlerde olduğu gibi memleketimizde de süratli bir sermaye piyasasının kurulması çarelerinin aranması icap etmektedir.

Bunun için sermaye şirketi kuruluşlarını mâlî avantajlar, kolaylıklar ve muafiyetler yoluyla teşvik etmek; kuruluşları kolaylaştırmak ve basitleştirmek; kontrol ve denetim cihazlarını takviye etmek; tahvil ve hisse senedi ihraçlarını kolaylaştırmak; bunların vatandaşlar arasında en geniş şekilde sürümünün artırılması için, borsaların, mâlî müesseselerin faaliyetlerini hızlandırmak, risk ve ikraz sermayesi ile şirket kuruluşlarına katılacak mâlî müesseseleri, icabında devlet kaynaklarıyla takviye etmek gerektiğine inanıyoruz.

Ortak Pazara hazırlık

MADDE : 36 — Sanayimizin oldukça kısa bir müddet sayılan belirli intikal safhasından sonra Ortak Pazara katılmamız halinde güçlüklerle karşılaşmaması için şimdiden tedbir almak; Batı Dünyasının ileri sanayi memleketleriyle rekabet imkânlarımızı takviye etmek; Ortak Pazar üyeleriyle sanayi alanında işbirliğini artırabilmek için nisbî avantaj bakımından üstün olduğumuz sanayi alanlarında bir an evvel kuruluş ve ihtisaslaşmamızı tamamlamak gereklidir.

Dış Ticaret muvazenesi

MADDE : 37 — Sanayileşmemizin ve iktisadî kalkınmamızın her şeyden evvel dış âlemden muhtaç olduğumuz teknik vasıtaları ve ham maddeleri bol ve kesintisiz bir şekilde temin etmemize bağlı bir keyfiyet olduğunu hatırlıyarak, dış

ticaret tıkanıklığının bir an evvel giderilmesi için ciddî tedbirler alınması zaruretine kaniyiz.

Bu maksatla ihracatı, turizmi ve diğer görünmiyen kalemler gelirlerini artırmak, memlekete yabancı sermaye akımını teşvik etmek, şimdilik ithalâtımızda büyük kalem tutan, bazı maddelerin, memleket içinde imâl edilmesini teşvik etmek üzere sür'atli tedbirler almak icabetmektedir. Yabancı sermayenin, risk ve ikraz sermayesi şeklinde, teknik bilgi, tesisat ve patent olarak gelişini hızlandırmak için gereken bütün tedbirleri alacağız.

Millî sanayii himaye

MADDE : 38 — GATT (Genel Ticaret ve Gümrük Anlaşması) ve Ortak Pazar anlaşmalarıyla bağdaşacak şekilde hem ihracâtımızı artıracak, hem de ithalâtımızda geniş tasarruf temin edecek sanayi dallarını, himaye tedbirleri sayesinde, bir an evvel geliştirme yolları aramalıyız.

Diğer taraftan dış ticaret politikamızda, döviz kaynaklarımızı kullanırken, bu hususlara öncelik vermek, millî sanayiimizin ihtiyaçlarını, bol ve kesintisiz bir şekilde temin, edebilmek için, gereken malî ve idarî tedbirleri almak icabetmektedir. Kotaların tanziminde, liberasyon listelerinin tesbitinde bu hususlara hassasiyetle riayet edilmesi gerektiğine inanıyoruz.

İhracatı teşvik

MADDE :39 — İktisadî kurtuluşumuzun, kalkınmamızdaki sür'at ve devamlılığın dışardan sermaye temin etmek: kadar, belki ondan çok daha önemli olarak, kendi imkânlarımızı artırmağa ve döviz kazanma kapasitemizi sür'atle genişletmeğe bağlı olduğunu yakın tecrübeler göstermiştir. Bu itibarla ihracatın artırılması, iktisadî kalkınma politikamızda bir numaralı öncelik teşkil eden hususlardan biridir.

İhracatı teşvik için, müstahsilden tüccara kadar, tüccardan yabancı ithalâtçıya kadar uzanan zincirleme bağları takviye etmek icabetmektedir. Yabancıların istediği fiyat, vasıf ve mahiyette iç istihsalimizi ve mamullerimizi artırmak, standartlaştırmak, pazarlamak zarureti vardır. Bunun için hem müstahsilin ve imalâtçının hem de bunu pazarlayan ihracatçının teşvik edilmesi, takviye edilmesi icabetmektedir. Dış memleketlerdeki temsilcilerimizi daha iyi bir şekilde organize etmek, müstahsil ve ihracatçıyı, sermaye ve: kredi imkânlarıyla, vergi muafiyeti ve indirimleriyle, icabında mâlî yardımlarla, teknik yardım ve vasıtalarla teşvik etmek ilk , olarak ele alacağımız tedbirler olacaktır.

İktisadî hayatta istikrar

MADDE : 40 — İktisadî münasebetler, ticaret ve iktisat politikasında, mâlî ve bilhassa dış ticaret politikasında, müstakar ve tutarlı bir yol takibedilmesini şart koşar. Bu itibar- . la sık sık değişen kararnemelerle, her gün sürpriz yaratan tedbirlerle memleketin iktisadî düzeninin sarsılmasını önlemek gerektiğine inanıyoruz.

Zararlı müdahaleler, fiyat istikrarı

MADDE : 41 — Harp tehlikesi, şiddetli enflasyon ve deflasyon, tek el ve aşırı mal darlığı gibi fevkalâde haller müstesna, ticaret hayatına, iş hayatına fiyat kontrolü, kâr haddi, narh, lisans, kontenjan gibi tedbirlerle idarî müdahaleleri zararlı ve asıl hedefi baltalayıcı tedbirler olarak mütalâa ediyoruz. İktisadî düzenin, fiyat istikrarının, idarî müdahalelerle değil, gene iktisadî tedbirlerle tanzim, edilmesi zaruretine kaniyiz.

Esnaf ve zanaatkar

MADDE : 42 — Esnafın, küçük tüccar ve zanaat erbabının, iktisadî gelişmemizin bugünkü safhasında işgal ettiği ehemmiyeti müdrük olarak, bu zümreyi, halkımızın iktisadî ihtiyaçlarını karşılayan, daha büyük ve rasyonel işletmelere geçmeden, fertlerimize iktisadî faaliyet şuuru ve terbiyesi veren bir zümre olarak kabul ediyoruz.

Esnaf ve zanaat erbabının, sermaye, kredi, ham madde ihtiyaçlarını karşılayabilmek, mamullerini' değerlendirme ve pazarlama imkânlarına kavuşturmak için kooperatifleşmesini teşvik etmek; devletin teknik ve mâlî imkânlarıyla kendilerine destek olmak gerektiği kanaatindeyiz. Bu zümrenin de sosyal sigortalardan istifade ettirilmelerine imkân sağlanmasında büyük fayda görmekteyiz.

Ziraî kalkınma

MADDE : 43 — İktisadî kalkınmamızda, milletimizin büyük çoğunluğunun geçim kaynağını teşkil eden tarımın yeri son derece büyüktür. Tarım sektöründe çok fazla nüfusun bulunması, bu nüfusun büyük bir hızla artması, nüfus başına düşen gelirin az olması ve ziraî istihsal faktörlerinin kifâyetsizliği, ziraî kalkınmamızın başlıca meseleleridir. Tarım sektöründeki nüfus başına düşen geliri artırmak ve toprak ünitesine isabet eden verimi yükseltmek ziraî kalkınmamızın esasını teşkil etmektedir.

Tarım reformu

MADDE : 44 — Memleketimizi ziraî bölgelere ayırarak, her bölge için ilme ve gerçeklere dayanan özel, tarım programları tatbik etmek; ziraî istihsalı artıracak, maliyeti düşürecek tedbirleri almak ve bu suretle prodüktiviteyi ve rantabiliteyi yükseltmek; toprağın iyi işlenmesini ve muhafaza edilmesini sağlamak; yeniden işletmeye açılacak toprakları sür'atle işletmeye hazır vaziyete getirmek iyi tohumluk, uygun gübre, teknik sulama, ziraî bilgi, tarım mücadelesi gibi hizmetleri temin etmek; bunlar için lüzumlu ekipman ve finansman bulmak; ziraî istihsalde istikrarı sağlamak ve sermayenin tarımdan kaçmamasını temin için, mülkiyet emniyeti, ziraî asayiş, kadastro, tapulama ve ziraî sigorta gibi müstahsile emniyet ve itimat telkin edecek her türlü tedbiri almak; elde edilen mahsullerin değer fiyatına satışını temin için iç ve dış pazarlarda uygun bir pazarlama organizasyonu kurmak ve kurulmasını sağlamak; ziraî teknolojiyi inkişaf ettirmek; tarım sahasındaki gizli ve aşikâr işsizliği tarım teknolojisi ve muhtelif endüstri sahalarına çekmek; prodüktif ve rantabl çalışan düzenli tarım işletmelerini teşvik etmek; bu suretle memleketimizde «Tarım Reformu»nu tahakkuk ettirmek emelindeyiz.

Köylüyü topraklandırma

MADDE: 45 — Topraksız köylünün topraklandırılmasını lüzumlu ve zaruri görmekteyiz. Topraklandırmayı dar mâna- da, toprak dağıtımı şeklinde değil, ziraî kalkınmamızı sağlayacak bir politikanın tümü olan «Tarım Reformunun bir unsuru olarak anlıyoruz. Devlet elinde bulunup verimli bir şekilde kullanılmayan ve işlenmeyen bütün toprakların, düşük produktivite ile işlenen topraklardan muayyen ölçülerin üzerinde bulunanların, bunları verimli bir şekilde işletebilecek çiftçilere, belli ölçüler ve şartlarla dağıtılmasına taraftarız. Düzenli işletmelerimizin muhafazası ve bunlarda mülkiyet emniyetinin korunması ana prensiplerimizdendir.

Toprağın ıslâhı, muhafazası

MADDE: 46 - Ziraî gelişmemizde önemli rol oynayacak olan toprağın ıslahını, ağaçlandırılmasını, erozyondan kurtarılmasını, taşkından muhafaza edilmesini ve toprakların sulanması için, hakla işbirliği yollarının geliştirilmesini faydalı ve zarurî görmekteyiz.

Orman politikamız

MADDE : 47 —İlim ve tekniğin çerçevesi içinde, ileri ve rasyonel bir ormancılık uygulanması suretiyle, ormanlarımızın korunması, verimlerinin artırılması, yeni ormanların yetiştirilmesi sağlanacaktır.

Halkımızın refah ve saadeti temel hedef olduğu için, memleket gerçekleri ve yılların tecrübesi gerçekçi bir görüşle göz önünde tutularak, ormanların verimi azaltılmadan, halk ve orman İlişkileri düzenlenecektir.

Baltalık ormanların korunması

MADDE : 48 — Devlet baltalık ormanlarının köy sınırları içinde kalan kısımlarından o köylere yetecek miktarlarının korunması, yetiştirilmesi ve faydalanılması, Orman Genel Müdürlüğünün idare ve murakabesi altında, köy hükmi şahsiyetlerine devredilecektir.

Köylü ve orman münasebeti

MADDE : 49 — Orman içi köylerde, Devlet Orman teşkilâtının amenajman plânlarına göre ve onların kontrolü altında işletilmek şartıyla, koruluklar tahsis etmek, bu suretle yakacak ve avadanlık ihtiyaçlarını karşılamak da üzerinde duracağımız önemli işlerdendir. Tahrip edilmiş orman sahalarımızda aynı şekilde köylüye koruluklar tahsisi ve muhafazası ile yeni ormanların meydana getirilmesine çalışacağız.

Hayvancılık

MADDE : 50 — Türkiye'de hayvancılık, balıkçılık ve diğer su ürünlerini, hem önemli bir ihracat konusu, hem de, millî gelirimizin artmasıyla daha da genişleyecek iç ihtiyacı karşılayacak bir kaynak olarak mütalâa ediyoruz. Bunun için köylü ve müstahsilin.teşkilâtlanmasını, istihsal, yetiştirme ve avlama için gereken

tesisleri karşılıklı dayanışma ile, temin etmeyi, kıymetlendirme ve pazarlamada gerekli tedbirleri almayı isabetli görüyoruz.

Memleketimizde mer'a hayvancılığı yanında besi hayvancılığı, entansif hayvancılık şekillerinin de geliştirilmesine çalışmak lüzumuna inanıyoruz. Mer'aları, daha modern ve verimli hale getirmek için teknik, hukukî ve mâlî gereken tedbirlerin bir an önce alınmasını faydalı görmekteyiz.

Yardımcı sektörler

MADDE : 51 — Tarım ve sanayi gibi ama müstahsil sektörler yanında, bankacılık, sigortacılık, ulaştırma, enerji ve maden gibi alanlarda da, umumî kalkınma politikasına paralel gelişmelerin gerçekleştirilmesi hayati bir zarurettir.

Tarım, sanayi, maden ve ulaştırma alanlarında, müteşebbislerin ve müstahsilin kısa vadeli, uzun ve orta vadeli kredi ihtiyaçlarına cevap veren yeni müesseselerin kurulmasını, mevcutların kuvvetlendirilmesini arzu etmekteyiz.

Sigorta müesseselerinin, hem uzun vadeli iktisadî istikrarsızlıkları önliyen, hem de toplumun sermaye teşekkülü gücünü artıran bir vasıta olarak takviye edilmesine ve sahasının genişletilmesine çalışacağız.

Yakıt ve enerji

MADDE : 52 — Halkın ısıtma ihtiyaçlarından, sanayiin yakıt ve enerji ihtiyaçlarına kadar çok önemli bir sahayı kavriyan yakıt ve enerji meselesine, memleket gerçeklerine uygun ve rasyonel bir çözüm yolu bulmak için, uzun vadeli bir enerji politikası takibedilmesi gerektiğine inanıyoruz.

Köylümüzün gübre olarak kullanabileceği malzemeyi yakıt olarak kullanmasını önlemek, orman, tahribatına yol açan odun kesimini azaltmak için ucuz linyit, akaryakıt temini gibi yolları geliştirmek gerektiğine inanıyoruz.

Sanayiin ihtiyacı olan ucuz elektrik ve akaryakıt kaynaklarımızı, linyit ve maden kömürünü en rasyonel ve iktisadî icaplara uygun bir şekilde geliştirmeyi, hızlı kalkınmamızın icaplarından sayarız.

MADDE : 53 — İktisadî kalkınmamızda ucuz, sür'atli ve şümulü bir ulaştırma şebekesinin oynıyacağı hayatî rolü müdrük olarak, memleketimizin coğrafî yapıcı ve fizikî bünyesinin gerçeklerini hesaba katarak, ulaştırma ve haberleşme hizmetlerimizi ıslâh etmeyi ve genişletmeyi öncelikle mütalâa edilecek konulardan biri sayarız. Kara, demiryolu, deniz ve hava yolu şebekleri arasında karşılıklı bağlantıları, tamamlayıcı münasebetleri artıracak ve geliştirecek bir ulaştırma politikasının teshiline ihtiyaç olduğu kanaatindeyiz.

Ana yollar, köy ve il yolları arasındaki karşılıklı münasebetleri hesaba katan, demiryolu, karayolu ve denizyolu ile liman ve antrepoların birbirleriyle sıkı ve koordine çalışmasına imkân veren bir yapım,, idare ve tarife politikası güdülmesini zarurî görürüz. Şebekelerin ve ulaştırma vasıtalarının, modern standartlara uygun, iyi bakımlı bir şekilde idamesini, bu politikanın zarurî bir sonucu sayarız.

Ü ç ü n c ü K ı s ı m

SOSYAL HİZMETLER ve SOSYAL GÜVENLİK

Âcil ve pratik ihtiyaçlar

MADDE : 54 — «İktisadî Refah Devleti» anlayışımızın tabîî bir sonucu olarak, vatandaşlarımızın günlük hayatına tesir eden âmme hizmetleriyle, iyi ve verimli vatandaşlar olarak yetişmeleri imkânlarını açan diğer hizmetleri, modern devletin en başta gelen mes'uliyetleri arasında mütalâa ederiz. Bunlar arasında, eğitim, sağlık, sosyal güvenlik ve mesken konularını, vatandaşın günlük ve uzun vadeli en âcil ve pratik ihtiyaçları arasında kabul ederiz.

Millî Eğitim politikamız

MADDE : 55 — Vatandaşlarımızın, hür ve demokratik bir sistemin işleyebilmesi için mevcudiyeti şart olan, seviyeli, karakterli, faziletli, ahlâklı, kültürlü ve geniş görüşlü şahsiyetler olarak yetiştirilmesine yöneltilen bir eğitim sistemine kavuşmak millî eğitim alanındaki hizmet anlayışımızın temelidir. Birbirini seven ve anlıyan, haklarına karşılıklı saygın, yardım ve işbirliği zihniyetini benimsemiş, kültürlü ve müsamahalı vatandaşlardan müteşekkil hür ve müreffeh bir Türkiye'nin kuruluşu ancak böyle bir millî eğitim politikası sayesinde mümkün olabilecektir.

Millî Eğitim politikamızda ilmî zihniyeti benimsemiş, hür düşünceli şahsiyet sahibi vatandaşların yetiştirilmesi yanında, meslekî alanda bilgili ve hünerli, Türkiye'nin iktisadî kalkınmasında kendisinden beklenen üstün hizmetleri görebilecek seviye ve kalitede, üstün vasıflı vatandaşların eğitilmesine de önem vereceğiz. Millî Eğitimde müsbet ilimler yanında, sosyal ve manevî ilimlerin öğretimine de önem verilmesi gerektiğine inanıyoruz. Millî tarihimizde önemli yer tutan, millî benliğimizin teşekkülünde rolü büyük olan, tarihî, kültürel mirasın ve millî geleneklerimizin, güzel sanatların, millî folklorun ihmâl edilmemesini isteriz.

Gençliğin ihtiyaçları

MADDE : 56 — Sür'atli bir kültürel ve sosyal gelişme vetiresi içinde yetişen Türk gençliğinin, beden, ruh ve karakter yapısı bakımından, hem okul içi hem, de okul dışı yetişme imkânlarına özel ehemmiyet vermek gerektiğine kaniyiz. Bu maksatla izcilik, gençlik kulüpleri ve dernekleri, fikir kulüpleri, öğrenci dernekleri, millî folklor ekipleri ve teşekkülleri gibi, gençliğin kendi kendini yetiştirmesinde son

derece ehemmiyetli roller oynıyan faaliyet dallarında kendilerine yardımcı olacak ve yol gösterecek bir çalışmayı lüzumlu sayarız.

Gençlerin memleketi tanımısına, ruh ve bedenlerini sağlam bir şekilde geliştirilmelerine, diğer memleketlerdeki gençlerle ve bizzat başka bölgelerden gelen arkadaşlarıyla daha iyi tanışıp kaynaşmalarına imkân veren, kamp yerleri, gençlik yurtları gibi tesislerin kuruluş ve idaresinde Devletin ön-ayak olmasını istemekteyiz.

Gençleri hayata hazırlama

MADDE : 57 — Gençliğin halkla daha iyi kaynaşabilmesi, toplum kalkınmasının çeşitli safhalarında onların yaratıcı enerjilerinden ve gayretlerinden istifade edilebilmesi için bu kalkınma ile ilgili resmî ve gönüllü teşekküllerin elbirliği ve işbirliği ile, gençlere çalışma imkânları açılmasını arzu ederiz. Bilhassa tatil ve yaz aylarında gençleri hayata hazırlıyacak ve tecrübelerini artıracak bu gibi teşebbüslerin eğitici tesirlerinin de yüksek olacağına kaniiz.

Eşit eğitim imkânı

MADDE : 58 — Türk çocuklarına ve gençliğe eşit eğitim imkânlarından daha geniş şekilde faydalanabilmeleri, için Devlet ve mahallî idareler seviyesinde geniş bir burs ve kredi sistemi tatbik edilmesini ve bunun, eğitimin her safhasında yürütülmesini arzu ederiz.

Müstehlik eğitimden yatırımcı öğretime geçiş

MADDE : 59 — İlk, orta ve meslekî eğitimle, üniversite ve yüksek okul seviyesindeki eğitim faaliyetlerimizi, hem demokratik toplum hayatının icapları, hem de sür'atli iktisadî kalkınma ihtiyaçlarımızın zaruretleri ile, ahenkli ve koordine yürütmek gerektiğine inanıyoruz. Bu sebeple çeşitli eğitim kademeleri için elde mevcut kaynakların en zarurî ve hayatî ihtiyaçlara göre ayarlanmasını, müstehlik eğitimden yatırımcı öğretime geçilmesini zarurî ve faydalı görmekteyiz.

Yüksek öğretimde cihazlanma

MADDE : 80 — Üniversite ve yüksek okul müesseselerimizin batı standartları seviyelerine yükseltilmesini araştırma ve orijinal düşünceye ve buluşlara yönelen faaliyetlerin teşvik edilmesini, enstitü ve laboratuvarların, kütüphane ve dokümantasyon, seminer imkânlarının artırılmasını, öğrenci ve öğretim üyesi nisbetinin düzenlenmesini gelişen ve değişen bir Türkiye'nin hayatî ihtiyaçları bakımından zarurî mütalâa ederiz.

Okul dışı imkânlar ve halk eğitimi

MADDE : 61 — Eğitim ve öğretimin okuldan, sonraki safhada da devam etmesi için gerekli şartlar, imkân ve vasıtalar sağlanamadığı takdirde, okul çağındaki eğitim, ve öğretim etkisinden kaybedeceği için, okul dışındaki imkânları da artırmak, okul açmak kadar önemlidir. Bunun için halk eğitimine, okul dışı eğitim ve öğretim faaliyetimizin bir parçası olarak özel bir ehemmiyet vereceğiz.

Halk eğitimi çalışmalarını milliyetçi bir ruh ve anlayışla, köy kalkınmamızı sağlayacak bir istikamette geliştirmeyi zarurî görmekteyiz. Eğitimin yalnız okul çağında değil, bütün hayat boyu devam eden bir faaliyet olduğunu hatırlıyarak, kütüphane, müze, tiyatro v.s. gibi diğer eğitim, kültür ve sanat faaliyetleriyle beraber mütalâa edilmeyen bir eğitim politikasının eksik kalacağına kaniiz. Okulla, onun dışında kalan diğer kültür ve eğitim, müesseselerinin birbirini tamamlayacak şekilde faaliyet göstermeleri gerektiğine inanıyoruz. Bu itibarla eğitim, hedefimiz içinde okul açmak kadar, okulun içinde yer aldığı çevreyi, vermek istediğimiz eğitim için müsait bir ortam haline getirmek üzere gereken yardımcı tedbirleri alacağız.

Eğitim sisteminin düzenlenmesi

MADDE : 62 — Türkiye'nin modernleşme çabalarının bizi arzu ettiğimiz hedeflere sür'atle ulaştırabilmesi için, Batı kültürü, medeniyeti ve zihniyetinin derinliklerine nüfuz edecek şekilde eğitim sistemimizin yeniden düzenlenmesi gerektiğine kaniiz. Bunun için Batı Âlemi ve hür dünya ile kültür, teknik ve güzel sanatlar alanlarında, bağlarımızın daha sıklaştırılmasını, eğitimdeki işbirliğinin arttırılmasını zarurî saymaktayız.

Herkese eğitim, her köye okul

MADDE ; 168 — Türk vatandaşlarına eşit eğitim imkânları verilmesi, herkese hayatta kabiliyetini geliştirecek fırsat eşitliği temin edilmesi, eğitim safhalarında kabiliyetli gençlerimizin öğrenimlerine devam edebilmeleri için kendilerine destek olunması gereklerine «Sosyal Adalet» ilkesi icapları olarak inanmaktayız.

Bu maksatla okulsuz köy bırakılmamasını da zarurî bulmaktayız.

Vasıflı ve ülkücü öğretmen

MADDE : 64 — Her kademedeki eğitim ve öğretim müesseselerinde öğretmenliğin cazip bir meslek halinde tutulmasını; meslek itibarının sarsılmamasını; hayat şartlarının tatminkâr bir seviyede olmasını temin etmek üzere, maddî ve manevî alanda acilen tedbir alınması gerektiğine inanmaktayız. Vasıflı, ülkücü öğretmen yetiştirilmesinin eğitim meselelerinin başında geldiğine kaniiz.

Tarihî eser, Cami ve kültür yuvalarının idamesi

MADDE : 65 — Memleketin hem turizm, bakımından önemli sermayesini teşkil eden, hem de milletimizin kültür mirasları arasında bulunan tarihî binaları ve âbideleri onarmak ve sağlam halde tutmak millî kültür politikamızın tabîî vazifeleri arasındadır.

Kütüphanelerin, okuma odalarının, müzelerin, cami ve ibadethanelerin, sosyal ve kültürel kulüplerin, sergi ve konferans salonlarının, okul öğrenci yurdu ve misafirhanelerinin yeterli, düzenli, temiz ve ihtiyaca uygun bir şekilde idâme ettirilebilmesi için devletle mahallî idarelerin işbirliği yapması gerektiğine kaniiz. Keza parkların, oyun sahalarının çocuk bahçeleri ve kreşlerin, çocukların, gençliğin ve halkın ihtiyaçlarına cevap verecek şekilde düzenlenmesi ve idaresinin, devlet tarafından desteklenmesini uygun görürüz:

Şehircilik, imar ve iskân her aileye bir yuva

MADDE : 66 — Sür'atli kalkınma ve sanayileşme hamlesi içinde bulunan bir memleket için büyük bir nüfus hareketinin belirmesi tabîî olduğundan, memleketimizde de şehirleşme, iskân, imâr ve mesken meselelerinin önemli bir konu teşkil ettiğine¹ ve daha da edeceğine kaniiz.

Bu sebeple şehircilik işlerinin idare, eğitim ve tatbikat alanında daha şumüllü ve sistemli bir şekilde ele alınmasını lüzumlu görmekteyiz. Belediyeciliğin, idare ve mahallî âmme hizmetleri işletmesi gibi yönlerini bilen elemanların yetiştirilmesi, belediyelerimizin ve mahallî idarelerin mâlî kaynaklar ve teknik vasıtalarla teşhizi hususlarında yardım ve desteğe muhtaç bulunduğu kanaatındayız. İdarî - ademî merkezîyet müesseselerini, merkezî idarenin lüzumsuz tasallutundan kurtarmak kararındayız. Şehirlerde gecekondularda oturan vatandaşlarımızın meselelerine samimiyetle eğilmek, her aileye bir yuva kazandırmak emelindeyiz.

Sağlık ve sosyal yardım hizmetleri

MADDE : 67 — Halkın sağlığını korumak devletin vazifesidir. Köy, kasaba ve şehirlerimizde gıda maddeleriyle, barınma ve çevre sağlığı şartlarının yeterli bir şekilde kontrolü, titizlikle uygulanması gereken bir âmme hizmetidir.

Devlet, vatandaşların sağlığını tehdit eden her türlü fizikî, kimyevî ve biyolojik tehlikelere karşı, tedbirler almak, gelişmekte olan nesillerin, ruh ve beden yapısına zarar verici etkenleri önlemek, onlara en müessir usullerle sağlık eğitimi vermekle mükelleftir. Bu anlayış içinde koruyucu hekimliğe öncelik tanımaktayız.

Bina, malzeme, teknik tesisler, vasıta ve hizmet bakımından sağlık kurumlarının, çağımızın gerektirdiği standartda olmasını kontrol, bütün vatandaşların sağlık hizmetlerinden â-dil ölçüler içinde yararlanmasını temin etmek hedefimizdir.

Sosyal hastalıklarla mücadele; Hekimlerin ücret ve çalışma şartları

MADDE : 68 — Verem, frengi mücadelesi ve tedavisi, ruh hastalıkları ve ruh sağlığı gibi sosyal hastalıklar ve konular, âmme hizmeti olarak yürütülmelidir. Bu alanda ihtiyacı karşılayacak tedbirlerin alınması, tesislerin hizmete girmesi, doğum ve çocuk bakım evlerinin, kreşlerin çoğaltılmasına devlet, dikkat etmelidir.

Hekimlerin, modern tababet standartlarına sahip olmalarını temin ve kontrol, çalışma alanları ve bölgelerinin şartlarına göre ücretlerini düzenleme, devlet hizmetinde çalışanların zamanlarının tamamını vazifelerine, tahsis, serbest taba-betin gelişmesine yardım, hekimlerin muvazeneli bir nisbetle yurt sathına yayılmalarını temin; sağlık politikamızın hedeflerindedir.

Yoksulların tedavisi

MADDE : 69 — Tıbbî ve cerrahî bakım ve tedavi kurumalarını, bölge tesisleri halinde halkın ayağına götürmek, kıt gelirli, işsiz, yoksul vatandaşların her türlü tedavi giderlerini sosyal yardım fonlarından karşılamak hedefimizdir.

Tedavi sanayiinin himayesi

MADDE : 70 — Yerli ilâç ve sıhî malzeme sanayiinin kontrol ve desteklenmesini, döviz tasarrufu ve sağlık hizmetlerinin tatminkâr bir şekilde sağlanması bakımından zarurî görürüz.

Sosyalizasyon

MADDE : 71 — Hekimliğin sosyalleştirilmesinde, pilot bölgelerden alınan sonuçların dikkatli bir şekilde değerlendirilmesi yapılarak, tecrübe bölgelerindeki tesislerin tam çalışır hale getirilmesi, yeter sayıda hekim ve yardımcı personelin yetiştirilmesi sağlandıktan sonra, bünyemize uygun bir düzenlemeye gitmeyi zarurî görüyoruz.

İş hayatında düzen

MADDE : 72 — Endüstri hayatı ilerlemiş ve şehirleşmiş bir toplumda, iş ve işçi meselelerinin ehemmiyeti artacağı için, işçi ve işveren arasındaki münasebetleri düzenleyen, işçinin çalışma şartlarını ve sosyal güvenliğini teminat altına alan, modern ve demokratik bazı müesseselerin yerleşmesine, kökleşmesine ve geliştirilmesine yardım etmek gerektiği kanaatındayız.

Asgarî ücret, toplu sözleşme

MADDE : 73 — Çalışan vatandaşlar arasında kadın ve çocukların özel hükümlerle himaye edilmesini, çalışma şartlarının düzenlenmesini, işgücünün hak ettiği karşılığı alabilmesine yardım etmek üzere, asgarî ücret tesbiti gibi usullere başvurulmasını ve nihayet işçilerin kütle halinde teşkilâtlanarak, işveren veya onun meslek teşekkülü karşısına sendika ile çıkıp ücret için toplu sözleşme yoluna başvurmalarını doğru görürüz.

Hür Sendikacılık

MADDE : 74 — Hür sendikacılığı, hem ücret pazarlığı, hem çalışma şartları, hem de demokratik bir düzende verimi artıran ve meslekî ve beşerî dayanışmayı takviye eden faydalı bir müessese olarak kabul ederiz. Sendika hürriyetine karşı müdahaleyi, demokratik hak ve hürriyetlere karşı yapılmış bir müdahale olarak mütalâa ederiz.

Sendikacılığın meslekî bir dayanışma vasıtası olarak kullanılmasını, siyasî, baskı ve emeller için bir âlet ve vasıta haline getirilmemesini arzu ederiz.

Millî gelir ve kalkınma politikamıza uygun bir ücret politikası takibedilmesi için, sendikaların işbirliğine ve mes'uliyet hissi içinde faaliyetlerini geliştirmelerine ihtiyaç duyulacağını kabul ederiz.

Sendika hürriyetini ve grev ve lokavt hakkını tahdit etmemek şartıyla, işçi teşekküllerinin siyasî baskı vasıtası olarak kullanılmasını ve iktisadî kalkınma hedeflerimizi baltalayacak ve bizzat çalışan kütlelerin menfaatlarına zarar verecek istikamette sosyal hakların kötüye kullanılmasını önlemek üzere, hür Batı

memleketlerinde başvuru usul ve müesseseler çerçevesi içinde hareket edilmesi gerektiğine kaniiz.

İşçi - İşveren münasebeti

MADDE : 75 — İş verimliliğini ârtırmak ve işyerlerinde işçi - işveren münasebetlerini daha ahenkli kılmak için işyeri danışma komitelerinin kurulmasını teşvik etmek isteriz.

İşyerinde eğitim ve kurslarla, meslekî eğitimin ve kalifiye işçinin sağlanmasını teşvik etmek, ve bu hususta sendikalarla, işbirliği yapmak gerektiğine inanıyoruz.

Sosyal güvenlik tedbirleri

MADDE : 76 — Hastalık, analık, iş kazaları, meslek hastalıkları, malûliyet, ihtiyarlık ve ölüm sigortaları gibi vasıtalarla bütün çalışanları içine alan, birçok fizyolojik ve meslekî riskleri ve rehabilitasyon ihtiyacını karşılayan şümüllü sosyal güvenlik tedbirlerini geliştirmek ve buna' yalnız işçi ve işverenin değil, devletin de bir miktar katılmasını sağlamak gerektiğine inanıyoruz.

İşsizlik sigortasının kurulması için hazırlık yapmak ve cemiyet içinde muhtaç ve düşkün fertlerin Devlet himayesinden istifade edebilmesi için bazı tedbirler alınmasını sağlamak gerektiğine inanıyoruz. Keza tarım işçilerini de sosyal güvenlik sistemi içine almak gerektiğine kaniiz.

Her Türk vatandaşım yarınından emin halde, huzur ve emniyet içinde yaşatmak gayemizdir.

D ö r d ü n c ü K ı s ı m

ÂMME İDARESİ

Parlâmento

MADDE : 77 — Millî iradenin hakikî temsilcilerinin toplandığı, millî hâkimiyetin tecelli ettiği Parlâmentoyu âmme idâresinin temel müessesesi saymaktayız. Parlâmentonun ve onun murakabesi altında bulunan siyasî otoritenin mümessili bulunan rnes'ul Hükümetin üstünde, hiçbir kuvvetin Devlet hayatının yürütülmesine müdahale etmesi düşünülemez. ve böyle müdahalelere göz yumulamaz. Parlâmentoyu, her türlü tertiplerden, baskı gruplarının nüfuzlarından masun tutmak, prestij ve otoritesini sarsacak faaliyet ve telkinlerden kurtarmak, tesirli ve verimli kılmak demokratik devlet idaresinin en belli başlı şartlarındandır.

Siyasî partiler

MADDE : 78 — Siyasî partilerin emniyet içinde çalışmalarını sağlamak, maddî ve manevî baskılardan âri bir şekilde faaliyetlerine devam imkânı vermek, parti içi demokrasi usul ve teamüllerini tatbik etmek, millî iradenin tecellisi bakımından önemli noktaları teşkil eder.

Anayasa Mahkemesi

MADDE : 79 — Anayasa Mahkemesinin her türlü siyasi tesirlerden uzak, demokratik Türk Cumhuriyetinin temel müesseselerini ve kanunlarını, her türlü müdahale ve suiistimalden korumaya azimli, tecrübeli ve yüksek meslekî vasıfları haiz üyelerle teşhiz edilmiş olarak görmek en hâlisane arzumuzdur.

Devlet Başkanı

MADDE : 80 — Devlet Başkanının partiler üstü hüviyete sahip, bütün memlekette Devlet ve âmme hizmeti alanında tecrübesi olan, büyük manevî prestij ve otoriteye malik şahsiyetlerden olmasını, partilerarası rekabetlerin centilmence yürümesini, demokratik düzenin ahenk ve muvazenesi bakımından faydalı görmekteyiz.

Bakanlar Kurulu

MADDE : 81 — Hükümet ve Bakanlar Kurulunun teşekkülünde, en yüksek seviyedeki Devlet politikasının müştereken münakaşa edilip, karara bağlanmasına imkân sağlayacak, dairelerinin meselelerini yakından izleyen ve onlara gereken umumî direktifleri verecek ve bu tedbirleri Hükümet ve Parlâmento içinde müdafaa, edecek yeteri sayıda üye bulunmalıdır.

Bakanlar Komitesi

MADDE : 82 — Bakanların ve bakanlıkların vazifeleri arasında rasyonel ve işin mâhiyetine uygun bir vazife taksimi yapılmalı; aynı mâhiyeti haiz olan veya birbiri ile yakın ilgisi bulunan vazifeler çeşitli bakanlıklar arasında dağılmamalı; çeşitli bakanlıkların işbirliği ile gerçekleşecek mâhiyetteki bazı özel meseleler için, ilgili bakanlardan müteşekkil «Bakanlar Komitesi» kendi aralarında toplanıp, Bakanlar Kurulu için hazırlık yapabilmelidir.

Personel rejimi

MADDE : 83 — Devlet Personel rejimi, kariyer esasına dayanmakla beraber, âmme hizmeti dışında bazı yüksek vasıflı idareci, teknisyen ve mütehassısın kısa vâdeler için kontratlı olarak çalıştırılmasına da imkân vermeli; vazifeler sıralanmalı ve kademelendirilmeli, Devlet Memuriyetine giriş imtihanla olmalı, personel ödenekleri hem kıdem, hem de hizmet kademelerini hesaba katan bir sistem içinde tesbit edilmelidir. Devlet Personelinin ücretleri fiat endekeslerindeki hareketlere göre ayarlanmalı ve herhalde Devletin vasıflı ve yetişmiş personelini kaybetmemesi için gereken her türlü tedbîr alınmalıdır.

İdarede reform

MADDE : 84 — İdarede âmirlerin vazife ve mes'ulliyetlerini yayan ve anonimleştiren, hizmetin gecikmesine sebep olan, kararsızlık ve bürokrasiyi teşvik eden vazife ve meşguliyetleri çeşitli daireler ve kademeler -arasında dağıtan usullere son vererek, hizmet süratlendirilmelidir. Karar vermekten kaçınan, mes'uliyet yüklenmekten çekinen, vazifeyi başkaları üzerine sevk etmeyi gelenek ve âdet haline

getiren usuller sür'atle tasfiye edilmeli, bürokraside ve Devlet daireleri içinde kumanda zinciri, vâzih ve belirli bir şekilde tesbit edilmelidir.

Merkezî ve mahallî idare münasebetleri

MADDE : 85— Artan âmme hizmetlerinin vatandaş ayağına daha iyi şekilde götürülebilmesi ve genişleyen merkezî idare teşkilâtının bürokratik mecburiyetler içinde boğulmasının önlenmesi için, Türkiye'de Merkezî Devlet Teşkilâtı ile, Mahallî İdareler arasındaki alâkaların, tarihî kökler ve tesadüflere dayanan bünyesi yeniden gözden geçirilmeli ve Mahallî İdarelerin selâhiyet ve imkânları artırılmalıdır. Merkezî Devlet Teşkilâtı ile koordinasyon ve işbirliği daha vazih ve rasyonel bir şekilde tesbit edilmelidir.

Adalet

MADDE : 86 — Adalet hizmetinin daha tesirli ve sür'atli bir şekilde görülebilmesi için adliye teşkilâtımızda ve usullerimizde reformu zarurî görmekteyiz. Adlî teşkilâtı genişletmek, idarî mahkemeler ve ihtisas mahkemeleri kurarak, yargıtay ve daniştay ile ilk mahkemelerin yüklerinin hafifletilmesi gerektiğine inanıyoruz.

Adaletin tarafsızlığı için hâkim teminatının takviye edilmesi, hâkimlerin tâyin, terfi, nakil, tecziye ve emekliye ayrılmalarında siyasî tesirlerden uzak, objektif kıstasların nazarı itibara alınması gerektiğine kaniiz.

Mahallî İdareler

MADDE : 87 — Mahallî idarelerin gerçek bir şahsiyete kavuşturulmasını, idarî ademi merkezîyet prensibinin samimi bir şekilde, tatbik edilmesini, demokratik düzenin ve hızlı gelişmenin şartlarından sayarız.

Köylerimizin gelişmesinde ve ihtiyaçlarının karşılanmasında yetersiz halde bulunan köy kanununu, köy kalkınmasına yardım edecek şekilde yeniden tedvinini zarurî görmekteyiz.

Millî Savunma

MADDE : 88 — Yurt bütünlüğünü koruyabilmesi için silâhlı kuvvetlerimizin modern silâhlar ve teknik vasıtalarla teçhiz edilmeleri yanında, iyi eğitim görmesini, modern usuller ve metotları benimsemiş ve kavramış ateş gücü yüksek bir kuvvet haline getirilmesini arzu ederiz.

Ordumuzun terihî geleneği; Ordu personelinin refahı

MADDE : 89 — Silâhlı kuvvetlerimizin yalnız Vatan müdafaası ile meşgul olmasını, siyâsî cereyan ve temayüllerden uzakta kalmasını, siyaset dışında millî bir müessese hâlinde savunma vazifesini yapmasını, hem «Modern Devlet» anlayışının, hem de Silâhlı Kuvvetlerimizin tarihî geleneklerinin tabî bir icabı sayarız.

Ordu personelinin yorucu ve yıpratıcı şartlar içinde çalıştığını hesaba katarak, mesleğin şeref ve haysiyetine yakışan bir hayat seviyesini idâme ettirmenin

zaruretini kabul e-derek, Silâhlı Kuvvetlerimizin, mesken, maişet, refah ve emniyet bakımından tatmin edici imkânlarla sahip olmasını arzu ederiz.

Hükümet ve Ordu münasebetleri

MADDE : 90 — Ordunun, Parlâmentonun murakabesinde bulunan Hükümetin emrinde bir devlet teşkilâtı olması sebebiyle, Silâhlı Kuvvetlerin yüksek idaresi ile demokratik devlet düzeni esaslarına göre Bakanlar Kurulu ve Millî Savunma Bakanlığı arasındaki münasebetlerin, vazife ve mes'uliyet bakımından hiç bir tedahüle meydan vermeyecek bir şekilde tanzim edilmesi gerektiğine inanıyoruz.

Beşinci Kısım

DIŞ POLİTİKA

Dış Politikamızın esasları

MADDE : 91 — Birleşmiş Milletler Anayasası çerçevesi içinde, dünyada barış, adalet, eşitlik, hürriyet ve milliyet ve millî hâkimiyet esaslarına uygun olarak, bütün milletlerle işbirliği yapılmasına ve barışın korunması için gayret sarfedilmesine çalışmak, dış politikamızın temellerinden biridir.

Medenî milletler camiasının ve batı dünyasının. müşterek mirası haline gelmiş olan hür cemiyet düzenini, demokratik kıymet ve müesseseleri korumak, geliştirmek ve yaymak için, siyasî, askerî, kültürel, sosyal, manevî ve iktisadî alanlarda, aynı hedeflerde anlaştığımız ve aynı kıymetleri paylaştığımız hür milletler camiası ile işbirliğini artırma ve derinleştirmenin, millî menfaatlarımız bakımından hayatî bir ihtiyaç olduğuna kaniiz.

Silâhsızlanma; işbirliği ve dayanışma

MADDE : 92 — Dünya barışını tehdit eden gerginliklerin azaltılması, nükleer harp felâketinin önlenmesi için atom denemelerinin men'i, nükleer ve konvansiyonel silâhların azaltılması ve kademeli ve kontrollü olarak silâhsızlanmak hedefine ulaşılması için bütün iyi niyetli milletlerle işbirliği yapılmasını, bu yoldaki gayretlerin desteklenmesini arzu ederiz.

Barışı tehdit eden alanlarda Birleşmiş Milletlerin daha aktif ve tesirli bir şekilde hareket etmesi için. bu teşekkülün samimî olarak desteklenmesini, az gelişmiş ülkelerle, Batının ileri ve zengin milletleri arasında sosyal ve iktisadî alanda işbirliği ve dayanışma kurulması için bu teşekkülün sarf ettiği gayretleri desteklemeyi ve buna katılmayı faydalı bir yol olarak mütalâa ederiz.

Bütün Dünyada hürriyet ve barış

MADDE : 93 — Yakın komşularımızla, tarihî bağlarla bağlı bulunduğumuz Orta Doğu milletleri, Asya ve Afrika'da bağımsızlığına yeni kavuşmuş

memleketlerin halkı ile yakın münasebetler kurmayı, dostluk tesis etmeyi, hem Türkiye'nin dünya milletler camiası içindeki şerefli yerini almasına, hem de dünyada hürriyet ve barışın teessüsüne yardım eden bir adım olarak mütalâa ederiz.

Avrupa Birliđi, Ortak Pazar gibi Batı Dünyası ile bağlarımızı kuvvetlendirecek, iktisadî kalkınmamıza yardımcı olacak ve Türkiye'yi Batının hür ve müreffeh ülkeleri arasına sür'atle yükseltecek azimli adımları, NATO ve CENTO gibi hem savunma hem de diđer sosyal, iktisadî ve kültürel hedeflere hizmet eden andlaşmalara sadık, kalmayı dış politikamızın hedefleri arasında sayarız.

Beyza AKIR

Née en 1981 à İstanbul. Elle a terminé ses études secondaires dans le lycée Anatolien de Kenan Evren. Elle est diplômée des sciences politiques et administratives à l'Université de Marmara.

*

Born in 1981 in Istanbul. She ended her secondary education in the Anatolian Lycée of Kenan Evren. She is graduated from the political and administrative sciences at the University of Marmara.

*

1981, İstanbul doğumlu. Orta öğrenimini Kenan Evren Anadolu Lisesinde tamamlamıştır. Marmara Üniversitesi Kamu Yönetimi mezunudur.

TEZ ONAY SAYFASI

Üniversite Galatasaray Üniversitesi
Enstitü Sosyal Bilimler Enstitüsü
Adı Soyadı Beyza ÇAKIR
Tez Başlığı « Demokrat Parti » - « Adalet Partisi » : Continuité et Rupture
Savunma Tarihi 24.03.2009
Danışmanı Prof. Dr. Ahmet İnel

Jüri Üyeleri

Ünvanı, Adı, Soyadı

İmza

Prof. Dr. Ahmet İNSEL

Yrd. Doç. Dr. Hakan YÜCEL

Yrd. Doç. Dr. Özgür ADADAĞ

Enstitü Müdürü

Prof. Dr. V. Emin BOLAK